L'intervention française au Mexique : mémoires / par le colonel Ch. Blanchot,.. ; préface par M. le Cte de Moüy,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Blanchot, Auguste Charles Philippe (1834-1918). L'intervention française au Mexique : mémoires / par le colonel Ch. Blanchot,.. ; préface par M. le Cte de Moüy,.... 1911.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

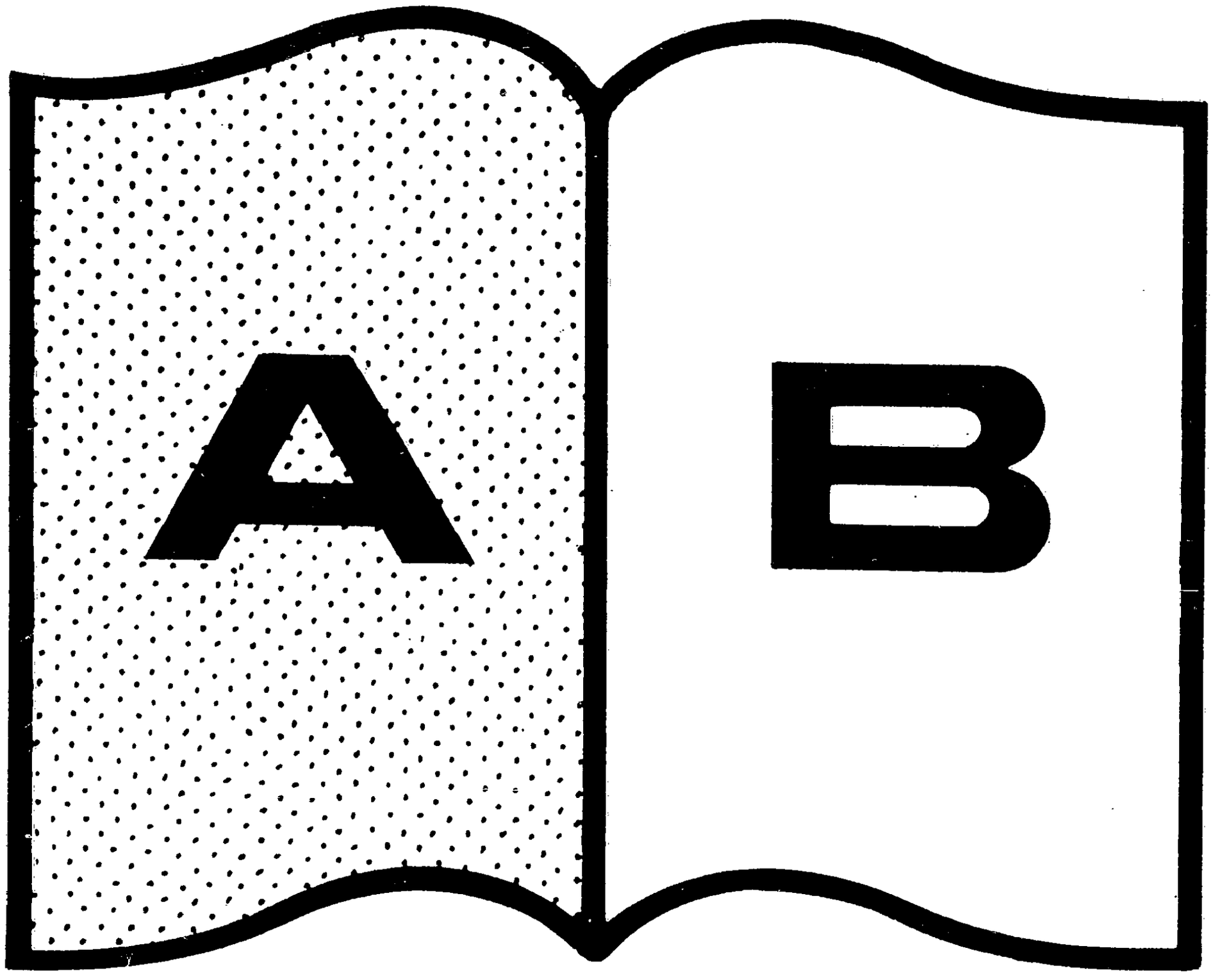
*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

1

LUX ET VERITAS

MÉMOIRES

L'Intervention Française au Mexique

PAR LE

Colonel Ch. BLANCHOT

Ancien Officier d'Etat-Major
Commandeur de la Légion d'Honneur
Officier de l'Instruction Publique

Cette Edition contient des documents, plans, portraits et vignettes

TOME II

u8821

PARIS
LIBRAIRIE ÉMILE NOURRY
62, rue des Ecoles, 62

1911

LUX ET VERITAS

MÉMOIRES

L'Intervention Française au Mexique

PAR LE

Colonel Ch. BLANCHOT

Ancien Officier d'Etat-Major
Commandeur de la Légion d'Honneur
Officier de l'Instruction Publique

Cette Edition contient des documents, plans, portraits et vignettes

48331

TOME II

PARIS
LIBRAIRIE ÉMILE NOURRY
62, rue des Ecoles, 62

1911

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
IMPRIMÉS

L'Intervention Française au Mexique

R 18274 80



L'EMPEREUR MAXIMILIEN

LUX ET VERITAS

MÉMOIRES

L'Intervention Française au Mexique

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R F

PAR LE

Colonel Ch. BLANCHOT

Ancien Officier d'Etat-Major
Commandeur de la Légion d'Honneur
Officier de l'Instruction Publique

Celle Edition contient des documents, plans, portraits et vignelles

TOME II

PARIS
LIBRAIRIE ÉMILE NOURRY
62, rue des Ecoles, 62

1911

CHAPITRE PREMIER

MEXICO. — PREMIÈRE PÉRIODE POLITIQUE

Du 10 Juin au 10 Juillet 1863

Le général Forey et la politique. — Manifestation cléricale. — Proclamation du général Forey. — Décret de M. Dubois de Saligny. — Désirs et instructions de Napoléon III. — Nomination de la Junte gouvernementale. — Almonte. — Formation d'un gouvernement provisoire. — Le triumvirat. — Nomination et réunion du Congrès. — Vote du Congrès adoptant un gouvernement impérial dans la personne de l'archiduc Maximilien. — Proclamation de l'Empire. — Conséquences futures. — Responsabilités. — Silhouette de l'archiduc d'Autriche Maximilien.

Le 10 juin, qui vit l'armée entrer en conquérante dans la capitale du Mexique, peut être considéré comme le terme de l'action générale et commune de cette armée. Les opérations d'ensemble ne semblaient plus nécessaires dans les conditions nouvelles où se trouvaient les moyens de résistance encore à la disposition du président Juarez, qui n'amenait pas son pavillon. Dès lors, le 11 juin ouvrait à l'intervention française une ère nouvelle lui imposant, après l'œuvre de désorganisation qu'avait accomplie son armée, l'obligation d'entreprendre celle de la réorganisation du pays. C'était désormais une œuvre de politique gouvernementale et sociale qui imposait des devoirs nouveaux au général Forey, en sa qualité de mandataire du Gouvernement français.

Cet officier n'avait eu jusqu'à ce jour que la mission de renverser, de briser, de détruire. Elle n'avait pas été tou-

jours facile; mais, grâce à ses lieutenants, il l'avait remplie convenablement pour l'honneur de nos armes. Quant à celle qui désormais s'imposait, mission de réorganiser et de reconstruire, elle était autrement difficile pour lui, qui ne possédait, pour la mener à bien, aucune des aptitudes nécessaires. C'était un brave homme dont le plus grand désir était certainement de rétablir la paix et la tranquillité dans le Mexique; mais la tâche était au-dessus de ses moyens. Il n'avait pas d'initiative personnelle, s'abandonnait inconsciemment aux influences qui l'entouraient et savaient flatter son excessive vanité. Il manquait, en outre, de tempérament et se laissait décourager par la moindre difficulté. Alors, se sentant incapable d'agir par lui-même, il laissait faire les autres. Enfin, il n'avait aucune idée de la politique et encore bien moins de l'art d'en jouer. Il me semble, du reste, qu'il n'avait eu jusqu'à ce moment qu'une lueur de clairvoyance en cette matière : c'est lorsqu'il eut la pensée géniale de décider le général Ortega à entrer dans le gouvernement qu'il allait constituer à Mexico. Aussi, et bien malheureusement pour la France et le gouvernement impérial, il compromit, dès le début, le résultat de notre intervention. Il avait eu des conseillers utiles et compétents pendant la première partie de son rôle au Mexique; mais il n'en eut que de détestables, de néfastes même, dans la seconde. Ceux-ci ne lui firent commettre que des fautes, que des maladresses. Parmi eux, il y eut surtout deux Français, un officier qui lui était attaché depuis le commencement de la campagne et était chargé de la direction des affaires politiques, le commandant Billard, qui n'avait aucune des aptitudes nécessaires à un politicien ni à un diplomate. L'autre était le ministre de France, M. Dubois de Saligny, intelligent, habile, malin même, mais dangereux, parce qu'il était un homme de parti pris et passionné, parce que, durant son séjour antérieur au Mexique, il s'était laissé hypnotiser par les séductions et les flatteries dont le comblait le parti réactionnaire, ou plutôt clérical.

Dans ces conditions et sans parler d'influences plus funestes encore qui avaient accès auprès de lui, ce malheureux général devait accumuler les fautes. Il débuta dès son arrivée à Mexico, car, aussitôt après avoir savouré les délices des honneurs que lui rendit la représentation religieuse dans la capitale, il commit un impair dans ce même domaine des pratiques religieuses.

Lorsque Juarez était arrivé au pouvoir, il avait fait fermer les couvents des deux sexes et expulsé du territoire de la République les religieux qui s'y trouvaient. En outre, il avait interdit toutes les grandes manifestations extérieures du culte. Aussi, depuis cette époque, les processions n'étaient jamais sorties des églises, bien que les Mexicains fussent passionnés pour ces cérémonies que l'on entourait d'un apparat extraordinaire.

Aussi, Mgr Labastida, le grand maître de la religion au Mexique, dès l'entrée de nos premières troupes dans Mexico, assuré de n'essuyer ni protestations brutales ni représailles ultérieures, avait résolu de frapper un grand coup et de reconquérir, par une manifestation éclatante, tout le terrain perdu pour la suprématie et l'influence religieuses. Profitant de l'effervescence populaire soulevée par l'arrivée des Français, il avait imaginé l'organisation d'une procession générale gigantesque qui exalterait le sentiment religieux des habitants et surtout des Indiens. Dans la combinaison et la réalisation de ce projet, il était fortement soutenu, conseillé, sollicité même par les cléricaux farouches qui avaient fait mainmise sur le général Forey, sectaires forcenés qui avaient proposé de fusiller les généraux prisonniers de Puebla; les Almonte, les Marquez et Cie, Torquemada échappés de leurs tombeaux qui, pour un peu, auraient essayé le rétablissement de l'Inquisition !

Pour donner plus d'éclat à cette manifestation, ils en fixèrent le jour au lendemain de l'entrée solennelle, afin de profiter des dispositions décoratives de la ville organisées à grands frais en l'honneur des troupes françaises. Et, le 11

juin, sous les arcs de triomphe où avaient passé nos soldats victorieux, passèrent triomphants, eux aussi, en colonnes immenses, des prêtres pompeusement ornés, des Basiles, des moines, des nonnes de tous ordres et de tous costumes, qui, ressuscités par le miracle de l'intervention française, surgissaient de toutes parts sous le froc, invisible depuis longtemps. Et tout ce cortège mystique, sur lequel planaient par centaines des dais, des crucifix sanglants, des bannières, des croix, des statues de saints couvertes des plus riches ornements et surtout de la vénérée Nctre-Dame de Guadalupe, qui aurait pu, en d'autres circonstances, dans d'autres conditions, être imposant pour nous tous, eut le don malheureux d'inspirer à un Français, « né malin », cette satyre irrévérencieuse : « Hier, était la journée des armes; aujourd'hui c'est celle des goupillons. » Si encore cette manifestation, respectable au fond mais inopportune en ce moment, était restée le monopole individuel des Mexicains, ce n'eût été qu'une faute que, politiquement, il fallait éviter de commettre. Mais ce qui fut plus regrettable, c'est que l'armée française lui donna une consécration bien plus fâcheuse encore, car on vit cette procession, réminiscence d'un autre âge, escortée par un escadron de cavalerie et des régiments d'infanterie française. C'en était trop ! Comment le général Forey n'a-t-il pas vu, en ordonnant un pareil emploi de ses troupes, qu'en se jetant ainsi dans les serres du parti clérical, il compromettait pour le présent, et pour l'avenir surtout, le prestige et l'indépendance de l'intervention française ? Comment le commandant Billard a-t-il pu laisser se perpétrer une pareille maladresse ultra-cléricale, lui qui, plus tard, à un âge très mûr, repoussait fort loin toute tendance même religieuse ? Il est vrai qu'il fallait bien laisser son maître s'acquitter envers l'archevêque des honneurs sacrés qu'il lui avait prodigués sur le parvis de la cathédrale, honneurs qui auraient satisfait Louis XIV !

Quoi qu'il en soit, cette manifestation en l'honneur du triomphe d'un des partis qui se disputaient la proie mexi-

caine, du parti dont nous accueillons l'assistance, plus fictive que réelle, fut un événement dont les conséquences parurent devoir être funestes pour l'avenir. Elle souleva, de la part de nos officiers, une réprobation générale et produisit le résultat plus sérieux de refroidir les sentiments des Libéraux qui, par pur patriotisme, nous avaient acclamés. Ce fut, en somme, pour le parti réactionnaire-clérical une victoire à la Pyrrhus !

Le soir, un grand banquet de 150 couverts fut offert par la municipalité improvisée à l'état-major de l'armée. Il eût peut-être été préférable de choisir un autre jour pour ces agapes. C'était le soir de l'entrée des troupes qu'elles auraient dû avoir lieu.

Les manifestations se succédaient rapidement. Le lendemain, après avoir surchauffé le cerveau des masses populaires, le général Forey jugea que le moment était venu d'adresser un appel vibrant aux sentiments généreux du peuple mexicain et de lui faire connaître, dans un manifeste solennel, comment il envisageait la situation politique et quelles étaient les mesures qu'il convenait de prendre, les réformes qu'il importait d'appliquer pour rendre au pays la tranquillité et lui assurer une prospérité et une grandeur dont il était digne.

Hélas, cette grande manœuvre de stratégie politique, évidemment conçue péniblement, n'était pas heureuse dans le fond, mais souvent regrettable dans la forme. Je ne veux faire ici qu'une simple analyse de cette proclamation pour appuyer à son égard le jugement que lui ont réservé la majorité des Mexicains et des Français.

Le général Forey rappelle d'abord les événements malheureux de la guerre et, changeant de terrain, il entre dans celui de la politique. Dans ce nouvel ordre d'idées, il débute par un appel à l'union de tous les Mexicains pour constituer, par l'amour unique du bien public, « une nation forte et par conséquent grande ». — « Abandonnez, dit-il, les dénominations de libéraux, de réactionnaires, qui ne font qu'en-

gendrer la haine, perpétuer l'esprit de vengeance, exciter enfin toutes les mauvaises passions du cœur humain. »

Ç'eût été bien de la part d'un prédicateur; mais sous la plume d'un politicien ça fait moins d'effet. D'autant qu'on peut lui répondre qu'il aurait dû commencer lui-même à appliquer ces sages conseils; car, s'il voulait que les Libéraux fissent taire leur haine et leur esprit de vengeance, il ne fallait pas qu'il consacrât et favorisât, comme il le fit la veille, les manifestations exagérées des mœurs réactionnaires; ce qui devait enlever aux Libéraux, ceux mêmes les plus modérés, le désir des concessions conciliatrices. A ces exhortations il ajoute : « C'est à quoi nous venons vous aider.... et nous arriverons à créer un ordre de choses durables, si... vous entrez résolument dans les intentions de l'Empereur, que je suis chargé de vous exposer. » Pourtant, il a déjà fait le contraire, et il va se hâter de prendre ou de laisser prendre des mesures absolument opposées à celles que lui a indiquées l'Empereur ! Enfin, cette proclamation énumère complaisamment tous les bienfaits promis aux pauvres Mexicains; mais cette énumération est présentée parfois dans des termes d'une maladresse incroyable. Notamment cette élucubration financière : « Les impôts seront réglés comme dans les pays civilisés... » ! C'est flatteur pour ce pays, qui est ainsi qualifié de sauvage ! Et cette promesse pleine d'aménité : « Des mesures énergiques seront prises pour réprimer le brigandage, cette plaie du Mexique, qui en fait un pays à part dans le monde. » Quel aimable compliment ! Ces choses-là se font, mais ne se disent pas, surtout d'une façon aussi outrageante pour l'amour-propre d'un peuple, si bas qu'il soit tombé. Ailleurs, à la maladresse du fond se joint le ridicule de la forme : « Les tribunaux seront organisés de manière que la justice soit rendue avec intégrité et qu'elle ne soit plus le prix du plus offrant et dernier enchérisseur. » Quelle trivialité de langage ! A cette image de la salle des ventes, il ne manque que le marteau du commissaire-priseur !

Enfin, le général Forey proclame généreusement « l'oubli du passé, une amnistie complète pour tous ceux qui se rallieront de bonne foi au gouvernement que la Nation, librement consultée, se donnera ». Et, fidèle au principe *in coda venenum*, il termine par cette péroraison hardie, menaçante : « Mais je déclarerai ennemis de leur pays ceux qui se montreront sourds à ma voix conciliante, et je les poursuivrai partout où ils se réfugieront. » C'était faire un peu trop blanc de son épée. Cette fanfaronnade n'épouvanta personne.

Les opérations de cette campagne politique se succédaient avec rapidité et le général Forey déployait une activité par trop dévorante, dont la cause, que l'on ne pouvait trouver dans son tempérament, résultait uniquement de son devoir de se débarrasser le plus vite possible du fardeau des affaires politiques. Aussi, quatre jours après la production de cette fameuse déclaration, il signa un décret sensationnel qu'avait élaboré le Ministre de l'Empereur, M. Dubois de Saligny. Ce document débutait par cette déclaration pompeuse mais confuse : « Le général de division, sénateur, commandant en chef l'expédition française, considérant qu'il est urgent d'organiser les pouvoirs publics qui devraient remplacer l'intervention dans la direction des affaires au Mexique, d'après le rapport du Ministre de l'Empereur, M. Dubois de Saligny, etc...., décrète : »

L'article premier, qui est la base de l'édifice, s'exprime ainsi :

« Un décret spécial désignera, sur la présentation du Ministre de l'Empereur, trente-cinq citoyens mexicains qui formeront une junte supérieure de gouvernement. »

Viennent ensuite une vingtaine d'articles qui peuvent se résumer en quelques dispositions dictatoriales, greffées les unes sur les autres, dont le but final est de déterminer une forme de gouvernement.

Tout d'abord, la junte nommera « trois citoyens mexicains qui seront chargés du pouvoir exécutif » et deux suppléants;

mais il n'est pas dit comment seront choisis les trois citoyens. Puis, la junte supérieure devra constituer une assemblée des notables, avec l'adjonction de 215 autres individualités mexicaines « sans distinction de rang ni de classe mais ayant au moins 25 ans ». Cette assemblée des notables devra s'occuper, avant tout, de la forme du gouvernement définitif du Mexique et cela dans une session de cinq jours, pouvant du reste être prolongée. Cette question ne pourra être résolue que par un vcte réunissant au moins les deux tiers des suffrages. Si, après trois jours de scrutin, cette majorité n'est pas obtenue, le pouvoir exécutif, c'est-à-dire les trois personnages désignés par la junte, prononcera la dissolution de l'assemblée des notables et en formera aussitôt une nouvelle. »

J'ai qualifié ces dispositicns de dictatoriales, car, par le fait, elles le sont réellement puisqu'elles ne s'appuient sur aucun principe politique. En effet, on établit bien une sorte de gouvernement constituant; mais celui-ci émane entièrement d'une seule personne : le général Forey. C'est lui qui nommera la junte, celle-ci nommera les trois membres du pouvoir exécutif et désignera également elle-même les notables qui devront, avec elle, choisir la forme du gouvernement qu'il conviendra d'établir au Mexique. Il y a donc là, tout d'abord, un défaut originel capital, qui n'aura pour résultat que de creuser encore davantage l'abîme entre les deux partis qui se disputent le pays; et cela contrairement aux déclarations de fusion patriotique formulées dans le précédent manifeste du général en chef lui-même.

Ce décret fut, en réalité, une monstruosité politique et il ne fallait rien moins que l'outrecuidante fatuité de M. Dubois de Saligny pour s'imaginer qu'en une formule d'une vingtaine d'articles, d'un laconisme plein d'audace et d'insuffisance, on allait résoudre, d'une façon durable, la question mexicaine. C'était un escamotage cynique d'une constitution politique et gouvernementale que les circonstances du moment rendaient d'une fragilité que pouvaient soutenir

seules les baïonnettes françaises. Elle était absolument révolutionnaire, arbitraire, et contraire à tous nos principes politiques français.

Le général Forey fut d'autant plus mal avisé de sanctionner un pareil coup d'Etat, que celui-ci était, de tous points, en opposition formelle avec les vues de Napoléon III. Maintes fois, l'Empereur avait fait connaître à son lieutenant au Mexique ses désirs et ses intentions à l'égard de la ligne de conduite qu'il conviendrait d'adopter en la circonstance; il lui avait formulé ses instructions positives sur les mesures qu'il entendait voir prendre à l'égard de l'établissement d'un gouvernement au Mexique.

En effet, quelques semaines après l'arrivée du général Forey sur la terre mexicaine, le 1er novembre 1862, l'Empereur écrivait pour lui signaler toutes les difficultés qu'il prévoyait dans le règlement de la question politique et lui déclarer qu'il lui était difficile de lui tracer une ligne de conduite précise, mais qu'il lui exprimait les idées générales qu'il croyait les plus pratiques : « Une fois maître du pays, disait-il, il faudra que vous nommiez vous-même un gouvernement provisoire composé des hommes les plus recommandables et les plus dévoués à notre cause. Ce gouvernement devra vous aider à rétablir partout l'ordre et la régularité.... L'ordre, une fois établi, je crois qu'il faudrait, avant de réunir une chambre quelconque, faire voter tout le peuple mexicain sur la question de savoir, par oui ou par non, au moyen du suffrage universel, s'il veut une République ou une Monarchie.... »

Il appert de ces premières instructions que l'Empereur n'avait pas encore l'idée préconçue, formellement arrêtée, de créer un trône pour Maximilien. D'autre part, on retrouve chez lui le sentiment préféré du suffrage universel. On en revoit la confirmation dans une autre lettre du 17 décembre de la même année, où il dit : « .....La seule politique à suivre.... est, une fois à Mexico, d'y installer un gouvernement des hommes les plus honorables que vous choisirez

vous-même, et ensuite de faire voter par le suffrage universel, le peuple mexicain, sur la forme du gouvernement à établir. »

Ces instructions étaient catégoriques. Mais les procédés édictés par le général Forey n'étaient, en aucune façon, conformes à ces idées de l'Empereur. Je veux bien reconnaître qu'en les formulant, Napoléon III ne pouvait imaginer quelle serait la situation à notre arrivée à Mexico. Il devait supposer que, le jour où les résistances armées seraient vaincues, le gouvernement de Juarez disparaîtrait *ipso facto* et que nous trouverions le terrain politique absolument déblayé. Il ne pouvait assurément pas penser que Juarez, en fuyant devant nos armes victorieuses, emporterait avec lui tout son gouvernement et n'abandonnerait jamais son drapeau; qu'en conséquence, nous n'aurions d'action politique et matérielle que sur la zone qu'occuperaient effectivement nos troupes; c'est-à-dire, au moment de notre entrée à Mexico, une partie infiniment petite du territoire mexicain, le pays presque tout entier restant encore soumis au gouvernement de Juarez.

En réalité, si nous ne pouvions nous conformer à sa volonté de faire appel au suffrage universel sur tout le Mexique, il eût fallu, tout au moins, essayer de l'appliquer dans les territoires que nous occupions ou qui s'étaient prononcés en notre faveur. Mais alors, il eût été nécessaire d'agir avec moins de précipitation; nous contenter, pour le moment, d'un pouvoir exécutif et attendre que nous ayions donné une plus large base à notre influence, à notre action, pour demander au suffrage universel la nomination d'une constituante ou bien le fac-similé du Plébiscite que désirait l'Empereur.

Du reste, Napoléon III eut, en quelque sorte, l'intuition que les choses ne pourraient, sur ce point, se passer exactement comme en France. Quelques mois après ses premières instructions, le 14 février 1863, il écrivait ces indications beaucoup plus conformes à la situation où nous devions nous

trouver : « Il faut qu'à Mexico vous soyez le maître sans en avoir l'air; il faut vous créer vous-même un gouvernement provisoire dans lequel Almonte pourra trouver sa place au milieu d'hommes énergiques et probes. Une fois la tranquillité rétablie, il faudra consulter la Nation, soit par une espèce de suffrage universel, soit en faisant nommer un congrès par ces moyens révolutionnaires dont le Mexique a la tradition et l'habitude..... »

Enfin, deux mois plus tard, le 14 avril, alors que nous étions encore aux prises avec les résistances sanglantes de Puebla, l'Empereur, dont l'esprit positif, ne perdant pas de vue son objectif, enjambait volontiers les difficultés du moment et revenait encore sur la conduite politique à tenir lorsque nous aurions gagné la partie militaire qui se jouait alors. On sent dans cette nouvelle expression de ses désirs que le temps accordé à la réflexion a fait son œuvre en apportant un tempérament nouveau à ses idées, tout en conservant cependant entier son culte du suffrage universel et du Plébiscite, destiné à révéler la volonté du peuple mexicain. « Lorsque, écrivait-il, on aura répandu dans le pays mes intentions et fait connaître le but de l'intervention, on pourra alors consulter la Nation de la manière que vous jugerez la plus convenable. »

La pensée de l'Empereur ressortait bien nettement de ces indications successives. Il fallait d'abord rétablir l'ordre et la tranquillité, par conséquent prendre le temps nécessaire, tout en vivant sous le régime d'un pouvoir exécutif provisoire, qui montrât aux Mexicains qu'on voulait leur laisser au moins l'apparence de leur autonomie; puis, après avoir bien fait connaître, *urbi et orbi*, les intentions de l'Empereur, consulter de la façon la plus conforme à la situation la Nation mexicaine sur la forme du gouvernement qu'elle voudrait choisir en rentrant en jouissance de son indépendance. Voilà ce que voulait l'Empereur et ce qu'on ne fit pas; un programme de cette importance, de cette ampleur, ne s'exécutant pas dans quinze jours !

D'ailleurs, si, dans la conduite des opérations militaires, le général Forey avait pu mériter le qualificatif de *Cunctator*, il n'en était pas ainsi dans sa campagne politique, car il faisait se succéder les opérations avec une rapidité désespérante. Deux jours après le fameux décret constitutionnel, parut, le 18 juin, un nouveau décret qui nommait trente-cinq citoyens membres de la junte gouvernementale.

Cette pléiade d'étoiles de toutes grandeurs ne nous disait rien; mais le plus remarquable c'est qu'elle ne comprenait que des personnalités qualifiées d'ultra-réactionnaires, d'archi-cléricales et réputées ennemies irréductibles du parti libéral; ce qui était non moins étrange, c'est que, dans cette junte, trente-quatre membres, sur trente-cinq, étaient de Mexico. En vérité, si les circonstances ne permettaient pas matériellement d'appeler à cette assemblée suprême des citoyens de toutes les grandes villes du Mexique, au moins, par respect pour le principe de la représentation générale, eût-il fallu y faire entrer des personnes élues par les villes importantes qui se trouvaient dans notre sphère d'occupation ou d'influence : Vera-Cruz, Tampico, Puebla, Jalapa et autres. Mais on préféra tripatouiller, avec la camarilla ambiante, la formation de cette assemblée dite nationale.

Ce fut là une maladresse, une faute capitale, dont l'effet pesa toujours sur les situations politiques futures. C'était la fécondation d'un œuf qui devait, trois ans plus tard, éclore tragiquement à Queretaro.

Enfin, trois jours après l'apparition de ce décret, affiché sur les murs de Mexico, le 21 juin, la junte se réunit et aussitôt arrêta ou, pour mieux dire, ratifia la composition du gouvernement provisoire exécutif, avec trois personnes représentant la quintessence de la réaction et du cléricalisme fanatique : le général Almonte, président ; Mgr Labastida, archevêque de Mexico, et le général Salas. Ces désignations, en partie malheureuses, étaient l'œuvre de M. Dubois de Saligny, ministre de France. On comprend alors qu'on en ait mis la responsabilité au compte de Napoléon III, qui

devait pourtant désapprouver les deux dernières. Ce trio, que l'on dénomma promptement les *Trois Caciques*, prirent le jour même le pouvoir dont se dessaisissait à tort le général Forey.

Le choix des deux généraux était encore acceptable : Almonte, en raison de sa grande notoriété, de ses antécédents diplomatiques ou autres; le général Salas, à cause, au contraire, de son peu d'importance personnelle. Quant au choix de Mgr Labastida, il était déplorable à tous égards.

Almonte était, en réalité, une personnalité importante. Il fut général d'une façon problématique, car, paraît-il, il était colonel à 20 ans ! Il fut homme d'Etat par intermittence et diplomate à l'Etranger quand les circonstances politiques intérieures exigeaient, volontairement ou non, de sa part son éloignement du pays. Il avait toujours rempli des rôles prépondérants dans les révolutions mexicaines et était très qualifié pour remplir celui de premier triumvir, malgré l'ostracisme, souvent intransigeant, qu'il apportait dans l'appréciation et la solution de toutes les questions de politique gouvernementale et sociale. Très homme du monde, affable, de manières distinguées et séduisantes, très intelligent, instruit et meublé, c'était un politicien avisé et retors, dissimulateur habile, pas toujours scrupuleux ni fidèle, qui savait avec art dorer ses pilules empoisonnées. Il occupa les situations les plus élevées et les plus variées dans les sphères gouvernementales des divers partis, même celle de candidat à la présidence. Il remplit plusieurs missions diplomatiques et était, dans les dernières années, ministre du Mexique en France, où il avait trouvé auprès de Napoléon III un accueil privilégié qu'il exploita très habilement au profit de l'intervention française dans les affaires de son pays. Il était, en conséquence, *persona grata* de l'Empereur qui l'avait, à plusieurs reprises, désigné au général Forey pour le grand premier rôle dans le gouvernement provisoire à établir au Mexique.

Du reste, Almonte possédait, dans son pays et dans tous

les partis, une sorte de talisman que lui donnait son origine prétendue et en tout cas mystérieuse. On le considérait, en effet, comme le fils de l'abbé Morelos qui, le premier, poussa sur la terre de Montézuma le cri de l'indépendance. La légende rapporte, à cet égard, que, pendant les premières luttes de l'émancipation mexicaine, Morelos, qui conduisait les combattants et se faisait suivre par son fils, que portait sa mère, était souvent obligé de les cacher dans les retraites mystérieuses du pays. Et lorsqu'on lui demandait où était son fils, il répondait : « *Al monte* ! » à la montagne. De là vint le nom qui lui fut donné et lui resta. Cette origine romantique lui conserva toujours un certain prestige patriotique.

Mgr Labastida, le deuxième triumvir, était un prélat très brillamment doué, très respectable comme ecclésiastique, ce qui était une note dans ce pays, mais sectaire ardent, passionné, soutenu par un esprit de domination indomptable, clérical excessif et intransigeant, intrigant habile, audacieux et parfois astucieux. Son action, forcément très influente dans les conseils du gouvernement, ne pouvait, en conséquence, que pousser celui-ci vers des mesures cléricales outrées, impolitiques et contraires aux sentiments de conciliation, formulés dans les déclarations du général Forey. C'était donc une faute grave d'avoir choisi ce prince de l'Eglise, dont la présence dans le triumvirat ne présentait, d'autre part, aucun avantage. En outre, ce qui rendait plus dangereuse encore et plus caractéristique l'ingérence d'une si haute et si turbulente personnalité cléricale dans la direction des affaires, c'est qu'on l'accentua davantage, renforça même, par la nomination, comme membre suppléant du gouvernement, de Mgr Ormeachea, autre ecclésiastique mitré intransigeant.

Enfin, le général Salas était un vieux serviteur des armées réactionnaires d'antan, homme très recommandable assurément, mais dont l'initiative personnelle était si faible que sa présence au pouvoir devait laisser aux tendances sou-

vent fâcheuses de ses deux entreprenants collègues, une liberté d'action plus grande et plus regrettable.

Tel était le triumvirat que n'avait pas rêvé Nàpoléon III.

Les deux premières parties du programme de constitution gouvernementale provisoire étaient donc exécutées. Il ne manquait plus à l'édifice, sorti du chaos comme par enchantement, que les 215 citoyens qui devaient, avec la junte, composer la Constituante chargée de déterminer la forme du gouvernement qu'il convenait de donner au Mexique. Le choix de ces honorables fut rapidement fait. Le 29 juin, la junte en proclama la désignation. Tout naturellement, les deux cent quinze individus étaient pris dans le parti réactionnaire, dociles aux volontés d'Almonte et de M. Dubois de Saligny. C'est ainsi qu'on se conformait aux instructions de l'Empereur : « .... et ensuite, faire voter par le suffrage universel le peuple mexicain, sur la forme de gouvernement à établir » ! Mais le comble de la maladresse des politiciens passionnés qui menaient cette campagne délicate, nécessitant une grande habileté, beaucoup de tact et un immense bon sens, se révéla plus intense dans la façon dont la question fut posée au congrès et dans les termes des articles sur lesquels celui-ci fut appelé à se prononcer.

En effet, le 8 juillet, au Palais du gouvernement, se réunit le fac-similé de congrès qui avait la prétention de représenter toutes les provinces du Mexique, alors que le plus grand nombre d'entr'elles étaient encore soumises au gouvernement de Juarez. Cette première réunion avait pour objet l'appel nominal de ces soi-disant représentants du peuple et la comédie de la vérification des pouvoirs. On s'efforça cependant de l'entourer de solennité, et on invita à y assister toute la tête de colonne de l'armée française : généraux, états-majors, chefs de corps, etc..., tous en tenue de gala. Hélas ! la cérémonie nous parut piteuse ! Ces honorables dont la variété et l'originalité des costumes produisaient un assemblage étrange mais peu solennel, dont les physionomies semblaient plus étonnées de leur présence au milieu de tant

d'honneurs, que convaincus du grand rôle qui leur incombait, produisirent dans nos esprits une impression plutôt pénible. Du reste, la séance fut froide et dépourvue d'enthousiasme.

Le sürlendemain, 10 juillet, le congrès se réunit de nouveau en séance publique pour procéder au choix d'une forme de gouvernement. Le senior Aguilar, un *licenciado*, naturellement, c'est-à-dire un lettré, investi de la présidence, préluda par la lecture d'un rapport, évidemment rédigé avec le concours du général Forey et surtout de M. Dubois de Saligny, qui démontrait péremptoirement que la forme républicaine laissant constamment la porte ouverte aux pronunciamientos et aux révolutions successives, avait été, depuis trop longtemps, la cause des calamités qui avaient assailli le Mexique. Il présenta, comme unique gouvernement de salut, la Monarchie qui, seule, pouvait, sous des institutions sages, réaliser la fusion des deux partis qui se déchiraient dans le pays, et ramener la paix, l'ordre et la prospérité.

Ce préambule était admissible. Mais, si le rapporteur se faisait l'avocat d'un principe et d'un régime, il ne pouvait ni ne devait également prononcer un jugement. C'est ce qu'il fit cependant, contrairement aux intentions formellement exprimées par Napoléon III. S'il s'était conformé à ces intentions, il eût fait voter « par oui ou par non, si le peuple mexicain veut une République ou une Monarchie... »

Voici sous quelle forme comminatoire se produisit cet étrange plébiscite.

« ARTICLE PREMIER. — La nation adopte pour forme de gouvernement la monarchie tempérée, héréditaire, sous un Prince catholique. »

C'était bien la carte forcée, voire même le jeu tout entier; et pourtant deux honorables votèrent *non*. C'étaient évidemment deux députés des Terres Chaudes à qui cette monarchie *tempérée* ne disait rien qui vaille !

« ARTICLE 2. — Le Souverain prendra le titre d'Empereur du Mexique.

« ARTICLE 3. — La couronne impériale du Mexique est offerte à S. A. I. le Prince Ferdinand-Maximilien, Archiduc d'Autriche, pour lui et ses descendants. »

Ces deux articles furent votés à l'unanimité. Ce qui montre bien que les deux électeurs récalcitrants à l'égard du premier article, n'en voulaient qu'à la monarchie tempérée et jugeaient qu'elle serait réchauffée par le titre d'Empereur.

Il convient de faire remarquer, au sujet de l'article 3, qu'on a trop insisté sur les descendants. C'était peut-être maladroit, car jusqu'alors Maximilien n'avait pas eu de progéniture.

Enfin, vint le dernier article. *In coda venenum.*

« ARTICLE 3. — Dans le cas où, par des circonstances qu'on ne peut prévoir, l'archiduc Maximilien ne prendrait pas possession du trône qui lui est offert, la nation mexicaine s'en remet à la bienveillance de S. M. l'Empereur Napoléon III pour qu'il désigne un autre prince catholique à qui la couronne sera offerte. »

Cet article final rencontra neuf opposants. C'étaient peut-être les plus sensés, car les clauses qu'il contenait étaient d'une maladresse insondable. Il est incroyable que les Mexicains du gouvernement et de la junte aient pu avoir la pensée d'humilier leur pays au point de l'obliger à accepter de lui-même un gouvernement de la part d'un souverain étranger. Enfin, on ne peut comprendre que le ministre de France et le général Forey aient laissé passer une pareille proposition qui, le cas échéant, ne pouvait qu'embarrasser l'Empereur, d'autant peut-être que Napoléon III n'était pas, sans doute, au fond, si désireux que le résultat du vote fut un Empereur, puisqu'il voulait qu'on consultât également la nation sur la République.

Je crois, en effet, qu'il eût accueilli très volontiers cette dernière forme de gouvernement bien plus conforme à ses vues secrètes d'un protectorat français, dont l'établissement

eût été alors plus facile et plus prompt. J'ai acquis, plus tard, la conviction que, alors que notre Drapeau était déployé sur presque tout le territoire, que nos troupes occupaient la plupart des grandes villes, si on avait, à ce moment, proposé à la nation l'établissement d'une République mexicaine placée sous le protectorat de la France avec une constitution appropriée, sagement libérale et autonome, un plébiscite fait sur ces bases aurait obtenu une immense majorité dans laquelle serait entrée la plus grande partie de l'élément libéral.

Je ne dois cependant pas laisser partir ce congrès mémorable, sans lui rendre le seul hommage flatteur qu'il ait mérité. Si on lui a arraché des votes malheureux, il eut, néanmoins, en terminant ses travaux de bien courte durée, la pensée de voter des remerciements à l'Empereur des Français pour sa généreuse intervention en faveur du peuple mexicain. C'était, pour ce souverain, une bien mince compensation apportée au mécontentement qu'il allait ressentir; mais, au moins, il eût pu avoir quelque satisfaction de n'avoir pas rencontré que des ingrats.

Quoiqu'il en fût, au fond, les résolutions votées par l'assemblée produisirent en ville une émotion considérable. La population, lasse des temps malheureux qu'elle venait de subir, accueillait avec enthousiasme la possibilité d'un régime nouveau. Elle ne recherchait pas ce qu'il pourrait apporter d'heureux, elle ne le pouvait. Mais il ne lui paraissait pas possible de perdre au change. Elle se plaisait à espérer des jours meilleurs. Après tout, la plupart des gens du peuple ne comprenaient pas grand chose à ce qui venait de se passer : les mots de Prince Maximilien, Archiduc d'Autriche, ne leur disaient rien. Certains pensaient que c'était un Prince français puisque c'était l'intervention française qui paraissait l'offrir. Et puis, ils étaient presque en droit de supposer que, avec l'appui des magnifiques troupes qui étaient au milieu d'eux, ils seraient assurés de vivre en paix; c'est ce qu'ils désiraient par dessus tout. Les Indiens principalement,

ces malheureux ilotes, victimes certaines et constantes des révolutions et des luttes, manifestaient une joie folle, et toute cette foule envahissait les places et les rues, se livrant aux démonstrations les plus bruyantes et les plus désordonnées.

Le gouvernement exultait. Les trois caciques, fiers de leur triomphe, se croyaient de grands hommes et, profitant de l'effervescence populaire, sur les conseils du général Forey et de M. Dubois de Saligny qui pensaient avoir fait merveille, ils lancèrent aussitôt, au son des trompes et des cloches, la Proclamation de l'Empire, suivant les ordres de Napoléon III. Ces malheureux étaient absolument emballés ! Le lendemain, on rendit grâce aux dieux par la voix d'un *Te Deum* solennel, chanté dans la cathédrale. Et il nous fallut encore y assister !

Quant au général Forey et à M. Dubois de Saligny, les deux grands pontifes de cette révolution de palais, ils rayonnaient d'orgueil et de satisfaction. Ils croyaient bien sincèrement, surtout le général, avoir rempli leur mission à la plus grande satisfaction de l'Empereur. Quelle inconscience ! Ils savourèrent pendant quelque temps les délices de leur triomphe factice, mais il fallut un jour s'arracher à ces rêveries. Le réveil devait être terrible. Je laisse voyager les courriers maritimes et électriques à travers l'océan et j'attends leur retour cruel.

Désormais, la situation matérielle était changée pour les personnages qui devaient gouverner jusqu'à l'arrivée du nouvel empereur. Alors Almonte, qui se para du titre pompeux de *Régent de l'Empire*, s'installa au Palais et le général Forey transporta son quartier général dans une habitation somptueuse, le palais de Buena-Vista, appartenant à une vieille et riche famille de souche espagnole, les Rincon-Gaillardo, qui étaient absents de Mexico. L'un d'eux, du reste, était avec Juarez, l'autre un peu partout ? Cet immeuble fut loué, meublé complémentairement et avec luxe, par la municipalité pour y loger le commandant en chef de l'armée française. Il fut même acheté quelque temps après.

Tout y fut confortablement organisé, avec des voitures, des chevaux et un personnel domestique. C'était princier et le général Forey s'y installa avec sa maison militaire.

La révolution qui venait de s'accomplir à Mexico, bien qu'elle fût pacifique, était donc en tous points déplorable. Et j'ai tenu à rappeler les détails de cette première œuvre politique exécutée par l'intervention française, ou plutôt sous son patronage, afin d'en faire ressortir le caractère néfaste; car elle a eu une influence qui s'est répercutée sur les événements ultérieurs et a fourni des armes à la cause de Juarez, armes que nos troupes étaient impuissantes à combattre.

J'ai voulu surtout mettre à leur place les responsabilités qu'on a fait retomber sur l'Empereur et sur le maréchal Bazaine, lorsque survint la triste fin de notre intervention. Les douloureux événements qui précédèrent la chute de l'empire mexicain furent la conséquence absolue des fautes commises au début et que ne sut pas réparer Maximilien. Elles ne peuvent être, en aucune façon, imputées à l'Empereur Napoléon III, dont on n'a pas exécuté les instructions, ni au maréchal Bazaine qui, alors, n'a eu à jouer aucun rôle dans cette création de gouvernement, et s'est tenu scrupuleusement à l'écart des manœuvres qui se faisaient, confiné dans sa situation de divisionnaire.

Il n'a même connu les idées de l'Empereur que lorsque la correspondance du souverain avec le général Forey est venue entre ses mains, après le départ de celui-ci. La responsabilité entière de ces fautes, qui lui ont causé plus tard de durs embarras, appartient donc absolument au général Forey et à M. Dubois de Saligny. Du reste, leur rappel en France, après que les événements y eurent été connus, en est une preuve irréfutable.

Cependant, le congrès avait complété son œuvre par la nomination d'une commission, choisie naturellement dans le même esprit que le reste, qui devait se rendre d'urgence en Europe, auprès de l'Archiduc Maximilien, pour faire part

à ce Prince de ce que l'on appelait le *Vœu de la Nation*, et lui demander son acceptation au trône du Mexique. Cette députation devait passer par Paris pour se présenter à l'Empereur Napoléon III, lui témoigner la reconnaissance du peuple mexicain, et aller ensuite à Miramar, après avoir recueilli son président, M. Guttierez de Estrada, très importante et très honorable personnalité mexicaine, diplomate très habile, âme des intrigues qui avaient déterminé l'intervention ainsi que le choix de l'Archiduc Maximilien. La commission partit, en effet, quelques jours après, emportant trop précipitamment encore, avec les vœux du congrès, les adhésions des quelques grandes villes qui étaient occupées par nos troupes. Le sort en était jeté !

Maximilien ! Mais qu'était donc ce prince charmant qu'on allait quérir dans le château altier, dont les tours se mirent dans les flots bleus de l'Adriatique ? Ce rejeton de vieille race, ce descendant de Charles-Quint, dont on disait des merveilles, était-il de taille à réédifier un empire sur le sol ébranlé de l'ancienne vice-royauté du Mexique, sur le chaos déchiré laissé par une république mexicaine ?

On a beaucoup écrit sur l'Archiduc Maximilien, frère de l'Empereur d'Autriche. On a fait de lui des portraits magnifiques, séduisants même. Il est vrai que c'est surtout après les tragiques événements ensanglantés par sa mort, que sa personnalité était devenue intéressante, légendaire même. On lui a accordé les plus hautes qualités d'intelligence, de tact, d'habileté. Et pourtant qu'a-t-il donc fait pour motiver ces appréciations, antérieurement à la cruelle aventure mexicaine ?

Effectivement, il accomplit des voyages maritimes qui ont développé en lui le goût de la mer, ce qui le fit entrer dans la marine impériale d'Autriche comme lieutenant de vaisseau. Il y fit naturellement très vite une brillante carrière, arriva promptement à son sommet, et il faut reconnaître que, comme grand amiral, il montra des qualités d'organisateur et de novateur dont bénéficia, dans une certaine me-

sure, la force navale de l'Autriche. Puis, un jour, l'Empereur, son frère, préoccupé de la situation où se trouvait son royaume lombard-vénitien, le nomma gouverneur général à Milan. A-t-il réussi dans ce rôle très important, alors que la situation politique intérieure et extérieure était des plus délicates, difficile et susceptible de révéler un grand administrateur, un politique habile, un homme d'Etat avisé ? Malheureusement non. Au début de l'année 1859, alors que la rupture avec le Piémont paraissait inévitable, l'Empereur le releva de ses hautes fonctions, où il n'avait pas su déjouer les intrigues ourdies par le grand homme qu'était M. de Cavour et qui avaient préparé, provoqué la guerre austro-piémontaise sur laquelle se greffa promptement la guerre française. Il n'avait pas eu l'énergie nécessaire pour combattre victorieusement l'esprit de révolution qui appelait les Piémontais. Alors, le jeune prince, humilié, retourna presque exilé dans son château de Miramar, avec la princesse Charlotte qu'il avait épousée deux ans auparavant. Lorsque la guerre fut terminée par les revers mémorables de Magenta et de Solférino, si cruels pour son pays, il fut rendu responsable d'une partie des malheurs qui assaillaient l'Autriche. Le parti militaire lui reprocha sa faiblesse, ses indécisions et sa bonté trop philosophique qui facilitèrent la révolution et les agissements du parti italien dans le royaume lombard-vénitien. Il eut ainsi, pendant longtemps, à Vienne, une situation délicate, sinon désagréable. Puis, il reprit le cours dolent des excursions maritimes rêveuses qu'il aimait, avec l'Archiduchesse Charlotte, également un peu romantique, ainsi que l'attestent les quelques récits qu'elle a écrits, car elle se plaisait à fixer le souvenir de ses impressions souvent très poétiques. Nous en eûmes nous-mêmes des preuves précieuses pendant son séjour au Mexique.

Maximilien poussa même ses excursions aventureuses jusqu'au Brésil, mais il dût laisser en route, à Madère. l'archiduchesse, que la mer éprouvait. Durant ce voyage, il parut plus préoccupé des choses de la mer, de questions scienti-

fiques, d'océanographie, de considérations morales, que de politique. Ce qu'il écrivit au cours de cette campagne révèle particulièrement un état d'âme plutôt mystique et chagrin, une sentimentalité maladive, qui dénotent une grande insuffisance de caractère, de tempérament, d'énergie, qualités indispensables pour affronter victorieusement les grandes luttes de la vie, politique principalement. Et dire qu'il avait dans ses armes un aigle à deux têtes ! Quelle ironie !

On a mis en relief, à tous propos, la grande bonté de ce prince. Cette vertu est évidemment très précieuse; mais elle ne suffit pas, et son excès, d'ailleurs, est souvent dangereux, lorsqu'elle n'est pas appliquée à propos ou qu'elle l'est inutilement. C'est une semence qui ne fructifie pas dans tous les terrains, surtout en politique.

On a écrit qu'il avait le cœur très haut placé; d'autres ont célébré sa grandeur d'âme. Mais ce cœur et cette âme étaient-ils donc si élevés, lorsque, empereur du Mexique, il continuait à ourdir, dans le sein de la maison d'Autriche, des menées ténébreuses dont j'aurai plus tard à révéler le caractère ? D'ailleurs, il possédait un orgueil plus grand que réfléchi. Il en a donné des preuves étonnantes dans divers incidents survenus au cours de ses voyages. C'était, en somme, un facteur qui devait dénaturer singulièrement l'effet des qualités qu'on lui a prêtées.

En résumé, les caractéristiques que j'ai mises en relief dans cette appréciation des facultés mentales et intellectuelles de Maximilien, se sont, du reste, retrouvées dans son rôle d'empereur, d'homme d'Etat, réorganisateur du Mexique, et elles furent la perte de son œuvre et de lui-même.

Il m'a toujours semblé que ce prince était né sous une mauvaise étoile. Sa jeunesse fut difficile; ce n'est qu'avec des précautions infinies qu'on parvint à en faire un grand et mince jeune homme, pâle, aux blonds cheveux, aux regards mélancoliques et rêveurs, à l'allure empreinte de race, de noblesse, mais mal assurée. Dans l'adolescence, il dut

subir des épreuves douloureuses de famille, dans cette maison d'Autriche si éprouvée.

On croirait qu'un mauvais génie l'ait couvert, dès sa naissance, de son aile funeste; car à l'heure même où il venait au monde, dans le vieux château de Schœnbrunn, un autre prince, âgé de 20 ans, portant le plus grand nom du monde, s'éteignait dans ce même château impérial d'un mal inconnu qu'on ne voulut jamais définir. Le cercueil du roi de Rome frôla le berceau de l'Empereur du Mexique, et il semble qu'un inexorable destin ait voulu, en un jour sinistre d'orage, venger à Queretaro.... la mort mystérieuse du fils de Napoléon Ier et de Marie-Louise, Archiduchesse d'Autriche !

CHAPITRE II

MONOGRAPHIE DE MEXICO

La ville de Mexico. — Edifices et Couvents. — La Cathédrale, son trésor. — Les monuments profanes. — Population. — Mœurs et coutumes mondaines. — Environs de Mexico. — Tacubaya. — Chapultepec. — Sanctuaire de Guadalupe,

Pendant que se perpétraient les premiers actes effectifs de notre action politique au Mexique, nos troupes, installées dans Mexico et ses environs, jouissaient d'un repos bien gagné et savouraient les charmes de la vie spéciale que comportaient les mœurs de la population.

Mexico était-elle une ville captivante pour le grand public ? Assurément non. Elle n'était qu'originale pour un Européen. Bâtie sur un terrain lacustre, au bord de deux lacs, immenses mais peu profonds, dont les eaux enlacent la cité dans un réseau de canaux, qui pénètrent dans toutes les rues par des rigoles recouvertes, les parcourant dans leur milieu, Mexico fut baptisée : la Venise aztèque. Les rues droites et rectangulaires, bordées dans la partie centrale seulement par des maisons à terrasses, peu élevées et aux façades plus ou moins ornées dans les quartiers riches, seraient d'une monotonie désespérante s'il ne surgissait un peu partout les immenses et lourdes bâtisses des vieux couvents à l'extérieur rébarbatif, destiné à défendre, à dissimuler aussi le luxe et le confort de l'intérieur, ainsi que la richesse architecturale et artistique de leurs chapelles monumentales. Ces édifices mystérieux étaient empreints d'un prestige pres-

que superstitieux que leur imprima le fanatisme des puissances cléricales d'autrefois, notamment le colossal monastère de Santo-Domingo, immense bastille où siégeait le tribunal suprême de l'Inquisition.

Presque tous ces couvents, du reste, étaient déserts, et nos soldats y trouvaient un cantonnement confortable mais peu monastique.

Quant aux monuments publics, en dehors des édifices religieux, la curiosité, si archéologique fût-elle, est promptement assouvie. A part le Palais de l'Ayuntamiento (mairie), ils sont insignifiants, voire même le Palais du Gouvernement que j'ai qualifié déjà de modeste caserne. Je dois signaler cependant de magnifiques aqueducs déversant leurs eaux dans de ravissantes et artistiques fontaines; mais les uns et les autres suintent l'eau et le délabrement, attestant tristement des splendeurs antiques.

Il n'en est pas ainsi, cependant, pour les édifices religieux où l'archéologue avisé trouve de riches champs d'admiration. Quelques églises, en effet, les paroisses, ont échappé au vandalisme et on se plaît à les admirer, à les étudier, notamment la cathédrale, car elles ont conservé toute leur splendeur et une grande partie de leurs richesses.

Sur de larges et puissantes assises, la basilique élève sa superbe et majestueuse façade d'une ordonnance simple mais grandiose, accusant fièrement le grand style de la fin du XVI^{e} siècle, dédaignant, dans ses grandes lignes, comme dans son ornementation pure et sévère, l'abondance parfois confuse des détails décoratifs de l'architecture espagnole. Cette façade, percée de trois portes géantes, est encadrée par deux tours carrées, lourdes, massives, s'élevant à 80 mètres de hauteur en trois corps superposés, couronnées de dômes-campaniles en forme de cloches qui, suspendues au ciel, semblent appeler les fidèles à la prière.

A l'intérieur, au centre de trois larges nefs, sous les voûtes immenses soutenues par des colonnes étonnantes de hardiesse et de légèreté, apparaît, dans un fond lointain,

le chœur encadré par un jubé à proportions colossales, amoncellement merveilleux de sculptures fouillées et ajourées. Partout c'est un éblouissement d'or, d'argent, de peintures; de toutes parts apparaissent des toiles de la grande école des Murillo, Vélasquez, Léonard de Vinci. Dans le chœur, sur un socle énorme d'un travail incomparable, s'élève une Assomption en or massif, pesant plus de mille onces; devant l'autel est suspendue une lampe en argent, merveille de ciselure, d'une valeur de 350.000 francs. Le tabernacle est un bloc d'argent de 800.000 francs.

Si on reste ébloui devant ce miroitement de richesses, que ne devrait-on pas éprouver en contemplant le trésor de l'église, sévèrement gardé dans la sacristie ? C'étaient, en nombre considérable, des ornements d'église, objets du culte, vases sacrés en métaux précieux, souvent garnis de pierreries, des dais incomparables par la richesse des ornements, tentures, broderies, dentelles; enfin une énorme quantité de pierres précieuses : diamants, saphirs, rubis, etc...

Pourtant, c'est dans cette dernière partie du trésor que des soustractions importantes avaient été faites sous le gouvernement précédent, par le ministère d'agents officiels, et portées au Palais où était établie la monnaie de Mexico. On s'efforça de vendre ces valeurs, mais on ne réussit que dans une infime proportion, car le public considéra cette opération comme sacrilège.

Entre toutes ces opérations mystérieuses, il en est une qui ne manque pas d'intérêt car elle les caractérise toutes.

Parmi les objets précieux se trouvait une custode magnifique qui, en dehors de sa très grande valeur intrinsèque, avait un prix inestimable, parce qu'elle était une œuvre artistique incomparable et, en outre, sortie des mains d'artistes du pays. Cette pièce hors ligne avait été achetée pour la modique somme de 500.000 francs à D. José Borda, qui la céda ainsi pour faire à la cathédrale un présent discret. Toute en or, la custode avait près d'un mètre de hauteur et était ornée, sur une de ses faces, de 5.890 diamants et

sur l'autre de 2.653 émeraudes, 544 rubis, 106 améthystes et 8 saphirs ! Quel éblouissement ! Mais aussi quel gaspillage !

Le ministre des Finances d'alors, ne pouvant trouver d'acquéreurs, vendit le joyau pour 23.000 piastres (122.000 francs) à un étranger qui le porta en Europe, au grand désespoir des patriotes mexicains.

C'est ainsi, du reste, que disparurent la plus grande partie des trésors religieux, sans profit pour le pays.

Je tiens ces renseignements, précis et suggestifs, d'un ouvrage publié à Mexico, en 1864, et que je me procurai alors. Il a pour titre : « *Mémoire sur la propriété ecclésiastique et la richesse publique détruite, et victimes faites par les Démagogues, de 1858 à juin 1863.* » Je suis bien certain qu'on ne trouverait pas à cette heure un seul exemplaire de cette publication que la censure aura détruite.

Comment vivait-on alors, dans cette cité européenne greffée sur un sauvageon aztèque ? A notre arrivée, la population subit une transformation. Sous le régime Juarez, la plupart des familles opposantes, riches ou aisées, avaient fui la capitale, les autres s'y tenaient à l'écart; aussi la vie mondaine était-elle taciturne, malgré les efforts des personnalités officielles pour l'animer, et surtout du Président, secondé par ses quatre filles comme maîtresses de maison, son épouse, de race indienne, n'ayant pu s'habituer au corset et se tenant à l'écart de toute cérémonie nécessitant une toilette de gala. Il y avait aussi une colonie étrangère et bon nombre de Français qui, volontairement ou non, avaient quitté la France lors de la révolution de 1848 et, intelligents et laborieux, s'étaient créé, dans le commerce ou l'industrie, des situations généralement florissantes.

Dès notre entrée dans Mexico la situation mondaine subit un certain bouleversement. Ceux qui avaient brillé au premier rang s'éclipsèrent et ceux qui s'étaient tenus dans l'ombre reparurent au grand jour. Bon nombre de familles riches, qui n'étaient inféodées systématiquement à aucun

parti, restèrent et acceptèrent franchement l'intervention, ainsi que la plupart des étrangers. Dans ces conditions, nos officiers étant logés provisoirement dans de bonnes maisons de la ville, des relations cordiales s'établirent rapidement, des réunions s'organisèrent et notre jeunesse galonnée se lança dans un flirt général. Nous étions la nouveauté, les Mexicaines étaient le charme; il n'en fallait pas davantage pour charger les accumulateurs !

J'ai parlé de flirt; mais, au Mexique, on remplace ce vilain mot anglais par la classique expression mexicaine que nous traduisions noviotage. Lorsqu'un jeune homme avait distingué une jeune fille et que celle-ci acceptait ses hommages délicats et discrets, le premier était qualifié novio et l'objet de ses assiduités devenait sa novia. C'étaient les deux termes de l'idylle. Alors, tout le monde, autour d'eux, se prêtait avec grâce à l'échange des amabilités, les facilitait même. Cette situation particulière, parfois éphémère, avait souvent des durées invraisemblables; cependant, elle aboutissait presque toujours au mariage ou cessait par lassitude. J'ai connu un duo du noviotage qui, au bout de quatre ans, soupirait encore quand j'ai quitté le pays, et un autre qui prit fin parce que le novio, qui était Anglais, ne cultivait pas les sports équestres et se lassa de voir sa novia cavalcader avec un beau cavalier mexicain. Le dénouement fut que la belle Isabella G.... coiffa Santa Catharina ! Et ce fut dommage.

Mais si le rôle de novio avait des avantages privilégiés, il avait aussi de rudes devoirs auxquels ne se soumettaient que les fanatiques, et encore fallait-il qu'ils fussent à peu près désœuvrés; qu'on en juge. Le novio, le vrai, le convaincu, devait, dans la matinée, faire une apparition muette sous la fenêtre de la dulcinée, puis lui adresser un bouquet, réapparition destinée à juger de l'effet produit; quelques heures après, déambuler à l'Alameda et soupirer à chaque rencontre de la belle; dans l'après-midi, cavalcade en brillant costume au Paséo, avec tours de force équestre, en

croisant le carrosse de la novia; après dîner, duo-promenade sentimental sur la promenade de las Cadenas (chaînes, c'est bien d'à propos), place de la Cathédrale; enfin Tertullia (soirée intime). Quelle vie d'abruti quand elle dure des années !!

Heureusement que nous, jeunes officiers, qui cultivions le sport du noviotage, le plus souvent comme art d'agrément, bien que pour un certain nombre il ait abouti au pied des autels, nous lui apportions un tempérament plus pondéré, excusé et pardonné en raison de nos devoirs et occupations militaires.

Parmi les noviotages français qui se prolongèrent dans le mariage, il en est deux qui, à des titres très différents, furent caractéristiques. Le plus important fut celui du maréchal Bazaine, sur lequel j'aurai à revenir. L'autre se recommande par des conséquences, des concordances plus qu'originales et invraisemblables. Un capitaine d'infanterie, qui était resté pendant quelque temps dans une grande ville de l'intérieur, allait épouser la très jolie fille d'une riche veuve encore jeune, chez laquelle il était logé. Un matin, son ordonnance vient le trouver et, avec un solennel embarras, lui demande d'obtenir pour lui aussi l'autorisation de se marier. Le capitaine, étonné, veut savoir avec qui il veut convoler, sans doute avec quelque servante indienne de la maison ! Sa stupéfaction fut formidable quand le pioupiou lui déclara que c'était avec la maîtresse de la maison, c'est-à-dire celle qui, deux jours après, allait être sa belle-mère ! Il n'y avait rien à faire et il devint, malgré lui, le gendre de son ordonnance !!

Dans cet ordre d'idées des entreprises sentimentales, il serait invraisemblable de croire qu'il ne s'était pas noué des intrigues moins innocentes et que la chronique scandaleuse fût toujours muette, car il y eut aussi un flirtage irrégulier; mais ces entreprises galantes restèrent mystérieuses et ne troublèrent pas l'opinion publique. Dans tous ces romans passagers on ne connut guère de mésaventures sérieuses. Il y eut bien quelques anicroches plutôt comiques, voire

même un conflit sérieux survenu entre un de nos brillants officiers de cavalerie, un Parisien d'élite, et l'époux d'une des plus belles personnes de la haute société. Mais celui-ci était plus jaloux qu'il ne convenait, car on plaida l'erreur d'un quiproquo et l'affaire se termina galamment et sans scandale, entre deux épées.

Un mois s'était à peine écoulé depuis notre arrivée à Mexico que la société mondaine, devenue très brillante et très animée, montrait qu'elle était avide de jouir de la tranquillité rétablie et d'oublier, dans les plaisirs, les tristesses passées. Quelques fêtes à éclat furent données par de riches familles et surtout par les grands banquiers, en tête desquels marchait Davidson, cousin des Rothschild, de Londres.

Quant aux légations étrangères, elles se tenaient sur la réserve et leurs salons restaient fermés. Alors, pour reconnaître toutes les amabilités dont ils avaient été l'objet, et cimenter les relations acquises, les officiers résolurent d'offrir, à leur tour, un grand bal à toute la société de la capitale qui accepta avec le plus gracieux empressement, ainsi que les colonies étrangères. Les frais de cette fête devaient être répartis entre les officiers au prorata du grade de chacun.

Le théâtre fut remarquablement organisé en salle de bal par une commission d'officiers, secondée par les services du génie et de l'artillerie. La scène, reliée au parquet de la danse qui recouvrait tout le parterre, était transformée en une retraite mystérieuse de forêt vierge sous laquelle était installé un magnifique et plantureux buffet. La salle entière disparaissait sous des cascades de fleurs et de verdures dans lesquelles les loges devenaient des nids embaumés. Sous cette parure composée par la flore mexicaine, étaient partout répartis, avec harmonie, les sévères et imposants décors que l'artillerie dispose avec tant de goût artistique. Dans ce cadre chatoyant du riant et du sévère, se détachaient partout, en groupes dans les loges, en guirlandes animées sur les galeries, les éclatantes toilettes de toutes les élégances

féminines, resplendissantes de grâce, de beauté.... et de pierreries. Dans cet essaim de cinq cents Mexicaines apparaissait l'apothéose de la femme.

Les danses furent suivies avec un entrain inconnu dans cette société, les Mexicains conservant dans ces grandes réunions mondaines une apparence de froideur affectée, de faux dédain et une dignité peut-être excessive, qui contrastent étrangement avec le fond de leur caractère. Mais le tempérament exubérant et expansif de nos jeunes officiers apporta une heureuse diversion à ces habitudes locales. Et pourtant, dans ce tournoi chorégraphique, les palmes du triomphe furent conquises par les Mexicains dans l'exécution convaincue de la danse classique du pays et, je crois, de tous ceux d'origine espagnole, la fameuse Habanera. La musique en est dolente, langoureuse et ranimée parfois par des accents triomphants qui se succèdent avec des rythmes changeants appropriés au poème mystérieux qu'elle traduit. La danse se module avec cette harmonie pleine d'éloquence qui passionne, énerve et appelle enfin l'extase du Derwiche. La habanera ne se danse pas, elle se soupire en duos. On y trouve des réminiscences d'ondulations vaporeuses et lascives des Almées, accusant une descendance mauresque. Elle a dû se murmurer à la cour de Grenade, sous les coupoles d'or de l'Alhambra !

Enfin, il fallut les premiers rayons du soleil pour faire s'évanouir la féerie et mettre fin à cette ivresse de la habanera. Puis Mexicains et Français se quittèrent, ravis les uns des autres, emportant un souvenir parfait des plaisirs partagés.

La fête fut donnée quelques jours après l'organisation de l'Assemblée constituante et pendant la période d'accalmie qui suivit cet effort politique. Par son immense succès, elle contribua puissamment à nous créer de nouvelles sympathies et à raffermir celles que nous avions déjà su conquérir. C'était bien le meilleur facteur de la pénétration pacifique.

Les environs de Mexico jouent un rôle important dans l'existence de la population, surtout celle des hautes classes. Ils s'étendent vers l'Occident, sur les dernières assises de la Cordillère, étagées en mamelons et collines, s'élevant vers les lourds contreforts de la chaîne. Sur cet immense amphithéâtre pittoresque et d'une grande richesse de végétation, sont répandus, en grand nombre, jusque dans les gorges de la montagne, des villages, des hacyendas riches et florissantes, voire même quelques petites villes auxquelles la proximité de la capitale donne une importance particulière. La principale est Tacubaya, le Saint-Cloud mexicain, situé à quatre kilomètres seulement de Mexico, parcourus par un rudiment de tramway traîné par des mules.

Tacubaya est un délicieux séjour où, au milieu de parcs et de jardins, de luxueuses villas, de nombreux cottages se cachent dans la verdure et les fleurs. C'est là que la haute société de Mexico vient passer la saison des villégiatures.

Le seul reproche qu'on puisse adresser à cette oasis mondaine qu'était Tacubaya, c'est d'être hantée trop souvent, presque en permanence, par le démon du jeu qui, dans tout le Mexique, est l'objet d'un culte passionné. Et pourtant cette passion ne s'applique guère qu'au *Monte*, jeu livré presqu'uniquement au hasard.

Les Mexicains déploient dans la succession des phases émouvantes du monte, des aptitudes exceptionnelles et remarquables de sang-froid et de dignité qui semblent en contradiction avec leur tempérament plutôt bouillant. En présence des oscillations capricieuses de la chance, ils conservent un calme impassible et perdent sans murmures, sans gestes ni regrets apparents, des sommes parfois énormes, tout ce qu'ils possèdent même, avec une élégance et une dignité extraordinaires.

Dans les tripots, où se livrent ces luttes acharnées entre la veine et la déveine, on assiste parfois à des incidents invraisemblables. Un joueur endiablé, accablé par la guigne, gentleman jouant contre un ami, avait tout perdu; il se joua

lui-même contre une somme relativement modique. Il perdit et pendant longtemps il fut, en quelque sorte, le peon, l'esclave du gagnant. Puis, un jour, ayant amassé quelques piastres, il proposa de recommencer la partie; la veine lui sourit et il regagna sa liberté et une assez bonne somme en plus. Un autre avait joué sa femme et l'avait perdue; mais je ne sus pas ce qu'il en advint par la suite; il n'a sans doute pas essayé de la regagner, comme l'autre sa liberté !

Tout près de Tacubaya, sur la route de Mexico, à l'extrémité abrupte d'un promontoire rocheux, s'élève, à pic, le château de Chapultepec, qui, de 70 mètres de hauteur, domine toute la plaine de Mexico, déployant aux regards un merveilleux panorama que terminent dans le ciel les majestueux sommets du Popocatepelt et de l'Ixtaxihuatl. L'habitat de cette colline rocheuse remonte à la plus haute antiquité. On en a conscience dès le VIII^{e} siècle, où s'y était établie une colonie d'individus très industrieux et très civilisés pour l'époque, qui venaient sans doute du Yucatan, où on retrouve des restes remarquables d'une civilisation paraissant dériver de celle des Egyptiens.

Lorsque Mexico fut sortie des eaux et s'éleva sur les limons des lacs, Chapultepec devint un lieu de pèlerinage. Plus tard, les rois aztèques y établirent une sorte de palais où ils accumulèrent toutes espèces de curiosités qui en firent un véritable musée historique du pays et surtout des monarchies mexicaines. Montezuma II en fit sa résidence impériale et on y vit, au début de la conquête espagnole, des portraits de cet empereur et de ses fils, sculptés en bas-relief sur la pierre.

Malheureusement nous n'avons pas retrouvé ce manoir antique; il avait été enseveli sous les constructions modernes qu'élevèrent les vice-rois d'Espagne. Ce château fut, après eux, une caserne, une école militaire, et enfin la demeure habituelle de Miramon, alors qu'il était président réactionnaire-clérical de la République. Maximilien en fit un palais

impérial des plus agréables à habiter l'été, car la colline qui le porte s'élève au milieu d'un vaste parc merveilleusement créé par la nature, avec des ruisseaux d'eaux vives et une végétation arborescente rendue admirable par des massifs immenses d'une essence qui triomphe au Mexique. Ce sont des *ahouahouetes*, espèce de pins-mélèzes d'un feuillage fin, d'une ramure remarquable et qui atteignent des proportions gigantesques; tel l'*arbre de Tula*, spécimen extraordinaire, sans doute le plus grand du monde, qui existait dans le Sud de Mexico, près de la route d'Oaxaja et du Guerrero. Ce géant, d'après les botanistes, a 3.400 ans; sa cime s'élève à plus de 40 mètres; son tronc, très sain et régulièrement cylindré, mesure, à un mètre au-dessus du sol, 11 mètres de diamètre, soit plus de 33 mètres de circonférence; il nous a fallu, pour l'enlacer, 28 hommes se tenant par les mains ! Quelle ronde !

On voyait alors un arbre de la même essence, mais de proportions infiniment moindres, dans un faubourg de Mexico. Celui-là a une histoire qui l'a fait dénommer par les Indiens, « l'arbre de la triste nuit », parce que, chassé de Mexico avec ses soldats, Fernand Cortez, accablé de désespoir, s'appuya contre cet arbre et fondit en larmes. Il est vénéré dans le pays et une petite chapelle est établie sur son tronc.

Il existait, enfin, près de Mexico, à 4 kilomètres, un foyer d'attraction auquel le sentiment religieux donnait une importance exceptionnelle. C'est le bourg de Guadalupe, blotti au pied d'un promontoire rocheux, sur lequel s'élève la chapelle de Notre-Dame de Guadalupe, la vierge indienne, patronne du Mexique, qui est, dans tout le pays, l'objet d'une vénération universelle.

De tous temps, cette colline fut sacrée. Au travers des âges du paganisme, c'est là que s'élevait le temple de la Déesse, mère des Dieux mexicains, où se faisaient les sacrifices humains. Depuis que la foi chrétienne a dissipé les croyances antiques, la vierge rayonne sous la coupole dorée

et voit chaque jour les Indiens se prosterner à ses pieds. Au jour consacré pour sa fête, c'est par flots tumultueux, accourus des contrées les plus éloignées, qu'ils se succèdent dans le sanctuaire en processions immenses remplissant les airs de leurs cris de joie.

CHAPITRE III

DEUXIÈME PÉRIODE POLITIQUE

Du 10 Juillet au 30 Septembre 1863

Conséquences des nouvelles reçues à Paris de la prise de Puebla et de l'entrée à Mexico. — Rappel de M. Dubois de Saligny. — Le général Forey, nommé maréchal de France, est rappelé. — Impressions de Napoléon III. — Critique de l'histoire de M. de Kératry. — Bazaine investi du commandement. — Instructions de l'Empereur. — Mesures de réaction cléricale. — Mission mexicaine envoyée à Maximilien. — Déclaration de la Prusse. — Lettre de Napoléon III du 12 septembre. — Considérations relatives à cette correspondance. — Lettre caractéristique du général Bazaine à l'Empereur. — Persistance du maréchal Forey à rester au Mexique. — Ordre du jour d'adieu. — Départ.

Pendant que les semaines s'écoulaient ainsi à Mexico dans une tranquillité relative pour l'élément militaire, et, pour les politiciens, dans les labeurs précipités et malheureux que j'ai relatés, les nouvelles arrivaient en France. A la fin de juin, alors qu'un gouvernement provisoire était déjà créé, l'Empereur recevait les rapports sur la prise de Puebla. En même temps, le télégraphe de New-York lui annonçait notre entrée dans Mexico.

Napoléon III reçut ces nouvelles avec une joie d'autant plus grande que, depuis des semaines, il ne vivait que de sombres préoccupations qu'engendraient dans son esprit les difficultés graves et cruelles qui se dressaient devant nous, à chaque pas, dans les attaques des quadres de Puebla. L'amertume de ces préccupations patriotiques chez le Sou-

verain était encore avivée par les clameurs calculées de l'opposition qui lui reprochait l'expédition. Il fut, dans ces conditions, soulagé d'un grand poids moral, d'autant qu'il devenait libre de satisfaire un ressentiment né dans son cœur depuis le premier insuccès de Puebla et qui n'avait fait que grandir, sous l'action des événements ultérieurs, à l'égard de son ministre de France qui l'avait constamment et indignement trompé sur la situation du Mexique. Aussi, son premier acte fut d'ordonner le rappel immédiat de M. Dubois de Saligny. Il avait l'intuition que cet homme continuerait à accumuler les fautes et il redoutait l'influence qu'il pourrait avoir sur les événements politiques qui allaient suivre notre entrée dans la capitale du Mexique.

Il ne se trompait pas, car la destitution de son ministre devait arriver trop tard pour éviter les fautes qu'il appréhendait si justement.

Un autre sujet de mécontentement était pour lui le général Forey, dont l'inaction dans les opérations préliminaires du siège de Puebla avait été condamnée par tout le monde et dont l'incapacité dans la conduite du siège lui-même avait soulevé la réprobation générale.

L'Empereur savait très bien que c'était uniquement au général Bazaine qu'il devait enfin la prise de la forteresse mexicaine. Et cependant, en raison des services militaires rendus par le général Forey et de l'honorabilité de son caractère militaire, les sentiments d'extrême bonté qui caractérisaient Napoléon III diminuèrent le ressentiment, et la disgrâce fut dissimulée sous des guirlandes de fleurs. Afin d'enlever son commandement à ce vieux serviteur et de donner une apparence logique et naturelle à une mesure très pénible en elle-même, l'Empereur nomma le général Forey maréchal de France. Le 16 juillet 1863, il lui écrivait une lettre destinée à mettre du baume sur la plaie qu'il ouvrait et dans laquelle il lui disait qu'un maréchal de France était un trop gros personnage pour se débattre dans des intrigues et des détails d'administration. Il l'autorisait à déléguer tous

ses pouvoirs au général Bazaine et à revenir en France pour jouir de ses succès et de la gloire légitime qu'il avait acquise. Cette finale, pourtant, était de trop, car ces succès appartenaient à d'autres ! Les « succès » eussent été suffisants; la « gloire légitime » était superflue.

Du reste, cette eau bénite de cour était regrettable. Il ne fut jamais admis par Napoléon Ier qu'un général pût être récompensé par un grade ou une dignité qui lui donnât des droits à un commandement au-dessus de ses moyens. Des croix, des honneurs, des dotations étaient sa monnaie pour les grands chefs qui ne pouvaient s'élever plus haut dans la hiérarchie. La note la plus intéressante de la lettre de l'Empereur était la dernière recommandation, témoignage piquant, mais cruel, des sentiments qu'il éprouvait enfin pour le ministre qui l'avait trompé : « Saligny doit être, je pense, déjà parti. S'il ne l'était pas, vous l'emmeneriez avec vous; j'enverrai d'ici un ministre plénipotentiaire. » Il commençait à bien connaître son homme. Celui-ci n'était pas parti et il ne fut pas facile à mettre en route; aussi bien, du reste, que le maréchal Forey.

Et pourtant, lorsque l'Empereur écrivait ces lettres, il n'avait pas connaissance des mesures prises dans le domaine de la politique; son mécontentement se serait traduit d'une façon moins modérée, moins généreuse. Lorsqu'il apprit les derniers événements, il eut de la peine à les prendre au sérieux. Aussi, dans une lettre qu'il adressait, le 12 septembre au général Bazaine, on trouve cette appréciation caractéristique de la proclamation de l'Empire : « La nomination hâtive de l'archiduc Maximilien a eu le grand tort de ne pas paraître, en Europe, l'expression légitime des vœux du pays. » La réprobation qu'a inspirée l'escamotage de la couronne du Mexique a donc été universelle.

A ce propos, je dois relever les appréciations complètement fausses d'un écrivain, que j'ai déjà pris à partie et qui, à l'égard de l'établissement précipité de la monarchie impériale, en reporte entièrement la faute sur le cabinet des

Tuileries. M. de Kératry a eu tort d'écrire de pareilles légèretés, qui faussent le jugement de l'histoire. Les citations que j'ai prises dans la correspondance impériale en sont une preuve absolue, et les disgrâces qui ont frappé les deux seules personnes responsables, Forey et Saligny, le démontrent surabondamment. Si M. de Kératry avait mieux cherché et recueilli ses informations, il n'aurait peut-être pas commis ces graves erreurs. Je dis « peut-être », parce que l'auteur m'a paru, dans tout son ouvrage, inspiré par un parti pris qu'un historien consciencieux doit écarter. Après tout, quelle qualité avait donc M. de Kératry pour parler avec autorité de ces choses et surtout de prononcer un jugement aussi absolu ? Il a été au Mexique comme lieutenant de chasseurs d'Afrique; mais cela suffit-il pour avoir une connaissance exacte des événements qui se produisaient dans des sphères où il n'est pas donné à tout le monde de pénétrer et surtout pour découvrir les facteurs réels de ces événements ? Il a laissé entendre qu'il a été attaché à la personne du général Bazaine. Cela est vrai; mais « distinguo ». D'abord, il n'a été admis dans la maison militaire qu'au mois d'octobre, et, pendant six semaines seulement de séjour à Mexico, il s'occupait de toute autre chose que de sonder les mystères des intrigues qui se tramaient dans le gouvernement et autour. Cependant, il avait fait, paraît-il, jadis, un stage dans la diplomatie. Quelques mois après, au retour d'une grande expédition dans l'intérieur du Mexique, il quitta la maison du général.

Je trouve encore, dans la première lettre que l'Empereur écrivit au général Bazaine, après sa prise de commandement en chef, la démonstration formelle que le Souverain ne tenait pas tant qu'on l'a dit à l'établissement du trône de Maximilien, après même que l'assemblée des soi-disant notables et du gouvernement provisoire eurent proclamé l'Empire. J'y lis, en effet, cette phrase très précise : « Le maréchal Forey vous aura communiqué, je pense, mes instructions; elles consistent à appeler à soi les hommes hono-

rables de tous les partis, établir un gouvernement provisoire qui consulterait la nation sur la forme gouvernementale définitive; protéger l'établissement d'une monarchie, si cela est d'accord avec le vœu du plus grand nombre. Il ne convient donc que de protéger et non d'imposer ! » Et plus loin : « Ne point faire de réaction, ne point revenir sur la vente des biens du clergé; .... j'ai déploré les arrêtés de Forey au sujet de la confiscation des biens des personnes hostiles et j'ai peur que le triumvirat, nommé à Mexico, soit trop réactionnaire. A cette distance, il est bien difficile de donner des instructions précises, car c'est sur les lieux mêmes qu'on peut juger de l'état des choses. Je me borne donc à vous dire que je vous laisse libre d'agir comme vous l'entendrez le mieux pour établir au Mexique un gouvernement stable qui régénère ce beau pays. »

Un écrivain sérieux est donc bien coupable de dire à l'histoire : « Le gouvernement marche à la réaction, d'accord avec les Tuileries. » C'est le contraire qu'aurait dû écrire M. de Kératry.

En France donc, aux Tuileries, on réprouvait, on redoutait les mesures réactionnaires et on décidait la rentrée en France des deux hommes qui allaient les prendre.

Entre temps, au Mexique, on continuait la série des fautes, et le général Forey s'obstinant à méconnaître les instructions formelles de l'Empereur, restait, au point de vue militaire, dans l'inaction la plus fâcheuse, la plus coupable même. C'est uniquement poussé par la voix publique qu'il s'était décidé à envoyer des détachements de troupes à trois ou quatre journées de marche des grandes villes qu'occupait l'armée, afin d'éloigner les bandes qui opéraient jusqu'aux portes de leurs cantonnements. Et pourtant, dès le 4 avril 1863, l'Empereur lui avait écrit : « Dès que vous serez à Mexico, ayez des colonnes mobiles de 1.500 à 2.000 hommes, dont la moitié pourrait être composée de Mexicains, pour occuper Morelia, Guadalajara et San-Luis. Il faudrait occuper les ports de la côte, comme Tampico, et surtout Mata-

moros, qui peut nous mettre en relation avec l'Amérique du Sud.... » Mais Forey n'eut cure, le moment venu, de se conformer à ces instructions très judicieuses et très bien conçues. Il préférait politiquailler, à la remorque de son ministre de France et, sous l'influence de celui-ci, à sanctionner toutes les fantaisies cléricales et réactionnaires du gouvernement provisoire que l'Empereur redoutait par dessus tout. C'est ainsi que le 16 juillet parut une ordonnance du Préfet de police de Mexico, interdisant de travailler le dimanche, sans une permission du curé !! Quelques jours après, fut promulgué un autre document encore plus rétrograde, ordonnant au public des rues de se mettre à genoux lorsque passe le Saint-Sacrement et d'y rester tant qu'on aperçoit le dais qui le couvre et qu'on entend la cloche qui l'annonce. On ne comprend pas que le général Forey ait accepté de pareilles mesures qui reportaient les mœurs à deux siècles en arrière !

En outre, le lendemain même du jour où l'Empire fut proclamé, des prêtres se sont rendus dans les immeubles, anciens biens du clergé et vendus comme propriété nationale, pour dire aux locataires qui s'y trouvaient qu'ils ne devaient pas payer leurs loyers aux propriétaires du moment, car les ventes de ces biens allaient être annulées, et qu'ils s'exposaient à payer leurs loyers une deuxième fois au clergé, l'unique propriétaire. Etait-il possible de laisser ainsi semer le désordre et l'inquiétude pour récolter un mécontentement bien naturel ? Mais M. Dubois de Saligny, qui était l'âme dévouée du parti ultra-clérical, favorisait plutôt qu'il ne contrecarrait ces procédés, bien faits pour nous aliéner une grande partie de la nation. Du reste, la malveillance de l'esprit public, contre laquelle les réactionnaires eux-mêmes n'osaient pas même réagir, donnait à cette attitude de notre ministre des causes fort peu honorables pour lui. C'eût été déjà trop qu'on les inventât, alors même qu'elles n'eussent pas été vraies.

Cependant, que se passait-il à Miramar, alors qu'à Mexico on préparait, d'une façon si problématique, les bases du

trône qu'on offrait à Maximilien ? Le 3 octobre, M. Guttierrez de Estrada, président de la députation mexicaine, est reçu par l'Archiduc dans son palais et lui adresse un grand et solennel discours dont la quintessence peut se résumer ainsi : « A peine rendue à la liberté par la puissante main d'un monarque magnanime (toujours emphatique le Mexicain !), la Nation mexicaine nous a envoyés vers Votre Altesse, objet de ses vœux et de ses espérances ; nous ne nous appesantirons pas sur les malheurs qui ont fait du Mexique un théâtre de désolation et de ruine... » Ce tableau est vraiment peu encourageant comme lever de rideau ! Et il faut une fière audace pour transformer en nation mexicaine le fantôme de congrès nommé par les trois caciques ! « Nous venons, au nom de la Patrie, vous offrir la couronne du Mexique que vous décerne l'assemblée des notables, déjà consacrée par l'adhésion de tant de provinces, et qui le sera bientôt par la Nation entière. »

Il eût fallu que ce malheureux prince possédât une bien faible dose d'amour-propre pour accepter un bloc si peu enfariné. Aussi, bien que depuis un certain temps, lui et son auguste épouse aient caressé avec amour la perspective de ceindre leur front orgueilleux d'une couronne impériale, Maximilien ne put se décider à se livrer à corps perdu à ces messagers d'une cause qui se présentait si vaporeuse, si incertaine ; et, tout en acceptant le principe d'une offre qui le flattait, il fit sagement des réserves importantes. Je reproduis ici, *in extenso*, cette réponse, pour bien faire connaître les sentiments du prince et les réserves nettement formulées qu'il a faites et qu'il n'a pas tardé à méconnaître en se départissant de ses propres déclarations :

« Messieurs,

« Je suis vivement touché du vœu émis par l'assemblée des notables, à Mexico, dans la séance du 10 juillet, et que vous êtes chargés de me communiquer.

« Il est flatteur pour notre maison que les regards de vos

compatriotes se soient tournés vers la famille de Charles-Quint, dès que le mot de monarchie a été prononcé dans votre pays.

« Quelque noble que soit la tâche d'assurer l'indépendance et la prospérité du Mexique, sous l'égide d'institutions à la fois stables et libres, je n'en reconnais pas moins, en complet accord avec S. M. l'Empereur des Français, dont la glorieuse initiative a rendu possible la régénération de votre belle patrie, que la monarchie ne saurait y être rétablie sur une base légitime solide que si la Nation tout entière, exprimant librement sa volonté, vient ratifier le vœu de la capitale. C'est donc du résultat des votes de la généralité du pays que je dois faire dépendre, en premier lieu, l'acceptation du trône qui m'est offert.

« D'un autre côté, comprenant les devoirs sacrés d'un souverain, il faut que j'exige, en faveur de l'Empire qu'il s'agit de reconstituer, les garanties indispensables pour le mettre à l'abri des dangers qui menaceraient son intégrité et son indépendance.

« Dans le cas cù ces gages d'un avenir assuré seraient obtenus, et où le choix du noble peuple mexicain, pris dans son ensemble, se porterait sur moi, fort de l'assentiment de l'auguste chef de ma famille, et confiant dans l'appui du Tout-Puissant, je serais prêt à accepter la couronne.

« Si la Providence m'appelait à la haute mission civilisatrice attachée à cette couronne, je vous déclare, dès à présent, Messieurs, ma ferme résolution de suivre le salutaire exemple de l'Empereur, mon frère, en ouvrant au pays, par un régime constitutionnel, la large voie du progrès, basé sur l'ordre et la morale, et de sceller, par mon serment, aussitôt que le vaste territoire sera pacifié, le pacte fondamental avec la Nation. C'est seulement ainsi que pourrait être inaugurée une politique nouvelle et vraiment nationale où les divers partis, oubliant leurs anciens ressentiments, travailleraient en commun à rendre au Mexique la place éminente qui lui semble destinée parmi les peuples, sous un

gouvernement ayant pour principe de faire prévaloir l'équité dans la justice.

« Veuillez, Messieurs, rendre compte à vos concitoyens des déterminations que je viens de vous énoncer en toute franchise, et provoquer les mesures nécessaires pour consulter la Nation sur le gouvernement qu'elle entend se donner. »

Cette réponse, très noble, très digne et très habile, fut l'acte le plus sage, le plus logique et le mieux motivé qui soit à l'actif de la vie politique de Maximilien. Il semble, du reste, qu'elle a été, en substance, inspirée par Napoléon III. Elle est conforme aux sentiments que révèlent toutes les instructions envoyées par lui à ses mandataires au Mexique. Je trouve même que la réserve de l'Archiduc rentre parfaitement dans l'ordre d'idées qui est la base du projet qu'avait conçu et qu'entretenait secrètement l'Empereur des Français à l'égard de la solution finale de la question mexicaine, solution qui pouvait même apparaître promptement si, en raison de l'impossibilité de satisfaire aux conditions posées par le prétendant, on était obligé de supprimer la phase de transition que devait représenter un Empire passager et devait précéder et justifier, sinon imposer, le dénouement rêvé de l'intervention française. Peut-être même cette façon de résoudre la question eût-elle réussi à ce moment plus aisément que plus tard, alors que Maximilien eût tout brouillé et compromis, par ses fautes, notre prestige qui était, en 1863 et en 1864, universel au Mexique. D'autant que la nécessité de mettre les choses au point où le demandait l'Archiduc, imposait à l'Empereur Napoléon une tâche nouvelle à remplir et de nombreux sacrifices à faire. Car, en somme, s'il avait fallu satisfaire intégralement aux conditions posées à Miramar, il est vraisemblable que nous n'aurions pas pu y parvenir. Il est évident, en effet, qu'en poursuivant la conquête matérielle et effective et la pacification complète du pays, dans le but de préparer l'avènement d'un prince,

appelé par le parti réactionnaire et ultra-clérical, qui avait déjà manifesté son intransigeance, nous ne parviendrions pas à rapprocher les libéraux et à amener l'union de tous les partis exigée par Maximilien. Alors ce prince restait à Miramar puisqu'on ne pouvait pas lui faire un lit de roses. D'autre part, il ne nous était pas possible de nous retirer du Mexique après avoir tout détruit, sans rien remettre à la place et surtout sans avoir reçu satisfaction pour nos réclamations primordiales, financières ou autres. Il nous fallait alors y rester dans des conditions spéciales à déterminer; avec les deux partis dont la rivalité eût disparu dans une forme gouvernementale autonome qui, sous notre protectorat, n'aurait donné la prépondérance à aucun, mais aurait assuré les intérêts de tous et relevé, dans la paix assurée, la prospérité du pays. Enfin, il faut remarquer qu'à cette époque, la situation, encore profondément troublée, dans laquelle se trouvait l'Amérique du Nord, écartait la possibilité de difficultés sérieuses de ce côté. Ces considérations expliquent l'indifférence qui ressortait de certaines déclarations formulées par l'Empereur lorsqu'il écrivait que si le peuple mexicain préférait une République, il convenait de se conformer à cette volonté. Cette éventualité rentrait naturellement dans son jeu, car elle facilitait et hâtait l'exécution de ses vues en supprimant une partie du programme arrêté dans son esprit.

Ce qui, d'autre part, tendrait à démontrer que Maximilien n'avait fait, dans sa réponse, des réserves si absolues que sous l'inspiration de l'Empereur Napoléon III, qui ouvrait ainsi devant lui une impasse, c'est que, peu de temps après, ce prince ne tint pas à ses propres déclarations, craignant de voir échapper cet Empire dont il connaissait le caractère transitoire et qui devait préparer la réalisation en Europe de ses projets secrets. Il est vraisemblable aussi qu'il fut sollicité de hâter son acceptation par l'ambition extrême de l'archiduchesse Charlotte. Quoi qu'il en soit, il accepta la couronne et la mit sur sa tête alors que le pays était encore

loin de l'état dans lequel il avait déclaré qu'il devait être. Des provinces entières, lointaines il est vrai, n'étaient pas encore soumises à son autorité, et même, quelques mois après son couronnement, une force importante de l'armée de Juarez tenait la campagne dans la province d'Oajaca et insultait presque son trône. Le maréchal dut, avec ses troupes, aller faire le siège de cette place et la réduire.

La déclaration de Maximilien plongea dans un profond marasme la délégation mexicaine qui comprit, trop tard, qu'on avait agi avec une regrettable précipitation et que le terrain présenté pour établir un trône était insuffisant et mal préparé.

Enfin, le contre-coup de cet événement atteignait directement la France, qui devait continuer son œuvre de pacification, c'est-à-dire la conquête de l'immense territoire où nos troupes n'avaient pas pénétré. Et après cette œuvre accomplie, quel serait le résultat de la consultation de la nation ? On ne serait peut-être pas plus avancé qu'à l'heure actuelle et on aurait fait de plus grands sacrifices pour atteindre un but douteux en raison des maladresses politiques déjà commises.

Aussi l'Empereur fut-il fort désappointé, car il voyait devenir plus problématique et plus lointaine la réalisation de ses secrets desseins. Il sentait même qu'elle serait peut-être impossible dans un temps plus éloigné. Car il faut bien se rendre compte que, lorsqu'il résolut l'intervention de la France au Mexique, il existait en Amérique une situation générale qui favorisait ses projets, mais que cette situation se modifiait chaque jour dans un sens opposé. Tandis qu'alors que les circonstances étaient favorables, il fut trompé par son ministre à Mexico.

D'après les rapports de cet agent diplomatique, il ne pouvait supposer que les premières troupes envoyées seraient insuffisantes et n'aboutiraient qu'au premier échec de Puebla. Il ne pouvait prévoir le temps considérable à perdre pour envoyer un nouveau corps d'armée, les lenteurs des

opérations de cette expédition nouvelle, et enfin la durée invraisemblable du siège de Puebla, mécomptes imputables seulement au général insuffisant qu'il avait envoyé au Mexique et à l'action néfaste de son ministre de France, qui, en réalité, rendaient difficile, à la fin de 1863, le succès de son intervention dans un but déterminé.

Dans ces conditions, Napoléon III vit clairement la situation, qui commandait peut-être de renoncer à une entreprise peu susceptible de réaliser ses projets primitifs et d'évacuer le pays sans solution, quelque humiliant que ce fût. Il hésita; mais, sous l'influence des rapports merveilleux et inconscients du général Forey, il crut que la période des grosses difficultés était terminée et que s'il ne pouvait pas être certain de réaliser sa grande pensée primordiale, tout au moins était-il à peu près assuré, en poursuivant l'établissement de Maximilien, d'arriver à une solution moins déplorable que le simple rappel de ses troupes. Ce qui devait surtout le pousser à cette dernière espérance, c'est que, changeant ses mandataires incapables ou coupables, il pouvait espérer que les affaires de toute nature seraient conduites d'une façon plus satisfaisante.

Aussi, entièrement éclairé sur la situation par les nouvelles qu'il reçut quelque temps après l'événement de Miramar, et qui lui montrèrent les fautes graves commises par le gouvernement provisoire avec le concours de l'intervention française, il prit résolument son parti de tenter un dernier effort. Le 12 septembre, il écrivit, au général Bazaine, la lettre suivante, que je reproduis en entier, car elle est très suggestive.

« Mon cher Général,

« Les nouvelles que je reçois de Mexico sont tellement contradictoires qu'il m'est difficile de savoir ce qui s'y passe. Je me bornerai donc, aujourd'hui, à vous rappeler les principes sur lesquels doit reposer notre intervention. Notre but principal est de pacifier et d'organiser le Mexique

en faisant appel à tous les hommes de bonne volonté, sans se laisser aller à des mesures réactionnaires.

« Le programme publié par le général Forey doit être votre règle de conduite, et il est important de tenir à ce qu'il soit fidèlement observé. Quoi qu'il y ait un gouvernement provisoire, encore indispensable (afin d'éloigner la pensée que je voulais garder le Mexique), le général français a le devoir de tout empêcher ou de tout décider par son influence. Je ne puis admettre, qu'ayant fait la conquête du Mexique, nous demeurions témoins impassibles de mesures arbitraires et opposées à la civilisation moderne. Je compte donc sur vous, général, pour diriger le gouvernement provisoire dans la voie de la fermeté, sans doute, mais aussi de la justice et de la conciliation.

« Il est essentiel que l'élection de l'Archiduc Maximilien soit ratifiée par le plus grand nombre possible de Mexicains, car la nomination hâtive qu'on a faite a le plus grand tort de ne pas paraître, en Europe, l'expression légitime des vœux du pays. La grande difficulté consiste surtout, je le sais, à ramener le calme dans le pays. A cet effet, il faut apporter tous vos soins à organiser l'armée mexicaine et à gagner la sympathie des Indiens qui forment la grande majorité de la population. Je serai bien aise, général, de recevoir directement vos impressions et vos idées sur l'avenir du pays comme sur les moyens de consolider notre œuvre. J'espère qu'avec l'aide des troupes mexicaines vous avez assez de forces militaires françaises à votre disposition; s'il en était autrement, dites-le moi avec franchise.

« Nous nous occupons activement de mesures financières propres à développer les ressources du pays. Dès que le nouveau gouvernement aura quelque apparence de stabilité, un grand emprunt sera facile.

« Prenez confidentiellement des renseignements sur les mines de la Sonora et dites-moi si, plus tard, l'occupation en serait facile.

« Assurez l'armée, Général, de toute ma satisfaction de

sa conduite et recevez, pour vous, l'assurance de mon estime et de mon amitié.

« NAPOLÉON. »

La précision des termes de cette lettre, la netteté avec laquelle y sont exprimées les idées de l'Empereur, dispensent de tout commentaire et sont la condamnation de la plupart des appréciations et des assertions formulées par la presque totalité des écrivains qui ont parlé des affaires du Mexique. Il se trouve, cependant, une note qui vibre au début de la lettre et étonne *a priori;* elle nécessite une explication. Comment l'Empereur, qui doit être informé mieux que personne, peut-il dire : « Les nouvelles que je reçois sont tellement contradictoires.... » ? La cause est très simple. Ses mandataires : le général Forey, le ministre de Saligny, Almonte même, qui croient tous avoir fait merveille, envoient des rapports où ils présentent les événements de manière à les faire croire tout naturels; ils exposent la situation et le sentiment de l'opinion publique, sous les couleurs les plus séduisantes. Mais, à côté de cette correspondance officielle, il y a la correspondance privée, qui n'a rien à déguiser et montre réellement la situation et le véritable état de l'opinion publique. Il faut reconnaître, il est vrai, que souvent les correspondances particulières contiennent de graves erreurs, des appréciations fausses ou exagérées; mais il se dégage toujours, d'une longue lettre, un sentiment général d'une réelle valeur. Or, beaucoup d'officiers et, des plus haut placés, écrivaient à Paris; et leurs relations arrivaient très souvent jusque sous les yeux de l'Empereur qui, alors, pouvait dire avec raison que les nouvelles qu'il recevait étaient contradictoires. Quelques-unes de ces lettres étaient de véritables brochures, frisant le pamphlet, que les auteurs auraient mieux fait de garder dans leur cerveau malveillant. Et cependant elles eurent parfois l'avantage heureux d'éclairer le Souverain, entr'autres celle qui a inspiré la lettre au général Bazaine que j'ai reproduite.

Ce qui était plus grave et dont ne se doutait pas Napoléon III, c'est que le général en chef, auquel il écrivait ainsi, ne commandait, ne dirigeait encore rien ; car le général Forey ne s'était pas conformé à ses ordres, pas plus que le ministre de France, il n'avait remis ni commandement ni pouvoir à son successeur et il restait toujours à Mexico.

Dans ces conditions, le général Bazaine se trouvait fort embarrassé. Il recevait des ordres de l'Empereur, qui le croyait chef suprême, et ne pouvait pas les exécuter parce qu'il n'était pas ce chef suprême. Pourtant on était au 1er septembre quand ces ordres arrivaient. Aussi sa réponse fut-elle gênée, car il lui était difficile de laisser percer son étonnement pour la lenteur que mettait son chef à lui passer le commandement, et il lui répugnait enfin de critiquer les mesures prises par ce chef.

« Sire,

« La lettre de Votre Majesté, en date du 30 juillet, ne m'est parvenue que le 1er septembre. Les instructions de l'Empereur seront suivies aussi exactement que possible; mais la situation politique n'est plus, à mon avis, aussi simple qu'à mon arrivée dans la capitale. La régence agit comme un pouvoir définitivement constitué, prend l'initiative de bon nombre de mesures politiques, sous des influences ou des souvenirs du passé, de sorte que les hommes honorables du parti modéré, et il y en a, restent à l'écart des affaires.

« Les craintes exprimées par Votre Majesté, sur la ligne de conduite suivie par le triumvirat, devenu régence, sont fondées et je crois qu'il est à regretter que l'on se soit autant pressé de se priver de l'élasticité d'un gouvernement provisoire qui, recevant notre impulsion basée sur les instructions de Votre Majesté, aurait permis d'organiser l'administration, mais surtout les finances, avec une plus grande latitude et sans résistance passive. D'un autre côté, l'organisation du gouvernement de la régence a créé des dépenses

considérables qui ne sont pas en rapport avec les ressources actuelles du pays; mais il fallait satisfaire ses partisans.

« Pendant cette période transitoire, les colonnes franco-mexicaines se seraient montrées dans les capitales des états de Michoacan, Queretaro, San-Luis, Guanajuato, Guadalajara, etc..., la plus grande partie du pays eût été conquise et pacifiée, le gouvernement de Juarez en fuite vers le Nord et le Pacifique. Ces résultats, obtenus facilement en trois mois, auraient permis de fonder, sur des bases plus larges, la monarchie mexicaine, la mettant à l'abri de la critique des partis, surtout en Europe.

« Nous pouvions entreprendre ces promenades militaires à la fin de juin ou juillet, et même en août, car les pluies commencent plus tard dans les états du Nord. Cette année, par exception, sans doute, on se plaint de la sécheresse dans cette zone où les récoltes sont presque nulles, mais les routes sont restées bonnes.

« Je fais des démarches auprès du général Almonte pour obtenir le retrait du décret sur le séquestre. Il est bien évident que cette mesure impolitique, quand on veut fonder par la conciliation, a mis nos ennemis à l'aise pour agir de représailles, et ils l'ont fait immédiatement en décrétant la confiscation et la vente des biens confisqués aux partisans de l'intervention; et, si elle ne peut se réaliser, le partage entre les Indiens, afin de les intéresser à la guerre sociale qu'ils veulent organiser.

« Quant à la question du clergé, le général Almonte désirerait attendre l'arrivée de Mgr Labastida, persuadé qu'il est que ce prélat doit être muni des instructions du Saint-Père et de l'Archiduc Maximilien à cet égard. C'est encore une cause d'inquiétude dans la population et de trouble dans les affaires commerciales, car les détenteurs, sous cette menace de révision, ne peuvent aliéner les biens, de sorte que ces immeubles, au lieu de vivifier le crédit, sont, pour ainsi dire, plus de main-morte que s'ils étaient au clergé. Je ferai, pour la solution de cette question si importante à

tous les points de vue, ce qui sera possible, mais elle a été mal engagée dès le principe.

« M. le Commissaire extraordinaire des finances répond, par ce courrier, à S. E. le Ministre, à sa dépêche du 6 juillet concernant le séquestre, l'interdiction de l'exportation des piastres, les douanes maritimes, etc... Il est bien évident que nous devons profiter de notre séjour au Mexique pour faciliter notre commerce, le rendre, pour ainsi dire, maître du marché; mais M. Budin fait observer qu'il ne peut tarir des sources certaines sans en avoir d'autres; c'est vrai pour le moment, mais quand le commerce aura repris son courant vers l'intérieur, j'espère que la progression ascendante des affaires compensera la diminution des tarifs.

« Le comte de Saligny est mécontent de son rappel et semble en douter; il m'a dit que son intention était de rester en congé à Mexico, parce qu'il a un mariage en vue.

« Le maréchal Forey doit distribuer des croix de la Légion d'honneur à des officiers de l'armée mexicaine. Cette glorieuse récompense me semble prématurée, car cette armée s'organise seulement; son personnel est peu connu; on peut être trompé sur les individualités et produire un effet contraire à celui que l'on désirerait obtenir. L'opinion de notre armée est contraire, jusqu'à présent, à cet acte.

« Je supplie Votre Majesté de vouloir bien me donner des instructions à cet égard pour l'avenir.

« J'espère que l'Empereur ne verra dans mes appréciations que le désir de faire réussir sa politique, toute de conciliation et de générosité, pour fonder, dans ce pays déchiré par la guerre civile, un gouvernement stable et protecteur de nos intérêts. L'avenir nous dira si on a appliqué judicieusement au début les instructions de Votre Majesté. Quoi qu'il arrive, l'Empereur peut compter que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour mener à bonne fin cette glorieuse entreprise.

« Je suis, avec le plus profond respect, etc...

« Général Bazaine. »

Cette lettre est un monument d'histoire. La situation y est présentée avec une netteté, une clarté et une justesse de vues remarquables. Elle condamne le passé et semble plonger un regard dans les nuages de l'horizon vers lequel on marche, pour formuler ces paroles qui sont une prophétie : « L'avenir dira si on a appliqué judicieusement, au début, les instructions de Votre Majesté ! » Hélas ! l'avenir a parlé à Queretaro et il a crié au monde que si on s'était conformé à ces instructions, le crime mexicain ne se serait pas accompli !

De ce rapport à l'Empereur, il appert que le général Bazaine est resté absolument étranger à tout ce qui a été fait en politique, et qu'il a toujours réprouvé les mesures qui ont été prises. En outre, quand il s'est décidé à s'occuper des affaires, ce n'est que forcé par les ordres du Souverain : « J'ai déjà fait, dit-il, des démarches auprès d'Almonte pour obtenir le retrait du séquestre. » Et pourtant, il n'avait pas encore les pouvoirs indispensables pour agir, et il se trouva, vis-à-vis du général Forey, dans une situation fausse, au double point de vue personnel et hiérarchique, ce qui l'empêcha de protester avec l'autorité nécessaire. Aussi, présenta-t-il sa question à l'Empereur avec une modération et une réserve étonnantes, car cette mesure est une des plus déplorables que le général Forey ait laissé prendre et l'un des facteurs les plus puissants des difficultés, des malheurs de l'avenir. On ne peut comprendre comment ce chef d'une armée victorieuse et conquérante qui, comme don de joyeuse arrivée, a proclamé l'oubli du passé chez tous, qui a adjuré les partis d'oublier leurs passions, a pu permettre à ce fantoche de gouvernement, qu'il a lui-même élevé sur le pavois, de promulguer un décret confisquant les biens des personnes qui ont servi ou servent encore le gouvernement de Juarez, de ces mêmes personnes auxquelles il prêche la conciliation ! Une pareille aberration confond la raison. Aussi la riposte ne se fit pas attendre et le gouvernement de Juarez confisqua, à son tour, les biens des partisans de l'intervention. Et ce

qui est plus grave, c'est que, au cas où ces biens ne pourraient être vendus faute d'acquéreurs, ils seraient partagés entre les Indiens pour déchaîner la guerre sociale; singulière façon d'arriver à la pacification !

Le général Bazaine fait remarquer à l'Empereur que la régence coûte cher. Ce n'est pas étonnant. On l'a laissé s'ériger elle-même, se créer une cour, s'entourer de toutes les charges d'un gouvernement qui gouverne, alors que celui-ci n'avait encore rien à gouverner; constituer enfin toute une administration pour ne rien administrer. A quoi pouvaient donc servir des ministres sans ministères, notamment un ministre de la guerre, à un moment où il n'y avait pas d'armée, mais seulement des troupes qui, en bandes errantes et souvent dépenaillées, avaient soutenu la campagne réactionnaire avant notre arrivée et depuis, étaient commandées, nourries et payées par nous ? Il est vrai qu'il fallait donner des prébendes à tous les faméliques qui tiraient la langue depuis longtemps et hurlaient à la curée. Et le comte de Saligny encourageait tout cela et le maréchal Forey laissait faire ! Ce qui était pire encore, c'est qu'il se disposait à faire une distribution de notre croix de la Légion d'honneur à des officiers mexicains. Et pourquoi, en vérité ? Quels services nous avaient-ils donc rendus en venant avec nous qui soutenions leur cause; c'était bien le moins, semble-t-il. C'est nous qui leur avions rendu service. Aussi, nos officiers étaient indignés et ne pouvaient comprendre qu'un maréchal de France restât encore au Mexique pour faire une pareille besogne, alors que l'Empereur l'avait invité à rentrer en France.

Et le ministre Dubois de Saligny qui ne veut pas croire à son rappel et veut rester pour poursuivre un mariage, au plutôt une belle dot de réactionnaire, qu'il a si bien gagnée ! On n'a pas idée d'une pareille désinvolture.

Toutes ces choses étaient évidemment d'une importance capitale en raison des conséquences qu'elles devaient produire dans les événements ultérieurs et dans notre action

sur le pays. Mais il s'était passé un fait qui était bien plus grave en ce qu'il s'appliquait à l'essence même de notre intervention au Mexique. Le général Bazaine ne crut pas devoir en rendre compte à son Souverain, parce que c'était une affaire qui intéressait trop vivement notre point d'honneur national, et il fit sagement de ne pas la faire connaître puisqu'elle concernait uniquement le maréchal qui était encore moralement son chef. Voici l'incident :

Dès les premiers jours d'août, le général Forey avait appris, officieusement de Paris, qu'il était nommé maréchal de France et que les récompenses envoyées par l'Empereur à l'armée allaient arriver. Il s'attendait à cette faveur personnelle et aussitôt il prit le titre de sa haute dignité et arbora les épaulettes aux bâtons croisés avec leur semis d'abeilles d'or que, par prudence, il avait sans doute emportées de France. Le 15 août approchait et il résolut de célébrer la fête de l'Empereur par une messe solennelle et un *Te Deum*, chantés à la cathédrale, avec grand déploiement de troupes, qui défileraient ensuite devant lui. Il invita le gouvernement, c'est-à-dire les trois Caciques : Almonte, Mgr Labastida et le vieux général Salas, à assister à cette cérémonie. Mais ces trois personnages mirent à leur acceptation une condition protocolaire obligatoire : une estrade devra être élevée, pour eux seuls dans le chœur, au pied de laquelle sera disposé un fauteuil où se tiendra le maréchal ! Quelle audace ! Un maréchal de France à leurs pieds ! Et Forey ne bondit pas d'indignation ? Pas du tout; conseillé par M. Dubois de Saligny, qui eut la honte de soutenir leurs prétentions funambulesques, il consentit à l'estrade; mais il déclara qu'une estrade similaire serait élevée en face et qu'il s'y tiendrait avec le ministre de France. La concession était grosse et pourtant leurs majestés les trois Caciques, ne pouvant admettre qu'un maréchal de France s'élevât au même niveau qu'eux, repoussèrent cette transaction conciliatrice et refusèrent d'assister à la cérémonie. C'était tout simplement scandaleux. Comment, voilà trois personnages

qui, trois mois auparavant, n'étaient que des proscrits, errant dans les maquis du Mexique, rejetés hors de leur pays et dont le chef de l'armée française vient de faire quelque chose; et ils refusent de s'asseoir à côté de leur sauveur ! Ils veulent le mettre à leurs pieds ! Et, ce qui est encore plus monstrueux, ils refusent de s'associer à l'hommage qu'on va rendre à l'Empereur des Français, à qui ils doivent tout ! Comment Almonte a-t-il oublié qu'il n'était le premier dans ce gouvernement provisoire que sur la demande de cet Empereur ? Comment, le Primat du Mexique a-t-il oublié que si ses autels sont relevés, il le doit à cet Empereur ? Devant cet autel où on le conviait pour honorer ce bienfaiteur, c'était lui, archevêque de Mexico, rendu à la prière, qui devait descendre de son trône temporel pour monter à l'autel et entonner le premier les accents solennels du *Domine salvum fac Napoleonem !* Il ne l'a pas compris et a commencé, là, avec la France, la lutte qui devait, pour lui, trouver son châtiment à Queretaro.

Quoi qu'il en fût, l'absence inconvenante de ces ingrats n'enleva rien à la grandeur de notre cérémonie. Personne ne la regretta, si ce n'est, évidemment, le ministre de France.

Ce qui est plus incroyable encore, après l'attitude de ces trois personnages, c'est que le maréchal Forey, qui donnait, le soir, un grand dîner au quartier général, les accepta à sa table où, sans souci de leur protocole particulier, ils mangèrent à belles dents notre excellente cuisine française et burent à pleins gosiers du vieux vin de France. Chez eux, la passion politique et la vanité s'arrêtaient à la porte de l'estomac !

Enfin, si on envisage cet incident, très grave au fond, au point de vue de la dignité patriotique d'un général français et de l'appréciation politique d'un homme d'Etat, le maréchal Forey aurait dû le relever avec une crâne énergie.

Il y a quelques siècles, se trouvait, dans ce même Mexico et dans des conditions ayant quelques points communs avec celles du maréchal français, un guerrier, un conquérant de

renom, qui commandait des troupes où on n'aimait pas les offenses. Si une pareille impertinence s'était produite à son égard, il eût tout simplement fait appréhender les trois Caciques et les eût obligés à entendre, les fers aux mains et à genoux, un *Domine salvum*, chanté en faveur du Roi d'Espagne. C'était Fernand Cortez.

Je veux bien reconnaître que les mœurs ont subi, depuis lors, quelques adoucissements; aussi j'estime que le maréchal de France, comprenant qu'il avait fait une erreur capitale en créant un gouvernement provisoire avec de pareils éléments capables de faire échec à sa dignité et à celle de la France, aurait dû saisir cette occasion parfaite, que la Providence lui offrait, pour réparer les fautes commises et remettre les choses au point, en vengeant l'offense.

En présence de l'attitude hautaine, hostile même, de ce gouvernement qu'il venait de créer lui-même, il n'avait qu'à faire, ce qui est d'un usage très répandu dans le pays, un *pronunciamiento*. Cette opération eût été d'une exécution simple et facile, consistant uniquement à remettre les choses en l'état où il les avait trouvées à Mexico. Il suffisait d'une simple déclaration conçue dans des termes que 30.000 baïonnettes rendaient persuasifs et sans réplique. La voici :

« Le maréchal de France, représentant de S. M. l'Empereur des Français, considérant que S. A. I. l'Archiduc Maximilien n'a pas encore accepté la couronne du Mexique, déclare terminé le mandat du gouvernement provisoire de Mexico, nommé dans le but de déterminer la forme future d'un gouvernement définitif. Il décide que les pouvoirs dévolus au général Almonte, qui a pris le titre de régent d'un empire qui n'existe pas encore, passent, à dater de ce jour, au général commandant l'intervention française au Mexique, que S. M. l'Empereur des Français vient de désigner comme son représentant dans ce pays. »

Puis, après avoir fait occuper militairement le palais du gouvernement, il aurait constitué un conseil de gouvernement

qu'il eût composé d'une façon judicieuse et impartiale, fonctionnant sous la présidence du commandant de l'armée française jusqu'au jour où l'Archiduc Maximilien aurait pris possession du trône du Mexique.

Enfin, comme corollaire de cette petite révolution de palais, il lui fallait envoyer l'archevêque à Rome pour demander au pape s'il convenait de rétablir l'inquisition au Mexique, et le général Almonte à Paris, pour poser la même question à l'Empereur. Quant à M. Dubois de Saligny, il l'aurait embarqué pour la France, de gré ou de force, à la plus grande satisfaction de Napoléon III.

La question était ainsi liquidée, le terrain redevenu libre, pour prendre à nouveau des mesures réorganisatrices libérales et toutes de conciliation, conformes aux instructions répétées de l'Empereur. Un grand soulagement aurait remplacé, dans le pays, le malaise actuel, et la confiance aurait reparu chez tous les Mexicains qui n'étaient intransigeants ni dans l'un ni dans l'autre parti, et ne désiraient que le salut et la prospérité de leur pays. Ces gens-là étaient nombreux. D'autre part et à son point de vue personnel même, le maréchal se créait ainsi un prétexte plausible et acceptable pour prolonger son séjour à Mexico, en attendant l'approbation de l'Empereur à son coup d'état heureux qui l'aurait couvert de gloire.

Si le maréchal Forey avait agi ainsi, il eût sauvé le sort de l'intervention, et l'affaire du Mexique aurait eu une toute autre fin que celle qu'il fallut déplorer. Hélas ! il était incapable du peu d'énergie nécessaire pour détrôner ces trois ombres de Dictateurs, malgré ses baïonnettes. Je n'oserais pas croire, du reste, que le général Bazaine eût osé faire ce coup d'initiative, car il avait horreur de se mettre en avant. Un autre soldat étoilé l'eût fait assurément : c'eût été le maréchal Pélissier ! Mais ils sont rares, les hommes de cette trempe !

Quelques jours après, arriva enfin le courrier de France, tant attendu, puisqu'il apportait les manifestations offi-

cielles de la satisfaction impériale pour l'armée. La plus importante naturellement était le bâton du maréchal Forey. Le général de Castagny était nommé divisionnaire; cinq colonels recevaient les étoiles de général de brigade, parmi eux, le colonel du Barail, un général de cavalerie s'il en fût, le colonel d'Auvergne, chef d'état-major du corps expéditionnaire, et Viala, l'intrépide et habile commandant du génie de l'armée, qui avait déployé tant d'activité, de science et de bravoure pendant le siège de Puebla.

La nouvelle la plus saisissante à tous les points de vue, qu'apportait le courrier, était le rappel du maréchal Forey et son remplacement par le général Bazaine. Ce changement dans la direction des affaires militaires et politiques, fut accueilli par l'armée avec une joie immense, car elle avait mis en lui toute sa confiance et lui était reconnaissante de l'avoir arrachée victorieusement aux misères du siège de Puebla. Nous autres, les modestes mais fidèles serviteurs de cet homme qui était notre ami, nous étions dans l'enchantement.

Quant au maréchal Forey, s'il rayonnait d'orgueil, un point noir, cependant, le préoccupait, car l'Empereur l'invitait à rentrer en France « pour y goûter en paix les joies de ses succès ». Il ne pouvait se faire à l'idée qu'il allait descendre du piédestal où il était et à l'obligation de quitter le palais de San-Cosme, où il menait grande et douce vie. Et puis, il se croyait réellement un grand homme et ne pouvait comprendre qu'on le remplaçât, d'autant qu'il pensait avoir merveilleusement travaillé, en bâclant si promptement le gouvernement impérial de Maximilien. Il était, par conséquent, persuadé qu'il y avait « maldonne » de la part de l'Empereur et que celui-ci, heureux de la nomination d'un gouvernement définitif, reviendrait sur sa décision pour lui permettre d'achever une œuvre si brillamment commencée, et d'installer lui-même Maximilien sur son trône. Il avait, du reste, écrit dans ce sens à son souverain et il ne parlait pas du tout de départ. Que d'illusions !

Pourtant la situation était ridicule, et, en se prolongeant, elle devenait extravagante. En fait, l'armée obéissait aux ordres du général Bazaine, à qui le maréchal Forey n'avait pas remis le commandement. Le premier recevait de France et directement toute la correspondance officielle ou officieuse adressée au commandant en chef par l'Empereur, les ministres, etc..., et le second rien ! Il se produisit même un incident, qui dût être fort pénible, humiliant même pour le maréchal, car il eut la folle idée d'attirer à lui, par une compromission regrettable avec l'agent des postes à Vera-Cruz, la correspondance officielle adressée au général commandant en chef. Mais il reçut de ce fonctionnaire une fin de non recevoir peu flatteuse. Cette situation fausse devenait presque scandaleuse et sévèrement jugée par l'opinion, qui sentait bien que sa présence entravait sérieusement, dans l'expédition des affaires, l'initiative que voulait prendre le général Bazaine pour se conformer aux ordres et instructions qu'il recevait de France. Aussi, la malignité du public ne tarda pas à prendre à partie cette situation. On prétendit qu'il n'osait pas se mettre en route par crainte de la fièvre jaune qui sévissait dans les Terres Chaudes; d'autre part, les chansons satiriques raillaient son attitude, notamment l'une d'elles qui avait pour joyeux refrain : « Partira-t-il, partira-t-il pas ! » Tout cela était fort regrettable pour la dignité d'un maréchal de France. Enfin, il eut connaissance, d'une manière indirecte, d'une lettre du ministre de la Guerre au général Bazaine, qui contenait ce passage suggestif : « M. le maréchal Forey sera bien loin du Mexique quand vous recevrez cette lettre. Vous avez dû être frappé des fautes qui ont été commises depuis l'entrée de l'armée à Mexico. Je ne doute pas que vous vous soyez déjà mis à l'œuvre pour réparer les fâcheuses mesures prises par votre prédécesseur. » C'était dur ! Aussi, quelques jours après, le maréchal fit savoir qu'il allait rentrer en France.

Il se tira, du reste, de cette épreuve avec une certaine noblesse. Le 30 septembre, il remit officiellement au général

Bazaine le commandement de l'armée et adressa aux troupes un ordre général qui lui faisait honneur en honorant son successeur. Après avoir remercié l'Armée du concours toujours dévoué qu'elle lui avait prêté, il lui présenta son nouveau chef dans les termes les plus dignes. « Je n'ai pas besoin de vous faire son éloge; vous savez aussi bien que moi tout ce qu'il vaut et, pour ne parler que de ses services au Mexique, souvenez-vous de San-Lorenzo où, avec quelques bataillons, il a détruit tout un corps d'armée dont les débris ne se croyant plus en sûreté derrière les fortifications de la capitale, se sont enfuis jusqu'aux frontières des Etats-Unis d'Amérique. » (C'était exagéré, car nous allions les retrouver beaucoup moins loin, quelques semaines après.)

« Rappelez-vous encore que la prise du fort San-Xavier a commencé le siège de Puebla et que celle du fort Totimehuacan l'a terminé, et que c'est sous son intelligente et vigoureuse direction que ces deux faits d'armes ont été accomplis.

« Alors, vous serez fiers d'avoir un tel chef à votre tête; si vous avez de nouveaux combats à livrer, vous serez certains de la victoire et votre ancien général en chef applaudira de loin à vos succès. »

Enfin, le jour du départ arriva et fut des plus solennels. C'était un dimanche. Le maréchal assista, comme de coutume, à la messe militaire, dans cette cathédrale où, quatre mois avant, il avait reçu l'eau bénite de l'archevêque de Mexico. Quand il sortit de la basilique, toutes les troupes étaient massées sur la place et formaient la haie jusqu'aux portes de la ville, exactement comme à l'arrivée. Les grandes voix des cloches et des canons, les musiques le saluaient comme à son entrée solennelle; il ne manquait que les fleurs jetées sur ses pas. Le général Bazaine, entouré des généraux et des états-majors, l'accompagna jusqu'à deux lieues sur la route de Puebla à Vera-Cruz; on se fit des adieux émus, car le pauvre maréchal avait, dans les yeux, des larmes qui

appelaient les nôtres. *Sic transit gloria mundi !* Et tout ce brillant cortège revint, accompagnant le nouveau chef, le quatrième qu'allait absorber l'expédition du Mexique.

CHAPITRE IV

LE GÉNÉRAL BAZAINE
PREND LE HAUT COMMANDEMENT

Nouvelle situation du général Bazaine. — Organisation de son quartier général. — Palais de Buena-Vista. — Vie privée du général, maître de maison. — Création d'une police à Mexico. — Organisation de la capitale comme base d'opérations de l'armée. — Attitude de Bazaine à l'égard de la Régence. — Nécessité d'entreprendre de nouvelles opérations militaires. — Préparatifs et plan d'une campagne dans l'intérieur. — La Contre-Guérilla et le Colonel Dupin.

L'avènement du général Bazaine à la direction suprême de l'intervention française élevait sa situation et son rôle, mais grandissait la tâche qui lui incombait désormais, d'autant que cette tâche devenait double et comportait deux terrains d'action qui étaient, l'un et l'autre, hérissés de difficultés et d'écueils. L'une de ces tâches s'appliquait à la politique et à l'administration des affaires publiques où il fallait défaire ce qu'on avait fait et refaire tout autre chose. L'autre concernait les questions militaires où il y avait tout à organiser, car on n'avait rien fait, ou à peu près, depuis notre arrivée à Mexico.

Pendant le dualisme de commandement, qui venait de se prolonger trop longtemps, le général avait bien posé quelques jalons dans les voies indiquées par l'Empereur et conformes aux instructions qu'il recevait des ministres de la Guerre et des Affaires étrangères; mais il était en partie paralysé dans son action par un sentiment de haute convenance qui l'obligeait à ménager la susceptibilité de l'homme qui venait d'être son chef et auquel, jusqu'alors, il n'avait su qu'obéir

avec dévouement et un sentiment de discipline absolue. Rendu enfin complètement libre par le départ du maréchal Forey, il allait se consacrer à l'accomplissement de ses nouveaux devoirs avec une activité de corps et d'esprit, qui ne faiblirait pas, pendant plus de trois années.

En raison des nouvelles charges qu'imposait cette lourde situation et des obligations officielles qu'elle comportait, le général Bazaine dut réorganiser, sur des bases plus larges, le personnel de son quartier général. Les quatre officiers qui étaient attachés à sa personne depuis le début de la campagne ne suffisaient plus. Alors, en vertu des pouvoirs concédés par le ministre de la Guerre, il se nomma quatre officiers d'ordonnance nouveaux : le capitaine d'artillerie de Noue, qui avait été l'aide de camp du général de Laumière, tué à Puebla; les lieutenants Riffault, des chasseurs à pied; Legué, du 3e zouaves, sur ma requête, comme topographe; de Kératry, des chasseurs d'Afrique, qui lui avait été recommandé de Paris; enfin le lieutenant de vaisseau Mozimant. Le général prit, en outre, auprès de lui, comme médecin du quartier général, le Dr Mouillac et le peintre d'histoire officiel, Jean Beaucé, dont les saisissants tableaux sont au musée de Versailles. Joignant à ce groupe de joyeux et vigoureux camarades, le jeune sergent Albert Bazaine, son neveu, devenu depuis commandant de corps d'armée, nous formions, autour du grand chef, un bloc compact de dévouements et de fidélités qui a pu se désagréger matériellement dans l'avenir, mais n'a jamais failli, même et surtout quand se déchaîna plus tard la tempête de l'adversité.

A côté de cette maison militaire, s'imposait une création de personnel pour préparer et expédier les affaires qui n'incombaient pas à l'état-major du corps expéditionnaire. Au cabinet du commandant en chef étaient réservées les affaires, confidentielles surtout, concernant la politique, la diplomatie, les finances, etc... Ce service délicat fut confié au commandant Boyer, qui quitta ainsi l'état-major de notre ancienne division; cet officier eut comme collaborateurs, le capitaine

d'état-major Vosseur, le capitaine de Noue et le lieutenant de vaisseau Mozimant, chargé spécialement des rapports avec les forces navales du golfe du Mexique et de l'océan Pacifique, qui étaient sous les ordres du commandant en chef.

Entre temps, dès le lendemain du départ du maréchal Forey, le général porta son quartier général au palais de Buena-Vista, au faubourg San-Cosme, vaste et splendide demeure d'un ancien grand d'Espagne. Sa cour d'honneur, avec de superbes colonnades superposées jusqu'à la terrasse, est monumentale; les salons, les galeries de réception sont immenses et somptueux, ainsi que les appartements privés du seigneur du logis. Attenant, mais dissimulés, se trouvent des groupes de bâtiments de service, comprenant de nombreux appartements de maîtres où tous les officiers de la maison militaire furent confortablement logés. Des servitudes immenses reçurent notre personnel et notre cavalerie. Dans le parc, fut établi, dans un vaste logis isolé, tout le peloton d'escorte. Enfin, un délicieux jardin réservé, style Lenôtre, s'étendait au pied de la façade d'honneur sur laquelle s'ouvraient les grands appartements.

Cette demeure de richissime grand seigneur était, par les soins de la municipalité, complètement et richement meublée et ornée. Rien n'y manquait : linge de maison et de table, service de table, riche argenterie, etc..., Dans les écuries, des attelages; dans les remises, des carrosses variés. Enfin, pour animer tout le matériel, les principaux éléments d'une domesticité d'une correction parfaite et disposant, pour les cérémonies, d'une grande livrée assortie aux emplois. C'était nous inciter à donner des fêtes et le général n'y manqua jamais. Quant à moi personnellement, tout ce déploiement d'opulente et grande vie m'effrayait dans mon rôle de chef de popote, qui devenait celui d'un intendant. Le général le comprit et, sur ma demande, il répartit, entre ses officiers, les diverses branches du service de maison et du service militaire intérieur du palais. Le capitaine Legué fut nommé

commandant militaire; le lieutenant Clapeyron eut la direction du service des écuries et équipages; le capitaine Willette conservait ses fonctions de trésorier; et moi, j'avais la gestion de tout le service particulier à l'intérieur de la maison et celui de maître des cérémonies (!). Toutes ces obligations de confiance n'étaient qu'un surcroît de labeur et de responsabilités, car nous conservions notre service d'aides de camp, au bureau et à l'extérieur. Mais elles étaient rendues faciles et agréables par l'aménité et la bonté constantes du chef, qui n'ont jamais varié, car il était pour nous un véritable père de famille. Et puis une harmonie, une entente parfaites ne cessèrent jamais de régner entre tous ses officiers, pendant les quatre années que dura cette existence patriarcale.

Je dois ajouter, enfin, que le général Bazaine, au point de vue de sa vie de grand personnage, à laquelle une grande représentation s'imposait, était d'une largesse, d'une générosité et d'un dédain de ses intérêts matériels absolument remarquables. Il était sans fortune et pourtant il ne tenait pas à l'argent, et ne compta jamais avec lui. La consigne, dans la gestion de ses affaires, était de faire le plus dignement, le plus grandement possible, dans la limite des ressources que procurait sa situation. « Faire pour le mieux », pourvu qu'à la fin du mois il lui restât quelques onces d'or pour ses besoins personnels; telle était la règle de notre administration. Il tenait table ouverte. Nous étions dix ou douze titulaires dans sa maison et je devais régler le service pour qu'il y eût toujours seize couverts, afin qu'il pût retenir tout officier venant de loin et amené à l'heure du repas, en mission auprès de lui. Tous les quinze jours, il donnait régulièrement un grand dîner de vingt-quatre à trente couverts, suivi de réception, et, chaque mois, une soirée dansante qui, à la saison, était un bal. En outre, une ou deux fois par an, il y avait grande fête de gala, sans compter les réceptions occasionnées par des circonstances extraordinaires. Et toujours les choses étaient largement faites.

J'appliquais le vieux principe : « Un cheval au roi et des éperons à soi ! » Et le général était content.

Aussi, mon digne et excellent ami, mon vieux camarade d'alors, le regretté commandant Willette, pouvait sciemment dire plus tard et mieux que personne, qu'au Mexique, le maréchal Bazaine ne fit pas d'économies.

Tel était le maître de maison, l'homme privé, l'homme intime. Et des pamphlétaires, des politiciens inconscients ou de mauvaise foi, ont pu le taxer de vénalité ! Et pourtant cet homme qu'on a ainsi accusé, se refusait à croire à cette vénalité chez certains de ses détracteurs futurs. Il me souvient qu'à cette époque, il reçut de l'Empereur une lettre confidentielle, du 19 octobre 1863, dans laquelle il était dit : « ..... Il m'est revenu qu'on a trouvé la preuve, sur des registres de banquiers de Mexico, que Juarez aurait envoyé une somme d'argent à Jules Favre, pour défendre sa cause à Paris. Si cela est vrai, il faudrait m'envoyer les preuves authentiques, j'y ajouterais beaucoup d'importance... » On a prétendu depuis que Bazaine ne donna pas suite à cette indication de l'Empereur; on ajouta qu'il ne croyait pas Jules Favre capable d'un tel acte. Je n'ai jamais su s'il avait fait opérer les recherches demandées qui, alors même que le fait eût été vrai, n'aurait pu être démontré faute de preuves matérielles; mais je ne pourrais pas affirmer qu'il croyait Jules Favre incapable d'avoir commis une pareille action, car je l'ai entendu, bien des fois, flétrir avec énergie les agissements, les discours du grand avocat, leader de l'opposition d'alors, notamment à propos des proclamations signées de lui et que l'ennemi répandait clandestinement dans le voisinage de nos camps pour engager nos soldats à déserter leur drapeau. Quoi qu'il en soit, il est incontestable qu'avec ou sans salaire, Jules Favre, et d'autres encore, ont servi puissamment la cause de nos ennemis et nous ont créé, au Mexique, de graves difficultés. Ils doivent porter, devant le jugement impartial de l'histoire, une grave

part de responsabilité dans l'insuccès final de l'entreprise poursuivie par notre intervention au Mexique.

Du reste, je puis affirmer que l'armée du Mexique fut profondément indignée de la conduite de ces Français dont la haine politique aurait dû s'arrêter aux frontières de la France !

Comme épilogue à ce triste souvenir, je dois ajouter que, si certaines personnes n'ont pas reçu d'argent du gouvernement de Juarez, il en est qui ont eu des boîtes d'excellents cigares. J'ai connu un député d'alors qui en avait reçu et l'avouait gaiement : « N'ayant aucun moyen de la renvoyer à son expéditeur, je fume ces cigares avec mes amis; et mes votes, au corps législatif, ont prouvé, en toutes les circonstances spéciales, que ces présents n'ont jamais influencé ni corrompu mes actes au Parlement. » Cet honorable m'a dit malicieusement : « Enfin, à moi on n'a envoyé que des cigares qui se perdent en fumée, mais certains de mes collègues ont reçu autre chose ! »

Désormais, le général Bazaine était libre d'aborder avec indépendance la tâche lourde et difficile qui lui incombait, et il s'y consacra résolument.

Tout était à faire. La tâche qui s'imposait tout d'abord était la pacification du pays, ou tout au moins l'extension aussi grande que possible de l'action matérielle de l'intervention; ce qui aurait dû être fait depuis trois mois. Cependant, la saison s'opposait à une opération de grande envergure, car nous étions en pleine période des pluies durant laquelle il est impossible d'opérer. Il pleut tous les jours, pendant quelques heures; on pourrait les éviter car les matinées sont belles, mais ce sont des *cataractes* et les routes, inondées, sont impraticables. Il fallut donc attendre.

En tout cas, à Mexico même, des mesures s'imposaient pour sa sécurité d'abord, car les malandrins de toutes sortes y abondaient. Il y avait bien un fac-similé de police urbaine, celle des serenos, ces déambuleurs nocturnes qui réveillent les gens pour leur dire l'heure et les engager à se rendor-

mir, mais leur police était insignifiante en raison de leurs cris qui annonçaient leur approche aux malfaiteurs. Le général confia à M. Budin, notre fonctionnaire financier, sans travail pour le moment, le soin d'étudier l'organisation d'une police municipale semblable aux nôtres. En attendant, il constitua, avec des éléments pris dans nos troupes, une compagnie de sûreté de 200 hommes, bien encadrés, qui fonctionna comme un corps de police et rendit les plus grands services jusqu'à notre départ pour la France. Jamais on ne put créer une police indigène, faute d'éléments inspirant la confiance.

En outre, il fallait, contre les entreprises venant de l'extérieur, assurer la sécurité de la capitale qui, en raison des mouvements en avant de l'armée, allait devenir sa base d'opérations et celle de l'armée mexicaine qu'on devait organiser. Le général ordonna l'exécution de travaux de défense pour la protéger; il fit établir de vastes magasins d'approvisionnements, des dépôts d'isolés pour les hommes venant de France où y allant, des ateliers de réparations de nos matériels. Du reste, la capitale disposait, à sa porte, d'une magnifique citadelle d'origine espagnole. C'était un fortin à quatre fronts bastionnés, avec fossés mouillés et parapets d'un relief important. A l'intérieur, se trouvaient groupés de vastes bâtiments servant de caserne, de magasins, d'ateliers munis d'un outillage complet. On remit tout en état et des canons, des mortiers, furent placés en batterie sur les remparts.

Dans un autre ordre d'idées utilitaires, il avait été décidé qu'on prolongerait, vers Mexico, le rudiment de chemin de fer de Vera-Cruz à la Tejeria, tout au moins jusqu'à la limite des Terres Chaudes. Le Gouvernement français avait promis des subventions et envoyé un ingénieur, M. Sansac, avec un personnel important qui s'était déjà mis à l'œuvre. Le général y envoya un millier de prisonniers, que nous avions encore à Puebla et fit établir une ligne télégraphique reliant cette ville à Vera-Cruz.

Ces mesures militaires furent prises sans difficultés; mais

il n'en fut pas de même à l'égard de la politique. Une des plus grosses questions à résoudre était celle de la confiscation des biens des partisans du gouvernement de Juarez. L'Empereur Napoléon avait formellement déclaré qu'il fallait revenir sur le décret promulgué à ce sujet. Aussi, un des premiers actes du général Bazaine fut de mettre en demeure le gouvernement de la régence de rapporter ce décret. La régence s'exécuta; mais, en sectaires intraitables, les trois membres du gouvernement se rattrapèrent, dans la satisfaction de leur haine féroce, en remettant en vigueur de vieilles lois surannées dont les conséquences matérielles et politiques étaient encore plus funestes, plus injustes que le décret rapporté. Devant cette attitude, le général, qui n'était pas d'humeur à se laisser duper ainsi, se fâcha et intervint personnellement. En réminiscence de Louis XIV, entrant au parlement la cravache à la main, lui, entra à la régence l'épée au côté. Le 20 octobre, en effet, le gouvernement tenait séance, lorsque le général français y apparut, à la stupéfaction des trois Caciques, qui croyaient voir suivre les grenadiers d'Augereau sous les espèces, non moins rébarbatives, des zouaves de Bazaine. Almonte et Salas furent d'assez bonne composition; mais l'archevêque voulut résister. Revenant d'Europe, il put raconter une série d'histoires, d'appréciations, de conseils à lui donnés par le pape, par l'Empereur des Français ou ses ministres, et débiter une litanie confuse de sophismes ridicules. Mais toutes ces arguties furent impuissantes à troubler l'implacable logique de Bazaine et d'ébranler l'indomptable volonté qu'il avait d'en terminer avec toutes les résistances de Mgr Labastida. Il ne voulut rien savoir, rien concéder, et l'obligea à rapporter tous les décrets et à annuler les vieilles lois remises en vigueur. Puis il fit entendre, à ce prélat tenace et rancunier, qu'à l'avenir le gouvernement devait se maintenir dans une voie plus libérale, conforme à la volonté de l'Empereur des Français. Il laissa entendre nettement qu'il était résolu à y tenir la main et ne se retira que lorsqu'il eut fait rédiger

une note signée par les trois proconsuls et qui allait paraître immédiatement en tête du *Journal officiel*. Cette note démentait tous les bruits répandus au sujet des biens du clergé nationalisés et rapportait toutes les lois intempestives qui venaient de reparaître. Elle terminait en déclarant que le manifeste du général en chef à la nation, lors de sa prise de commandement, devait être la règle du gouvernement qui devait trop à la magnanimité de l'Empereur Napoléon pour s'écarter de ses instructions; qu'en conséquence, les ventes régulières des biens du clergé seraient confirmées et qu'en tout état de cause, les intérêts engagés pouvaient se rassurer.

C'était un vrai coup d'état. L'attitude énergique du général produisit le plus grand effet et ce changement de politique ramena le calme et la confiance dans les esprits auparavant affolés; car les propriétaires des biens du clergé ne pouvaient se faire payer les traites des acquéreurs (les fameux pagares), qui étaient échues et les locataires ne voulaient pas payer leur loyer.

Nous nous aperçûmes promptement, au quartier général, de l'heureuse influence produite par la démarche autoritaire du chef de l'intervention française, en voyant de nombreuses personnalités influentes du parti libéral modéré s'entretenir avec lui. La plupart lui faisaient des promesses sincères d'adhésion, mais déclaraient que leurs partisans ne pourraient se décider que lorsque le général aurait étendu son action militaire dans l'intérieur du pays. Tous considéraient le gouvernement de la régence comme néfaste et contraire à toute conciliation.

Cet acte de vigueur ne sembla pas être un feu de paille, car, dans une lettre, fort longue, adressée à l'Empereur, le 10 novembre, le général, rendant compte, avec sa modestie accoutumée, des démarches qu'il venait de faire et qui étaient en réalité une grande victoire politique, disait simplement : « ..... J'ai donc exigé le retrait immédiat de tous les décrets, et une conduite plus franche et moins réactionnaire dans l'administration des affaires du pays. On m'a promis de

rentrer dans la voie tracée par Votre Majesté, mais j'y tiendrai la main et, s'il le faut, je mettrai ce débile et rancunier pouvoir en tutelle. »

Voilà certes de belles et énergiques paroles, qui sont, d'ailleurs, la preuve irréfutable de la politique libérale suivie par le général Bazaine sur l'ordre de Napoléon. Et pourtant on a accusé l'un et l'autre de faire de la réaction !

Il ressort de cette déclaration très nette que le général ne se faisait pas d'illusions sur sa victoire du moment. La lutte était désormais engagée entre lui et l'archevêque, c'est-à-dire le cléricalisme intransigeant. Elle devait se prolonger sourdement jusqu'à la fin, grâce à l'intervention tacite et maladroite de l'Empereur Maximilien, et aboutir à un triomphe pour l'archevêque, mais triomphe d'un jour, dont la catastrophe de Queretaro devait briser les palmes.

Les principales questions de politique intérieure étant à peu près réglées pour le moment, il devenait urgent de reprendre les opérations militaires et de faire une campagne méthodique pour débarrasser la plus grande partie possible des territoires de l'influence et de l'action du gouvernement de Juarez, auquel notre inaction militaire de quatre mois avait rendu la confiance et permis de réorganiser les forces qui lui restaient, de les augmenter même dans des proportions importantes.

En effet, deux provinces seulement, et les plus petites, étaient sous l'influence matérielle de notre armée, celles de Mexico et de Puebla, auxquelles il fallait ajouter une partie de l'état de Vera-Cruz. Tout le reste, c'est-à-dire les cinq sixièmes du Mexique, restaient à occuper. Les troupes juarites étaient établies, sous la direction du général Doblado, dans toute la région ouest et nord de Mexico, et principalement dans les provinces les plus rapprochées de nous : Queretaro, Guanajuato, ainsi que sur les immenses territoires de Michoacan, Jalisco, Zacaticas, San-Luis de Potosi. A Queretaro, se trouvait principalement le gros des forces ennemies, une quinzaine de mille hommes, sous les ordres

du général Comonfort, le même que nous avions bousculé si brutalement à San-Lorenzo, sous Puebla. Il eût été convenable, de notre part, de lui offrir la revanche et nous le désirions ardemment. Vers Morelia également, étaient réunies des troupes régulières. Enfin, dans le sud même de la province de Mexico, près de nous, se tenaient 4 ou 5.000 hommes d'assez bonnes troupes, sous le commandement du général Porfirio Diaz, une autre aimable connaissance de Puebla, qui nous brûla la politesse en s'évadant dans le voyage forcé que nous lui fîmes entreprendre vers Vera-Cruz.

C'était donc une opération stratégique à très grande envergure qu'il fallait entreprendre, et le général devait naturellement y faire participer les troupes mexicaines auxquelles il venait de donner un commencement de réorganisation qui devait les fortifier et les rendre plus confiantes en elles-mêmes. Il en avait formé deux divisions, sous les commandements des généraux Marquez et Mejia, chefs intelligents, habiles, énergiques et populaires, surtout dans les régions où on allait les employer de préférence et leur confier des commandements de provinces. Du reste, le général combina l'emploi de ces troupes, en tenant compte de considérations très judicieuses et très sages. Celles-ci, en effet, n'avaient pas la solidité, la cohésion morale, suffisantes pour être employées isolément, surtout au début où l'ennemi devait disposer de masses bien organisées, susceptibles de leur offrir des résistances, qu'elles n'auraient pas assez de confiance pour aborder résolument. Une considération plus importante et politique commandait, en outre, de ne pas présenter d'abord aux populations des troupes indigènes qui n'étaient pas qualifiées, comme les troupes françaises, pour déterminer leur adhésion au gouvernement établi par l'intervention. C'est sur ces principes, très bien compris, que le général Bazaine arrêta son plan de campagne, qui consistait à faire, au cœur des contrées à parcourir et à occuper, une immense pointe, une trouée, pour s'étendre ensuite progres-

sivement sur les flancs, en délogeant, tout d'abord, de Queretaro l'armée juariste qui s'y trouvait. Du reste, ce plan, remarquablement conçu, est brièvement et très clairement exposé dans une lettre qu'il écrivait à l'Empereur, le 8 octobre 1863. Je ne puis mieux faire que de reproduire ce programme, tracé par son auteur lui-même.

« .... Voici comment je compte opérer : échelonner ou réunir, suivant les circonstances, les troupes françaises sur la ligne d'opérations, employer les troupes mexicaines sur les lignes adjacentes. Comme conséquence du même principe, je fais armer, avant tout, les populations qui entourent nos centres d'occupation dans un rayon de 16 à 20 kilomètres, parce que, étant toujours certaines d'être appuyées par nos soldats, elles se défendront. Dans le cas contraire, elles livrent leurs armes ou succombent.

« J'ai l'intention d'opérer sur deux colonnes françaises flanquées, à droite, par la division Mejia, à gauche, par la division Marquez. Les deux colonnes centrales suivraient : l'une, la route de Mexico à Queretaro, passant par Tepeji, San-Juan del Rio, etc...; l'autre, de Toluca à Queretaro, par Ixtlahuaca et Amealco. La division Marquez pourrait s'étendre sur Maravatio et menacer Morelia où, dit-on, il n'y aurait que 500 cavaliers; mais il est probable que les troupes régulières évacueront ces villes quand elles verront notre mouvement prononcé sur Queretaro. Cet ordre de marche aura l'avantage, sans s'écarter du principe « se diviser pour vivre, se réunir pour combattre », de pouvoir manœuvrer l'aile droite ou l'aile gauche en avant, selon les circonstances, et menacer les flancs des positions que l'ennemi aurait fortifiées. J'irai très probablement avec la colonne de Toluca, afin de bien diriger Marquez, et de frapper un coup de massue, si j'en trouve l'occasion; M. le général Douay suivrait la route de Mexico à Tepeji, avec la division Mejia, et je réglerai ma marche de façon à rester en communication avec lui. »

Le général commença immédiatement les préparatifs né-

cessaires à la mise en route de ses troupes, qu'il allait lancer dans les immensités du Mexique, où elles pénétreraient, à plus de deux cents lieues de Mexico, jusqu'aux frontières mêmes du Nord-Ouest, jusqu'aux rivages de l'océan Pacifique; elles ne reviendraient, la plupart, qu'en reprenant la route de France, après trois années de marches longues et pénibles sur une surface terrestre de trente mille lieues carrées, cueillant partout des lauriers chaque fois que les troupes de Juarez voulurent bien leur résister; en tout cas, laissant toujours, sur leurs pas, la trace ineffaçable du génie français.

Pendant qu'il prenait toutes ses dispositions pour conquérir réellement le Mexique, il se préoccupait aussi des moyens d'assurer la sécurité de ses derrières, c'est-à-dire de la zone que parcouraient ses communications avec sa base d'opérations, ces fameuses Terres Chaudes, régions presqu'impénétrables et toujours infestées de bandits, les irréductibles guerillas, qui opéraient aussi bien sous le drapeau des Libéraux que sous la bannière de la Réaction.

Il n'avait pas oublié la fameuse contre-guerilla qu'il avait organisée à Vera-Cruz, sous le commandement endiablé du terrible Stœcklin; il avait suivi avec intérêt le cours de ses exploits et apprécié les importants services qu'elle avait rendus. Il pensait, maintenant qu'il était le grand chef, à donner une extension plus importante à cette troupe, qui, seule, pourrait assurer la sécurité des Terres Chaudes. Il transforma la contre-guerilla en un véritable corps franc, composé d'éléments à pied et à cheval. Pour le recruter d'une façon sérieuse et en faire un moyen d'action sur lequel il pourrait compter en toutes occasions, il décida d'y introduire des éléments français, choisis dans tout le corps expéditionnaire, avec des hommes de bonne volonté, solides, entreprenants, et ne redoutant rien ni des hommes ni de la nature. Cette vie d'aventures, semée d'intermèdes d'estoc et de taille, tenta tous ceux, précisément, qui avaient les aptitudes morales et physiques pour la mener convenablement. Le

nombre des volontaires fut considérable, plus même qu'il ne fallait; on n'eut qu'à choisir. Le commandement et l'organisation de cette phalange d'aventuriers réguliers furent confiés à un homme qui était unique pour remplir ce double rôle : c'était le colonel Dupin. Des officiers des corps d'infanterie et de cavalerie qui avaient, eux aussi, été appelés à former les cadres des nouvelles troupes en formation lui furent adjoints. La contre-guerilla, dite Dupin, prit alors une grande importance et ne tarda pas à écrire, dans l'histoire du corps expéditionnaire du Mexique, des pages extraordinaires dans lesquelles on trouve les faits d'armes les plus héroïques, les raids les plus invraisemblables, les aventures les plus romanesques, les anecdotes les plus singulières, des actes de dévouement, d'audaces les plus remarquables, aussi même des scènes de carnage et de boucherie stupéfiantes, mais qu'exigeait la répression implacable des crimes commis par les brigands sanguinaires que la contre-guerilla avait pour unique mission de rechercher, de combattre, de détruire principalement.

L'historique journalier de cette troupe formerait un roman passionnant dont on aurait voulu vivre quelques feuillets, d'autant que beaucoup d'entr'eux comportaient une intrigue particulière, individuelle, qui s'est vécue comme les idylles si charmantes, mais parfois si dramatiques, dont Fenimore Cooper fut le révélateur captivant. On y trouvait, sous la forêt vierge aux senteurs embaumées, aux reptiles venimeux, les trappeurs, les tueurs de daims, les œils de faucon, les Sioux rampant dans les hautes herbes. C'était la vie journalière des guerriers de Dupin qui, lui-même, ne dormait que d'un œil et d'une oreille avec un arsenal sous la main.

Qu'était-ce donc que ce chef d'une troupe si extraordinaire ? Dupin fut un des officiers les plus distingués, les plus brillants de l'ancien corps d'état-major, mettant au service d'une haute intelligence et d'un esprit subtil une grande érudition générale et une science approfondie de

toutes les choses militaires, actionnées par une grande initiative et une énergie inébranlable, soutenues par des aptitudes physiques exceptionnelles et une bravoure chevaleresque. Ce grand escrimeur, grand sabreur, fin tireur, bel homme, vigoureusement charpenté et de crâne allure, eût été un beau mousquetaire.

Dupin était chef d'état-major du corps expéditionnaire de Chine, et, au retour en France, il fut mis en disponibilité pour avoir fait une vente publique de bibelots provenant du palais d'été des Empereurs de Chine. Lorsqu'il apprit qu'on demandait des officiers volontaires pour aller au Mexique, il fit des démarches pour être relevé de la disponibilité et fut envoyé à la disposition du commandant du corps expéditionnaire.

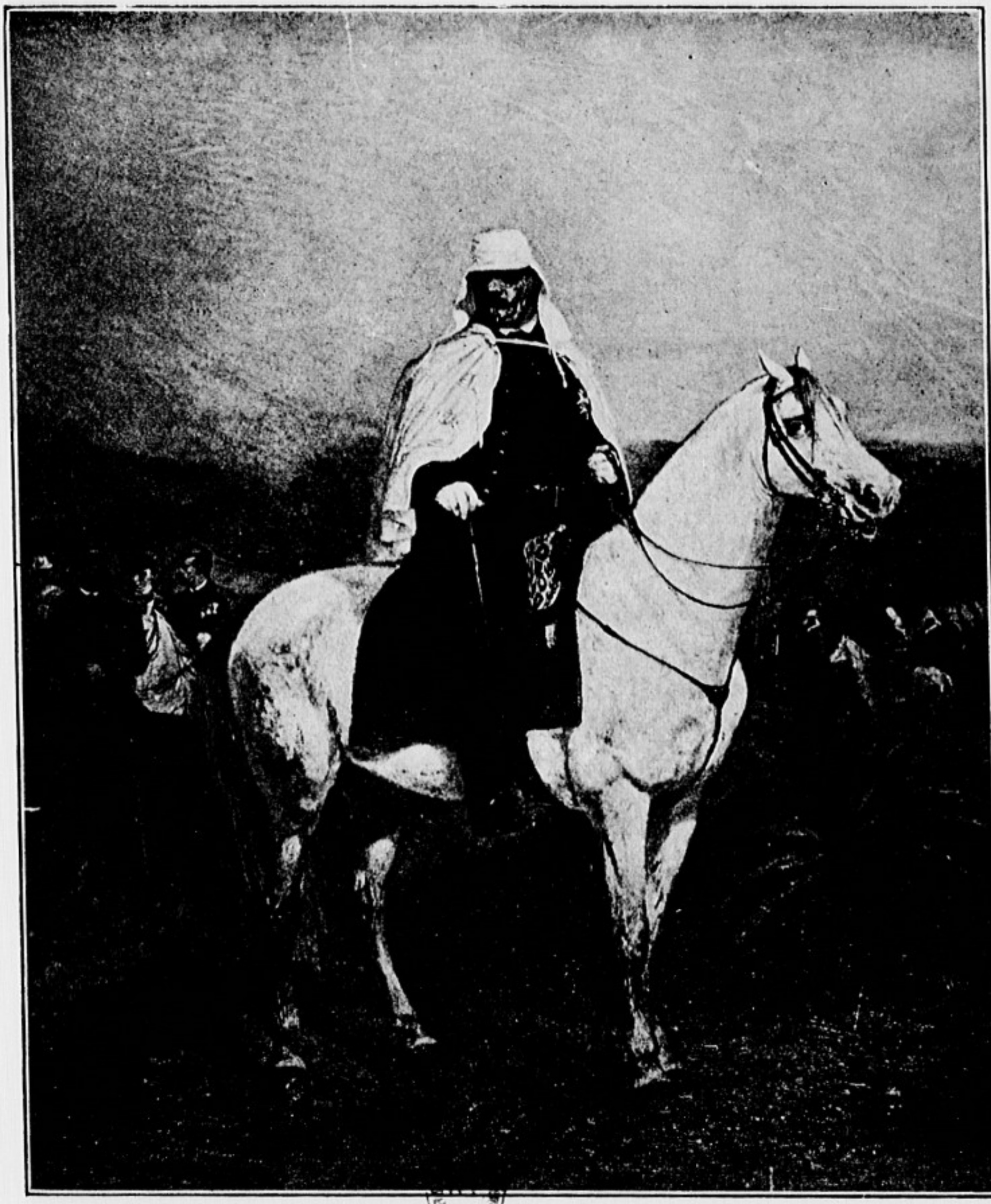
Je citerai seulement deux anecdotes caractéristiques de l'action du colonel Dupin. La première montre ce qu'il était comme organisateur; la seconde, sa manière de purger le pays des criminels qui le terrorisaient.

Quelque temps après la création, sur de nouvelles bases, de sa contre-guerilla, il éprouva des difficultés extrêmes pour faire pénétrer ses excursions au travers des pays inextricables qui s'étendaient au loin dans la province de Tampico, alors que des voies naturelles sillonnaient tout le pays, c'est-à-dire les rivières, qui sont importantes dans cette partie du Mexique. A Tampico même, débouche, dans le golfe du Mexique, le *Panuco*, large et profond cours d'eau, formé lui-même par plusieurs grandes rivières qui se réunissent à quelques lieues de son estuaire et remontent en éventail à cinquante lieues dans l'intérieur. En outre, de vastes étangs s'étendent autour de Tampico et communiquent avec le *Panuco*, qui en est le déversoir. C'étaient là de précieuses voies naturelles de pénétration. Mais il lui était presque impossible de les parcourir sans moyens de traction à appliquer aux chalands dont il pouvait disposer pour porter son monde. Alors, il imagina de se créer un remorquage. Il examina un chaland type et fit les calculs nécessaires pour déterminer

les dimensions, la capacité, la force motrice que devrait avoir une machine à vapeur qui, établie dans ce bateau primitif et à fond plat, pourrait en remorquer d'autres avec leur chargement. Il fut habilement secondé dans ce travail par un mécanicien industrieux qu'il avait trouvé dans les restes de la bande Stœcklin. Puis, après avoir établi ses plans, il les confia à son mécanicien avec mission de se rendre en France pour y trouver ou faire disposer une machine conforme aux données qu'il emportait. Quelques mois plus tard, arriva la machine; Dupin la fit monter et mettre en place. Disposant ainsi d'un remorqueur, il put parcourir à l'aise et avec succès les rivières du pays et porter au loin ses expéditions.

La deuxième anecdote s'applique à la répression effective et matérielle du brigandage. Depuis quelque temps, il poursuivait une bande aussi redoutable qu'insaisissable, et était parvenu, enfin, par des marches de nuit dans un pays inextricable, à la surprendre dans un village indien. Il la prit tout entière et la fit pendre aux arbres d'une clairière voisine; mais il manquait le chef, un bandit célèbre. Convaincu qu'il n'avait pu fuir, il le fit chercher partout dans le village qu'il avait cerné. On le trouva, en effet, blotti sous la paillotte de toiture d'une case d'Indien et on le lui amena. Le bandit le prit de très haut et lui tint ce langage : « Je suis votre prisonnier, soit; mais, comme je suis colonel aussi, je tiens à être traité avec les honneurs de la guerre; je demande à partager le sort de mes soldats et à être remis à la tête de ma troupe. » — « Ah ! tu veux qu'on te remette à la tête de ta troupe et qu'on te traite comme elle ? J'y consens », répondit Dupin, qui s'adressant aux hommes qui le conduisaient : « Menez-le à la tête de sa troupe et traitez-le comme elle. » Et ce Fra Diavolo déclassé fut pendu à la droite de ses hommes.

L'épilogue de cette aventure démontra combien était utile et bienfaisante la justice de Dupin, que des philosophes en chambre trouveront peut-être un peu dure. Aussitôt que la



LE MARÉCHAL BAZAINE EN CAMPAGNE

nouvelle du sort du bandit redouté fut connue dans le pays, les Indiens, en grandes bandes, des familles entières, accoururent de toutes parts et de fort loin pour s'assurer que le monstre était bien mort, et qu'on n'aurait plus à le craindre. En le voyant suspendu à un arbre, ces malheureux Indiens manifestaient une joie folle et restaient des heures devant ce spectacle. Ils prenaient même leur repas, tout en savourant cette contemplation bienfaisante. Dupin pouvait dire : « Que les méchants tremblent et que les bons se rassurent ! »

A cette même époque, je relationnais également avec une personnalité originale que je ne voudrais pas laisser dans l'oubli, d'abord parce qu'elle était un spécimen étrange des hardis Français qu'on trouvait dans ces contrées lointaines, surtout parce qu'elle fut à même de jouer, en 1865, un certain rôle dans les événements qui ont été sur le point de se produire là-bas et que, d'ailleurs, elle nous rendit, pendant quelques années, des services très appréciables : c'était M. Salar.

Ancien officier de marine pendant le règne de Louis-Philippe, camarade du Prince de Joinville à l'Ecole navale, il suivit la carrière des officiers de vaisseau jusqu'au grade d'aspirant de 1re classe. Mais, d'une nature exubérante, vagabonde, aventureuse même, il se trouva trop à l'étroit dans le service rigoureux de notre marine de guerre. Salar donna sa démission et alla offrir ses services à la marine mexicaine où il se distingua par ses qualités audacieuses. Lorsque la France eut ses premiers démêlés avec le Mexique et que le Prince de Joinville, commandant une escadre française, fit le blocus de Saint-Jean d'Ulloa, en face Vera-Cruz, bien que cette opération fût strictement conduite, ce blocus fut violé deux fois par un navire léger mexicain. Le Prince de Joinville, très désappointé, s'écria : « Il n'y a que Salar qui a pu violer ainsi mon blocus ! » En effet, c'était lui.

Il navigua pendant longtemps sur le Pacifique et eut même

la surveillance de tout le mouvement maritime le long des côtes mexicaines.

A la suite de plusieurs révolutions, il quitta le service de l'Etat et continua à naviguer pour le commerce. C'était un marin consommé et d'une hardiesse légendaire dans les eaux américaines du Pacifique. Devenu, en quelque sorte, le chef de tous les flibustiers de ces contrées maritimes, il avait une immense influence sur eux. Quand il apprit l'intervention française, il vint à Mexico et se présenta au général Bazaine. N'ayant jamais perdu sa qualité de Français et l'étant surtout par le cœur, il offrit ses services dans le cas où ils pourraient être utilisés. Le général l'accueillit avec beaucoup de bienveillance et s'attacha son dévouement. Il lui confia diverses missions, notamment dans les provinces maritimes du Pacifique; dans la Sonora, en particulier, qu'il connaissait à fond et sur laquelle l'Empereur avait appelé une attention particulière.

Je le vis souvent au quartier général, et je prenais un plaisir extrême à apprendre de lui des choses extraordinaires sur les mœurs, les exploits, les qualités utilisables des flibustiers et des pêcheurs de perles de Californie, sur les mines de la Sonora et sur les populations indiennes, encore sauvages, qui peuplent ce pays, les Apaches et les Comanches. Il avait été l'ami et même le compagnon d'aventures de Raousset-Boulbou et possédait le secret de la fin lamentable de ce généreux et audacieux explorateur français, qui faillit être un conquérant.

CHAPITRE V

CAMPAGNE DE L'INTÉRIEUR

Du 8 novembre 1863 au 4 février 1864

Le corps expéditionnaire entre en opération. — Incidents du départ de M. Dubois de Saligny. — Mesures d'expulsion. — 17 novembre, départ du général Bazaine. — Passage de la Cordillère. — Le Rio de Lerma. — Succès remportés par les généraux Mexicains. — Poursuite du général de Juarez, Doblado. — Marches forcées. — Aguascallientes. — Mort de Mme Bazaine. — San Juan de los Lagos, ses pèlerinages. — Territoires de Chasse. — Camp des Lièvres. — Guadalajara. — Le quartier général. — Un grand seigneur mexicain. — Disposition des esprits chez les libéraux après la campagne rapide de l'intérieur. — Relations du général en chef avec le Pacifique. — Acapulco. — Nouvelles graves de México. — Départ précipité pour la capitale. — Le lac Chapala. — Queretaro. — Retour à Mexico, 4 février.

Le 8 novembre 1863, les divisions du corps expéditionnaire se mettaient en marche en deux colonnes : celle de droite, aux ordres du général de Castagny, se portant sur Queretaro, suivait la route directe par Tepeji, San-Juan del Rio, et avait en avant d'elle la division mexicaine du général Mejia; celle de gauche, la division du général Douay, se rendait également à Queretaro, en partant de Toluca, où elle était déjà en partie concentrée; devant elle et sur sa gauche marchait la division mexicaine du général Marquez, s'étendant dans l'Ouest, vers Maravatio pour menacer Morelia où se trouvaient 5 ou 600 cavaliers ennemis. Les deux généraux français avaient ordre de faire marcher en avant les troupes mexicaines et de les faire aborder l'ennemi tout en se tenant prêts à les soutenir. Cette mesure avait le

double avantage. d'aguerrir la nouvelle armée impériale et, en augmentant sa confiance en elle-même, d'accroître son prestige aux yeux de l'ennemi. Le général en chef, ayant encore à régler, à Mexico, diverses questions importantes avant de se mettre en marche lui-même, laissa se dessiner ces premières opérations.

Les événements se produisirent ainsi qu'il l'avait prévu et conformément à ses ordres. La colonne de droite rencontra la position avancée de Comonfort à Arrayo-Zarco; la division Méjia attaqua énergiquement et enleva brillamment la position; la brigade de Berthier s'était tenue en arrière et n'avait pas eu à intervenir effectivement. Cet éclatant succès inaugura la campagne de la façon la plus heureuse et eut pour résultat immédiat le mouvement en retraite du gros de l'armée de Comonfort, qui sentait bien qu'il ne pourrait arrêter le général Mejia ayant derrière lui une division française.

Du reste, il me faut revenir encore sur un personnage qui aurait dû se faire oublier en disparaissant de la scène, où il avait longtemps joué un rôle désastreux, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre, sous la forme diplomatique correcte mais absolue, d'un rappel immédiat. Mais cet homme sans vergogne se cramponnait : c'était M. Dubois de Saligny, notre ex ministre de France. Quelqu'invraisemblable que cela puisse paraître, il était resté à Mexico, terré dans une tannière réactionnaire cléricale, où il préparait, à son profit, un riche mariage, et, assurément, tripatouillait clandestinement dans les manigances de l'archevêque Labastida, dont il était l'ami, sinon l'inspirateur. Cette conduite frôlait la trahison. Alors, le général Bazaine, avant de s'éloigner de Mexico, où il laissa comme commandant supérieur et gouverneur le général baron Neigre, ordonna à celui-ci de prendre les mesures nécessaires pour décider ce diplomate récalcitrant à évacuer Mexico et à reprendre sans délai le chemin de la France. Il pouvait être assuré que ses ordres seraient exécutés car le

général Neigre était homme d'énergie et ne transigeait jamais avec les instructions de ses chefs.

Cette mesure s'imposait absolument et le général aurait pu la prendre plus tôt. Mais comme il n'avait toujours eu avec lui que des relations correctes et cordiales, lorsqu'il était simplement commandant de division; comme, d'autre part, le maréchal Forey n'avait pas jugé à propos de l'emmener avec lui, bien qu'il en eût reçu l'ordre, il ne voulut pas recueillir immédiatement, dans son nouveau commandement suprême, le dur héritage de son expulsion. Du reste, il pensait bien pouvoir paralyser, sans violence, sa détestable influence et il temporisa. A la suite des résistances que venait de lui opposer l'archevêque de Mexico, il reconnut, d'une façon absolue, l'action de M. Dubois de Saligny et, ne voulant pas, durant son absence, le laisser continuer à soutenir ces résistances, il donna les ordres nécessaires pour lui faire quitter la place.

J'insiste sur cet incident, en apparence secondaire, pour relever les reproches amers et injustifiés qu'a formulés, dans ses mémoires, un écrivain militaire sérieux, un officier de haut grade auquel j'ai toujours consacré la plus affectueuse et la plus déférente sympathie. Cet écrivain, à la plume souvent grincheuse, du reste, taxe même le général Bazaine d'ingratitude vis-à-vis d'un homme qui, selon lui, avait toujours chanté ses louanges et l'avait fait arriver à la haute situation de commandant en chef. Tout cela est absolument faux. D'abord il ne pouvait pas exister d'ingratitude dans la mesure prescrite à l'égard d'un homme qui, s'il ne l'attaquait pas directement et ouvertement, inspirait et soutenait les attaques dirigées contre l'accomplissement de sa mission, alors que l'Empereur avait donné l'ordre formel et répété de le faire rentrer en France, de gré ou de force. D'autre part, il ne pouvait pas y avoir d'ingratitude, car M. Dubois de Saligny ne fut pour rien dans l'élévation de Bazaine au plus haut commandement. Ce ministre plénipotentiaire était alors tellement mal apprécié en France, que

ses louanges auraient fait plus de mal que de bien. Du reste, en partant pour le Mexique, Bazaine avait emporté une lettre de commandement pour le cas où le général Forey eût fait défaut. Enfin, sa haute position, il l'avait gagnée par ses opérations sur les hauts plateaux, par la prise du fort San-Xavier, par la victoire de San-Lorenzo et par la prise du fort de Totimehuacan qui fit tomber Puebla. Du reste, la voix de l'armée tout entière l'appelait au commandement. Cette critique sévère du général du Barail est donc injustifiée. Il convenait de l'écarter; c'est fait.

Le 17 novembre, dans la matinée, le général en chef quittait Mexico pour aller prendre le commandement de l'armée qu'il venait de mettre en mouvement. En raison de l'étendue disproportionnée que pouvait comporter souvent l'échiquier sur lequel il allait manœvrer, presque toujours en quatre colonnes, il serait obligé, constamment, de se porter de l'une à l'autre et, comme il comptait se tenir entr'elles et marcher isolément, il ne pouvait se borner à emmener une simple escorte et il s'était constitué une colonne légère, solidement composée, avec laquelle il pourrait, suivant les circonstances, apporter à une de ses colonnes un sérieux appoint de combat et, au besoin, donner lui-même quelques coups de massue.

Cette colonne d'élite comprenait six escadrons de cavalerie, le 3e régiment de zouaves, la batterie montée d'artillerie de la garde, une section du génie et une section d'ambulance, enfin quelques éléments d'un petit équipage de pont et un convoi assorti. Cette magnifique brigade mixte était sous le commandement du général du Barail; elle était digne de lui et il était digne d'elle. Une partie de l'état-major général du corps expéditionnaire, ayant à sa tête son chef, le digne général d'Auvergne, marchait naturellement avec le général en chef qui, ainsi outillé, aurait pu parcourir tout le Mexique ayant la plus complète indépendance de ses mouvements.

Nous étions tous frais et dispos et nous partîmes, alertes

et gais, à la conquête du Mexique. On pensait bien un peu aux entraînantes séductions que d'aucuns laissaient à Mexico; mais le soldat est ainsi fait que, sans rien oublier, il part toujours content dans les sentiers de la guerre.

Nous passions par Toluca, de l'autre côté de la fameuse Cordillère, que nous allions franchir pour la troisième fois et dans sa partie la plus agreste. Après avoir traversé la délicieuse ville de Tacubaya où, sans doute, quelques-uns de nous ont laissé leurs piastres et d'autres en ont fait ample moisson, nous commençons l'escalade de la grande chaîne américaine. Nous avons, devant nous, le magnifique spectacle de l'entassement des monts couverts de forêts aux arbres géants; mais nous aurions voulu pouvoir marcher à reculons, comme dans une voiture face en arrière, pour jouir du merveilleux panorama qui, derrière nous, se déroulait à nos pieds et grandissait, en splendeur et en étendue, à mesure que nous nous élevions : c'était l'incomparable bassin de Mexico. Nous arrivâmes d'assez bonne heure à Santa-Fé, joli village bien bâti et bien habité, qui fait encore partie des environs de la capitale. Après une assez rude escalade d'une dizaine de kilomètres, la colonne commença à descendre sur le versant occidental. Arrivée dans un pauvre hameau indien de bûcherons, elle s'y arrêta, à l'entrée d'une pittoresque clairière où serpentait un ruisselet d'eau vive et glacée, et où nous établîmes un charmant bivouac pour y passer la nuit, pendant laquelle les feux pétillants des bois résineux des forêts voisines tempérèrent la fraîcheur qui, à cette altitude, ressemblait fort à de la gelée.

Le lendemain, nous descendions dans le versant du Pacifique et, au pied des pentes occidentales de la chaîne, à la petite ville de Lerma, nous arrivions sur les bords d'un ruisseau auquel elle donne son nom et dont la source est proche : c'est l'embryon du *Rio grande de Lerma*, le plus grand fleuve du Mexique, dont la vallée est la plus riche entre toutes. Nous allons la parcourir pendant plus de cent lieues. Lerma n'est qu'un gros bourg peu intéressant, malgré sa situation

extrêmement pittoresque qui, dans d'autres pays, au pied de montagnes superbes, ferait une ville d'eaux pleine de charme. A côté, s'étendait un étang très long, aux bords marécageux sur lesquels vivaient une quantité fabuleuse d'oiseaux d'eau. Aussi le trio des chasseurs du quartier général ne put résister à la tentation et nous nous mîmes en chasse aussitôt. C'étaient le Dr Mouillac, un fusil calme et sérieux comme il convient à un fils d'Esculape; le lieutenant de Kératry, un tireur fougueux, mais chasseur plus fanatique que meurtrier; et moi. On tira beaucoup, mais il nous manquait un bateau et des chiens, et nous perdîmes le plus grand nombre de nos victimes. Cependant, nous rapportâmes un approvisionnement de salmis et de rôtis, qui agrémentèrent la popote pendant plusieurs jours. Nous rapportions surtout une leçon dont nous devions à l'avenir tenir un compte sérieux : c'est qu'il nous fallait ménager nos munitions, dont le ravitaillement devait devenir fort difficile dans le pays que nous allions parcourir.

Le 19 novembre, nous entrions de bonne heure à Toluca, très jolie ville de 12.000 habitants, dont la surface en comporterait 30.000 dans un pays d'Europe. Située au milieu d'une plaine d'une extrême fertilité, dans cette vallée du *Lerma*, où abondent les grandes hacyendas, fort bien bâtie, propre et riante, elle offre l'aspect d'une ville riche. Les environs, couverts de jardins et d'exubérantes végétations agricoles, sont intéressants et pittoresques. Cette oasis se trouve au fond d'une vaste cuvette bordée d'épaisses et hautes montagnes : la Cordillère d'abord, puis un de ses contreforts formé d'éruptions volcaniques groupées, entassées et d'où s'élèvent plusieurs grands cônes éruptifs, d'une grande beauté géologique; notamment, le volcan *Nevado de Toluca*, de 4.500 mètres d'altitude. Ce magnifique tronc de cône, se dressant sur une base gigantesque, hérissée, autour de lui, d'autres cônes volcaniques, présente une particularité rare. Eteint depuis des centaines de siècles, son cratère, en partie rempli d'eau, forme un lac toujours glacé, d'où le

nom de *Nevado* donné au pic. Quelques années avant notre passage, une bande de touristes anglais, venant, en droite ligne, des bords de la *Tamise*, étaient arrivés à Toluca dans l'unique but de patiner sous les tropiques, ce qui n'est possible que sur un lac placé, comme celui-ci, dans des conditions uniques dans la zone tropicale du globe. Ces originaux firent leur ascension du pic, patinèrent avec rage sur l'étang et repartirent sitôt après pour l'Angleterre, heureux et fiers. Et dire qu'ils n'ont, sans doute, jamais appartenu au club alpin !

Après deux journées passées à Toluca, le général en chef se remet en route pour commencer effectivement sa campagne dite de l'intérieur, campagne qui fut absolument remarquable. Combinée et conduite avec une maëstria et une spontanéité de décision extraordinaires, surtout avec une rapidité foudroyante, elle honore autant les troupes qui l'ont exécutée que le chef qui l'a dirigée en personne. Je ne crains pas d'avancer, devant les maîtres en art militaire, qu'elle est un modèle de stratégie sur un vaste échiquier. Elle a, du reste, beaucoup d'analogie avec la merveilleuse campagne de 1796, en Lombardie, un des chefs-d'œuvre du général Bonaparte. La tactique n'y trouve pas les brillants éclats de Castiglione, d'Arcole, de Rivoli et d'autres, car les marches et contre-marches exécutées par le général Bazaine et sés quatre lieutenants : Douay, de Castagny, Marquez et Mejia, furent tellement rapides, tellement spontanées et habiles, que l'ennemi, peu habitué à cette façon d'opérer, menacé sans cesse par des concentrations promptes et inattendues, souvent invraisemblables, n'osait se tenir nulle part et affronter les baïonnettes dont Bazaine leur avait montré l'usage à San-Lorenzo. Il y eut cependant de magnifiques combats livrés surtout par nos généraux mexicains, avec lesquels leurs collègues libéraux osaient encore se mesurer. Quant au général en chef lui-même qui, avec sa petite phalange irrésistible, allait sans cesse d'une de ses colonnes à une autre, parcourant l'immense front de son échiquier, il

ne put parvenir à frapper un de ces coups de massue dont il avait exprimé l'espoir à l'Empereur. Par deux fois, le général Doblado, ayant mis un pied inconscient et imprudent dans ses parages, Bazaine accourut aussitôt, faisant des marches forcées de vingt-quatre heures, dans lesquelles il parcourut jusqu'à 15 ou 16 lieues. Mais si ses zouaves avaient des jambes de fer, les soldats de Doblado avaient des ailes et fuyaient insaisissables. Le plus remarquable dans cette conduite des opérations à travers ces vastes contrées d'un parcours difficile, fut l'habileté extraordinaire avec laquelle le général en chef, dès qu'il apprenait la présence de forces ennemies à portée de ses troupes, prenait ses dispositions et envoyait ses ordres pour concentrer des colonnes venues de tous côtés, au point et à l'heure fixés pour y écraser l'ennemi ou l'obliger à fuir au loin. Ce qui est plus exceptionnel, c'est que, lorsqu'il en avait le temps et quelle que fût la distance, il allait lui-même donner ses ordres afin d'être bien assuré qu'ils seraient compris et exécutés ponctuellement. On peut dire que jamais général d'armée n'a déployé une plus grande activité personnelle, faisant aisément 10 ou 12 lieues par jour avec une colonne des trois armes, dans un pays difficile où les routes restaient toujours à l'état de nature. Mais quel entrain il y avait chez tous ces hommes qui suivaient cet autre homme qu'ils jugeaient extraordinaire et en qui ils avaient une confiance absolue !

D'autre part, au point de vue moral, avec beaucoup de tact et d'habileté, sans froisser la susceptibilité de nos troupes, Bazaine avait su employer les divisions mexicaines alliées de façon à les mettre en situation d'obtenir des succès dont l'honneur serait pour elles et qui les relèveraient dans l'esprit des populations et des troupes libérales, enfin leur donneraient confiance en elles-mêmes.

C'est ainsi que, pendant les courses que nous allions faire au travers de ses colonnes, Marquez, à qui il avait ordonné d'occuper Morelia, se trouvant, en apparence, isolé, parut une proie facile au général Uraga qui, depuis que Comonfort

avait été tué, commandait l'armée libérale. Celui-ci vint l'attaquer; mais Marquez, qui sentait le général Douay près de lui, se défendit énergiquement et repoussa vaillamment son adversaire, lui prit 700 hommes, 5 canons et mit 700 hommes hors de combat. Pendant qu'il remportait cet important succès, le général Douay accourait et se lançait à la poursuite d'Uraga, qu'il pourchassa pendant trois jours, précédé par sa cavalerie. Celle-ci, conduite par le colonel Margueritte, atteignit enfin son arrière-garde près de Zamora, à 30 lieues plus loin, et la mit dans une déroute complète.

D'un autre côté, à notre extrême-droite, à 60 lieues de là, l'autre général mexicain, Mejia, venait d'occuper San-Luis-Potosi, d'où, à son approche, avait fui Juarez et son gouvernement, lorsqu'il fut attaqué par l'armée libérale qui protégeait le Président. Mejia, rassuré par le voisinage du général de Castagny, résista vigoureusement et remporta un magnifique succès, mettant hors de combat 600 libéraux, faisant 850 prisonniers et s'emparant de toute l'artillerie ennemie.

Ces deux faits d'armes constituaient des débuts magnifiques et pleins d'espérance.

En quittant Toluca, le 21 novembre, le général en chef se porta rapidement dans la zone d'action de ses colonnes de gauche en descendant la large et belle vallée du *Lerma* dont nous longions souvent les rives. Le 24, nous arrivions à Maravatio et, trois jours après, nous entrions à Acambaro, rejoignant la division du général de Castagny. Le général confère avec son lieutenant, se rend compte de la situation, examine l'état de ses troupes et lui donne ses instructions générales pour se porter sur Aguascalientes; puis il se remet en route le 27 et, se dirigeant vers le Nord, il franchit en deux jours les 20 lieues qui le séparent de Celaya, où il trouve la division Douay. A la nouvelle que les Libéraux sont réunis en grand nombre à Salamanca, à 15 ou 16 lieues dans l'Ouest, il repart avec sa brigade volante pour y surprendre l'ennemi par une marche rapide, invraisemblable,

de jour et de nuit. Mais, à notre arrivée, l'insaisissable Doblado venait de disparaître. Nous continuons la poursuite par Irapuato où on couche, et nous arrivons à Silao, après avoir parcouru une vingtaine de lieues. Cependant, il était toujours impossible d'apercevoir l'ombre fugitive du général libéral. On venait de marcher pendant cinq jours à outrance et le général donna un jour de repos à sa colonne.

Du reste, Silao était une grande et belle ville, où les troupes furent confortablement installées, ce qui était fort appréciable après les enjambées que nous venions de faire. Silao est tout proche d'un des pays miniers les plus célèbres du Mexique au sein duquel se trouve l'importante et riche ville de Guanajuato. Du milieu de l'immense plaine où nous étions, on apercevait son emplacement dans une des gorges de la lourde et haute chaîne de montagnes que présente la branche orientale de la Cordillère. Pendant notre séjour, quelques officiers coururent à cheval pour visiter cette cité établie au milieu des plus riches mines d'argent, et, parmi eux, notre camarade de Kératry, qui éprouva malheureusement le besoin de risquer quelques poignées de piastres au jeu de Monte, qui faisait rage dans ce foyer de l'argent, où les piastres qu'on y fabrique circulent en foule vagabonde et trop souvent fugitive !

Si je regrettai que mon service, très chargé en ce jour, qui ne se passait pas à cheval, me retint auprès du grand chef, je trouvai, dans la maison même où je recevais l'hospitalité, une compensation singulière dont j'ai conservé un souvenir plus hilarant que celui d'avoir perdu mon argent au Monte. La dite compensation fut, en effet, des plus étranges et je la trouvai dans un incident vulgaire, surtout invraisemblable, qui bouleversa toutes mes idées sociologiques. L'aventure est difficile à offrir, car elle appartient à un chapitre obligatoire de la vie journalière, absolument intime. Elle comporte une telle couleur, une étude de mœurs si suggestive, que je ne puis résister au désir d'en conserver le souvenir aussi discrètement, du reste, qu'il se pourra faire.

Dans l'après-midi, à une heure insolite pour un guerrier, dont l'emploi du temps doit être judicieusement réglé, j'éprouvai une inspiration intérieure qui m'invitait à une retraite furtive et passagère où je devais me recueillir loin du monde. Après avoir pris les informations nécessaires auprès d'une criada (servante), je descendis un escalier sombre qui semblait me conduire aux entrailles de la terre et j'arrivai dans un sous-sol, sorte de crypte voûtée obscure. A ma gauche, s'élançait une gerbe de lumière diffuse révélant une ouverture. J'y pénétrai et me trouvai dans une galerie latérale qu'éclairait un soupirail. A gauche s'élevait une estrade à laquelle on accédait par deux marches en bois. Je découvris sur la surface une ouverture circulaire caractéristique me disant : « C'est ici ! » Mais sur le prolongement de l'estrade, où devaient se trouver d'autres ouvertures similaires — car dans ce pays la pluralité est d'usage — je découvris deux femmes assises ! C'étaient les maîtresses de la maison. Je m'arrêtai fort gêné, intimidé même, lorsque j'entendis une voix douce me dire : « Puès Senor, hay todavia lugar para usted. » (Mais, Monsieur, il y a encore place pour vous.) Ma stupéfaction était à son comble, j'oubliai le but de mon excursion, saluai instinctivement et me sauvai en murmurant un « Pardon, Madame » étranglé. Quelles drôles de mœurs ! C'est assurément pousser un peu loin l'hospitalité, et le record que tenait l'Ecosse à ce sujet doit passer assurément au Mexique, où l'on dit bien justement : « Casa de usted. » (Ma maison est la vôtre.)

Après une journée entière d'un repos relatif, le général en chef reprend sa marche vers le Nord-Ouest, poursuivant toujours la colonne du général Doblado, en une course rapide et pénible, dans un pays tourmenté par les assises inférieures de la Cordillère, dont nous longeons la base, en parcourant un plateau ondulé et aride où l'eau est souvent rare ou peu abondante. Il y fait une chaleur intense le jour, et froid la nuit. Heureusement, nous sommes rarement obligés de camper, car notre route est jalonnée par des villes assez impor-

tantes pour y trouver de bons cantonnements. Le 14, nous couchons à Leon et le 15 à Lagos, à plus de 2.100 mètres d'altitude. Là se trouve une des colonnes de la division de Castagny. Le général apprend que Doblado se trouve à Aguascalientes, à 25 lieues plus loin, sur la route de Zacatecas. Cette ville, chef-lieu de province, est un centre important de la région du Nord et un des foyers principaux du parti libéral. Le général n'hésite pas. Il renforce sa brigade volante par l'adjonction de deux bataillons et de deux batteries prises au général de Berthier et, sans sacs ni bagages, le 18 décembre, il se met en route bien avant le jour, à 4 heures du matin. On marche jusqu'à 11 heures; après une halte de deux heures pendant lesquelles on fait une soupe au café on repart vers une heure. A six heures, on bivouaque près d'une grosse ferme abandonnée dans laquelle nous nous installons pour faire un repas sommaire et dormir sur des escabeaux ou sur des tas de maïs, ce qui fut mon cas. C'était plus moelleux. A minuit, on repart par une nuit obscure et sous un vent glacé qui cingle le visage. J'ai la mauvaise chance que ce soit mon tour de service de marcher en tête de la colonne, avec le guide qui nous conduit dans les ténèbres. J'ai rarement rempli une corvée aussi pénible. Je chevauchais à pas lents à quelques mètres en avant de la pointe d'avant-garde, conduit par un Indien qui marchait à pied à côté de mon cheval. Le vent, très violent, me fatiguait beaucoup étant obligé de tenir les yeux très attentifs pour percer les ténèbres, car nous savions que l'ennemi était devant nous. Mon malheureux guide me faisait pitié; vêtu seulement d'une chemise de toile et d'un pantalon semblable, il faisait de vains efforts pour se draper dans son zarrape et se préserver du vent. A chaque instant, il gémissait, d'une voix sourde : « Senor, me muero de frio. » (Je me meurs de froid.) Alors, je me penchais vers lui et l'engageais au courage et à l'énergie, lui recommandant toujours d'ouvrir l'œil et l'oreille. De temps en temps je lui donnais une gorgée d'eau-de-vie.

La situation manquait de charme, car je craignais, à chaque instant, de donner dans les cavaliers ennemis, d'autant que trop souvent le guide arrêtait mon cheval pour écouter. Derrière nous, suivait un groupe de cavaliers mexicains avec un colonel, qui s'appelait Lopez, en lequel nous avions tous la plus entière confiance !!! Puis venait un peloton de chasseurs d'Afrique, enfin le général Bazaine, précédant toute sa colonne dont le long ruban glissait en silence sur la terre muette, comme un serpent dans les ténèbres. Cela me rappelait l'incroyable marche de nuit qui nous avait conduit à San-Lorenzo. Il y avait longtemps que durait cette chevauchée sentimentale mais froide, lorsque mon guide arrêta encore mon cheval, me tira la jambe pour me faire baisser la tête, et me dit à l'oreille : « N'allons pas plus loin, les Chinacos sont là ! » et il tendait le bras en avant. Je scrutai les ténèbres et le silence, mais en vain; je ne voyais ni n'entendais rien et me disais : « C'est un chien, ri les sent. » A ce moment, me rejoint le groupe des cavaliers mexicains et j'envoie prévenir le général. Après un moment solennel d'attente, un bruit sourd gronde en arrière, puis passe un ouragan de cavaliers : ce sont les Mexicains de Lopez et nos chasseurs d'Afrique qui se lancent dans le vide. Je me sens entraîné par cette charge et j'ai beaucoup de peine à retenir mon ardent petit cheval. Dans ce désordre, je perds mon guide de vue; j'ai toujours été convaincu qu'il s'était sauvé et que, lorsqu'il semblait trembler de froid, c'était plutôt de peur. Enfin, je suis rejoint par le général; des clameurs, des cris, des jurons mexicains retentissent en avant de nous et annoncent qu'il y a eu rencontre. Nous hâtons l'allure, mais le bruit s'éloigne pendant quelques minutes; puis on n'entend plus rien. Un officier revient, annonçant qu'en effet un parti de cavalerie était devant nous, ne se doutant pas que nous suivions de si près sa trace. Les Libéraux, bousculés par nos cavaliers, ont laissé entre nos mains quelques morts, des blessés et des chevaux. Nous apprenons, par les prisonniers, que cette troupe est un débris d'une colonne

de deux escadrons de lanciers qui, partis de San-Luis-Potosi pour rejoindre Doblado, venait de tomber, à Las Demas, sous la griffe d'un de nos postes de cavalerie mexicaine qui les avait battus, dispersés et poursuivis. Cette hacyenda de Las Demas étant voisine, le général s'y rendit. En route, il fallut traverser à gué une rivière dont les eaux étaient glacées. Alors, ainsi qu'un cerf qui bat l'eau après un long courre, nos hommes, dont les jarrets étaient surchauffés par vingt-quatre heures de marche, restèrent fourbus à 200 mètres de l'autre côté du cours d'eau. Il fallut rester sur place et bivouaquer à quelque distance de Las Demas. Le général était fort désappointé car cet incident, insignifiant en lui-même, allait révéler à Doblado notre présence et, comme nous ne pouvions, pour le moment, continuer la poursuite, sa colonne fantôme allait encore nous échapper, rendant improductive la marche forcée que nous venions de faire. Son adversaire insaisissable, allait évidemment décamper d'Aguascalientes. D'ailleurs, notre situation matérielle continuait à manquer d'agrément. Nos hommes n'avaient pas de sacs, nos officiers pas de bagages, et nous allions manquer de vivres dans le désert où nous étions forcés de nous arrêter. Alors une idée, qu'alors j'ai qualifiée de géniale, traversa le cerveau du général. Il fit amener les chevaux pris à l'ennemi par son peloton d'avant-garde et par le commandant mexicain du poste de Las Demas, fit choisir les meilleurs pour les donner, partie aux cavaliers mexicains et les remonter, partie à nos chasseurs d'Afrique, et, confiant à un des officiers payeurs de la colonne les fonctions de receveur des domaines, il fit vendre les autres aux enchères publiques. La plupart furent achetés par les tribus ou les ordinaires de nos compagnies ou escadrons et... mangés, sans préjudice pour les cochons pris dans l'hacyenda voisine. La troupe se gorgea de viande ce jour-là. Malgré cette aubaine gastronomique, nous passâmes une journée fort désagréable dans un mauvais bivouac, sous un vent insupportable. Le lendemain, nous allions repartir pour re-

tourner à Lagos, lorsqu'on annonça au général que Doblado était revenu à Aguascalientes. Alors il se décida à continuer sa route, renvoya les troupes de supplément qu'il avait amenées pour cette petite expédition et repartit avec sa brigade volante se dirigeant sur Aguascalientes où nous arrivions le 20 décembre. Mais nous ne trouvâmes ni Doblado ni le moindre échantillon de ses guerriers. Tout s'était encore évaporé et cependant nous avions marché rapidement. C'était évidemment une tactique de leur part : éviter toute rencontre dont ils prévoyaient le résultat néfaste, afin de faire le vide devant nous, comptant que nos colonnes, après avoir parcouru le pays, retourneraient vers Mexico. Notre amère déception trouva cependant une compensation appréciable dans la perspective de rencontrer un gîte convenable après les deux nuits désagréables que nous venions de subir.

Aguascalientes, très bien bâtie, du reste, possédait de beaux monuments et de magnifiques habitations. Elle semblait comporter une nombreuse population bien qu'elle n'eût en temps normal que 30.000 habitants. A notre arrivée, elle était presque déserte et on nous vit venir sans le moindre enthousiasme. Son nom d'Eaux Chaudes semble faire supposer qu'elle fut, aux temps prospères d'antan, une ville d'eaux et de villégiature, sollicitée par sa situation très pittoresque au pied des montagnes et par la fraîcheur de son climat pendant l'été.

Le général donna, le lendemain, à sa brigade un jour de repos bien gagné. Il aurait voulu pousser jusqu'à Zacaticas, à 18 lieues plus loin; mais ses troupes étaient dépourvues de sacs et de bagages et il lui était impossible de les priver plus longtemps de ces indispensables accessoires de la vie. Ce système de laisser les sacs est toujours détestable, et les avantages qu'on en peut retirer ne compensent pas les inconvénients qu'il produit. Il fallut reprendre la route de Lagos, le 22; mais en route, nouvelle alerte ! Sur la nouvelle, paraissant positive, que Doblado était encore à notre portée, mais dans une direction excentrique, il fallut de nouveau nous

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

écarter de notre chemin et faire une marche forcée de jour et de nuit qui n'aboutit à rien qu'à nous éreinter. Le 23, nous couchions seulement à La-Incarnacion, misérable bourgade et mauvais cantonnement; si Doblado était tombé dans nos mains, je crois qu'on l'aurait dévoré, lui et son armée.

Enfin, le 24, nous rentrions à Lagos, après avoir heurté en route, avant d'arriver, un incident privé fort pénible. Nous avions reçu un courrier de France nous apportant une nouvelle qui répandit, pour quelques jours, un voile de tristesse sur notre vie : le général apprenait la mort, dite subite, de sa femme, la charmante Mme Bazaine qui faisait la parure de sa maison à Paris. Je recevais, en même temps, une lettre de ma famille, très au courant des faits, où on me donnait sur cette fin inattendue des détails pénibles. Cet événement fut expliqué par la presse de Paris, trop souvent avide de scandale, de diverses manières dont quelques-unes dramatiques; mais j'avais la preuve qu'elle était naturelle. Cette mort fut déplorée, d'abord parce qu'elle enlevait à la société une femme charmante, qu'elle privait un homme bon d'une compagne qui ornait son existence et qui l'aimait; enfin et surtout, parce que, si elle avait vécu, le maréchal Bazaine n'aurait pas épousé une autre femme.

La douleur du général fut grande sur le coup.

Dans notre entourage intime, on s'abstint de toute allusion relative à ce malheur, et j'eus, plus tard, lorsqu'il fut question d'un second mariage, la preuve que les sentiments d'affectueux attachement à la mémoire de cette femme, certainement plus à plaindre qu'à blâmer, ne quittèrent jamais l'esprit et le cœur du maréchal Bazaine. Du reste, à l'époque même où cet événement douloureux se produisit, le général reçut des témoignages de touchante sympathie de la part de l'Empereur et de l'Impératrice.

De retour à Lagos, le général en chef donna l'ordre au général de Castagny de se porter sur Zacaticas, une des villes les plus importantes du Nord, en raison de sa situation dans la zone où paraissent devoir se réfugier les forces ma-

térielles de Juarez et surtout parce qu'elle est le foyer d'exploitations minières riches et considérables. Sur ce point, qui deviendra une base secondaire stratégique, le général de Castagny établira le centre d'occupation de sa division dont il prolongera les antennes aussi loin que possible dans le Nord-Ouest, pour étendre presque jusqu'aux confins du territoire mexicain notre zone d'influence matérielle et d'action financière, et refouler d'autant vers la frontière la pression morale qu'exerce encore le gouvernement de Juarez.

Après un court séjour à Lagos, le général renonçant à pousser plus loin dans le Nord, se remet en route vers l'Ouest, vers le Pacifique, où l'attiraient d'importantes questions à étudier et à résoudre. Et puis, il voulait aller lui-même montrer nos Aigles et faire connaître le nouveau gouvernement du pays à Guadalajara qui, après Mexico, est la plus grande ville du Mexique. Elle est, en quelque sorte, la capitale de toute la région du Pacifique dont elle n'est qu'à une soixantaine de lieues. Le général devait nécessairement y établir des troupes en permanence et, dans ce but, il prit à la brigade de Berthier, qui était à Lagos, deux bataillons qu'il emmena et qui devaient constituer la garnison de la grande cité que nous allions occuper. Nous avions à parcourir une cinquantaine de lieues, ce que, selon notre habitude, nous fîmes lestement, malgré des pluies diluviennes qui contrariaient notre marche en rendant les chemins fort pénibles.

Le 29 décembre, nous entrions à San-Juan de los Lagos, une des villes les plus saintes du Mexique, où on se rend des contrées les plus reculées en pèlerinage, au sanctuaire consacré à saint Jean. La ferveur des pèlerins est poussée à un degré incroyable. La ville de San-Juan est établie sur un mamelon émergeant d'une plaine entourée de chaînons, de collines dérivant de la Cordillère; la basilique, vouée à saint Jean, la domine à une grande hauteur. Lorsque les Indiens, venant de tous les points de l'horizon, aperçoivent la coupole, ils se prosternent, font des prières et, à chaque instant, pendant le parcours qui leur reste à faire, ils s'agenouillent

et restent plongés dans une vénération profonde. Il en est même qui, parvenus au pied de l'immense escalier conduisant au parvis, s'agenouillent et gravissent alors les nombreuses marches, se traînant ainsi jusqu'à l'autel où ils arrivent les genoux ensanglantés. C'est d'un fanatisme farouche ! Ces pèlerins arrivent par bandes, par familles, et broieraient qui viendrait les arrêter. Nous taxons de folie cette manifestation exagérée de la foi, et pourtant nous voyons chaque jour dans le monde des sceptiques, des fanatiques qu'une autre foi non moins folle, mais moins noble, traîne aux pieds du veau d'or !

La basilique de San-Juan de los Lagos était alors encore d'une splendeur architecturale et d'une richesse matérielle extraordinaires. J'y retrouvai des superbes réminiscences des mosquées que j'avais vues à Constantinople. J'y admirai, notamment, des plafonds en mosaïques remarquables. Mais la pièce saillante était le dôme de la coupole du sanctuaire, formée d'une calotte hémisphérique en argent massif, dont la surface extérieure brillait d'un vif éclat sous les feux du soleil. Le trésor de l'église devait contenir des richesses exceptionnelles, mais il ne fut pas possible de le visiter.

A partir de San-Juan, nous parcourûmes un pays monotone, à travers des plaines immenses formées par les gradins gigantesques des dernières assises de la Cordillère et descendant par ressauts successifs jusqu'au *Rio de Lerma*, le grand collecteur qui emporte au Pacifique toutes les eaux de son vaste bassin. Ces plateaux, d'apparence aride, étaient parsemés d'une grande quantité de mimosas épars dont les rameaux, dans les terrains cultivés, étaient disposés pour recevoir, en petites meules aériennes, les pailles de maïs récoltées aux alentours. Ces petits greniers, suspendus dans une corbeille de gracieux feuillage, produisaient un effet pittoresque des plus originaux.

Notre marche n'était plus que monotone, n'offrant plus les émotions d'une poursuite acharnée d'un ennemi insaisis-

sable, lorqu'apparut le jour de l'an à notre entrée dans la petite ville de Tepatitlan.

La fête du 1er janvier en campagne, loin du pays, ne ressemble en rien, pour les gens de guerre, incertains de leur lendemain, à cette solennité annuelle préparée à l'avance et vécue dans le calme de la vie de garnison. Pourtant elle a, elle aussi, un caractère intime et touchant dans ses manifestations spontanées. On échange des souhaits et des vœux réellement sincères avec les présents, qui ne sont peut-être que des éphémères, et on pense aux absents lointains, aux cœurs qui sont restés chers et dont une télégraphie sans fil mystérieuse vous apporte aussi les impressions, les vœux qu'échangent d'un bout à l'autre du monde les pôles de la pensée humaine. Le soir, on boit à la ronde une coupe de vieux Falerne plus ou moins authentique, plus ou moins dégénéré, et on se sent le cœur réconforté pour une année, si le destin de la guerre veut bien l'accorder. Puis, le lendemain, recommence la vie insouciante et aventureuse.

Le 4 janvier, nous fîmes étape à quelques lieues seulement de Guadalajara, revenus dans la magnifique vallée du *Lerma* après avoir descendu, en quelques jours, plus de mille mètres d'altitude. Aussi nous sentions déjà les douces effluves de la Terre Chaude toute proche et nous retrouvions l'avant-garde de sa luxuriante végétation. Le lendemain, nous arrivions de bonne heure à San-Pedro, groupe charmant de villas élégantes et de riches habitations de campagne. C'étaient les prodromes de la grande ville où nous allions pénétrer et que l'on apercevait à petite distance, étendant, dans une magnifique plaine, ses monuments et ses blanches maisons.

Le général arrêta sa colonne pendant quelques heures durant lesquelles on rectifia la tenue, on fit la toilette des visages poudreux, on se donna enfin un aspect et un air de parade convenable pour entrer dignement et avec quelque solennité dans la plus grande ville du Mexique. Puis la colonne se forma en belle ordonnance et défila devant le gé-

néral en chef. Quarante ans après, je suis heureux de lui donner un souvenir d'admiration, car ces troupes qui venaient de parcourir des centaines de lieues en deux mois, marchant souvent de jour et de nuit sans repos, avaient la rectitude, la tenue des vieilles troupes de garnison et la fière allure de conquérants sans peur et sans reproches. On ne pourrait rien voir de plus beau que ce 3e zouaves. Puis, Bazaine, tout fier et tout ému de commander à de pareils hommes, prit la tête de son incomparable phalange et fit dans Guadalajara, frissonnante aux accents de nos musiques, une entrée imposante.

Après la magnifique envolée stratégique qui étendait à deux cents lieues de Mexico le cercle d'occupation matérielle de l'intervention française, et portait jusqu'au Pacifique son action d'influence morale, le général Bazaine, avant de pousser plus loin et jusqu'à la mer, dut s'arrêter pour organiser solidement l'occupation et l'exploitation des nouvelles provinces conquises; il devait aussi donner quelque repos à sa colonne volante qui avait brûlé l'espace.

Toutes les troupes furent cantonnées en ville, dans des couvents abandonnés ou transformés en casernes; le quartier général fut établi dans une demeure princière appartenant à un des plus grands nababs terriens du Mexique, el Senior Velarde, marquis de Salvatiura, ancien grand d'Espagne, surnommé « el bouro de oro » (l'âne chargé d'or); mais la deuxième partie était seule justifiée. Il possédait de vastes territoires semés d'hacyendas magnifiques dans lesquelles on élevait, à l'état sauvage, des milliers de chevaux. L'une d'elles, qu'il habitait régulièrement, formait une petite ville occupée par des gens à lui; il y entretenait, pour défendre ses terres contre les guerilles, un régiment d'infanterie, deux de cavalerie et de l'artillerie; c'était le régime féodal ! Nous mîmes un jour et demi pour traverser son territoire.

Son palais de Guadalajara, meublé avec le dernier luxe, était bondé de trésors artistiques et tenu sur un pied princier : chevaux hors ligne et de toutes races dans les écuries,

remises garnies des plus beaux types de carrosses européens. Et de tout ce luxe étonnant il ne jouissait jamais que du plaisir de le posséder. Il avait une foule de fonctionnaires et surtout un secrétariat privé dont les rédacteurs et les calligraphes étaient des artistes de talent. Les correspondances adressées aux grands personnages étaient des merveilles.

Lorsque Maximilien fut Empereur du Mexique, le senor Velarde se rallia entièrement à sa cause. Il mit ses troupes à sa disposition et quand, après notre départ, l'Empereur, livré à ses propres ressources, dut combattre pour défendre son trône, il vint avec ses forces militaires se ranger sous sa bannière et se fit noblement tuer pour lui à Queretaro.

Dès son arrivée, le général en chef proclama le nouveau régime à Guadalajara et organisa l'occupation de la ville et de la contrée environnante avec les troupes qu'il avait amenées dans ce but. Il confia les fonctions de gouverneur au colonel Garnier, qui venait de prendre le commandement de la brigade de Berthier. Cet officier général, frappé d'insolation, avait perdu la mémoire et la notion des choses du moment, tout en conservant son intelligence et le souvenir des événements passés. Dans ces conditions, il dut quitter son commandement et rentrer en France. Ce fut une perte sérieuse pour le corps expéditionnaire.

On pouvait, à ce moment, considérer la campagne de l'intérieur comme ayant produit déjà les résultats les plus importants. D'abord le gouvernement établi à Mexico avait été proclamé dans toutes les localités où avaient pénétré nos troupes et celles de nos alliés. Des adhésions locales nombreuses avaient été formulées, qui devaient pouvoir bientôt constituer les bases d'un plébiscite en faveur de l'établissement de l'Empire. Ensuite, et ce qui était fort grave, les ressources du nouveau gouvernement allaient s'augmenter de tout ce que perdait le gouvernement de Juarez à qui on venait d'enlever cinq grandes provinces. Enfin, la rapidité et le développement des opérations militaires, conduites en

personne par le général Bazaine, depuis qu'il était débarrassé des entraves qui l'avaient tenu immobile lors de l'entrée des Français à Mexico, avaient consterné le gouvernement de Juarez, à qui notre marche en avant ne laissait même pas le temps de coucher plusieurs jours dans le même endroit. On s'y demandait, avec anxiété, où s'arrêterait l'activité physique et intellectuelle de Bazaine et on regardait déjà avec angoisse la frontière américaine comme dernier et prochain refuge. Aussi, bien des fidélités commençaient à s'ébranler, les constances faiblissaient, et les plus malins des gros personnages libéraux tournaient leurs regards complaisants vers le soleil nouveau qui se levait sur le Mexique. Je dois dire, à ce sujet, qu'en réalité le mirage s'appliquait surtout au général Bazaine.

Au cours de nos opérations, alors que la colonne irrésistible du grand chef menaçait San-Luis-Potosi et Zacatecas, il se produisit un incident caractéristique. Nous étions à Lagos, lorsqu'arriva, au quartier général, une personnalité importante de San-Luis, le Senor Saborio, qui se présenta au général en qualité d'émissaire envoyé par le Senor Lerdo de Tejada, premier ministre de Juarez, pour entamer des négociations. Cet envoyé inattendu portait une lettre du ministre. Le général, avec habileté, évita d'accepter toute discussion avec ce tiers personnage et, prenant la plume, traça rapidement une réponse qui était une riposte fort adroite, retournant les rôles. Après quelques considérations vagues et incolores sur la situation générale du pays, il aborde catégoriquement l'objet principal de la démarche du premier ministre : « .... Vous parlez de règlements à intervenir entre le gouvernement libéral et moi. Il ne saurait être question ni de traité ni de règlements, mais d'adhésion pure et simple à l'intervention, qui constitue aujourd'hui le parti national, et chacun est admis à y prendre sa place.... » C'était net et habile, d'autant qu'il exposait ensuite que, sans se préoccuper du passé de chacun, de ses opinions, de ses préférences, tous les honnêtes Mexicains seraient accueillis, et que tous

les talents, toutes les lumières, seraient utilisés par l'intervention.

Avec beaucoup d'adresse, le général français, qui était en réalité l'unique maître effectif du pays, s'abstenait d'aucune espèce d'allusion à l'égard du gouvernement de la Régence et de l'Empire. Il ne voyait et ne mettait en avant que l'intervention française, ce qui écartait de l'esprit des Libéraux tout froissement d'amour-propre.

J'ai toujours été convaincu que, si à ce moment, Bazaine, qui avait un immense prestige, n'avait pas eu aux pieds le boulet impérial que le maréchal Forey y avait attaché en commettant, de concert avec son ministre de France, la faute immense de se hâter de paralyser notre action par ces gouvernements ridicules et maladroits du triumvirat, de la Régence et d'Empire problématique, Bazaine, dis-je, aurait pu démembrer le parti de Juarez en lui enlevant les éléments les plus importants constituant son ossature et en paralysant sa tête, Juarez lui-même, qui était son fétiche et rien qu'un fétiche. Car Juarez, ce vieux juge pacifique, n'était qu'un lutteur passif et inerte. Les hommes qui soutenaient sa cause ne l'avaient jamais fait que par intérêt, non par conviction politique ou autre. Beaucoup d'entr'eux, hommes de valeur, savaient bien qu'ils pouvaient être encore au premier rang dans quelque autre parti, surtout lorsqu'il était devenu le plus fort et que ce parti, qui était l'intervention, avait, en somme, les mêmes sentiments de libéralisme qu'eux, c'est-à-dire l'influence française proprement dite. Aussi pouvaient-ils venir à nous, alors même que nous avions à nos côtés des réactionnaires, même des cléricaux, puisque nous faisions appel au patriotisme de tous, sans faveurs pour personne, dans la constitution d'un gouvernement nouveau dégagé de toutes les anciennes passions.

C'est ce que le général Bazaine avait catégoriquement exprimé à M. Lerdo de Tejada. Malheureusement l'intervention avait déjà donné des gages à l'un des deux partis irréconciliables et pris des engagements avec les réactionnaires.

Par ce fait, elle n'inspirait plus en elle-même la confiance suffisante pour ramener à elle les Libéraux inféodés au gouvernement de Juarez. Ceux-ci, dès lors, pouvaient répondre à nos avances : « Ce bloc enfariné ne nous dit rien qui vaille », et le général Bazaine avait beau déployer des trésors de séduction et d'habileté : le point d'appui lui manquait.

Si le général Forey et Cie avaient attendu que cette campagne de l'intérieur, matériellement décisive, eût été faite dans les conditions où elle venait de se faire, la suite de l'intervention eût été, sans doute, tout autre qu'elle ne fut. Je ne doute pas, en effet, qu'elle eût donné, le 1er janvier 1864, la solution du problème telle que l'avait rêvée Napoléon III, sans l'introduction dans l'équation d'un empire provisoire qui devenait inutile : c'est le Protectorat français qui se serait établi « *ipso facto* » et du consentement presque universel des Mexicains de toutes couleurs politiques.

Nous autres, les petits satellites, qui gravitions autour des grands chefs et pouvions scruter les pensées secrètes des Mexicains, des Libéraux surtout, que nous trouvions dans les villes où nous passions, nous avons pu recueillir les preuves absolues de la justesse de l'appréciation que je viens de formuler. En conversant, nous étions tous d'accord sur le fond de nos principes et sur nos intentions. Mais on nous répondait : « Pourquoi, diable, n'êtes-vous pas les Français tout seuls, vous qui êtes aussi libéraux que nous, plus habilement même ? Pourquoi traînez-vous derrière vous les réactionnaires et leur avez-vous donné le pouvoir ? Pourquoi rétablissez-vous chez nous un régime clérical dont vous ne voudriez pas en France ? » Et nous étions en 1863 ! Que répondre à ces raisonnements pleins de justesse ? Je le répète, sans les fautes antérieures, réprouvées, du reste, par Napoléon III, nous devions, en janvier 1864, résoudre et terminer le règlement de la question mexicaine comme notre Empereur l'avait rêvé, pour le plus grand intérêt de la France et l'honneur de nos armes.

Hélas ! pendant que nous achevions la conquête du Mexi-

que, le gouvernement de la Régence, mené par les cléricaux, faisait tout pour la compromettre.

Et cependant les adhésions commençaient à se produire, émanant même des plus hautes personnalités; mais le général comprit, qu'en raison précisément de la situation faite à l'intervention par l'intrusion cléricale dans le gouvernement, il fallait être très attentif sur la nature de ces adhésions et très circonspect dans leur acceptation, surtout quand elles émanaient de personnages politiques ayant joué un rôle important dans les révolutions passées et qui étaient généralement plus ambitieux que patriotes et désintéressés. C'est ainsi qu'informé par notre ministre des Affaires étrangères du désir exprimé par le général Santa-Anna, exilé depuis longtemps, d'être autorisé à rentrer au Mexique, le général fit la sourde oreille et répondit qu'une telle démarche ne pouvait paraître que suspecte de la part d'un ancien Président de la République autoritaire, vaniteux, intrigant, conspirateur invétéré et jouissant d'une colossale fortune qui ne lui était pas tombée du ciel. Il viendrait augmenter encore la bande des cléricaux, compromettant l'intervention et contre lesquels il paraissait qu'on devrait lutter sans cesse.

Quoi qu'il en soit, l'entrée en relations avec le premier ministre de Juarez avait une réelle importance et le général Bazaine en profita, avec beaucoup d'à-propos, pour commencer des tentatives d'attraction à l'égard des principaux personnages du gouvernement des Libéraux.

Se conformant en cela aux intentions plusieurs fois répétées par l'Empereur, de qui il venait même de recevoir une lettre où il était dit : « .... seulement j'insisterai sur ce point essentiel que je vous recommande : faites en sorte, autant qu'il dépendra de vous, de décider les généraux Doblado et Comonfort à se réunir à notre cause; ce sera, vous le comprenez, un des meilleurs moyens d'amener une solution définitive. »

La question était réglée à l'égard de Comonfort qui venait

d'être tué; mais, quant à Doblado, elle était à résoudre. L'Empereur n'avait pourtant pas eu les mêmes idées à l'égard de ce personnage; car il avait dit, quelques mois avant, qu'il était fourbe et qu'il convenait de s'en méfier. Il est vrai que, depuis lors, et contrairement à nos prévisions, les circonstances avaient changé et qu'en présence de l'action absorbante prise par le parti ultra-clérical, il importait absolument d'amener à nous les principaux éléments du parti libéral.

A ce propos, je ferai encore remarquer que des écrivains ont reproché à l'Empereur et à Bazaine d'avoir soutenu le cléricalisme, et que l'opposition française en a fait déloyalement une arme pour attaquer le gouvernement impérial.

Quoi qu'il en fut, le général en chef avait déjà fait faire aussi discrètement que possible, des ouvertures à Doblado; mais ce rusé compère, avec assez de finesse, voulait avoir avec le général une entrevue en quelque sorte officielle. Cette prétention inacceptable, rendait impossible avec lui toute entente personnelle. C'est alors que Bazaine se mit à ses trousses en nous faisant exécuter des marches enragées, de nuit comme de jour, pour tâcher de le saisir. Du reste, il n'y avait pas lieu de regretter de n'avoir pu le conquérir, car il n'en valait pas la peine et aurait été toujours dangereux parmi nous. Cet homme, parti de très bas et arrivé très haut, sans grande valeur de bon aloi, ne pouvait inspirer aucune confiance; ayant servi tous les partis, les ayant tous trahis pour la plus grande prospérité de sa fortune personnelle.

Cependant le général Bazaine ne perdit pas son temps à Guadalajara et, pendant le séjour trop court qu'il put y faire, il régla une foule d'affaires extrêmement importantes. Il prit toutes les dispositions et donna les ordres nécessaires à ses deux lieutenants, les généraux Douay et Castagny, pour organiser puissamment l'occupation de l'immense territoire qu'il venait de conquérir et pousser plus loin encore sa conquête. Du reste, partout les populations, lasses du désordre,

se prononçaient pour le nouveau régime; mais en revanche, étant encore sous l'impression de terreur que leur inspirait le gouvernement passé, elles demandaient partout des troupes françaises; elles seules leur inspiraient confiance. Ceci montre encore avec quelle facilité elles eussent accepté un protectorat français. Méditez ça, messieurs les détracteurs de l'expédition du Mexique.

D'autre part, profitant de la proximité où il se trouvait des côtes de l'Océan Pacifique, le général en chef s'était mis en communication avec l'amiral commandant la division navale du Pacifique, qui était virtuellement maîtresse des principaux ports mexicains, notamment de San-Blas, situé près de l'embouchure du *Rio Grande de Lerma* et où aboutissait la principale voie de communication entre Mexico, Guadalajara et l'océan. Le général avait même l'intention de pousser une pointe jusqu'à la mer pour y régler, avec l'amiral, des questions du plus haut intérêt et parfois délicates. Mais les événements qui se passaient dans la capitale allaient l'empêcher de donner suite à ce projet. Il put néanmoins établir les bases de deux expéditions destinées à étendre notre occupation jusqu'aux confins occidentaux du Mexique en occupant, non seulement avec les navires de notre flotte, mais encore avec des détachements de troupes qu'elle transporterait, les principaux ports d'Acapulco vers le Sud, San-Blas, Mazatlan et Guaymas en Sonora, dans le Nord. Ces mesures procureraient au moins au gouvernement la disposition du produit des douanes de ces ports.

Une personnalité, dont j'ai déjà parlé pour l'avoir cultivée à Mexico, se retrouva à Guadalajara, non fortuitement assurément, et s'entretint beaucoup avec le général auquel elle fournit des indications précieuses sur toutes les affaires s'appliquant au littoral. C'était maître Salar, le vieux marin français, doublé d'un flibustier influent et audacieux. Il avait été décidé qu'on occuperait tout d'abord Acapulco qui, par terre, n'était guère qu'à 60 lieues de Mexico, avec lequel la reliait une route jadis très fréquentée; car ce port avait été

le pendant de Vera-Cruz. C'est là que, sous la domination espagnole, aboutissait le Gallion de Manille qui faisait le service des Philippines en Espagne, passant par le Mexique où il importait tous les produits spéciaux de la Chine et du Japon. La présence d'une garnison française dans ce port faciliterait les relations directes entre Mexico et le Pacifique et devait rendre, à nouveau, florissant le rendement des douanes d'Acapulco. En conséquence, il fut décidé qu'un bataillon de tirailleurs algériens descendrait de Guadalajara à San-Blas où il établirait quelques compagnies avec les compagnies de débarquement que la flotte avait déjà mises à terre, et que le reste du bataillon serait porté à Acapulco par mer, à bord de nos bâtiments. Le général avait choisi les turcos comme étant plus aptes que nos hommes à supporter le climat du Guerrero, qui est encore bien plus Terre Chaude que Vera-Cruz. Il aurait, du reste, été organiser lui-même cette expédition à San-Blas, s'il avait pu descendre jusqu'à ce port. J'avais rêvé un moment d'obtenir d'être envoyé avec elle et ensuite de remonter d'Acapulco à Mexico par la première colonne qui rétablirait la communication directe par terre. En outre du désir de naviguer sur le Pacifique, bien qu'il ne le soit pas autant que son nom le ferait croire, je voulais voir ces magnifiques contrées des Terres Chaudes où habitent les Pintos, ces Indiens à la lèpre chronique et originelle, et admirer une flore et une faune incomparables. J'étais encore sollicité par une manie héréditaire, la passion des vieux bibelots chers aux antiquaires. Je savais, en effet, par Salar, qu'Acapulco était un foyer où dormaient depuis l'année de l'indépendance du Mexique, des quantités considérables d'objets de Chine et du Japon, des Indes même, qu'y déposaient les Gallions d'Espagne pour, de là, être transportés à Vera-Cruz, où on les rembarquait pour l'Espagne. Quand la révolution éclata, les communications terrestres furent abandonnées, supprimées, et ces richesses restèrent au port; elles y étaient encore à peu près ignorées ou méconnues. Je comptais leur consacrer toutes mes écono-

mies. Hélas ! ce beau rêve s'évanouit; je le regrettai amèrement, surtout plus tard quand je vis les merveilles que rapportèrent des officiers qui avaient eu la chance de faire l'expédition.

Cependant, si tout marchait à souhait dans le domaine que nous venions de conquérir, il n'en était pas de même à Mexico d'où arrivaient, à chaque instant, des courriers exprès portant au général les nouvelles les plus graves. Il n'y avait pas encore deux mois que nous avions quitté la capitale et déjà le désordre gouvernemental était à son comble !

A peine le général en chef était-il parti de Mexico, où il avait obligé la Régence à revenir sur les mesures prises à l'égard des biens du clergé et à rentrer dans une voie plus libérale et conforme aux instructions de l'Empereur, que l'archevêque Labastida, qu'on avait eu la sottise de mettre dans le triumvirat, entamait une campagne cléricale absolument révolutionnaire. Il avait fait réapparaître une légion de prêtres, de moines, de capucins, qui avaient pour mission, très peu évangélique du reste, de monter l'esprit du peuple contre les deux autres membres du triumvirat et les chefs de l'intervention française.

En outre, l'archevêque s'était fait nommer directeur de la justice et des cultes et, à ce titre, avait déclaré ne pas reconnaître le décret de sécularisation des biens du clergé et considérer comme nulles et non avenues toutes les ventes faites. Il annonçait enfin que tous les biens, vendus ou non, allaient faire retour au clergé, ce qui jetait dans les esprits un trouble profond. Mais le plus grave, c'est qu'il joignait les actes aux déclarations et décidait la cour suprême de justice à refuser de confirmer les décrets relatifs aux biens du clergé et de juger toutes affaires concernant leur vente. Par deux fois, le gouvernement avait dû intervenir, mais il se heurtait à une force d'inertie invincible. D'autre part, le haut clergé conspirait ouvertement dans des conciliabules qu'il tenait à l'archevêché même. Aussi, dès que le général

Bazaine fut loin de Mexico, l'archevêque, ne craignant plus ses menaces, commença une opposition formidable contre ses deux collègues du gouvernement. Alors les deux généraux, Almonte et Salas, se fâchèrent enfin, et signifièrent au trop fougueux prélat qu'ils l'excluaient de la Régence. Frappé par ce coup droit, mais non décontenancé, le primat du Mexique appela à lui deux archevêques et cinq évêques, et ces huit princes de l'Eglise, réunis en synode, adressèrent à Almonte et Salas un factum de protestation qui est un monument d'outrecuidance extraordinaire, je devrais dire grotesque, si je n'étais retenu par la déférence que nous devons conserver pour les mitres bien portées.

Ce document contenait entr'autres insanités les passages suivants : « .... Attendu que personne, ni gouvernement quelconque, ne tient autorité pour s'emparer des biens de l'Eglise et que, pour la même raison, les décrets, avis et circulaires expédiés par ordre de Vos Excellences, comportant un but attentatoire et tyrannique contre la propriété sacrée, sont sujets à la censure de l'Eglise et spécialement à l'excommunication majeure..... En conséquence, sont compris dans cette peine canonique non seulement les auteurs et exécuteurs des décrets et circulaires précités, mais encore tous ceux qui, par un moyen quelconque, ont coopéré à leur accomplissement..... Les auteurs, exécuteurs, coopérateurs du dépouillement de l'Eglise ou de ses propriétés, maisons, rentes, possessions, actions, droits ou simples objets contenus dans ceux-ci, sont obligés à la restitution et ne pourront être absous (de l'excommunication) pas même à l'article de la mort.... » Quelle folle audace !

Voilà un octette de prélats qui excommunie les gens par milliers, voire même « *in articulo mortis* », sans souci pour le repentir possible ! Certes, l'Inquisition n'eût pas fait si bien et surtout si bête, à moins qu'elle n'ait eu l'intention de se mettre au front les palmes du martyr ! Donc, nous aussi, les Français, étions maudits. Mais cette audacieux archevêque ne se borna pas à entrer en conflit avec le gou-

vernement; il s'en prit aussi au général Neigre, le gouverneur de Mexico, et il osa lever sa crosse sur l'armée française.

En effet, en application de son excommunication touchant toutes les personnes qui soutenaient le gouvernement sacrilège, l'archevêque fit savoir que la messe militaire qui se disait tous les dimanches, en grande pompe, à la cathédrale pour l'armée française, n'aurait plus lieu désormais et que les portes de la cathédrale resteraient fermées. Cette décision était communiquée un samedi soir. Aussitôt, le général Neigre envoya son aide de camp auprès de l'archevêque pour lui signifier très respectueusement et avec les formes protocolaires les plus appropriées à son caractère épiscopal que si, le lendemain, à 8 heures du matin, les portes de la cathédrale n'étaient pas ouvertes, il les ouvrirait à coups de canon.

Le dimanche matin, à 7 heures et demie, une section d'artillerie arrivait sur la place d'Armes et mettait en batterie contre le portail de l'église, prête à ouvrir le feu. Quelques instants après, les grandes portes étaient largement ouvertes et, à l'heure habituelle, dans la grande nef, prenaient position les troupes et le drapeau commandés pour le service d'honneur; puis le général Neigre, en grande tenue, accompagné de tous les officiers mexicains, occupait sa place accoutumée pour entendre la messe. Une foule considérable emplissait l'église. Ainsi se termina cet incident qui, grâce à l'énergie du général Neigre, ne fut qu'humiliant pour l'archevêque.

En tout cas, dans la circonstance, Sa Grandeur eut la chance que deux cents lieues la séparâssent du général Bazaine; car elle eût été impuissante à attacher Mgr Labastida aux rivages du Mexique où elle aurait été respectueusement déposée avec lui sur un paquebot partant pour l'Europe, afin de refaire, encore une fois, la traversée houleuse de l'exil.

Lorsque le général en chef apprit ces stupéfiantes nouvelles, c'était un dimanche matin précisément. Il fut pris d'un accès de colère comme je ne lui en avais jamais vu.

Il ne se calma qu'en entrant, fièrement, suivi par tous les officiers, dans la cathédrale de Guadalajara où, malgré l'excommunication qui venait de nous toucher, nous allions entendre la messe. En la circonstance, il eut l'heureuse idée de faire tirer une salve d'artillerie à l'élévation pendant que nos clairons sonnaient aux champs et que le drapeau du 3e zouaves inclinait devant l'autel ses plis glorieusement déchirés et la croix d'honneur qui brillait sous son aigle.

Le courrier extraordinaire qui venait d'arriver portait également une dépêche des généraux Almonte et Salas, qui priaient avec instance le général en chef de rentrer d'urgence à Mexico; car ils se déclaraient impuissants à maîtriser les mitres féroces coalisées autour de l'archevêque. Dans ces conditions si graves, le général se décida, avec regret, à renoncer à poursuivre plus loin son expédition, pourtant si utile et si fructueuse, et donna l'ordre du départ pour le lendemain. Mais auparavant, pour apaiser son courroux et satisfaire son ressentiment contre l'archevêque, il répondit à l'excommunication prononcée contre nous en destituant l'archevêque, réservant pour son retour de débarrasser matériellement le pays de ce personnage dangereux. Puis, le courrier emportant la notification de cette grave mesure étant parti, le général Bazaine reprit sa bonne humeur habituelle et donna ses dernières instructions au colonel Garnier, confia au général Douay le commandement supérieur de toute la région nouvellement occupée et, le 5 janvier 1864, il reprenait la route de Mexico, toujours accompagné de sa fidèle brigade aux ordres du général du Barail, la garde prétorienne de Bazaine comme on l'appelait déjà.

Nous prîmes d'abord la route qui est, géographiquement, la plus directe, pensant qu'elle serait la plus courte; mais, si la quantité des kilomètres à parcourir était diminuée, on constata bientôt que la qualité du chemin ayant diminué d'autant, elle aussi, nous n'y gagnons rien que des peines occasionnées par les difficultés du terrain. En effet, le flanc gauche de la vallée du *Lerma* que nous suivions étant très

resserré par une chaîne de la Cordillère bordant les bassins côtiers du Pacifique, haute et épaisse, il nous fallait mamelonner sur le lourd massif de ses assises inférieures, ce qui rendait notre marche difficile surtout pour les pesantes voitures du convoi qui étaient souvent obligées de doubler les attelages, c'est-à-dire de mettre 22 mules sur chaque chariot. Pour comble de mésaventure, après quelques jours de marche, nous nous trouvâmes en présence du *Lerma* qu'il fallait franchir sans moyens naturels ou existants. Au point où nous étions, le fleuve sort du grand lac de Chapala qu'il traverse en partie en longeant une de ses rives. A ce moment, les eaux étaient hautes et nous n'avions pas d'équipage de pont suffisant. Nous ne disposions que de quelques grandes nacelles et d'un certain nombre de chevalets faisant partie du matériel de notre batterie d'artillerie. Il fallut camper sur le bord du fleuve pendant que le génie et l'artillerie, combinant leurs ressources, organiseraient un moyen de passage. Cette situation d'attente était fort désagréable. Tandis que nous étions campés, se trouvait, devant nous, de l'autre côté de l'eau, la petite ville d'Ocotlan qui nous aurait procuré un excellent cantonnement. Et nous restâmes en panne pendant les trois jours nécessaires pour construire les chevalets et les fascines qui, avec les nacelles, composèrent une route, un peu mouillée du reste, dans le lit de la rivière.

En tout cas, ces trois journées ne furent pas perdues pour tout le monde, surtout pour les chasseurs de la colonne qui s'en donnèrent à cœur joie. Heureusement qu'on s'était amplement approvisionné de munitions à Guadalajara, car ce fut une fusillade comme en un jour de bataille. Le lac Chapala était, en effet, tout à côté de nous et sa surface, ses rives et les terrains qui les bordaient étaient habités par une population ailée qui, en cette saison d'hiver, était innombrable. J'eus la bonne fortune d'apporter au tableau une pièce rare et magnifique, un des plus beaux des échassiers, la grande Aigrette. Je recueillis et conservai précieusement ses plumes caractéristiques longues et effilées comme des

fils de la vierge, et, longtemps plus tard, je pus arborer sur ma coiffure de colonel une aigrette de commandement conquise entièrement par moi-même.

Le lac Chapala est une merveille de la nature. Pour l'artiste, c'est une immense image étincelante du ciel qui le domine sur 25 lieues de longueur et 7 de largeur, aux bords dentelés par l'encadrement rocheux d'un terrain boursouflé, déchiré par les forces volcaniques que dominent fièrement les grands pics de Colima, signalant au loin dans l'Océan, de leurs 4.000 mètres d'altitude, la terre du Mexique. Ils sont deux jumeaux accolés par la taille, et les contours de leurs cônes pointus accusent à eux deux le repos et l'activité de la vie volcanique; car l'un porte à son sommet un manteau de neige éternelle, l'autre lance vers le ciel un panache de sombre fumée.

Sur le lac, le philosophe trouve aussi son régal. De sa surface azurée surgit au loin la silhouette d'un îlot aux teintes blanches, dont les arêtes rectilignes révèlent l'œuvre de la main humaine; ce fut un Presidio d'origine espagnole, jadis l'asile forcé des grands criminels. Mais depuis l'ère des révolutions, sa clientèle habituelle l'avait délaissé et pourvoyait au recrutement des guerillas. Les épaisses murailles de cette demeure du châtiment étaient réservées dès lors aux martyrs de la politique.

Nous fîmes une longue étape sur la rive de ce lac enchanteur, pour le quitter à la Barca et parcourir encore une fois un immense domaine du « Bouro de oro », Senior de Valarde, un vrai marquis de Carabas mexicain, et camper dans un de ses herbages qu'arrosait le *Lerma*. On se serait cru dans les Pampas, car nous étions enfouis dans une herbe par trop plantureuse, qui faillit causer notre perte. A peine étions-nous établis au bivouac que soudain le feu prit au milieu du camp, par quelque imprudence sans doute, et se développa avec une telle rapidité que nous fûmes menacés de voir les flammes gagner le parc d'artillerie.

Tous les hommes se précipitèrent en avant des flammes

pour couper, fouler les herbes et circonscrire l'incendie. En même temps 500 zouaves s'attelaient aux caissons et aux pièces et les traînaient au loin pendant que les artilleurs emmenaient les chevaux. Enfin, on se rendit maître de la situation, mais nous eûmes un cruel moment d'angoisse, malgré les scènes drôlatiques que produisaient les lièvres fuyant de tous côtés ainsi que d'énormes serpents qui, en détalant, se jetaient dans les jambes des hommes. Enfin, comme ces animaux, nous en fûmes quittes pour la peur. Néanmoins, le général se décida à s'éloigner de ces bords du *Lerma*, trop riches en végétation, et à changer de route pour prendre celle qu'avait suivie le général Douay et éviter de repasser encore par les montagnes qui séparent Taluca de Mexico. Franchissant de nouveau le *Lerma*, il se dirigea sur Salamanca, puis Selaya et Queretaro, où nous arrivions le 31 janvier.

En route, le général avait reçu des nouvelles toujours très importantes de Mexico, où les événements les plus graves se succédaient rapidement et dans des conditions inquiétantes.

En effet, dès le 2 janvier, la cour suprême de justice, inspirée, entraînée par les cléricaux, faisait cause commune avec les évêques et se mettait en rébellion contre le gouvernement. Elle lui adressait une protestation violente contre les décrets et mesures relatives aux biens du clergé. Almonte et Salas y répondirent par une proclamation énergique annonçant la révocation de tous les magistrats composant cette cour suprême et les remplaçant dans leurs charges. Cet acte de vigueur intimida pour un instant l'archevêque, d'autant que le régent lui avait, en outre, interdit de se présenter aux réunions du Conseil de Régence. Mais comme on n'avait pris contre lui aucune mesure coercitive, ni contre son conseil d'évêques, il se renhardit et eut bientôt l'audace d'imprimer clandestinement une proclamation au peuple mexicain, qui fut déposée, pendant la nuit, dans les principales habitations de Mexico. Cette proclamation était un appel vibrant à la révolution contre le gouvernement, contre l'intervention,

contre l'armée française. Elle était de nature à amener les événements les plus graves.

Des exemplaires de cet appel aux armes furent remis au général Neigre, qui y répondit avec son énergie accoutumée et, se plaçant nettement en face de l'archevêque Labastida, il lui écrivit dans un langage plein de fermeté, de correction et d'une logique inexorable, invitant catégoriquement le prélat rebelle à cesser les agissements occultes ou autres. Du reste, ce document avait été très habilement et très finement rédigé par le commandant d'état-major Boyer, chef du cabinet politique, que le général avait laissé à Mexico. Il est remarquable, quant au fond, par le tact subtil avec lequel on signale les agissements coupables de gens qui, en réalité, se résument dans l'archevêque lui-même, et à qui on fait remarquer qu'ils méconnaisent les intérêts de la religion elle-même. On adjure le prélat Labastida de faire cesser ces menées occultes qui nécessiteraient des mesures de répression dont il serait la première victime. Dans la forme, la lettre était pleine de déférence pour l'archevêque, manifestait un respect profond pour la religion et le plus grand esprit de modération et de conciliation. Cependant, sous ces gants de velours, se révélait la main de fer. Mais l'archevêque, en sectaire passionné, intransigeant et déloyal, répondit par un long factum impudent, maladroit et insolent, tissu grossier et venimeux d'arguties, de sophismes et de mensonges.

En présence de cet audacieux défi, le général Neigre se sentit désarmé, n'étant plus assez fort pour riposter comme il convenait. D'autre part, le gouvernement d'Almonte n'osait pas sévir. Il fallut se résigner à attendre le retour du général en chef.

C'est seulement peu de temps avant d'arriver à Queretaro que le général reçut ces nouvelles, par un courrier qui l'avait suivi et mis plusieurs jours à l'atteindre. Il ne pouvait accélérer encore sa marche déjà trop rapide; mais il ne fit pas à Queretaro le séjour dont tout le monde avait besoin et en repartit le lendemain, 1er février. C'est à peine si nous

eûmes le temps de parcourir la ville qui allait devenir bientôt tristement célèbre, et de voir, sans raison pour regarder, ce mamelon qui la domine et devait être, trois ans plus tard, le calvaire sanglant d'un Empereur.

Quarante-huit lieues séparent Queretaro de Mexico. Nous les parcourûmes en quatre jours, sur une route poudreuse et mouvante qui rendait la marche très pénible. Il est vrai que le général fit porter par les voitures vides du convoi les sacs des hommes à pied. Ces vieux zouaves du 3e régiment furent admirables, ils poussaient la cavalerie, marchaient alertes, gais et chantant. Pourtant ils venaient de faire plus de 400 lieues en deux mois et demi !

Le 4 février après-midi, nous rentrions à Mexico. Nous passâmes dans le faubourg de San-Cosme, devant l'historique « Arbol de la noche triste », dont l'antique légende impressionna nos esprits, car rapprochée du présent elle parut être un sinistre augure, non pas pour nous, qui rentrions dans la vieille cité des Aztèques, mais par une prescience mystérieuse de l'avenir qui, hélas ! ne nous trompa pas. C'est encore devant cet arbre vétuste, déchiqueté, démembré par les ans, à l'aspect sinistre, que passa Maximilien marchant vers Queretaro, dont nous venions de frôler le lugubre mamelon.

La campagne de l'intérieur était matériellement terminée pour le général en chef en personne ; mais elle allait se parachever sous sa direction par les troupes dispersées sur tout le territoire conquis et dont les limites devaient être reculées jusqu'aux extrêmes frontières.

CHAPITRE VI

PROLOGUE DE L'EMPIRE

Du 5 février au 28 mars 1864

Retour du général en chef. — Effet salutaire. — Le haut clergé abandonne la lutte. — Départ de M. Dubois de Saligny. — M. de Montholon, ministre de France. — Situation difficile de la Régence, — Entrevue de Bazaine et d'Almonte ; on parle de dictature. — Mesures de surveillance. — Règlement de la question financière — Question des mines de la Sonora. — Amélioration au quartier général. — Escorte du général en chef, spahis.

La nouvelle du retour précipité du général en chef produisit dans toute la population de Mexico un immense effet. Elle rassura les uns et fit trembler les autres. La masse du peuple éprouva un profond soulagement. Cet effet salutaire fut immédiat dans le haut clergé. Affolés par la destitution de leur chef, l'archevêque primat du Mexique, leurs seigneuries les évêques qui n'étaient pas, comme l'archevêque, des énergumènes en soutane, ce qui est aussi terrible qu'un mouton révolté, craignant la répression, firent amende honorable et se soumirent au gouvernement. Si bien qu'au bout de quelques jours, Mgr Labastida resta seul, ou à peu près, sur son champ de bataille cléricale. Il n'avait même plus auprès de lui son ami M. Dubois de Saligny qui, devant les injonctions menaçantes du général, reconnut enfin qu'il valait mieux partir de gré que de force, et s'embarqua pour la France dans les premiers jours de janvier. Du reste, son successeur était arrivé à peu près en même temps et avait, bien

avant notre retour, présenté ses lettres de créance au gouvernement mexicain. C'était le marquis de Montholon que, sans parler du diplomate, nous appréciâmes promptement pour un homme de relations fort agréables et sûres. Il était marié à une Américaine, belle et sympathique personne (elles le sont toutes du reste), qui devenait une maîtresse de maison parfaite. Désormais, les relations entre le quartier général et l'hôtel de la Légation de France, dans lequel nous n'avions encore jamais mis le pied, sous le règne Dubois de Saligny, allaient changer radicalement pour le plus grand bien de la marche des affaires.

Pendant notre absence, d'autres mutations importantes s'étaient produites dans le personnel français, notamment dans l'armée, où un artilleur distingué, le général Courtois d'Hurbal, était venu remplacer, dans le commandement de l'artillerie, le général de Laumière, tué à Puebla. Dans le petit groupe de la maison militaire du général en chef, le lieutenant de Kératry, officier d'ordonnance depuis quelques mois seulement, partait pour la France, en congé, et ne devait plus revenir au milieu de nous, car lorsque, quatre mois après, le général fut informé que cet officier venait de débarquer à Vera-Cruz, il lui télégraphia l'ordre de se rendre directement à la contre-guerilla Dupin. Il fut remplacé, auprès du général, par le lieutenant de chasseurs d'Afrique Lapierre.

Sitôt arrivé, le général en chef se mit à l'œuvre pour rétablir l'ordre dans la politique et le calme dans les esprits qui en avaient grand besoin ; tous les propriétaires d'anciens biens du clergé ou locataires dans ces propriétés étant profondément troublés et toutes les affaires paralysées. La situation générale était excessivement tendue et la Régence, absolument impuissante, était incapable de prendre les mesures énergiques indispensables qu'elle comportait. La Régence était trop inféodée au parti, non pas seulement clérical, mais même simplement réactionnaire, qui voulait reprendre en mains les affaires publiques ou plutôt en assurer l'adminis-

tration, la gestion. C'est ainsi que tous les gens que le gouvernement de Juarez avait écartés, voulaient, exigeaient même, qu'on leur rendît leurs anciennes charges à prébendes. Leurs exigences se manifestaient cyniquement; c'est ainsi que j'ai entendu une haute personnalité du gouvernement, alors qu'elle faisait part au général en chef de son intention de nommer une ancienne victime de la révolution à un poste important dans les douanes, lui donner comme raison péremptoire que le Mexicain en question, ayant beaucoup souffert, « avait besoin de cet emploi pour se refaire » ! C'est ainsi que, partout, dans les administrations publiques et surtout financières, on voyait des fonctionnaires incapables ou concussionnaires. Le gouvernement ne pouvait pas sévir, ses membres étant disqualifiés pour cela par leurs attaches politiques. Almonte sentait parfaitement ce point faible de sa cuirasse et reconnaissait la débilité de son pouvoir. Il était d'autant plus découragé et déconcerté qu'il ne pouvait encore être et se sentir convaincu que cet Empire, dont il était le Régent, s'établirait jamais effectivement. Car, en somme, jusqu'alors Maximilien n'avait fait que des manifestations plus ou moins vagues d'acceptation du trône; il avait, au contraire, formulé des réserves précises et posé des conditions. Il est vrai que l'extraordinaire campagne que venait de faire le général Bazaine avait singulièrement avancé les affaires dans le sens des exigences de l'archiduc; mais les adhésions obtenues par nos colonnes, au cours de leurs marches rapides dans le pays, seraient-elles considérées par Maximilien, par l'Empereur Napoléon, par le monde enfin, comme l'expression d'un vœu sincère ou d'un vote régulier formulé par la population ? Toutes ces réflexions, tous ces doutes et la gravité des difficultés que faisait naître chaque jour le parti ultra-clérical, troublaient profondément l'esprit du Régent, désireux parfois de se voir débarrassé de la responsabilité qu'il avait assumée en prenant le pouvoir. J'en ai eu la preuve quelques jours après notre retour. J'accompagnais le général en chef dans une des nombreuses confé-

rences qu'il avait avec le général Almonte, soit au domicile de celui-ci, soit au quartier général. Cette fois, nous allions à Almonte. Je ne me souviens pas si c'était à son domicile privé ou au palais du gouvernement; mais je vois parfaitement encore la grande salle et au fond, derrière une cloison vitrée, le cabinet d'Almonte.

Le Régent, prévenu de la visite, vint au devant du général en chef jusqu'à l'entrée du grand salon. Après un échange très cordial d'amabilités de premier choix, les deux personnages entrèrent dans le cabinet en fermant la porte également vitrée, et conférèrent pendant près d'une heure. Quant à moi, je m'établis dans un fauteuil et attendis en fumant des cigarettes, ainsi que j'y avais été gracieusement invité. Les deux pontifes parlèrent longtemps, le plus souvent à *mezza voce*, mais, par moments, à très haute voix, surtout lorsque la discussion s'échauffait. Alors, sans écouter, j'entendais parfois des fragments très suggestifs de la conversation. Celui qui m'a le plus frappé, je ne l'ai jamais oublié. Ces messieurs parlaient en espagnol, mais j'étais, sur ce point, un véritable hidalgo. Je rappelle sinon la traduction textuelle, mais bien l'esprit exact des phrases prononcées. C'est Almonte qui parlait : « L'Archiduc m'envoie des instructions et je n'ai pas les moyens de les exécuter, cela m'est pénible... Je puis compromettre la situation future de l'Empereur; et, si je ne puis empêcher celle actuelle de s'aggraver, Maximilien refusera peut-être !... Nous devons réserver, jusqu'à son arrivée, la solution de la question des biens du clergé; mais si nous sommes débordés, faute de l'avoir réglée, qu'adviendra-t-il ? Je vous le répète, général, il n'y a qu'un moyen, qu'une solution tout au moins provisoire, à adopter. Vous seul avez le prestige dans les deux partis, vous seul avez la force, *il faut que vous preniez la dictature*. » J'entendais moins bien le général, qui, restant plus calme, élevait moins la voix; mais je comprenais qu'il repoussait énergiquement cette solution, se refusant à accomplir un pareil coup d'état, qui pourrait être mal compris, mal interprété,

surtout sans l'autorisation de l'Empereur Napoléon. Je compris cependant que, dans le cas où les événements viendraient à obliger la Régence à s'effacer, seulement alors et, *ipso facto*, il serait obligé d'exercer le pouvoir tout seul jusqu'à l'arrivée de Maximilien. Voilà ce que j'ai entendu et je le maintiendrais même envers et contre les négations des mânes des deux interlocuteurs.

Ceci démontre, une fois de plus, combien il est difficile de juger sainement des événements dont on ne connaît pas les dessous.

En tout cas, à mon avis, le général, qui tenait en mains la cause de l'intervention française, aurait dû céder aux instances d'Almonte et aux exigences de la situation. Mais Bazaine n'avait pas assez d'énergie morale pour se lancer ainsi dans un inconnu ne s'encadrant pas absolument dans les limites tracées à ses attributions. Il manquait de l'étoffe nécessaire. Du reste, sa timidité, sa modestie, sa simplicité d'allures le rendaient incapable de se placer de lui-même dans une pareille situation, bien que déjà il l'occupât virtuellement. Bazaine possédait une grande et vive initiative dans la sphère de ses obligations régulières, de sa mission définie, de ses devoirs tracés; mais il en manquait totalement en dehors. Cela devait, un jour, causer sa perte ! Et pourtant on lui a reproché d'avoir voulu, ce qu'il n'a pas osé faire, alors qu'on l'y poussait !

Il fallait donc continuer à vivre dans le gâchis; mais, si le général se refusait à prendre ostensiblement la direction des affaires intérieures du pays, ce qui aurait accéléré puissamment leur marche, il appliquait des mesures nombreuses et variées pour atténuer le plus possible le mal déjà fait et empêcher celui qu'on voulait faire. C'est ainsi que pour surveiller les fonctionnaires qu'on avait placés dans les administrations, y compris les cours de justice, il donna des instructions à ses commandants de détachements et chefs de postes afin qu'ils se tinssent au courant de tous les actes et agissements des fonctionnaires et agents mexicains de

tous ordres, principalement au point de vue de la politique, de la correction de leur administration financière et de l'impartialité dans l'exercice de la justice. Au besoin, ces officiers devaient leur donner des conseils, lorsqu'ils s'écartaient du droit chemin et ne se conformaient pas aux dispositions du manifeste du 12 juin, formulées par l'intervention, confirmées par l'Empereur. Ils devaient, en outre, tenir la main à ce qu'il ne fût pris aucune mesure contraire à la politique de l'intervention. Enfin, le général en chef leur notifiait la ligne de conduite à tenir à l'égard du clergé dont il se réservait d'examiner les agissements. Un rapport mensuel devait lui être adressé sur toutes ces surveillances, afin qu'il pût déférer au gouvernement toutes les questions nécessitant son action directe. En agissant ainsi, le général Bazaine exerçait tacitement la dictature, tout en laissant les apparences du pouvoir au gouvernement de la Régence.

A cette époque et peu après l'entrée en fonction du nouveau ministre de France, M. de Montholon, d'accord avec le général en chef, entama avec la Régence des négociations pour régler une question des plus importantes qu'il convient de rappeler. On ne la connut pas généralement. Elle doit être révélée, car elle remet au point un des graves reproches adressés au Gouvernement français par l'opposition : celui d'avoir dépensé des centaines de millions dans l'expédition du Mexique pour quelques réclamations bien inférieures comme valeur effective. On prétendait, en effet, que cette entreprise avait ruiné la France en hommes et en finances. Or, en janvier 1864, alors que la conquête du Mexique était achevée et qu'il n'y avait plus de grosses opérations de guerre à faire, les frais de l'expédition, depuis le commencement, c'est-à-dire pour les années 1862 et 1863, ne s'élevaient, tout compris, qu'à 210 millions. Il importait logiquement d'obtenir du Mexique, c'est-à-dire de son nouveau gouvernement, le remboursement des frais de l'expédition. C'est à quoi s'occupa sans tarder M. de Montholon. Le droit ne souleva aucune contestation de la part de la Régence, et une con-

vention fut signée dans ce sens, tout au moins en principe absolu. Mais, comme le gouvernement était sans ressources, alors, il fallait attendre que la situation financière du pays fût rétablie sur des bases satisfaisantes. C'était, du reste, pour atteindre ce résultat que l'Empereur avait envoyé au Mexique un inspecteur général des finances, en mission extraordinaire, pour prendre la haute direction financière du pays.

D'autre part, l'Empereur Napoléon avait bien compris que ce remboursement des frais de guerre serait difficile pour le moment, et il avait pensé à se faire donner des gages qui auraient au moins assuré le paiement des intérêts de la dette de guerre; il avait jeté les yeux sur la Sonora et ses richesses minières. J'ai déjà dit, en effet, qu'il avait prescrit au général Bazaine d'étudier cette affaire et de prendre à son sujet toutes les informations nécessaires. Le général avait commencé son enquête, lorsqu'un incident fortuit vint lui faire brusquer les choses. Ayant appris que des aventuriers, venus des Etats-Unis, s'étaient réunis en compagnie et avaient obtenu de Juarez des concessions, il saisit l'occasion fort à propos et, comme contre-partie des dispositions prises par le gouvernement des Libéraux, il invita le gouvernement de la Régence à céder à la France les mines de la Sonora. Du reste, il y avait, à cet égard, un précédent qui était de nature à donner à cette proposition un point d'appui efficace. C'était la cession d'une partie de ces gisements miniers faite antérieurement à un Français, Raousset-Boulbon, qui fut mis, plus tard, dans l'impossibilité de les exploiter par des événements particuliers dans lesquels cet audacieux et aventureux pionnier trouva une mort tragique, moins naturelle et régulière peut-être qu'elle parut alors aux yeux du grand public mal avisé. J'aurai, vraisemblablement, l'occasion de revenir sur cette fin de notre hardi compatriote pour soulever le coin d'un voile qui l'a rendue mystérieuse.

Le général Bazaine fit passer entre le gouvernement de la Régence et le ministre de France une convention qui avait

une grande importance et était de nature à procurer à la France de précieux avantages. En effet, ce contrat, très habilement fait, stipulait en essence, que le gouvernement mexicain concédait au gouvernement français la faculté d'exploiter les mines de la Sonora, qui seraient alors non exploitées ou non dénoncées et : « lui reconnait pour lui et les compagnies concessionnaires le droit d'entretien dans l'Etat de Sonora des troupes chargées de la garde de ces mines ». Cette dernière disposition, notamment, avait une importance exceptionnelle.

Fort de ce traité, le général Bazaine envoya aussitôt à l'amiral commandant nos forces navales du Pacifique, des instructions complémentaires à celles qu'il avait déjà fait parvenir de Guadalajara, en l'invitant à porter spécialement sa surveillance sur le port de Guaymas (Sonora), où on devra laisser un bâtiment à peu près en permanence. Ces dispositions étaient un commencement de satisfaction donnée à la recommandation précise que formulait l'Empereur, dans sa lettre du 12 septembre de l'année précédente : « .... Prenez, confidentiellement, des renseignements sur les mines de la Sonora et dites-moi si, plus tard, l'occupation en sera possible. »

Pendant que le général en chef bataillait sur le trop vague échiquier de la politique et des affaires mexicaines, je reprenais mon rôle d'intendant du palais de Buena-Vista, et je me préoccupais d'achever l'organisation du quartier général. Nous n'avions, sans doute, plus la perspective de dévorer les espaces plus ou moins déserts du Mexique, car le général en chef ne devait plus, vraisemblablement, diriger en personne de grandes opérations militaires, aussi semblait-il fixé à Mexico pour longtemps et il se disposait à recevoir.

L'organisation d'une grande vie mondaine avait été promptement achevée; mais il restait encore des accessoires qu'il convenait de mettre au point, notamment le vaste enclos que nous gratifions du nom pompeux de parc, à l'ex-

ception du jardin espagnol qui bordait le palais. Le général se décida à transformer ce terrain, presque vague, en un élégant parc anglais et me donna carte blanche pour le dessiner et l'établir. J'avais déjà les premiers éléments naturels nécessaires pour servir de bases à une création artistique : une grande avenue de cent mètres, bordée d'arbres, traversant le terrain et débouchant sur un boulevard et la campagne; près du palais, s'élevait un magnifique bois d'oliviers centenaires à la haute ramure; enfin, un puits artésien fournissant un débit considérable d'eau jaillissante qui se perdait au dehors dans d'immenses fossés pleins d'eau appartenant au réseau des canaux alimentés par les grands lacs.

Avec ces éléments principaux et inspiré par les souvenirs de nos squares de France, j'établis un plan avec des réseaux capricieux d'allées et de sentiers jouant avec les méandres d'une rivière anglaise, large et profonde, munie de cascadettes et de ponceaux rustiques, enfin des massifs d'arbres et arbustes de toutes sortes. Je me procurai, dans nos régiments, des jardiniers habiles pour diriger l'exécution et comme main-d'œuvre, j'obtins des corvées de cinquante, voire même de cent pensionnaires des prisons de Mexico.

En quelques semaines, je mettais à la disposition de mon grand chef un grand parc enchanteur, que la végétation des tropiques embellissait à chaque printemps et où on se plaisait à vivre au grand air et sous les ombrages d'oliviers pacifiques.

Je ne me doutais pas alors que je donnais ainsi, avec les deniers même du général, il est vrai, une plus-value à un domaine qui deviendrait un jour la propriété du maréchal Bazaine !

Mais ma médaille avait un revers aussi, et il était grave. Ma rivière communiquait avec les canaux de la plaine qui recélaient une population innombrable de serpents de toutes les espèces; le parc en fut bientôt envahi. C'était un fléau insupportable. Alors, j'eus une idée; ça peut arriver à tout

le monde ! Ayant appris, par les naturalistes, que les serpents d'eau constituaient la nourriture favorite des échassiers : grues, hérons, etc... ; je pensai au lac Chapala, qui en est couvert, et j'écrivis au noble seigneur Velarde, qui en est un des propriétaires riverains, en le priant de procurer des grues au général, puis j'attendis tout en continuant l'hécatombe des reptiles.

De longs mois se passèrent, quand enfin arriva, solennellement conduit par un majordome important, assisté de plusieurs Indiens, un troupeau de 30 grues apprivoisées, des grandes blanches et grises, envoyées avec la meilleure grâce possible par le nabab de Chapala. La situation était sauvée et le parc, débarrassé des reptiles, jouissait en revanche d'une population ailée des plus divertissantes.

Dans un autre ordre d'idées et inspiré par des sentiments plus élevés, je fus entraîné à procéder, à l'égard du train de vie officiel du général, à une petite modification dans le service militaire attaché à sa personne. En effet, j'avais reconnu que la simplicité personnelle du général Bazaine n'était pas en rapport avec les habitudes d'ostentation qui caractérisaient les Mexicains, amoureux de l'apparat et de la mise en scène. Je considérais qu'il était indispensable de donner de l'éclat à sa personnalité et d'augmenter le prestige que devait produire son apparition en public sur les masses populaires qui mesuraient l'importance de la puissance des grands à la pompe qui entourait leur personne. Je résolus alors de compléter son escorte de chasseurs d'Afrique, fort belle du reste, par un détachement de spahis aux démonstrations éclatantes et tapageuses qui, placé en avant de son cortège officiel, ferait impression sur la foule. J'eus pourtant à lutter contre les scrupules excessifs de la modestie naturelle du général. Je lui fis cependant remarquer, combien il serait modeste auprès du faste écrasant que déploierait assurément l'empereur Maximilien ; enfin je le lui demandai, au nom de son armée elle-même. Cette note seule le toucha et il me donna carte blanche pour organiser une petite tribu de

spahis qui lui servirait de pointe. Je choisis des chevaux fringants aux chasseurs d'Afrique, des cavaliers arabes de belle allure aux turcos, l'industrie locale me fabriqua costumes et harnachements et je plaçai devant notre grand chef une pointe d'escorte dont la fantasia faisait tressaillir les populations.

CHAPITRE VII

L'EMPIRE SE FAIT ATTENDRE

Conception d'une armée nationale. — Question du chemin de fer de Tampico à Mexico. — Projet de banque nationale. — Occupation des ports du golfe du Mexique. — Tentative de Santa-Anna. — Les généraux du Barail et d'Auvergne rentrent en France ; ce dernier est remplacé par le général Osmont, comme chef d'Etat-major.

Dans le gouvernement provisoire que nous avions créé, on semblait considérer l'Empire comme un fait accompli, et, à Mexico, on se préparait avec conviction à recevoir un Empereur.

Et pourtant, les hésitations de l'Archiduc continuaient à suivre un cours plutôt lent. Cependant, l'expédition à grande envergure que venait de faire le général en chef, avait permis de recueillir un nombre considérable d'adhésions à l'empire, collectives ou personnelles, mais surtout collectives, car les agents du gouvernement, et celui-ci même, récoltaient les votes d'une façon scandaleuse. On recueillait effectivement le vote d'un certain nombre de notables dans une localité, puis on dressait un procès-verbal dans lequel on portait le nombre de tous les habitants vivants, mâle ou non, voire même les enfants en nourrice. Le contrôle était impossible, puisqu'il n'existait pas d'état-civil et pas davantage de liste électorale. On produisit ainsi un chiffre de millions de suffrages, supérieur à celui de la population des pays occupés par nous. On envoyait, consciencieusement, à Miramar, ces éléments du vœu national réclamé par Maximilien, qui allait

alors se mettre en route, se croyant, de bonne foi, appelé par le vote unanime de ses sujets.

Aussi, le général se hâtait-il de mettre sur le chantier plusieurs affaires dont il désirait préparer la solution avant l'arrivée de l'Empereur, pensant, avec juste raison, qu'il ne rencontrerait pas certaines entraves, certaines résistances, qu'on ne manquerait pas de faire naître avec l'appui, non encore éclairé, du nouveau souverain.

Une des obligations les plus urgentes était d'assurer la sécurité dans l'intérieur du territoire occupé par nos troupes. Le général se préoccupa de créer une sorte de police militante, analogue à notre gendarmerie, dont les éléments seraient répartis dans les provinces, organisés et soldés par elles, mais dépendant absolument et à tous les points de vue du gouvernement. Cette condition était indispensable pour soustraire ces forces armées aux influences locales dans les contrées où elles se trouveraient, et surtout à la pratique des pronunciamientos. Le général fit établir un projet d'organisation de cette milice rurale, un règlement détaillé sur ses obligations et les services qu'elle aurait à remplir d'une façon à peu près conforme à notre gendarmerie. Ce règlement devait surtout s'appliquer à empêcher toute possibilité de détournement de ces troupes spéciales vers un but ou un objectif dangereux. Ce projet d'organisation fut adressé pour exécution au général Almonte, chef effectif du gouvernement; mais celui-ci, d'accord, du reste, avec le général Bazaine, décida d'attendre l'arrivée de l'Empereur pour l'adoption et la mise à exécution de ces mesures importantes. C'était logique, mais regrettable à tous égards, d'abord parce que c'était un retard indéterminé pour une application dont l'urgence s'imposait, parce qu'il eût été préférable de ne pas en infliger la responsabilité au nouveau souverain, et enfin parce que celui-ci pouvait se laisser influencer par la camarilla intransigeante qui allait l'entourer et peut-être compromettre l'économie de l'institution elle-même.

Dans ce même ordre d'idées, il fallait aborder enfin réso-

lument une autre question bien plus sérieuse et plus délicate : celle de l'organisation de l'armée nationale. Jusqu'à ce moment, le général n'avait pas paru vouloir se hâter d'étudier ce difficile problème, malgré que l'Empereur Napoléon lui en ait écrit souvent, et lui ait exprimé quelques idées personnelles à ce sujet. L'Empereur, du reste, n'en parlait que rarement d'une façon précise, ce qui faisait penser qu'il n'entrevoyait pas clairement les bases sur lesquelles il devait appuyer la conception nouvelle. C'est qu'en effet ces bases ne pouvaient se percevoir aisément, car elles n'existaient pas. Il est évident qu'une armée nationale ne peut être telle que si la nation est réellement une et indivisée, ce qui n'était pas le cas. En réalité, cette armée, dans la situation du moment, ne pouvait s'appuyer que sur une partie de la nation quand l'autre partie avait aussi une armée. Aucune d'elles ne pouvait être réellement nationale; cela est peut-être spécieux, mais cela est pourtant, en simple logique.

Cette armée maximilienne, pour être nationale, ne pouvait être organisée que quand la nation tout entière, renonçant à ses anciennes divisions et les oubliant, ne formerait plus qu'un parti, animé d'un même patriotisme et acceptant sincèrement le gouvernement nouveau avec ses institutions. Ce devait être l'œuvre de Maximilien, et, tant qu'il ne l'aurait pas accomplie, il était chimérique d'espérer qu'on pourrait constituer, d'une façon durable, une armée nationale.

En effet, il n'était pas très difficile de créer, sur le papier, des régiments, des brigades, des divisions; mais avec quoi remplir les rangs de ces troupes, à qui en confier le commandement ? Il était, à la rigueur, facile de résoudre cette question en ce qui concerne les hommes de troupes : en fait de nationalisme, ceux-ci sont à peu près tous sur le même pied, c'est-à-dire qu'ils n'en ont pas, ou bien qu'ils en ont trop, puisque généralement ils servent indistinctement tous les partis successivement, de sorte que si ces partis, qui se disputent, disparaissaient sous le souffle d'un seul et unique

sentiment politique, ils pourraient faire des soldats sur lesquels il serait possible de compter.

Tant qu'il n'en sera pas ainsi, il sera impossible d'être garanti contre les insubordinations, les rébellions, les désertions et, finalement, les pronunciamientos, pour ne pas dire trahisons. Toutes calamités qui, du reste, durent causer la perte du malheureux Maximilien.

Quant aux cadres, officiers surtout, le problème est plus sérieux et même insoluble, tant qu'on n'aura pas obtenu que les conditions, formulées dans le manifeste du général Forey, du 12 juin 1863, soient acceptées et remplies par tous les Mexicains.

Le Gouvernement français avait bien jugé ainsi l'état de la question; aussi, avait-il cru tourner la difficulté en imaginant d'adopter, comme base de cette armée nationale, une légion étrangère nombreuse et fortement constituée. Il avait, dans ce but, invité le général Bazaine à rechercher et à étudier les voies et moyens nécessaires pour recruter et organiser cet élément particulier de la nouvelle force armée. Et pourtant, il m'a toujours semblé que ce ne pouvait pas être la solution du problème. Le fait même qu'elle serait composée d'éléments étrangers, enlevait à cette armée son caractère national. Elle serait toujours envisagée comme mercenaire et n'aurait, par cela même, aucune considération morale. Et puis, on ne pourrait pas espérer ne remplir ses cadres qu'au moyen d'officiers étrangers, surtout ceux des chefs de corps et des généraux. On tournait donc dans un cercle vicieux.

Cependant, pour satisfaire au désir de l'Empereur, qui alors avait hâte de prévoir le moment où il lui serait possible de rapatrier une partie de ses troupes, le général en chef avait élaboré un projet très complet, aussi habilement conçu que possible et très large dans sa conception. Il l'avait envoyé à l'Empereur. Mais comme les hésitations qui se prolongeaient dans l'esprit de Maximilien, faisaient croire à la possibilité que ce prince n'acceptât pas la couronne, le

Gouvernement français ne voulut plus se presser dans la mise à exécution du projet Bazaine. A la fin du mois de mars, on lui écrivit qu'il n'y avait pas lieu de se hâter et que lorsque le moment opportun serait venu, on lui enverrait les ordres nécessaires, mais qu'en somme, l'Empereur approuvait entièrement son projet.

Toutes les affaires capitales restaient donc en suspens. Ce n'était pas la peine que nos troupes eussent mené si rapidement leur œuvre de conquête du territoire impérial, quand le futur empereur mettait tant de temps à mener sa campagne d'acceptation contre les hésitations naturelles de son caractère et contre ses exigences personnelles à l'égard de la Maison d'Autriche, dont il fallait se détacher à son grand regret !

Il n'y avait pas seulement que ces grosses questions d'importance générale qui se trouvaient enlisées, mais bien d'autres encore, et pourtant on voulait aller de l'avant dans l'essor qu'on avait promis de donner au Mexique pour le développement de ses richesses et de sa prospérité. C'est ainsi que, dès le commencement de l'année, une compagnie française et anglaise s'était formée pour construire, à ses risques et périls, une ligne de chemin de fer entre Mexico et Tampico. L'ouverture de cette grande voie de pénétration du Mexique au cœur du pays, devait être une source de développement commercial et industriel très considérable. Cette œuvre était remarquablement conçue, car elle était bien plus avantageuse, et préférable à tous égards, à celle commencée depuis longtemps entre Vera-Cruz et Puebla et poursuivie lentement, péniblement par nous, depuis quelques mois, sous la direction d'ingénieurs français. Cette voie nouvelle était d'une construction beaucoup plus facile en ce qu'elle évitait des accidents de terrain formidables qu'il fallait tourner avec de grandes difficultés. Enfin, le chemin de fer projeté avait l'immense avantage d'aboutir à un port, celui de Tampico, qui, par sa situation, surtout par les dispositions particulières de la côte et des plages ambiantes, à l'embou-

chure d'un des plus grands cours d'eau descendant dans le golfe, est, à tous les points de vue de la navigation, bien préférable à Vera-Cruz, la terreur des marins. Vera-Cruz, en effet, n'est pas un port; ce n'est même pas une rade foraine et pendant la période des coups de vent, si fréquents et si terribles dans le golfe du Mexique, les navires sont en perdition constante dans les mouillages, même les mieux abrités par le rocher de Saint-Jean d'Ulloa. Au contraire, Tampico présente une rade et un port qui peuvent recevoir des navires en quantité considérable et où ceux-ci sont en tous temps à l'abri. Ces considérations concluantes avaient fixé le jugement du général Bazaine, qui approuva complètement le projet franco-anglais, présenté par de grosses personnalités techniques et financières. Il demanda avec instance qu'il fût mis à exécution dans le plus bref délai possible. Malheureusement encore le gouvernement d'anémiques qui tenait, dans des mains débiles, les intérêts du Mexique, résolut encore d'attendre l'Empereur pour accorder définitivement la concession; c'était un enterrement de première classe, car les influences et les intérêts particuliers allaient se mettre à l'œuvre et Maximilien, circonvenu, n'osa jamais faire acte de virilité pour leur résister. Il refusa la concession. Certainement, il n'a jamais su pourquoi ! En tout cas, je ne crains pas d'avancer que si la compagnie qui demandait la concession de ce chemin de fer avait été belge, elle aurait obtenu immédiatement satisfaction complète; l'Empereur et l'Impératrice avaient une singulière façon d'entendre leur nouveau patriotisme ! Du reste, je m'expliquerai plus loin sur ce point d'exclamation.

Vers la même époque, au mois d'octobre 1863, plusieurs banquiers français, réunis en société, avaient demandé au gouvernement de la Régence le privilège pour l'établissement d'une banque, dite du Mexique, qui serait, en quelque sorte, la similaire de notre Banque de France, placée sous le protectorat direct du gouvernement. On discuta longtemps sur cette affaire; sans doute qu'il y avait encore quelques appé-

tits à assouvir. Enfin, tout s'arrangea. A la fin de janvier 1864, la Régence daigna promulguer le décret de concession de la dite banque mexicaine, mais à la condition toutefois qu'elle ne pourrait commencer à opérer qu'après la ratification de l'Empereur. C'était absolument grotesque, cet Empereur n'existant pas encore; c'était même dangereux, car si l'Archiduc s'était enfin décidé à ne pas accepter la couronne, toutes ces concessions, ces décrets devenaient nuls, si la partie civile contractante, s'étant ravisée, déclarait vouloir attendre à perpétuité la ratification de Maximilien.

Quoi qu'il en fût cependant, si le gouvernement n'était pas pressé d'avoir une banque, le général en chef se préoccupait d'étendre encore notre rayon d'action dans le pays et surtout de mettre la main sur les ports afin de faire rentrer dans la caisse de l'Etat, qui devrait être la nôtre, les revenus de leurs douanes. Il avait déjà prescrit de saisir les ports du Pacifique; restaient ceux du golfe du Mexique, c'est-à-dire Tampico, qui était déjà occupé par une garnison française; Matamoros, situé à l'extrémité nord et Campêche, à l'extrémité sud. Matamoros était établi à plusieurs lieues dans le fleuve *Rio del Norte*, formant frontière avec les Etats-Unis, et, en raison du difficile accès de sa barre, nos bâtiments ne pouvaient y remonter pendant l'hiver; il fallut attendre le printemps pour occuper cette place, importante par sa position frontière immédiate et parce que c'est par elle que le gouvernement de Juarez recevait les armes et munitions nécessaires à ses troupes. Quant à Campêche, le général Bazaine avait prescrit au capitaine de vaisseau Cloué, commandant la frégate *Magellan*, d'occuper ce port. Ce qui fut fait consciencieusement et avec habileté, car le commandant Cloué obtint la soumission de toute la province du Yucatan et la reconnaissance du gouvernement par les troupes qui l'occupaient sous le commandement du général Navarrete. Tout marchait à souhait dans le domaine des affaires où on n'attendait pas la sanction du futur Empereur.

En outre, le général Bazaine s'occupait toujours, avec un soin minutieux et discret, d'obtenir des adhésions de la part des personnalités importantes restées dans le gouvernement de Juarez; mais il surveillait, avec une grande attention, celles qui s'offraient spontanément, d'où qu'elles vinssent, surtout de la part des anciens personnages politiques civils ou militaires qui foisonnaient au Mexique ou à l'étranger. C'est ainsi qu'il écarta celle d'une célébrité relative mais bruyante qui, pendant toute son existence, avait joué au Mexique les grands premiers rôles. C'était le général Santa-Anna. Ce vieux chef d'état à éclipses, alternativement six ou sept fois président de la République ou conspirateur, perdit, en 1838, une jambe, emportée par un boulet, lors du bombardement de Saint-Jean d'Ulloa par la flotte française, ce qui lui inspira, du reste, à notre égard une sympathie plutôt froide. Santa-Anna sut toujours tirer ses épingles du jeu, car il possédait une colossale fortune, ce qui favorisait singulièrement le jeu de ses perpétuelles intrigues. Il ne pouvait pas se faire à l'idée que quelqu'autre que lui détint le pouvoir au Mexique. Et pourtant il eut la perfide audace de débarquer un jour à Vera-Cruz; c'était quelque temps après notre retour à Mexico. Il croyait, sans doute, que le général en chef était encore perdu dans les horizons de Guadalajara. Il se trompait car, avisé de son arrivée par le commandant supérieur de Vera-Cruz, qui télégraphia sa présence à bord d'un courrier anglais, le général, trouvant qu'il y avait déjà trop de gens comme lui au Mexique, répondit de lui interdire de descendre à terre à moins qu'il ne consentit, ainsi que son fils qu'il avait amené comme renfort, à signer une déclaration formelle d'adhésion sans réserves au gouvernement de l'Empire. En imposant des conditions aussi dures pour une personnalité aussi haute, aussi fière, et à laquelle il croyait encore des sentiments de conscience, le général espérait bien qu'il n'oserait pas s'engager ainsi et qu'il repartirait avec le bateau qui l'avait amené. Il ne connaissait pas encore suffisamment la perfidie éhontée de son homme. Santa-

Anna aurait signé tout ce qu'on aurait voulu. En effet, le père et l'enfant n'hésitèrent pas à signer sur *l'honneur* qu'ils adhéraient à l'intervention française et à l'Empire, qu'ils s'abstiendraient de toute espèce de démonstrations politiques et s'engageaient à ne rien faire en paroles ou *par écrit* qui ferait croire qu'ils voulaient être autre chose que de simples citoyens. Ils débarquèrent et le vieux forban politique écrivit à Almonte, son vieil ami, pour l'assurer de son dévouement et offrir même ses services au gouvernement de l'Empire. Mais en même temps, il rédigeait une proclamation hostile à l'intervention et au gouvernement, l'expédiait à ses amis et la faisait publier dans un journal. Le général, aussitôt avisé de cette félonie envers une parole d'honneur donnée, par écrit même, envoya à cet impudent personnage l'ordre formel de quitter le pays et prescrivit à l'amiral commandant la flotte à Vera-Cruz de l'embarquer sur le champ à bord d'un bâtiment de guerre avec sa famille, et de faire transporter le tout à la Havane; ce qui fut fait consciencieusement.

La moralité, ou plutôt l'immoralité, de cette histoire fut que Santa-Anna continua à conspirer et même à déchaîner, contre ceux qui avaient eu le tort de croire à sa parole d'honneur, les hostilités des Etats-Unis !

En tout cas, il fut très heureux que le général Bazaine n'ait pas eu la déplorable faiblesse d'attendre l'arrivée de Maximilien pour se débarrasser de cet encombrant personnage, car l'Empereur Napoléon, à qui Santa-Anna se plaignit des procédés du général Bazaine, lui en avait exprimé ses regrets et aurait peut-être invité son représentant au Mexique à laisser rentrer ce patriote dans son pays. Cependant, il recula devant le fait accompli. Mais, si on doit reconnaître qu'il ignorait les détails et le manquement à l'honneur du réclamant, on a le droit de dire qu'il aurait, au moins, dû s'éclairer avant de faire des remontrances.

Cependant Bazaine fut plus heureux dans les négociations qu'il eut à entamer avec un général de Juarez, notabilité

assez importante, le général Uraga, qui tenait la campagne avec 4 ou 5.000 hommes dans l'état de Colima et que notre occupation de la région de Guadalajara avait isolé de Juarez fuyant vers le Nord. Uraga lui ayant envoyé un émissaire, le général saisit habilement l'occasion d'entrer en relation avec cet adversaire de marque et lui écrivit une lettre d'une finesse de touche remarquable où, avec une courtoisie et une bonhomie dues à *un frère d'armes*, heureusement associées à la grande dignité de sentiment qui devait caractériser le chef d'une armée victorieuse et le représentant de la France, où, enfin, tout en flattant son amour-propre dans une mesure pleine de finesse et lui promettant sa haute protection, à l'occasion, il l'engageait très naturellement à ne pas priver son pays de ses éminents services et lui conseillait bien franchement de se rallier simplement et sincèrement au gouvernement nouveau. Cette lettre eut un plein succès. Mais, Uraga, ne se souciant pas d'aller faire au général mexicain Almonte une sorte d'acte de soumission qu'il avait fait moralement au général français Bazaine, il attendit l'arrivée de Maximilien et se présenta alors avec toutes les troupes placées sous ses ordres, 4 ou 5.000 hommes. Celles-ci furent reçues avec les honneurs militaires par les troupes françaises qu'Uraga rencontra en pénétrant dans nos lignes.

Cependant, autour de nous, dans le corps expéditionnaire, quelques mutations importantes s'étaient produites depuis notre retour. Le général du Barail, notre intelligent et savant sabreur, souffrait depuis longtemps d'une affection interne lui causant des douleurs intolérables qu'il ne dominait qu'avec son énergie de fer. La campagne de l'intérieur l'avait mis dans un état pitoyable et il lui fallait absolument se reposer au loin des lourdes obligations du devoir; mais il ne voulait pas demander ce repos. Le général le lui offrit et le brave, terrassé par la maladie, se décida à rentrer en France. Ce départ lui parut moins amer en considérant que les événements militaires futurs ne seraient plus de nature à comporter l'action compacte de tous les beaux esca-

drons réunis sous son commandement. Alors, ne devant plus les mener au combat, il les quitta avec moins de regrets.

Le général d'Auvergne, chef d'état-major du corps d'armée, qu'avait amené le général Forey, était un fidèle, un dévoué, mais il souffrait toujours depuis, qu'à Orizaba, il s'était cassé une jambe accidentellement; et puis, cet ancien bras droit du général en chef, surnommé, par nous, « l'homme tranquille », ne s'appliquait pas suffisamment à l'habileté, à l'activité prompte et fiévreuse du nouveau commandant du corps expéditionnaire. La campagne que nous venions de faire, aussi pénible pour l'esprit que pour le corps d'un chef d'état-major, l'avait surmené et il avait demandé à rentrer en France. Il allait être remplacé par le général Osmont.

Cependant, si on préparait beaucoup, on ne faisait rien, à Mexico, en prévision de la venue d'un Empereur. Les jours passaient, les semaines s'écoulaient, et on ne voyait rien venir, pas même la nouvelle de l'acceptation du Prince qui devait régner. Les bruits les plus variés entremêlaient, de façon déplorable, les informations sérieuses, officielles même et jamais on n'apprenait rien de ferme ni de catégorique. Pourtant Maximilien avait reçu les résultats du fameux plébiscite ! M. Guttierrez de Estrada, ce grand et principal promoteur de cette candidature impériale, était en Europe et faisait les efforts les plus persistants pour hâter la solution. L'Empereur Napoléon III, de son côté, s'attachait à aplanir les obstacles qui arrêtaient Maximilien; il envoyait des messagers à Miramar pour vaincre ses hésitations. Mais l'Archiduc restait toujours indécis, ce qui était, du reste, le propre de son caractère. Hélas ! que n'a-t-il hésité davantage afin qu'on renonçât à le pousser, à le prier; c'eût été, à mon avis, le salut de notre entreprise. Si l'Empereur des Français avait pu apprécier exactement la situation vraie des esprits au Mexique, à la suite de l'effet matériel et moral produit par la campagne qu'on venait de faire dans l'intérieur, peut-être eût-il changé subitement son fusil

d'épaule. Il aurait bien fait. La conciliation, l'entente cordiale, indispensables pour établir un gouvernement stable, ne pouvaient se faire alors qu'autour du général Bazaine, qui seul avait encore donné et pourrait donner les garanties de modération, de libéralisme et de justice que nécessitaient les institutions. Il avait avec lui les réactionnaires modérés, et les Libéraux venaient à lui. Ils y viendraient en masse le jour où ils n'auraient plus devant les yeux l'apparition probable d'un Empereur implanté par les cléricaux dont ils ne pourraient plus se débarrasser ni repousser l'influence néfaste. Les événements futurs ont prouvé qu'ils avaient raison de se méfier.

CHAPITRE VIII

ACCEPTATION DE MAXIMILIEN

Traités et conventions entre Napoléon III et Maximilien. — Pérégrinations de Maximilien en Europe. — Difficultés de famille. — Question de la renonciation à la couronne d'Autriche. — Intrigues multiples. — Disposition d'esprit de Maximilien ; situation pénible de ce Prince. — Signature à Miramar du pacte de famille. — Fausse cérémonie du Couronnement, du serment. — Mesures maladroites et inconstitutionnelles. — Départ de Miramar des souverains du Mexique le 14 avril 1864.

Maximilien devait partir au mois de mars et pourtant, aux premiers jours de ce mois, il allait en Angleterre, puis à Bruxelles, emmenant avec lui la princesse Charlotte. Il vint à Paris pour s'entendre avec l'Empereur. Il y resta plusieurs jours; et le couple, futurement impérial, fut traité en souverains, fêté et choyé. Mais on s'occupa aussi des affaires sérieuses. Un traité fut signé entre l'Empereur Napoléon et l'Archiduc d'Autriche. Les bases essentielles de cette convention sont intéressantes à connaître car elles déterminent les engagements que prenait l'Empereur des Français vis-à-vis de celui du Mexique : le corps expéditionnaire devait être réduit à 25.000 hommes; mais dans ce chiffre, devait être comprise notre légion étrangère que déjà le ministre de la Guerre, de France, avait prescrit de porter à l'effectif le plus élevé possible. Cette légion devait rester au Mexique pendant six ans après notre départ. Les frais de l'expédition française seraient remboursés à la France par le Mexique : ils se montaient à 270 millions depuis le début

jusqu'au 1er juillet 1864. Après cette date, tous les frais de l'armée mexicaine passaient au compte du Mexique. Celui-ci paierait à la France 1.000 francs par homme et par année pour les troupes françaises restant au Mexique. Le gouvernement mexicain indemnisera les sujets français des préjudices soufferts par eux et qui avaient motivé l'intervention. Tous les prisonniers de guerre mexicains seraient rendus sitôt l'arrivée de l'Empereur au Mexique.

Les clauses de ce traité, qui n'a jamais été bien connu du grand public, sont très importantes, à présent, pour déterminer le jugement impartial de l'histoire. En outre, cette convention fut suivie d'un traité secret, fort sommaire du reste, dont les clauses principales sont caractéristiques et doivent être méditées par les écrivains qui se sont empressés de formuler des griefs non fondés. Ainsi, « l'Empereur du Mexique, approuvant les principes exposés et les promesses contenues dans la proclamation du général Forey, du 12 juin 1863, ainsi que les mesures prises par la Régence et par le général en chef français, conformément à cette proclamation, a résolu de faire connaître à son peuple, par un manifeste, ses intentions à cet égard ». Cette clause, très habilement et loyalement exigée par Napoléon III, qui se trouvait personnellement engagé vis-à-vis des Mexicains eux-mêmes par la proclamation ainsi sanctionnée, a une grande importance et offre un intérêt moral de premier ordre. La clause suivante est aussi très suggestive pour les écrivains qui ont blâmé la France d'avoir abandonné Maximilien en ramenant ses troupes et en le livrant à ses propres ressources défensives : « L'Empereur des Français déclare que l'effectif actuel du corps français, de 38.000 hommes, ne sera réduit que graduellement et d'année en année, de manière que les troupes qui resteront au Mexique, en y comprenant la légion étrangère, seront de 28.000 en 1865, 25.000 en 1866, 20.000 en 1867. » Au point de vue de l'effectif des troupes absolument françaises, il faut considérer que celui de la légion étrangère étant de 5.000 hommes environ, il faut le retran-

cher de chacun des chiffres annuels; en 1866, il ne devait donc rester que 20.000 hommes et 15.000, en 1867. Cette observation s'adresse surtout aux polémistes de parti pris qui ont écrit, quelques années plus tard, qu'en 1866 la France était paralysée devant le conflit qui se produisit en Europe, parce qu'elle avait la majeure partie de ses forces vives au Mexique ?

Après le règlement de ces importantes questions avec l'Empereur des Français, l'Archiduc et la princesse Charlotte vont en Angleterre. Pourquoi faire ? Rien ! Puis ils reviennent en Belgique dans le but d'y organiser un corps belge de 2.000 hommes, qui irait au Mexique avec l'appellation de « Garde de l'Impératrice » ! Enfin, ils retournent à Vienne où on les reçoit en souverains. On était déjà au 20 mars et, pendant ce temps, toutes les affaires étaient suspendues dans leur empire.

A la cour de Vienne, des difficultés de famille les plus graves se produisirent. Maximilien voulait bien être Empereur du Mexique, mais il ne se souciait pas de renoncer aux droits éventuels à la couronne d'Autriche que lui donnait sa qualité de frère de l'Empereur François-Joseph. Maximilien brusqua les pourparlers, se fâcha même; mais l'Empereur d'Autriche fut inflexible et l'Archiduc quitta le palais pour reprendre le chemin de Miramar. Il n'y avait rien de fait et pourtant la délégation mexicaine arrivait à ce moment pour prendre part à la cérémonie d'acceptation de la couronne du Mexique. Le prétendant refusa de les recevoir et leur prescrivit de se rendre à Miramar. Ces braves gens, qui couraient ainsi après leur Empereur, trouvèrent l'aventure mauvaise, d'autant qu'ils ne pouvaient admettre que ce Prince n'acceptât leur trône que comme pis-aller, comme un trône de passage; se réservant pour l'avenir, si les circonstances s'y prêtaient au sein de la maison de Habsbourg, de les laisser en plan, pour revenir revendiquer ses droits au trône plus important et plus confortable peut-être que celui qu'ils lui offraient.

J'ai tenu à insister sur ces incidents parce qu'ils appuient le bien fondé de ce que j'ai déjà dit et redirai encore, c'est qu'en débarquant au Mexique, Maximilien ne brûla pas ses vaisseaux ! Il est évident que ce n'était pas sans arrière-pensée ni raison mystérieuse, que ce prince s'obstinait à ne pouvoir accepter la renonciation complète et à perpétuité à tous ses droits éventuels dans la maison d'Autriche, *alors même qu'il ne conserverait pas la couronne du Mexique.* Cela tend à prouver que cet empire du Mexique n'était, dans la profondeur de sa pensée, qu'une période de transition, d'attente, de préparation peut-être, ce qui concorde avec des indices découverts plus tard et dont j'aurai à reparler. Du reste, dès le début de l'affaire mexicaine, l'Empereur Napoléon devait bien l'entendre ainsi, car c'était dans son programme secret.

En tout cas, tous ces mystères de haute rouerie politique ne pouvant être découverts par les délégués mexicains, ceux-ci furent absolument déconcertés, voire même découragés. Et quand l'écho de ces difficultés parvint au Mexique, ce ne fut pas pour réchauffer la confiance et raviver l'espoir. Du reste, mal conseillé sans doute par sa femme qui, dévorée d'ambition, perdait la tête en rêvant à la couronne impériale qu'elle voulait poser sur son front, il perdit, lui, son sang-froid en communiquant aux délégués mexicains la teneur de l'acte de renonciation que lui imposait son frère et en leur déclarant qu'il ne le signerait pas. Il commit, en outre, une lourde faute en annonçant qu'il était décidé à aller solliciter l'intervention du pape pour régler son différend de famille. Cette imprudence jeta un froid et les membres de la délégation mexicaine, qui appartenaient cependant au parti clérical, comprirent le danger d'une telle démarche et protestèrent en déclarant que s'il avait besoin d'un arbitre en cette affaire, il était plus logique qu'il s'adressât à Napoléon III. La princesse Charlotte, plus avisée que son auguste époux, comprit la faute qu'il voulait commettre et, appuyant

la protestation des délégués, détermina enfin l'Archiduc à renoncer à l'intervention inopportune du pape.

Napoléon III, tenu au courant de toutes ces intrigues et considérant qu'il était contraire à ses intérêts que le nouvel Empereur fût voué au Mexique à perpétuité, fit des démarches pour écarter cette éventualité et envoya un de ses aides de camp porter un message autographe à l'Empereur d'Autriche, qui répondit que cette renonciation était de règle absolue dans la maison de Habsbourg; mais, cependant, qu'il en atténuerait autant que possible les effets à l'égard des droits familiaux. Puis le messager impérial français se rendit à Miramar pour joindre ses efforts de persuasion à ceux des grands dignitaires de la couronne autrichienne, qui s'efforçaient de vaincre la résistance de l'Archiduc et celle de l'archiduchesse Charlotte. Mais ces tentatives multiples se brisèrent encore contre l'orgueil inflexible des deux princes, surtout de la princesse, qui ne voulut rien entendre et se décida à faire personnellement une contre-attaque pour vaincre les volontés de l'Empereur François-Joseph. Ce fut encore du temps perdu. Pendant tous ces pourparlers, ces allées et venues, les Mexicains attendaient toujours et les affaires aussi. La princesse Charlotte fut traitée à la cour de Vienne avec les plus grands égards; mais elle dût revenir, n'ayant obtenu que quelques concessions de droits privés de famille et la promesse de l'Empereur de venir lui-même dans le palais de son frère, où il serait considéré comme l'hôte de l'Empereur du Mexique, pour faire signer l'acte de renonciation. Dorure bien légère pour une pareille pilule !

En présence de ces événements, en quelque sorte intimes, de ces scènes pénibles qui agitaient une grande et illustre famille et l'affligeaient des plus cruelles douleurs morales, on ne peut s'empêcher de ressentir un sentiment de pitié sympathique pour ce jeune prince, bon et animé des sentiments les plus généreux, qui avait recherché jusqu'alors la vie douce et tranquille et se trouvait, de par les rigueurs inexorables d'un protocole enfanté par les vanités humaines,

en butte à deux impulsions opposées et également puissantes : d'une part, l'orgueil de sa race et de sa haute situation dans sa vraie patrie ; d'autre part, l'ambition qui le poussait vers l'autre bout du monde, dans un pays aux aventures tragiques et sur un trône dont l'éclat était voilé par les brumes des horizons politiques. Il se débattait désespérément dans cette lutte, en proie parfois aux plus sombres pressentiments et à des crises de découragement qui semblaient désirer, qui appelaient un incident fortuit étranger à sa volonté, qui le débarrasserait des cauchemars qui l'obsédaient et lui rendrait, avec la tranquillité d'esprit, le bonheur d'une vie paisible sous le ciel où il était né. Il semblait, enfin, qu'une inspiration venue de l'inconnu le soutenait dans cette résistance et qu'une voix mystérieuse lui criait : « *Cave Cesar !* » Malheureusement, il avait à ses côtés la princesse Charlotte, à l'âme ambitieuse et passionnée, à qui il fallait une couronne. Ce fut sa perte et celle de son épouse, car le destin ne mit sur leurs fronts qu'une couronne d'épines et enfin celle du martyre.

Malgré les conseils et les représentations de ses amis les plus dévoués, qui blâmaient son acceptation, il eut le malheur de céder à l'influence de sa femme.

Le 9 avril, l'Empereur d'Autriche arrivait à Miramar où étaient déjà réunis les grands dignitaires de l'Empire. Les deux frères s'enfermèrent et, entre eux deux, eut lieu une longue conférence qui fut des plus dramatiques. Ce n'est qu'après plusieurs heures, pleines de douleurs partagées, que les deux Empereurs apparurent devant leurs cours anxieuses et émues. On vit sur leurs visages les traces profondes de souffrances morales, mais le pacte de famille était signé par les deux souverains. Les signatures des Princes de la famille impériale et des grands dignitaires de l'Empire y furent apposées. Puis, après un déjeuner, assez pénible pour tous, si ce n'est pour l'impératrice Charlotte qui paraissait triomphante et rayonnait d'une gaieté inconsciente et regrettable, l'Empereur François-Joseph reprit le train

qui l'avait amené quelques heures avant. Il embrassa, avec une tendresse impressionnante, le frère qu'il ne devait plus revoir. Le sort en était jeté !

Cependant, en dehors de toutes ces explosions d'un sentimentalisme fort respectable, il convient de signaler un facteur qui eut assurément une influence importante sur la résolution définitive prise par l'Archiduc : c'est le vide existant dans sa cassette privée qui, ayant subi de rudes assauts depuis quelques années, se trouvait légère comme celle de sa royale épouse, qui n'apportait pas dans l'administration de ses finances la prévoyance désirable. Il semblait, dès lors, opportun de faire bon accueil à une cassette impériale. On avait dit à ces jeunes gens qu'ils allaient s'étendre « sur un lit de roses, au sein d'une mine d'or » et, sans doute, l'or avait eu plus d'influence que les roses. Aussi, avant leur départ, on fit en sorte de réaliser une partie de l'emprunt mexicain de 210 millions, ce qui fut, en réalité, le premier acte important du règne !

Le lendemain de cette journée mémorable de l'acceptation, eut lieu la cérémonie, je dirai presque le couronnement, bien qu'elle se bornât à une manifestation solennelle de l'acceptation. La prestation du serment du nouvel Empereur, devant une assemblée composée de quelques Mexicains de marque, exilés ou absents depuis longtemps de leur pays, et de personnages autrichiens qui ne pouvaient jouer là que le rôle décoratif de spectateurs contemplatifs, ne pouvait guère être considéré que comme une répétition générale. C'était, en effet, bien plutôt une simple mise en scène qu'une formalité constitutionnelle vraiment régulière et correcte ; car, en somme, les Mexicains présents étaient bien les artisans de la personnalité de l'Empereur. Mais ils n'avaient rien fait pour préparer réellement le trône et encore moins l'empire. Cette cérémonie n'était donc pas sérieuse, mais un escamotage de la formalité vraiment constitutionnelle du serment qui aurait dû avoir lieu à Mexico même, en présence du gouvernement provisoire, de l'assemblée des notables et des

représentants de l'intervention française, dont la main de fer seule comprimait encore l'opposition frémissante des ennemis de l'Empire.

Maximilien se considéra, dès lors, comme souverain exerçant le pouvoir et, toujours entraîné par sa bouillante épouse, il eut le tort de ne pas comprendre la situation ni apprécier la réserve prudente que celle-ci commandait pour le moment. Il commit la faute de manifester sa juvénile autorité par des actes qui, fatalement, portaient le péché originel de n'être ni réfléchis ni conçus avec les formalités constitutionnelles. Il agissait en autocrate, nommant des dignitaires, des ambassadeurs pris autour de lui, au hasard, dont l'un même était un homme taré. Il contractait des emprunts, etc... C'était un mauvais début. Son premier décret surtout fut inexplicable et incorrect; il comportait la nomination du général Almonte, *Lieutenant de l'Empire*, jusqu'à son arrivée au Mexique. Inexplicable, en effet, car que signifiait ce titre, quelles attributions comportait-il, quels devoirs conférait-il ? Personne ne pouvait le savoir, pas même Almonte. Et puis, quels services éminents cet homme, mis au pouvoir par le général Forey, avait-il donc rendus de son propre chef ? Incorrect, ensuite, parce que aux yeux du gouvernement de Mexico, de la Nation, ce titre militaire de lieutenant de l'Empire, semblait mettre protocolairement et peut-être matériellement le personnage qui en était l'objet, au-dessus du commandant des troupes françaises, de l'intervention et du représentant de l'Empereur des Français; c'était donc une lourde maladresse et une inconvenance. Heureusement qu'Almonte ne prit rien de cela au sérieux et fut plus correct que son maître. Quoi qu'il en soit, ce fut un symptôme qui ne passa pas inaperçu et fit entrevoir ce que serait l'avenir.

En somme, dès la première heure de son règne, ou plutôt de l'aurore de son règne, Maximilien commença l'ère des fautes et des maladresses et il la continua jusqu'au moment où, isolé au milieu des flots bleus de l'Océan, il fut

condamné à ne rien faire, si ce n'est à organiser le fonctionnement de la cour et autres futilités fastueuses qui seyaient fort peu à la détresse de son pays.

Le même jour, il signa deux décrets singuliers : l'un décidait la création d'une légion de 2.500 hommes recrutés en Autriche, et d'une deuxième légion de 2.000 hommes à organiser en Belgique. Ces deux troupes seraient, la première, la garde de l'Empereur, la deuxième la garde de l'Impératrice. Elles seraient immédiatement levées, organisées et équipées au moyen d'un crédit ouvert à la banque Rothschild de un million huit cent mille francs pour chacune. Afin d'obtenir des enrôlements, le décret accordait aux hommes une haute paye et, à l'expiration de leur engagement de six ans, une concession de terrain au Mexique. C'était tout de même un singulier noyau pour une armée nationale que cette garde prétorienne mi-partie belge, mi-partie autrichienne, et dont la cohésion entre ces éléments mercenaires devait être douteuse. Cette mesure, absolument arbitraire, était prise sans consultation aucune des pouvoirs publics et sans savoir comment seraient payées ces troupes dispendieuses. Mais Maximilien et Charlotte, grisés par leur élévation spontanée, n'y regardaient pas de si près.

Après cette trop longue et cruelle période d'angoisses, de secousses morales et même de labeurs, Maximilien, épuisé, dût se reposer avant d'affronter les impressions si diverses mais toutes pénibles que devait lui réserver un départ définitif qui allait, peut-être, mettre entre ce malheureux prince et la terre natale, qui lui était si chère, une barrière éternelle.

Le 14 avril enfin, après des émotions heureuses ou le plus souvent tristes, après les manifestations profondément touchantes d'une population qui aimait son « archiduc » depuis sa tendre jeunesse, le couple impérial traversa les merveilleux jardins de Miramar, baignés par les flots d'azur de l'Adriatique et, descendant l'escalier de marbre où il s'embarquait jadis, la joie et l'amour au cœur, sur son yacht

Fantaisie, il montait sur une embarcation somptueusement armée qui, en quelques coups d'aviron, trop rapides peut-être pour le cœur brisé du pauvre Empereur, le conduisit à la *Novara*, frégate à vapeur autrichienne brillamment pavoisée et mouillée en face du château. Le pavillon impérial mexicain fut hissé au grand mât, les canons de la côte et de la forteresse de Trieste envoyèrent le salut, les adieux de l'Autriche à son ancien grand amiral et la *Novara* se mit en route, enveloppée par les ondes d'une immense clameur adressée par toute la population de Trieste, massée sur les plages.

La frégate autrichienne était accompagnée, pour quelques heures seulement, par de nombreux vapeurs et, pour tout le voyage jusqu'à Vera-Cruz, par la frégate française *Thémis*, envoyée par Napoléon III pour escorter l'Empereur du Mexique.

CHAPITRE IX

PRÉPARATIFS A MEXICO

Continuation des hostilités. — Brillants combats. — Mexico se prépare à recevoir l'Empereur Maximilien. — Le général en chef donnera une grande fête. — Organisation de cette fête au Palais du quartier-général. — Le gouvernement s'efforce de transformer le palais national en palais impérial. — Traversée des Souverains du Mexique — Visite au Pape. — Nombreuses escales honorifiques. — Le 28 mai, arrivée à Vera-Cruz de l'Empereur Maximilien.

Cependant, à Mexico, on n'avait reçu que des échos rares et affaiblis de ce qui se passait à Miramar, et ce ne fut que dans les premiers jours de mai qu'on apprit définitivement l'acceptation, le serment, les décrets et enfin le départ. Il n'y avait plus qu'à attendre l'arrivée, qui devait même être retardée encore parce que l'Empereur avait décidé d'aller se faire sacrer à Rome en demandant la protection du Pape et la bénédiction de sa couronne.

Pourtant, la paix était encore bien loin de régner dans son empire. Alors qu'en Europe on négociait les conditions d'existence du sceptre du nouveau monarque, cet empire avait été ensanglanté par de nombreux combats. En effet, depuis que le général en chef était rentré dans la capitale, surtout depuis que l'incertitude et l'inertie forcées du gouvernement de la Régence avaient paralysé les affaires, les Juaristes semblaient avoir repris une activité nouvelle, et des combats avaient lieu dans toutes les directions. Il est vrai que, conformément aux instructions successives du général Bazaine, nos troupes continuaient à étendre notre

sphère d'occupation et refoulaient partout les dissidents. Dans les Terres Chaudes de Tampico, le colonel Dupin, avec sa contre-guerilla, anéantissait la plus redoutable des bandes qui, sous le commandement du fameux et jusqu'alors insaisissable Carvajal, était la terreur du pays. Ailleurs, un autre chef de bande importante était anéanti avec sa troupe par le commandant de Courcy, avec son bataillon de chasseurs, le 1er de l'arme. D'autre part, un escadron du 12e chasseurs, entraîné par le colonel du Preuil, bousculait 600 cavaliers et d'autres rencontres brillantes se produisaient dans d'autres régions. La plus remarquable, qui fit un immense effet, fut le magnifique combat livré par le colonel Mangin, avec une petite colonne de zouaves qui marchait au secours du général Mejia, violemment attaqué par Doblado, au nord de Zacatecas. Ce grand guerrier, qui avait si souvent fui devant le général Bazaine, s'était cru de taille à se mesurer avec un compatriote, le brave et honnête général Mejia. Il marcha contre lui; mais le colonel Mangin, par une marche très habilement dissimulée avec quelques bataillons de zouaves, put aborder l'intangible Doblado et, sans hésiter un instant devant des forces démesurément supérieures, il se jeta sur lui à la baïonnette et lui infligea un tel désastre qu'il dispersa ou détruisit les 6.000 hommes qu'il commandait, fit de nombreux prisonniers et faillit prendre Doblado lui-même, qui ne s'échappa qu'à grand'peine et conçut une telle frayeur qu'il jura... mais un peu tard..., qu'on ne l'y prendrait plus... devant nos baïonnettes. Ce bras droit de Juarez disparut pour longtemps de la scène politique et militaire. Il dut bien regretter de n'avoir pas écouté, quelques mois auparavant, les avances que lui avait fait faire le général Bazaine, qui le pourchassait sans trève ni merci.

C'est alors que tous ces événements se passaient, que Maximilien nommait Almonte lieutenant de l'Empire et n'avait même pas le tact, en partant d'Europe, d'aviser de son arrivée le commandant des troupes françaises qui, si

délicatement, écartait les dernières épines du fameux lit de roses qu'on lui avait promis au Mexique !

Lorsque l'arrivée prochaine de l'Empereur du Mexique fut à peu près assurée, les esprits à Mexico se prirent à renaître à l'espérance, et la joie revint dans tous les cœurs sincèrement patriotes. On s'occupa avec enthousiasme de lui faire une réception exceptionnelle. Le gouvernement, les pouvoirs publics et le public lui-même conçurent les programmes les plus originaux et les plus variés de cérémonies, de manifestations, de réceptions. Quant au général en chef, il décida de donner, au nom de la France, une fête particulière qui restât spécialement française, sur un terrain en quelque sorte français, où flottaient seules nos couleurs nationales, au quartier général. Je crois même que le général y fut invité par l'Empereur Napoléon, tout au moins quant à la solennité et à l'importance de la fête. Il résolut de donner un bal de gala en l'honneur de l'Empereur et de l'Impératrice, qui seraient priés d'y assister, et me prescrivit de prendre toutes les dispositions nécessaires pour organiser cette fête, avec ordre de faire grand et magnifique; j'avais toute liberté de manœuvre pour les voies et moyens.

Le quartier général offrait bien un cadre vaste et superbe mais il fallait l'aménager en conséquence, et des travaux importants étaient à faire surtout pour son ornementation.

Ma tâche se présentait longue, difficile et délicate. Alors le général me donna deux collaborateurs spéciaux, les capitaines Mahieu, du génie, et de Lahitole, de l'artillerie, le futur inventeur du canon qui, en 1870, porta son nom. A ces deux spécialistes s'ajoutaient mes camarades de la maison militaire. Enfin j'avais à ma disposition la source inépuisable et variée de la main-d'œuvre militaire qui y trouvait son profit.

Le nombre des invités devait être considérable; aussi les appartements de réception étant insuffisants, je résolus de transformer en salle de bal l'immense cour d'honneur, malgré qu'elle nécessitât d'importantes appropriations.

Il fallait établir sur son sol dallé un parquet couvert d'une toile tendue; puis élever, édifier sur la terrasse, au-dessus de la partie de la cour à ciel ouvert, une toiture aérienne. La première opération fut aisément assurée par les menuisiers du génie; la seconde disposition constituait un problème d'une solution compliquée. Construire une toiture en bois était presque impossible dans les conditions que présentaient les bâtiments. J'imaginai alors d'édifier sur la terrasse, trouée en son milieu, une couverture en toile, dont le faîtage serait représenté par un immense câble soutenu par des bigues dressées sur de puissantes semelles et amarré à ses deux bouts sur le sol extérieur du palais, soutenu, enfin, en son milieu, pour diminuer la flèche, par des brassières fixées à des mâts surmontant les étais de support du faîtage.

Pour exécuter sûrement ce travail hardi et délicat, on fit venir de la marine, à Vera-Cruz, un détachement de gabiers, voiliers et charpentiers, avec contre-maîtres assortis et munis d'énormes grelins d'ancres de vaisseau, des grands-voiles et toute une série d'agrès.

En dehors de ces grands travaux, l'œuvre la plus délicate qui m'incombait fut la conception de la décoration éclatante, luxueuse, artistique et militaire de l'immense salle, de son vaste cadre à deux étages superposées, de colonnades, de galeries, de balustres qui l'enveloppaient, et de tout le palais. La note générale devait être le grand luxe ordinaire d'une opulente demeure, associé à une ornementation militaire d'un éclat saisissant. J'établis les projets des éléments principaux de cette ornementation, je traçai les plans, les dessins; puis, par les mains habiles de l'artillerie et du génie, tous les motifs artistiques décoratifs furent établis avec un goût parfait.

Lorsque la toiture aérienne fut mise en place, malgré des mécomptes parfois décourageants, car il fallut superposer trois couvertures en toile, ce qui nécessita l'habileté spéciale de nos marins, la salle de bal fut à l'abri des eaux. Cepen-

dant, il manqua encore quelque chose, car le bonnet de police de 25 mètres de longueur qui nous séparait des nuages, était peu décoratif, il fallait un plafond; mais je l'avais prévu. Un kilomètre de cretonne, habilement découpée et agencée par d'adroites couturières, forma une vaste nappe elliptique qu'on étala sur le parquet de la cour; puis notre maître peintre, Jean Beaucé, appela à son aide les camarades cultivant les beaux-arts, capitaines Lahalle et Darras, et moi-même par dessus le marché. Armés de balais, que nous plongeâmes dans des baquets remplis de bouillie à la détrempe comportant toutes les nuances célestes, il nous fit barbouiller un ciel étincelant de lumière, au centre duquel, avec sa maëstria hardie, il peignit un aigle gigantesque aux ailes déployées planant au-dessus du palais. Lorsque ce firmament postiche fut fixé sur les rebords de la balustrade de la terrasse et illuminé par de puissants réflecteurs, l'effet fut magique.

Pendant que le quartier général de l'intervention française se préparait ainsi à fêter l'établissement effectif de cet Empire dont elle avait créé les bases essentielles, dans la capitale, l'élément mexicain et le gouvernement prenaient d'importantes dispositions pour la réception des souverains. Mais le travail le plus sérieux, surtout le plus nécessaire, était la mise en état du palais où ils devraient résider. Il importait, en effet, de disposer, réparer, orner, je devrais dire même nettoyer, les appartements privés de cette demeure nationale du chef de l'Etat, qui, sous le régime du président Juarez principalement, n'avaient pas précisément été entretenus d'une façon princière, loin de là. Aussi le gouvernement actuel, quelque peu honteux de cette situation, faisait tous ses efforts pour rendre ce palais tout au moins présentable au seigneur princier du superbe château de Miramar. Réussit-il entièrement ? C'est ce que nous apprîmes après l'arrivée de l'Impératrice !

Cependant, l'Empereur Maximilien et son auguste épouse cinglaient avec la *Novara* vers le Nouveau-Monde, je ne dirai

pas à toute vapeur, car ils ne semblaient pas pressés de se rendre où le devoir les appelait. Ils avaient quitté Miramar le 14 avril 1864 ; mais, porter une couronne émanant seulement d'un vote populaire, être simplement l'élu du peuple mexicain, ainsi qu'il s'appelait lui-même, ne suffisait pas à un Prince d'une vieille maison régnante comme celle des Habsbourg : il lui fallait aussi le sacrement du droit divin, et il avait décidé de l'aller chercher à Rome et de le recevoir des mains du Pape. C'était un retard sensible apporté à son arrivée à destination. On pensa que c'était un retard heureux parce que Maximilien n'ignorait pas les difficultés religieuses qui l'attendaient au Mexique et qu'il voulait, sans doute, profiter de la circonstance pour régler avec le Vatican les conditions dans lesquelles pourrait être traitée la question religieuse, notamment celle des biens du clergé, et cela d'une façon légale, honnête, qui pût calmer les passions surexcitées. Malheureusement ce prince insouciant et peu prévoyant ne sut pas tirer profit de l'occasion. Il n'arrangea rien, et se contenta de recevoir la bénédiction solennelle du représentant de Dieu sur la terre. Ce fut une faute grave dont il subit toujours les conséquences désastreuses.

Cependant, il ne resta que deux jours à Rome et se rembarqua, le 20, pour continuer futilement un singulier voyage d'école buissonnière. Ce monarque de la veille rappelait en vérité l'enfantillage charmant du Saint-Cyrien, ou du jeune sergent, venant d'être nommé sous-lieutenant qui, le premier jour où il porte sa tenue d'officier, fait en ville la tournée de toutes les sentinelles pour faire rendre à son épaulette les honneurs militaires. Lui, Maximilien, accomplit cette tournée de frivole vanité, le long des côtes qu'il va effleurer dans sa longue traversée et fait escale dans les grands ports militaires pour se faire octroyer les honneurs dûs à une tête couronnée. C'est Civita-Vecchia où se trouvait alors une garnison française qui, la première, le salue de ses coups de canon. A Rome, les troupes françaises d'occupation et les troupes pontificales sont déployées sur son passage. A

Gibraltar, où il s'arrête sous prétexte de prendre quelques tonnes de charbon, il fait saluer le pavillon impérial mexicain par les couleurs britanniques et les canons anglais; il reçoit, de la part du gouverneur de cette forteresse, les honneurs souverains et contemple avec bienveillance les habits rouges des soldats anglais rangés en son honneur. Puis, il recommence à la Martinique où, à Fort-de-France, notre pavillon salue encore et, cette fois, en terre française, la bannière que la France vient d'arborer au Mexique; l'amiral gouverneur et tous les fonctionnaires rendent des honneurs au nouvel Empereur. Enfin, la frégate *Novara*, toujours suivie dans son sillage par la frégate française *Thémis*, met définitivement le cap sur Vera-Cruz pour se faire saluer par les canons de Saint-Jean d'Ulloa.

En dehors de ces incidents honorifiques, le voyage s'était passé régulièrement et sans autre caractère suggestif qu'une manie intempestive et imprudente qu'avait Maximilien de faire, partout où il s'arrêtait, des distributions de sommes d'argent souvent importantes; ce qui montra combien il était ébloui par les mirages aurifères que le Mexique étalait devant ses yeux abusés. Au train dont marchait sa libéralité irréfléchie, il devait voir promptement le fond du sac dans lequel il avait entassé les deux millions sonnants que comportait la somme de huit millions encaissés sur l'emprunt de deux cents millions contracté à Londres au nom du gouvernement impérial du Mexique. On pouvait prévoir, par ces prémices, que la question finances serait une des pierres d'achoppement de son règne; d'autant que, d'autre part, comme préparation à cette prodigalité normale, les préoccupations qui, pendant la traversée, absorbèrent les esprits des deux souverains et de leur entourage en furent un indice caractéristique. Au lieu de songer aux difficultés graves qu'aurait à vaincre ce fondateur d'un Empire, comme se plaisait à se qualifier Maximilien, ce prince sérieux et réfléchi, en apparence seulement, s'occupait avec l'Impératrice à constituer sa cour, à en régler l'étiquette, à définir

les attributions de ses trop nombreux personnages, sans se soucier de ce que pourrait être la cassette impériale, ou la liste civile. Du reste, ces naïfs et grands enfants couronnés amenaient avec eux des personnalités prises en Belgique et surtout en Autriche, destinées à former simplement le noyau de la cour qui se compléterait au Mexique avec des notabilités nationales. Mais les esprits sérieux se demandaient avec effroi, étant donné les proportions du noyau de la cour, ce que pourrait bien être le fruit tout entier ?

Entre temps, et pendant qu'à bord de la *Novara*, on s'abandonnait à ces passe-temps de quatrième importance, là-bas, au bout du graphique, on attendait plus ou moins patiemment, et, à Vera-Cruz, le sémaphore était un peu comme la tour du château de Malborough !

Enfin, le 28 mai, à la première heure du jour, par une de ces belles matinées qui sont, à cette saison déjà, la préparation des coups de vent du Nord, apparut à l'horizon un grand navire empanaché de fumée, qui s'approcha rapidement de la terre : c'était la frégate *Thémis* précédant la *Novara*, encore au large.

Aussitôt mouillée à Saint-Jean d'Ulloa, la frégate française salua le pavillon du commandant de notre division navale et signala à Vera-Cruz l'arrivée de l'Empereur Maximilien. La *Novara* se montra bientôt à l'horizon et, une heure après, les ancres du vaisseau autrichien accrochées aux roches de la rade, prenaient possession de la terre mexicaine, les canons du fort et des navires de guerre français saluaient le pavillon impérial mexicain.

CHAPITRE X

RÈGNE DE MAXIMILIEN Ier

Première Période

Incidents du débarquement de l'Empereur Maximilien. — Arrivée tardive à Vera-Cruz d'Almonte, *lieutenant de l'Empire*. — Premières fautes politiques de Maximilien — Entrée manquée. — Le 29, débarquement matinal et peu solennel. — Débuts de voyage malheureux. — Incidents de voiture. — Entrée à Puebla. — Libéralités inutiles. — Arrivée aux portes de Mexico. — Dévotions au sanctuaire de Guadalupe. — 12 juin, entrée solennelle dans Mexico. — Incident de la première nuit des époux impériaux. — Création d'une cour ; le cabinet secret. — M. Elloin. — Eloignement regrettable d'Almonte du gouvernement.

Le 28 mai, au matin, devant Vera-Cruz, Maximilien Ier, à bord de la *Novara*, avait arboré le pavillon impérial du Mexique, salué par tous les canons français.

Le règne de Maximilien commençait et le souverain l'annonçait solennellement à son peuple dans une proclamation qu'il faisait afficher tout d'abord sur les murs de Vera-Cruz, pour atteindre ensuite et successivement tous ceux de l'Empire sur lesquels les circonstances permettraient de l'apposer.

Cependant si, du haut de son vaisseau à peine entré dans les eaux mexicaines, Maximilien lança sur la terre, sa nouvelle patrie, ses impressions premières, il ne sembla pas qu'il eût hâte d'y conduire sa noble personne. Il contemplait d'un regard vague et muet les eaux tranquilles et solitaires qui le séparaient de la plage aride de Vera-Cruz.

Ce regard peut-être reportait au loin sa pensée sur les flots bleus de l'Adriatique où s'était attaché le long sillage que sa frégate venait d'achever près d'une terre nouvelle; car cette arrivée ne ressemblait guère au départ de Miramar, où une innombrable flottille entourait la *Novara*, aujourd'hui isolée dans un port presque désert. Pourquoi donc ne débarquait-il pas ? Les canons du fort d'Ulloa avaient bien tonné réglementairement ou plutôt protocolairement, attirant sur la grève, au pied des hautes murailles crénelées qui la bordent, une population, plus étonnée et curieuse que nombreuse, qui regardait et attendait. Cette démonstration peu enthousiaste jette un froid à bord de la frégate impériale. Cependant le préfet de la province, les membres de la municipalité sont accourus sur le môle et attendent, eux aussi. La cause de cette incertitude générale était que l'arrivée du Sauveur du Mexique n'avait pas été annoncée à l'avance et qu'elle n'était prévue que pour la fin du mois. En somme, on attendait partout et comme personne ne donnait d'ordres, on ne savait que faire. Quant à l'Empereur, sa grandeur l'attachait à son vaisseau et il attendait qu'Almonte, régent de l'Empire, devenu depuis peu lieutenant de l'Empire, accourût pour le saluer et lui remettre les pouvoirs qu'il lui avait confiés. Remise qui ne pouvait être, du reste, qu'une formalité, car ils se réduisaient en réalité à bien peu de chose ! Cependant, le général Almonte était parti depuis longtemps de Mexico, bien en avance, croyait-il, car il se proposait de s'arrêter dans toutes les localités importantes où devaient passer les souverains, y préparer les réceptions et chauffer l'enthousiasme. Hélas ! Il était encore à Cordova quand le télégraphe l'avisa de la fameuse arrivée. Quelque diligence qu'il pût faire, ce n'est que le soir, alors que le soleil disparaissait déjà derrière le Pic d'Orizaba, que, légèrement confus, il se présenta à l'Empereur. Sa Majesté, dans un accès de générosité bien calculée, le réconforta en faisant pleuvoir sur sa tête les plus hautes dignités de l'Empire, comme récompense, plus apparente que

réelle, des éminents services qu'il lui avait rendus : il le nomma grand maréchal de la cour et ministre de la maison de l'Empereur. C'était débuter par une lourde faute. Pourquoi donc, en effet, expulser du gouvernement proprement dit cet homme qui venait d'en être le chef et où son action était assurément plus nécessaire qu'avant, surtout beaucoup plus utile que dans les fonctions, si hautes qu'elles fussent, qu'on lui infligeait à la cour. Il aurait dû nommer Almonte son premier ministre. Après cette réception aux conséquences néfastes, Maximilien Ier daigna autoriser la présentation des infortunés fonctionnaires de Vera-Cruz, qui attendaient depuis le matin, et, comme consolation quelque peu ironique, il répondit à leurs souhaits et compliments de bienvenue qu'il ne pourrait pas séjourner dans la ville, qu'il ne débarquerait que le lendemain et se mettrait en route aussitôt pour l'intérieur. C'était maigre pour alimenter l'enthousiasme populaire et autres ! Aussi, pendant la nuit, un coup de vent de *Norte* ayant renversé les arcs de triomphe élevés en son honneur, on se garda bien de les relever le lendemain matin. Il est juste d'ajouter que l'Empereur, mieux inspiré, crut devoir atténuer l'effet de la gaffe commise en annonçant à ces échevins déconfits qu'il reviendrait les voir.... plus tard. Hélas ! il ne les revit jamais et eux ne le revirent qu'au travers de son cercueil !

Cette maladresse primordiale fut encore complétée le lendemain. En vérité, quand on met pour la première fois le pied dans son empire, on ne débarque pas à six heures du matin, alors qu'un quart d'heure avant il fait encore nuit noire. Ce prince peu clairvoyant n'avait pas songé qu'il était sous les Tropiques. Il fallait au moins donner aux *zopilotes* de l'endroit le temps d'accomplir leur œuvre matinale de nettoyage des rues, et aux agents de la voirie celui de donner un coup de balai.

Lorsque les salves d'artillerie des forts et des navires français mouillés sur rade saluèrent le débarquement impérial, la population fut surprise presque dans son sommeil.

La société n'avait pas fait sa toilette de circonstance, les chevelures n'étaient pas encore ordonnées et disposées pour recevoir la mantille et c'est à peine si on pouvait se présenter aux balcons. Quant à la populace, elle était clairsemée sur le passage du cortège, son enthousiasme, qu'on n'avait pas eu le temps ni la volonté peut-être d'allumer, était tristement terne, et c'est seulement sur les débris épars des arcs de triomphe que passèrent l'Empereur et l'Impératrice. Ils éprouvèrent un amer dépit. L'Impératrice surtout, accourue avec tant de joie vers cette couronne qui ne montrait déjà que des épines, ne put dissimuler une profonde tristesse. Quant à la cour, elle paraissait absolument désorientée par ce début dépourvu de cérémonial et de prestige. Du reste, c'était bien la faute des souverains. Au lieu d'entendre la messe avant le jour, à bord de leur frégate, ils auraient dû faire dire à terre un office solennel dans la basilique de Vera-Cruz, ce qui aurait donné un tout autre aspect à leur entrée et réchauffé les sympathies.

Enfin, on arriva quand même à la gare. On monta en chemin de fer et, à toute vapeur, on courut vers la Soledad, où on consentit à s'arrêter pour déjeuner. C'était sortir par trop rapidement des Terres Chaudes, dont les effluves de fièvre jaune ne furent pas étrangères à la précipitation qu'on mit à s'éloigner de la côte.

Cependant, cette première journée passée sur la terre mexicaine tenait encore en réserve, à la disposition des deux princes, de nouvelles tribulations, pour ne pas dire plus. Arrivés au terminus de la voie ferrée, les voyageurs montèrent dans des voitures qui les attendaient et se remirent en route par la voie de terre, mais à une allure plutôt lente, car les chemins étaient mauvais et l'escorte de cavalerie, affectée à la protection de la petite colonne d'élite, n'aurait pas pu soutenir longtemps une vive allure; et puis, la route s'élève péniblement sur les premiers contreforts des immenses escarpements des Cumbres et les côtes sont longues. Aussi la nuit se fit alors qu'on était encore bien

loin du gîte à atteindre. Cheminer dans l'obscurité, au sein d'un désert sauvage, sur un terrain affreusement cahoteux, est déjà fort désagréable et le cœur de la pauvre Impératrice se serrait au milieu de cet isolement relatif, mais écrasant pour elle. Pour surcroît d'infortune, la nature paraît s'acharner à rendre le pays encore plus inhospitalier pour ces étrangers venus de si loin se donner à lui. Un coup de vent du Nord souffle à la mer et, selon la loi normale, remonte dans les terres et y détermine une pluie torrentielle qui, dans la nuit sombre, rend la marche encore plus lugubre et pénible. Pourtant, ces épreuves ne sont pas suffisantes pour le mauvais génie qui semble accompagner le couple impérial. Tout à coup, un essieu de la voiture qui porte... César et sa... femme, se rompt et les infortunés souverains sont obligés d'abandonner leur fragile carrosse au milieu de la tempête qui fait rage et de prendre place dans une des voitures qui suivent, et laquelle ? Celle du général de Maussion, commandant supérieur français de la province d'Orizaba, qui est venu au devant de Leurs Majestés à la limite de son commandement. Quel avertissement du ciel ! Ce sera toujours et seulement sous l'égide de l'étoile française que ces princes devront trouver le salut, le talisman, qui les protègera contre ce qui pourrait paraître l'influence néfaste d'un homme qui commande leur première escorte mexicaine, et sera encore celui de la dernière à Queretaro : le colonel Lopez, qui chevauche à la portière de leur voiture !! Combien sont terribles ces rapprochements. D'ailleurs, ces victimes condamnées, sans doute par le destin, ont oublié ou n'ont jamais compris les avertissements mystérieux de la première heure, lorsqu'ils se laissèrent entraîner hors de la protection du Drapeau de la France.

Heureusement, cette journée, décourageante au point d'arracher plusieurs fois des larmes aux yeux de l'Impératrice, fut sans lendemain. Leurs Majestés, en arrivant à Cordova, pénétraient dans la zone mise au point par le général Al-

monte. On y trouva partout une réception chaleureuse, et une affluence d'Indiens accourus pour saluer ce qu'ils croyaient être leur libérateur, qui n'en remplit le rôle éphémère que grâce à l'intervention de la France.

A Orizaba, l'accueil des Indiens réunis par milliers fut, particulièrement, sincèrement enthousiaste. L'Empereur, enivré par ce premier sourire de la fortune, y resta pendant deux jours, fit chanter un *Te Deum*, invita à dîner une vieille tribu aztèque, mais oublia d'adresser un salut de reconnaissance à ce fameux Cerro Borrego, où une poignée de braves de France sauva, là-bas, la première armée de l'intervention.

Le dimanche, 5 juin, le cortège impérial entrait à Puebla, où une réception officielle aussi bien que populaire fut particulièrement imposante. Le général Brincourt, gouverneur de la place, fit défiler devant Leurs Majestés les troupes de la garnison. Le soir, il y eut grand bal, et le lendemain on se remit en route pour Mexico, non sans avoir laissé encore un témoignage, généreux il est vrai, mais qui, en allongeant la série des prodigalités du voyage, continuait à vider de façon inquiétante la cassette impériale. C'était la somme de 35.000 francs pour restaurer un hospice. On passa par Cholula, non pas précisément pour allonger la route, mais pour faire quelques dévotions dans l'ancienne capitale des Aztèques. Enfin, on parvenait aux portes de Mexico, mais on n'y entrait pas. Tout comme à Vera-Cruz, on ne débarquait pas en arrivant !

Leurs Majestés croyaient sans doute d'une heureuse politique de manifester à l'égard de l'accomplissement des devoirs religieux un culte bien plus ardent que pour toutes autres obligations, et elles exagéraient ces manifestations. Ayant pour premier souci de rendre grâce au ciel de les avoir placées sur un trône, elles pénétraient dans toutes les églises, faisaient chanter partout des *Te Deum*, et jugèrent à propos, avant d'entrer dans la capitale, d'aller, à quelques kilomètres de ses portes, au sanctuaire de Notre-Dame de Guadalupe, patronne du Mexique, pour y faire encore

des dévotions et encore chanter un *Te Deum*, à côté de la grande ville qui attendait.

Mais, si les souverains ne se montrent pas empressés à aller à ses habitants, ceux-ci, au contraire, ont hâte d'aller à eux et, sans que ce fût prévu au programme, arrive soudainement à Guadalupe un flot populaire précédé par un immense cortège de voitures pleines de femmes en grandes toilettes et de centaines de cavaliers, parfaits gentlemen-rider, qui ont laissé la veste de cuir brodée d'or pour revêtir l'habit noir et la cravate blanche. Cette manifestation, un peu carnavalesque au fond, nous produisit le plus singulier effet. Cependant, dans cette démonstration spontanée et si discordante avec les habitudes locales, nous ne devions retenir que la bonne intention qui, vraiment touchante, émut profondément l'Empereur, surtout l'Impératrice. Celle-ci, oubliant les tristes incidents du début, rayonnait de joie et d'orgueil. Alors, la situation prenant un caractère solennel et grandiose, on ne se contenta plus d'un *Te Deum*, mais on entonna, en un chœur de milliers de voix, un imposant *Domine salvum fac Imperatorum Maximilianum*. Je reconnais que ce fut saisissant et qu'en ce moment on pouvait espérer en l'avenir.

Après la cérémonie religieuse, Leurs Majestés allèrent s'établir dans le couvent du Chapitre de Guadalupe où elles reçurent l'hommage de toutes les grandes personnalités de l'Empire.

Le général Bazaine, informé du projet de l'Empereur de faire, avant d'entrer en ville, une sorte de pèlerinage au sanctuaire de Guadalupe, avait décidé de venir l'y saluer. Accompagné seulement de quelques-uns de ses officiers, il s'y rendit à cheval et fut admis le premier à la réception des souverains, qui lui firent l'accueil le plus chaleureux et le plus sympathique. Après lui, le grand maître des cérémonies — car il y en avait déjà un — le comte Zichy, grand seigneur autrichien, présenta le ministre de France, marquis de Montholon; le général baron Neigre, commandant

supérieur de la province; puis l'archevêque, les autorités mexicaines locales, l'ayuntamiento, alias conseil municipal, etc.

L'Empereur, fort ému des compliments qu'on vient de lui adresser, répond par un petit discours de circonstance, banal, sans grandeur, sans noblesse, pas d'inspiration enfin, et termine en remerciant tout le monde qu'il « aime avec effusion de tout son cœur d'Empereur ».

Le lendemain, date mémorable du 12 juin, eut lieu l'entrée solennelle dans Mexico. Juste un an, presque jour pour jour, après l'entrée du général Forey. Cette solennité fut assurément grandiose, l'enthousiasme considérable et sincère. Une foule immense était accourue des régions voisines pour accueillir, pour voir surtout, cet homme qui, pour les Indiens particulièrement, représentait le sauveur rêvé. Ce messie, apparaissant à leur esprit, animé d'une foi ardente, comme envoyé par Dieu de l'autre bout du monde, pour faire tomber les chaînes de leur servage et apporter dans leur vie misérable les bienfaits de la justice et de la paix. Aussi, c'est avec délire que ces centaines de mille victimes de la vie agitent les rameaux verts qu'ils portent en main, en poussant des vivats frénétiques pour leur nouveau maître. La population urbaine s'associe franchement à ces manifestations; mais son enthousiasme n'a pas le même caractère que celui qui accueillit l'armée française. Il faut remarquer que cette population éclairée avait déjà compris les difficultés qui surgiraient dans l'avenir; elle ne connaissait pas encore le parti que prendrait le nouvel Empereur dans les conflits engagés et un sentiment de crainte, sinon de doute, animait bien des esprits. Enfin, le cortège en lui-même était plutôt froid et compassé; le cadre manquait de troupes nationales surtout. On y voyait bien une partie de cette armée française qui assurait la tranquillité présente, mais on ne voyait pas assez l'armée mexicaine qui, après la première, devait assumer la tâche problématique de maintenir la sécurité future.

En tête du cortège, marchait un régiment de lanciers mexicains, commandé par l'inévitable et fatal Lopez. Devant la voiture de Leurs Majestés défilaient des escadrons français de hussards et de chasseurs d'Afrique. Aussitôt après venait le carrosse portant, souriants et heureux, l'Empereur et l'Impératrice. Aux portières se tenaient imposants, l'épée nue, à droite le général Bazaine, à gauche le général Neigre. En arrière était porté le fanion tricolore du commandant en chef de l'armée française que suivait le groupe de la maison militaire du général, l'état-major et les chefs de service du corps expéditionnaire. C'était bien la France qui entourait et présentait au peuple mexicain l'Empereur que Napoléon III lui donnait.

Venaient ensuite, en une longue et double file, une cinquantaine de voitures portant, suivant un ordre protocolaire déjà sévère, la cour et les dignitaires de l'Empire, les hauts fonctionnaires, ministres et autres grands personnages, la plupart en des costumes chamarrés que nous n'aurions pas soupçonnés. Enfin, la colonne était fermée par un régiment de cavalerie mexicaine.

Ce cortège, assurément imposant et peu ordinaire pour le pays, se dirige à pas lents vers la place d'Armes, brillamment décorée d'arcs de triomphe et d'oriflammes; des drapeaux flottent à toutes les fenêtres ornées de riches tentures et garnies de femmes en grand apparat. Des troupes françaises sont massées sur le terre-plein pour rendre les honneurs.

Devant le parvis de la cathédrale Leurs Majestés mettent pied à terre et, suivies par le général en chef, la cour et les personnages de la suite, s'avancent vers l'archevêque qui les attend sous le gigantesque portique et les conduit au pied de l'autel. La cérémonie fut grande, solennelle, et lorsqu'elle se termina par un éclatant *Domine salvum*, le cortège reformé se rendit à pied au palais impérial. La porte à côté !

Alors, tout imbus de l'austère majesté du palais de Schœn-

brun, où naquit Maximilien, voire même de l'élégante magnificence de Miramar où le couple impérial vécut les jours les plus heureux de leur union, les souverains éprouvèrent un serrement de cœur bien naturel à l'aspect sombre et vulgaire de cette façade de caserne ou de prison. Décidément la pilule manquait de dorure ! Et pourtant Maximilien fit contre fortune bon cœur.

Conduit dans la salle du trône, qui, du reste, avait été restaurée, ornée et meublée avec une certaine recherche artistique, voyant groupé autour de lui, tout ce qui, dans le parti qui l'acclamait et le recevait avec un enthousiasme persuasif, brillait au premier rang, par la valeur personnelle, la race et la fortune, l'Empereur sentit renaître une véritable espérance et, dans l'expansion de son bonheur, inspiré sans doute par la joie rayonnante de l'Impératrice, il prononça avec fermeté et conviction sincère, une allocution qui était, en réalité, un discours du trône où, en réminiscence de sa proclamation lancée de Vera-Cruz, il rééditait toutes les formules des gouvernements qui arrivent au pouvoir; le tout panaché des éclats louangeux et flatteurs sur les merveilles du pays et les vertus des citoyens. Puis, tout rentra dans un calme relatif. Les épées rentrèrent au fourreau et les habits brodés au vestiaire; mais la ville resta pendant tout le jour la proie d'une animation bien naturelle; la foule ne pouvait s'arracher à la contemplation de la façade du palais, espérant y percevoir l'apparition de ses hôtes couronnés.

Ce fut à coup sûr une belle et mémorable journée, surtout pour les jeunes souverains qui s'installaient du mieux possible dans leur impériale demeure. Ils rayonnaient de bonheur. Et pourtant, les amertumes de leur début de l'Empire ne voulaient pas sommeiller. En effet, le soir, alors que les illuminations avaient expiré sur la façade des édifices, aux fenêtres des habitations, que le silence eut repris possession de la grande ville, tout parut être au repos. Alors l'Empereur et son auguste épouse s'abandonnèrent à leur

premier sommeil dans la chambre à coucher impériale tout récemment rajeunie et qui, dans le cadre encore vierge de ses tentures d'une magnifique moire antique blanche, relevées de baguettes d'or, semblait respirer la paix et le mystère. Mais le mauvais génie qui les avait guettés à Vera-Cruz semblait ne pas vouloir se lasser et les poursuivait jusque dans la retraite la plus intime de la vie.

Je reconnais que je me trouve ici dans la cruelle nécessité de violer un mystère de l'alcôve; mais je ne puis résister au désir, qu'on excusera, j'espère, de perpétuer le souvenir d'une aventure qui assurément ne manque pas de piquant. En tout cas, j'y mettrai de la réserve et serai moins mordant que mes héros.

Or donc, Leurs Majestés étaient à peine plongées dans un sommeil sagement réparateur des fatigues et des émotions du jour, évidemment prodigue de rêves dorés pour l'avenir, lorsque soudain un réveil insolite, étrange, vint les rappeler à une des cruelles et banales réalités de la vie la plus vulgaire. Elles étaient assaillies par les attaques violentes d'une légion de petits insectes au corps plat, à la forme lenticulaire, au pelage rouge brun, qu'elles ne reconnurent pas tout d'abord, ne s'étant jamais trouvées dans une situation pareille. Mais Maximilien, qui était un entomologiste des plus distingués et particulièrement passionné, découvrit promptement le caractère et les mœurs sanguinaires de l'insecte agressif à qui il avait affaire : c'était un des quarante-trois types de l'espèce des hémiptères, savamment nommé par les naturalistes les plus illustres *cimex lectuarius*, plus connu dans les pays espagnols sous le nom de *tchinches* et en France, vulgairement appelé punaise ! Un peu de pédantisme technique était bien dû à l'érudition sûre de ce prince qui, d'un premier coup d'œil de maître, sut classer et définir l'hémiptère lui apparaissant pour la première fois !

Un double cri d'horreur retentit sur la couche impériale, et fut suivie d'une fuite précipitée de ses hôtes. L'Empereur se fit, dans une pièce voisine, un lit de camp sur une table

de billard et l'Impératrice s'établit dans un fauteuil. Bizarre incident, en vérité, et singulier coup d'un ironique destin. C'étaient les anciens clients du président Juarez qui vengeaient leur ancien maître de l'usurpation de sa demeure, en livrant à ses ennemis un sanglant combat ! La conséquence naturelle de l'aventure ne se fit pas attendre. Dès le lendemain, Leurs Majestés décidèrent de transférer leur habitat au château de Chapultepec, que l'on restaurerait et surtout qu'on mettrait à l'abri d'hôtes non autorisés par le nouveau règlement de la cour. Les initiés seuls connurent la cause de la passion des souverains pour leur demeure rurale qui, du reste, la méritait à bien d'autres titres.

Il paraît cependant que cette nuit d'émotions ne suffisait pas encore au programme des persécutions d'une singulière fatalité. La journée du lendemain eut encore dans son ciel des nuages orageux. C'était le jour de la présentation à l'Impératrice des dames les plus importantes de la haute société de Mexico, qui avaient sollicité la faveur de porter leurs hommages à la souveraine. Cette formalité officielle, mais plutôt mondaine, fut ordonnée avec un cérémonial sévère emprunté à la grande étiquette de la cour d'Autriche. Les dames représentant les plus anciennes et les plus aristocratiques familles du Mexique, en grande toilette de jour, devaient être présentées individuellement à l'Impératrice par la grande maîtresse des cérémonies. Les choses se passèrent ainsi. Mais ces grandes dames n'étaient pas initiées aux subtilités de l'étiquette; elles y allaient de bon cœur dans leurs salutations et, s'avançant vers l'Impératrice, lui témoignèrent tous leurs sentiments d'amour et de dévouement en lui donnant un « abrazo », la plus éloquente manifestation de tendresse et d'estime qui soit en usage dans le pays. Lorsque la fière Charlotte se vit prendre à bras-le-corps par les épaules, et reçut dans le dos de petites tappes données par les mains de l'embrasseuse, elle se crut outragée et s'éloigna de ces trop familières grandes dames. Celles-ci, à leur tour, furent profondément mortifiées d'être ainsi re-

poussées et, fières aussi, elles eurent dans leurs yeux des larmes de honte d'être ainsi traitées, elles, les filles de grands d'Espagne. Un incident grave, à la fois plaisant et sévère, menaçait d'être la conséquence de ce malentendu fâcheux. Il fallut l'habile et délicate intervention de Mme Almonte, la grande maîtresse des cérémonies, pour départager les aristocratiques susceptibilités, pour calmer les froissements réciproques, par des explications adroites remettant les choses au point naturel. Il n'en resta pas moins dans les cœurs un certain froid, alors qu'il n'aurait dû s'y trouver que les plus franches effusions de bons sentiments.

En tout cas, cet incident, au fond plutôt drolatique pour les profanes, révéla la nécessité impérieuse de soumettre à une éducation spéciale, méthodique et plus ou moins laborieuse, les grandes dames destinées à fréquenter la cour, surtout celles qui furent affublées du titre et de la charge de dame d'honneur de l'Impératrice. Il fallut les initier aux mystères presque chorégraphiques de la révérence rythmée sur les jarrets, et à l'art de se retirer à reculons, faisant toujours face aimable à l'auguste personne dont on s'éloigne, et cela sans s'empêtrer dans la traîne de la robe de cour qu'il faut, avec grâce, d'un tour de jambe discret et moelleux, rejeter en arrière.

Ce dressage, si je puis m'exprimer ainsi à l'égard de si nobles personnes, put atteindre, en peu de temps, pour les jeunes surtout, un degré de perfection très satisfaisant; mais il n'en fut pas tout à fait ainsi pour l'éducation mondaine de certaines douairières qui, dans l'atmosphère ultra-démocratique où elles avaient été obligées de vivre presque solitaires, avaient perdu toute espèce de teinture des usages d'un monde raffiné. Mais enfin, grâce à l'élément extra-sélect importé d'Europe, la cour put encore, autour de Leurs Majestés, former un cadre suffisamment digne et d'un éclat convenablement prestigieux.

En effet, la cour était sérieusement ou tout au moins amplement constituée; toutes les charges d'usage y étaient à

peu près représentées, à l'exception de celles d'une vénerie qui parut superflue au Mexique. On y voyait notamment un ministre d'état; un grand maître de la maison impériale, le comte Zichy; un premier aide de camp, représenté par le vieux général Woll, un ancien Français, qui avait servi là-bas à peu près tous les régimes; le premier gentilhomme de l'Empereur, jeune, brillant et élégant comte de Bombelle; des aides de camp, des chambellans choisis surtout parmi les grands et riches seigneurs mexicains, et je dois dire bien choisis, car ils étaient tous distingués et très à leur place dans ces situations honorifiques. La maison de l'Impératrice, ayant en tête la comtesse Zichy, était aussi composée de femmes d'élite à tous les points de vue, élégantes et distinguées, répandant au sein de la cour un charme parfait qui rehaussait fort agréablement la dignité plutôt sévère de la souveraine. Enfin, un personnage, qu'on voyait peu mais qu'on appréciait beaucoup, était le trésorier de la couronne dont les fonctions, hélas ! devinrent trop vite une sinécure, faute de l'élément indispensable pour les alimenter. Et cependant, en financier judicieux, il jugea toujours trop nombreux le personnel de deuxième plan et de troisième importance que comportaient la cour et la maison impériale.

Il y avait en dehors, ou plutôt à côté, de la cour proprement dite et dans le service particulier de l'Empereur, une petite institution, réminiscence germanique, ne faisant pas partie du clan des dignitaires, qui avait une importance considérable et devint même néfaste dans la suite : c'était une espèce de conseil aulique d'Etat dont les deux principaux membres s'appelaient le conseiller Schertzenlechner, un Autrichien, et Eloin, un Belge, soi-disant secrétaire particulier. C'était là le gouvernement occulte. Un troisième personnage devait plus tard pénétrer dans ce cénacle mystérieux et y jouer particulièrement un rôle funeste. Ce fut le *padre* Fischer, un ecclésiastique. Je reviendrai sur le compte de cet intrus, lorsqu'il apparaîtra sur la scène.

Eloin et Fischer furent les mauvais génies du couple impérial et ont perdu Maximilien et l'impératrice Charlotte.

Il a paru, à tous ceux qui l'ont connu à Mexico, absolument incompréhensible que M. Eloin ait pu capter la confiance que lui accordait Maximilien, et on n'a jamais pu en connaître les causes mystérieuses, tout au moins au début. C'était un cadeau fait par le roi des Belges à son gendre, probablement sous l'influence de sa fille, la princesse Charlotte, qui ouvrit à ce protégé des intérêts belges la porte du cabinet de l'Empereur, son époux, pour en faire un secrétaire. Puis, lorsque celui-ci fut dans la place, il n'en voulut plus sortir et s'y créa une indispensabilité qu'on ne put guère expliquer que lors de la découverte de menées politiques incroyables auxquelles j'ai déjà fait une simple allusion, mais sur lesquelles je reviendrai en des termes plus explicites.

M. Eloin était un ingénieur, mais rien en lui ne révélait le moindre génie, si ce n'est celui de l'intrigue qu'il possédait au delà de toute mesure.

Il convient de remarquer, dès à présent, que les deux conseillers intimes de l'Empereur étaient absolument hostiles à la France : l'un parce qu'il était un Autrichien vieux style, l'autre parce qu'il était Belge et qu'il appartenait sans doute à cette secte de patriotes de ce pays, d'une génération spontanée datant des environs de 1830, et qui considéraient que, pour assurer l'équilibre européen, il convenait que la France fût annexée à la Belgique. Heureusement, cette personnalité devait être un des rares survivants de ces étranges politiciens nationalistes, *jingoes*, dirait-on sur les bords de la *Tamise*, car les officiers de la légion belge au Mexique nous ont toujours paru de sympathiques camarades, de relations fort agréables.

En tout cas, il est apparu là-bas que M. Eloin avait pour mission au Mexique de faire échec aux intérêts français au profit des intérêts belges; ce dont il s'acquittait en conscience. Mais je n'ai jamais pu avoir la preuve que ce person-

nage n'agissait que sous l'inspiration d'un patriotisme belge vraiment pur, car je n'avais qu'une confiance fort limitée dans la sincérité et le désintéressement du patriotisme en matières financières, dans ce pays où les pourboires, buena mane et autres pots de vins sont monnaie courante, surtout lorsque ceux-ci sont gros comme des barriques !

D'autre part, alors que Maximilien groupait autour de lui des serviteurs dangereux et plus ou moins louches, il commettait la lourde faute d'éloigner une des personnalités vraiment nationales qui lui avait rendu les plus importants services et était en situation et en dispositions sincères pour lui en rendre encore, le général Almonte. Cet homme fut un des principaux artisans de son élévation au trône. S'il n'a pas été le chercher à Miramar, il a, dans la mesure que lui laissait l'intervention, préparé son trône, forgé sa couronne et disposé enfin en sa faveur tous les Mexicains dont les acclamations étaient les seuls sourires de la fortune qui l'attendaient au Mexique. Cet homme, dans la difficile mission de Régent de l'Empire, a su résister aux entraînements des partis qui allaient rendre son règne impossible; il est resté fidèle observateur des conditions précisées par Napoléon III, il a été presque le seul conservateur libéral de ce gouvernement provisoire qui était le précurseur indispensable de l'Empire. Et voilà que ce Mexicain d'élite, honnête enfin, dans ce pays où être cela n'est pas toujours facile, cet homme d'Etat, ce patriote recommandé de la façon la plus expresse par l'Empereur des Français, est écarté de ce milieu gouvernemental qu'il a créé, qu'il a assis, et se voit relégué dans une sinécure honorifique d'antichambre de cour. C'est honteux pour ce jeune souverain qui, n'ayant encore qu'un pied sur les marches de son trône, obéit déjà à l'influence des sectaires occultes qui seront, ou sont déjà, ses pires ennemis, et devient le jouet aveugle des cléricaux, âpres à se venger de la résistance courageuse que leur a opposée le général Almonte ! Maximilien commence ce rôle de faiblesse, d'indécision, de manque de tact politique et

de perspicacité, qui se terminera par une chute retentissante. Etrange fatalité ! il restera toujours sourd aux conseils qui, seuls, pourront être son salut. Ceux d'Almonte, ceux de Bazaine !

C'est ainsi que débuta le règne de Maximilien. Les esprits clairvoyants envisagèrent avec une profonde tristesse ces prodromes de gouvernement. Mais ces brumes trop hâtives, sinon passagères, ne purent assombrir le ciel de l'Empire naissant, illuminé pendant quelques jours par l'éclat des fêtes de bienvenue qui furent données aux souverains.

CHAPITRE XI

FÊTES DE JOYEUX AVÈNEMENT

Bal et réception de la municipalité. — Revue des troupes à Mexico. — Attitude de l'Empereur. — Distribution de croix de Guadalupe. — Représentation de Gala à l'opéra. — Courses de taureaux à grand apparat. — Grand bal au quartier général français.

Pendant plusieurs jours, la capitale fut en proie à une agitation fièvreuse. Toutes les préoccupations du passé, du présent et de l'avenir étaient absolument étouffées dans l'ivresse de l'espoir de jours heureux et tout le monde s'abandonnait follement aux réjouissances publiques, fêtant le grand événement national.

Ces fêtes, en effet, ont été fort belles. Ce fut d'abord un grand bal donné par la municipalité de Mexico; mais cette solennité, ou réjouissance mondaine selon les goûts, fut, comme toutes celles du même genre et en tous pays, un peu cohue panachée sélect et vulgaire, car on est obligé, dans les invitations, de faire plaisir à tout le monde.

Ensuite, une grande revue, ou plutôt une grande parade de tous les gens d'armes français et mexicains présents dans la capitale et dans ses environs immédiats, ce qui n'était pas bien considérable, puisque toutes les forces militaires inféodées à l'Empire tenaient encore la campagne et étaient réparties sur l'immense territoire conquis. Ces troupes étaient formées en belle ordonnance sur le Paseo, cette promenade classique, longue mais étroite, où leur ensemble manquait d'ampleur et de cadre surtout. Le général en chef

les présenta à l'Empereur, qui les passa en revue, les fit défiler devant lui, pendant qu'à côté les canons de la citadelle tonnaient à l'envi. Maximilien fut très grand seigneur, un vrai Habsbourg, et l'Impératrice extrêmement souriante, gracieuse. Le bonheur rayonnant sur les visages de ces deux Majestés faisait plaisir à voir, et la foule ambiante acclamait avec frénésie. Lorsque défila le 3e zouaves, avec son héroïque drapeau tout frangé par les blessures que lui firent, à Palestro, les canons autrichiens, portant à son aigle la croix d'honneur de la France et la médaille de la valeur militaire de Sardaigne, j'ai bien examiné la physionomie de l'ancien vice-roi de la Lombardie. Elle fut parfaite et, mu par une inspiration sincère, le Prince, alors couronné, salua avec la plus grande noblesse cette enseigne victorieuse, qui pourtant lui rappelait de douloureux souvenirs.

A la suite de cette revue, Maximilien eut l'heureuse pensée de témoigner sa gratitude reconnaissante à ces troupes qui s'étaient battues et avaient vaincu pour façonner son Empire, en leur faisant une large distribution de croix de l'ordre mexicain de Notre-Dame de Guadalupe, dont il devenait le grand maître.

Je fus un des heureux bénéficiaires de cette impériale faveur. Du reste, j'étais en veine à cette époque, car je venais de recevoir une autre distinction encore plus précieuse puisqu'elle émanait de la France. Ce fut un coup de la fortune inappréciable pour un soldat et la plus grande satisfaction honorifique de ma carrière. Voir, à 30 ans, un général en chef placer sur votre poitrine la croix d'officier de la Légion d'honneur est une vision assurément impressionnante. Et pourtant, tout préoccupé de parler des autres et de leurs hauts faits ou méfaits, j'ai, dans mon historique personnel, omis d'accuser ce coup magnifique. En effet, le 11 février 1864, je fus fait officier de la Légion d'honneur, je n'avais encore que dix années de service et à peine cinq de grade de chevalier !

A cette époque, l'ambition m'était inconnue; je crois, du

reste, qu'elle ne m'est jamais venue. Ce grand honneur me surprit en me comblant de joie et d'une reconnaissance profonde pour le chef qui me l'avait accordé; car si j'avais bien fait, c'était tout naturellement et sans arrière-pensée d'un lucre honorifique.

C'était au retour de cette campagne de l'intérieur qui avait été si dure, d'une rapidité vertigineuse, et avait exigé, de notre part à tous qui suivions le grand chef, une dose extrême d'énergie, de volonté, d'intelligence. Mais le général récompensait ainsi à mon égard, non pas seulement mes services dans cette campagne, mais encore ceux qu'il avait daigné apprécier pendant le siège de Puebla où il avait pris l'habitude de me voir toujours au feu avec lui. Par trois fois alors, il avait demandé cette distinction si haute pour un si jeune officier. C'était après l'assaut du Pénitencier, après les deux sorties de San-Balthazar, pendant les attaques du fort de Totimehuacan, enfin et surtout après le combat de San-Lorenzo. Le général Forey avait bien plus justement accordé cette faveur à des officiers d'état-major plus vieux et plus anciens que moi, notamment à mon très honorable ami et collègue, le capitaine Willette. Mais, au retour de Guadalajara, le général Bazaine, devenu le grand chef investi par l'Empereur de pleins pouvoirs pour distribuer des faveurs, voulut récompenser ses troupes et moi-même.

Ce fut la seule faveur effective de carrière que j'ai reçue du maréchal Bazaine.

Dans la série des fêtes figuraient des représentations de gala au grand théâtre, où se succédaient d'habitude diverses troupes artistiques, interprètes d'opéras et d'œuvres théâtrales d'autres natures. Ces fêtes officielles eurent le même caractère que partout ailleurs : déploiement de formalités protocolaires généralement peu artistiques, étalage de toilettes féminines plus ou moins décolletées et diamantées et d'uniformes multicolores dorés et constellés, enfin témoignages plus ou moins chauds et enthousiastes pour le per-

sonnage ou la solennité qui est l'objet de la grande *funccion*, comme on dit au Mexique.

Une autre distraction officielle suivit : c'était une réjouissance bruyante, d'un principe théâtral plus réaliste, à qui je dois consacrer une mention toute spéciale, car elle eut un caractère extraordinaire et peu banal : c'était une grande Corrida de Toros.

Les courses de taureaux, ces réminiscences sanguinaires et cruelles des arènes antiques, ne m'offraient d'habitude qu'un intérêt médiocre et ne m'inspiraient généralement que des impressions de dégoût. Le spectacle écœurant de chevaux éventrés traînant leurs entrailles sur lesquelles ils piétinaient pour marcher encore à l'attaque du taureau ne pouvait être compensé par l'attrait, parfois passionnant, de ces toréadors, banderilleros, picadors alertes, audacieux, portant fièrement sur l'arène poudreuse les éclatants costumes de velours et de satin brodés qui coopéraient à l'ornement des salons d'autrefois. Ils voltigeaient autour de l'animal furieux, comme des mouches énervantes, pour le pousser au paroxysme de la colère et le lancer enfin, aveugle et inconscient, sur la cape sanglante du matador où se cache traitreusement le glaive meurtrier. Tout cela me dégoûtait. Mais, en ce jour de gala, ce n'était plus l'arène des salariés qui, pour quelques douros déployaient, au péril de leur vie, une adresse et un courage émotionnants; c'était un sport de grands seigneurs se livrant, pour l'honneur et l'admiration des dames, à ce tournoi particulier; c'était une corrida de gentleman toréadors offerte à Leurs Majestés.

En effet, le personnel complet d'une troupe de corrida était entièrement composé de Mexicains des meilleures et plus riches familles du pays qui, dressés, dès leur enfance, à tous les sports nationaux, excellaient dans tous les exercices d'adresse, d'agilité, de force et d'audace. Revêtus de costumes magnifiques, montés selon les rôles sur des chevaux superbes et richement caparaçonnés, ils remplissaient toutes les fonctions du drame, avec un brio, une adresse, une

agilité et un courage remarquables, recueillant à chaque passe émouvante les applaudissements frénétiques, les hourras enthousiastes d'une foule en délire. Plusieurs taureaux furent combattus avec une maëstria superbe et mis à mort avec une sûreté d'épée pleine d'élégance et de crânerie. Puis, comme apothéose du taureau mort, l'enlèvement de la victime était fait par un quadrige de superbes alezans de pur sang anglais, sortis des écuries de M. Baron, le riche banquier anglais, et qui, conduits par des valets de pied en grande livrée, enlevaient de l'arène, en bondissant effrayés, la dépouille sanglante du taureau. C'était un magnifique et saisissant spectacle.

Mais, le plus saisissant encore était l'amphithéâtre. Sur des gradins entassés en étages nombreux se massait une foule turbulente de dix mille personnes de toutes classes, de tous rangs, dans les costumes de fêtes les plus variés, au sein desquels brillaient, d'un éclat chatoyant, plein d'élégance et de richesse, les toilettes fraîches et fleuries des Patriciennes de par la naissance, la fortune ou la beauté. Autour de l'Empereur et de l'Impératrice, dans une loge qui n'avait pourtant rien de celle des Césars, se pressaient la cour et les personnages du jour, des deux sexes, au milieu de riches tentures enguirlandées par la flore nationale. Tout ce monde, captivé par le caractère insolite de son spectacle favori, manifestait ses sentiments avec des explosions enthousiastes; les femmes surtout, que les émotions dramatiques ont là-bas, encore plus qu'ailleurs, le don d'entraîner dans des transports délirants. Parfois, dans ce tumulte orageux on croyait voir la salle s'effondrer, car elle avait avec les amphithéâtres romains la différence qui existe entre le bois et la pierre. Partout et sans cesse retentissaient, selon les péripéties du drame, les cris opposés de *Bravo Toro ! Fuera Toro ! A Muerte el Toro !* auxquels se mêlaient à chaque grand moment d'enthousiasme, des *Viva el Imperador !*

Hélas ! combien de ces lèvres qui clamaient à l'envi ces

vivats patriotiques, laissèrent échapper un jour le cri sinistre de *Muera el Imperador ?* Ainsi sont parfois les peuples. Bien fol est qui s'y fie !

Enfin, pour clore cette série de fêtes variées, éclata comme un bouquet de feu d'artifice le bal que donna aux souverains le général commandant l'armée française dans son magnifique quartier général.

Dès neuf heures du soir, mille foyers de lumière étincelaient, les fleurs des tropiques exhalaient leurs parfums, un double orchestre qui groupait les meilleurs artistes de nos musiques se tenait attentif au signal de la baguette magique de son chef. Enfin, le général Bazaine, entouré de sa maison militaire, se tenait au poste du maître du logis attendant ses hôtes. Des factionnaires de toutes armes, transformés en cariatides vivantes, étaient placés aux entrées principales de la grande salle du bal, aux escaliers, dans la galerie haute, aux portes des salons du premier étage. Au dehors, une longue file de voitures se déployait dans le faubourg San-Cosme, car à dix heures tous les invités devaient être arrivés. Lorsque les portes s'ouvrirent, une immense théorie de toilettes, d'habits, de costumes, d'uniformes commença à défiler devant le grand chef aux accents des marches triomphales de France. Des officiers de tous les corps, choisis comme commissaires, donnaient le bras aux dames. Enfin, tout le palais officiel était devenu le domaine d'une foule élégante et sélect ; un bruissement indéfinissable ondulait discrètement dans une atmosphère embaumée et éclatante de lumière. Tout ce monde était absorbé par la contemplation admirative de la grandiose et sévère majesté des décors militaires donnant à l'ornementation de la grande salle de bal un caractère jusqu'alors inconnu ; c'était bien le palais féerique d'une armée victorieuse.

Ce n'était partout que festons, qu'astragales et guirlandes où l'éclat des cuivres et des aciers de combat miroitait sur le velours cramcisi, à crépines d'or, des tentures frangées de verdures fleuries. Partout, sur les grandes parois riche-

ment tapissées, des faisceaux d'armes et de drapeaux de France et du Mexique, des panoplies aux sujets variés contrastaient, par leur sévère allure, avec les glaces qu'animaient des tableaux vivants, gracieux mirages des beautés féminines errant, dolentes et rieuses, en quête de sourires, de compliments ou d'œillades éloquentes. Des colonnades, des portiques façonnés d'armes et soutenus par d'immenses canons, au bronze éclatant, ou de sombres mortiers, encadraient le petit salon du trône et la porte d'accès dans la grande salle. Enfin, en face de la loge impériale et masquant la grande porte cochère par où on pénétrait dans la salle du buffet édifiée dans le faubourg, se dressait un arc de triomphe de proportions colossales, de huit mètres de hauteur, immense portique d'église, d'ordre composite, dont tous les éléments n'étaient que canons, mortiers, armes blanches ou pièces d'armes de toutes sortes et de toutes dimensions. Au sommet de l'édifice étaient déployés deux oriflammes de grande envergure, aux armes impériales de France et du Mexique. Ce monument, enfanté par un art décoratif à l'âme guerrière, captivait la foule dont l'admiration étonnée se perdait dans les détails d'une composition étrange qui en faisait le succès. J'avais établi le plan et les dessins de cette conception tout au moins originale, mais son effet merveilleux était dû principalement à l'exécution habile, industrieuse et artistique de mes deux précieux collaborateurs : les capitaines de Lahitolle et Mahieu.

Cependant, au dehors du palais, des dispositions d'une autre nature étaient prises pour recevoir les souverains d'une façon exceptionnelle. A dix heures vingt minutes, débouche de la place d'Armes de Mexico, sortant de la demeure impériale, un cortège peu ordinaire. C'était un tourbillon bruyant et lumineux parcourant la grande voie qui conduisait au quartier général français et enveloppant dans la nuit sombre une longue file de carrosses. Un escadron de chasseurs d'Afrique conduisait « en France » l'Empereur Maximilien et l'Impératrice Charlotte suivis de leur cour. Chaque

cavalier portait en main une torche allumée et tous galopaient sur les dalles sonores de la grande ville, un peloton en tête, une double file le long des voitures, un peloton derrière. Cette chevauchée rapide aux flambeaux, traversant une foule compacte, stupéfaite et enthousiaste, était saisissante. Arrivés aux grilles du parc du quartier général, les cavaliers s'arrêtèrent et les carrosses pénétrèrent dans la grande allée brillamment illuminée et bordée d'une double haie de zouaves portant chacun une torche enflammée. Cette arrivée était féerique. Leurs Majestés descendirent de voiture, sous un dais dressé dans le jardin. Le général en chef, entouré de ses officiers, les reçut et les conduisit dans la grande salle où nous avions établi une sorte de loggia impériale. Lorsque l'officier d'ordonnance de service qui précédait le cortège, le capitaine Legué, eut annoncé : « Messieurs, l'Empereur ! », une explosion formidable de vivats remplit le palais et se prolongea longtemps après. Ce fut un moment empoignant qui nous émut profondément. Il semblait que l'avenir appartenait désormais à l'Empire !

Maximilien Ier donna son bras à la marquise de Montholon, femme du ministre de France; le général Bazaine offrit le sien à l'Impératrice, et les deux couples se dirigèrent vers le centre du grand salon pour ouvrir le bal par le quadrille d'honneur officiel classique. A ce ballet protocolaire prirent part quelques hautes personnalités des deux sexes de la cour, du gouvernement et de l'armée française, accouplées selon les règles. De nombreuses danses analogues s'organisèrent dans toutes les autres parties du palais et le bal commença effectivement pour se continuer ensuite avec moins de solennité, mais avec un entrain, une gaieté endiablés, qui faisaient la joie des souverains et de tout le monde. Le succès therpsichorique fut, sans conteste, acquis à l'ineffable habanera, cette danse savoureuse et éloquente dont j'ai déjà exprimé les charmes et qui, guidée par les accents délicieusement rythmés et langoureux, dans les pas dits *amorosos* et *pianissimos*, formulés par notre orchestre, plein du senti-

ment passionnel de son œuvre, eut un succès inouï. J'ai même cru remarquer sur le visage épanoui de la belle Impératrice une impression de regret de se voir enchaînée par sa grandeur mondaine, et de ne pouvoir, elle aussi, soupirer aux bras d'un jeune et passionné cavalier, les douces émotions de cette danse brûlante. Après tout, on est d'abord fille d'Eve, si couronnée qu'on soit, et un diadème de myosotis aurait, sans doute, sur le front de ses vingt-cinq printemps, pris justement la place des diamants qui le paraient !

Par deux fois durant le bal, les souverains parcoururent les salons, se faisant présenter un grand nombre de personnes et presque tous les officiers français. Ils adressèrent à tout le monde des paroles généralement heureuses et, d'ailleurs, toujours aimables et bienveillantes. Vers minuit, le général les conduisit avec leur cour et les grands personnages, au buffet spécial établi dans la salle à manger du palais, remarquablement ornée, où fut servi avec luxe un souper délicat et empreint d'une correction gastronomique parfaite à tous égards; l'élite des vins français y eurent leur succès habituel.

Il était une heure lorsque Leurs Majestés se retirèrent, non sans avoir exprimé au général, dans les termes les plus parfaits et les plus cordiaux, leur gratitude et leurs compliments pour la fête extra-sélect et grandiose qu'il leur avait offerte.

Et le bal continua avec le même brio qu'avant, peut-être même avec plus d'entrain, surtout pour nous autres de la maison qui avions dû rester en service sévère jusqu'à ce moment.

Le général lui-même ne put rester indifférent aux entraînements qui l'entouraient et ne dédaigna pas non plus de goûter aux charmes des valses et des quadrilles; il cultiva même avec un art vraiment accompli, les suaves douceurs de la habanera. Quant à moi, je m'efforçai de rattraper le temps perdu pour accorder à ma novia, à sa mère et à ses sœurs, toutes les attentions auxquelles elles avaient droit

de ma part, promenades dans les salons, visites discrètes mais sérieuses au buffet spécial et réservé, enfin et surtout danses entraînantes répétées le plus possible. Du reste, le général était lui-même, pour ces dames, d'une amabilité parfaite et fit gracieusement danser la future de son aide de camp.

La fête se termina vers cinq heures, après que tous les hôtes du grand chef eurent soupé selon les règles du confort et de la satiété. Il n'y eut point d'incidents, bien que quelques visages fussent, vers la fin, quelque peu colorés par les effluves des punchs et des vins chauds. Je dois cependant noter une particularité singulière, c'est qu'un nombre considérable de femmes perdirent des bijoux, des fragments de parures et des pierres fines en grande quantité. Ces incidents furent si nombreux que le général confia à un de ses officiers la mission spéciale de recevoir et d'enregistrer toutes les déclarations faites à ce sujet. Cette question des *objets perdus* m'imposa l'obligation de prendre des mesures particulières. C'est ainsi que, lorsque tous les étrangers eurent quitté le palais, je fis placer des sentinelles à toutes les entrées par où on pouvait pénétrer dans les salons, avec consigne d'en interdire l'accès à qui que ce fût. L'officier de garde reçut l'ordre de tenir strictement la main à l'exécution de cette consigne. Cela fait, nous nous octroyâmes un petit souper fin qui aurait fait sourire d'aise le baron Brice en personne. Puis nous allâmes savourer quelques heures d'un sommeil bien nécessaire.

A dix heures du matin, secondé par mes camarades, je procédai à une opération singulièrement étrange. Je réunis les domestiques du palais armés de balais et les fis procéder à un balayage méthodique et scrupuleux de tous les salons en commençant par le périmètre et poussant vers le centre de chacun d'eux tous les objets, si menus qu'ils fussent, qui pouvaient se trouver sur le sol. Le résultat de ce travail fut extraordinaire, principalement dans la grande salle du rez-de-chaussée dont le plancher de circonstance était re-

couvert d'une toile à tension rigide qui ne laissait échapper aucun objet dans les joints des planches. Là, la récolte fut abondante et on se trouva en présence d'un monceau étrange d'objets et de débris de toutes natures dont l'exploration et le recensement furent des plus divertissants, désopilants même; on se tordait. C'étaient des bijoux, fragments de bijoux, accessoires de toilette les plus variés, débris de robes, de jupes, de dentelles, de rubans, de faveurs, de jarretières dégraffées (!), des peignes, des épingles de toutes dimensions, de quoi armer le smoking d'un hérisson, enfin des pierres précieuses libres en grande quantité, des perles fines, des décorations et, chose bizarre, des cheveux de toutes nuances et de toutes provenances ? Mystère et fragilité ! On fit grouper par catégories ces épaves extraordinaires de la coquetterie et de la frivolité mondaines et réunir avec soin tous les objets précieux, afin de les restituer à leurs propriétaires; il y en avait pour une somme considérable. Le reste, qui nous avait si fort diverti, fut classé, car il était invraisemblable qu'on vint le rechercher.

Dans la journée, du reste, presque tous les bijoux ou leurs fragments, les décorations furent réclamés et remis, ainsi que nombre d'objets oubliés sur les meubles. Quant aux pierres fines, la question fut plus difficile et délicate. Au bout de quelques jours, on les porta à un joaillier désigné par la municipalité pour en prendre charge dans un inventaire détaillé, avec mission, moyennant rétribution, de les remettre aux parures d'où elles s'étaient détachées, et nous n'en entendîmes plus parler.

Dans la journée, la municipalité vint demander au général de bien vouloir conserver provisoirement la décoration intégrale du palais et de permettre au grand public de la visiter pendant deux jours. Ce fut fait, et la foule populaire circula dans un couloir fait de barrières mobiles afin d'éviter des déprédations et des soustractions, tout en permettant à tous de voir et d'admirer.

Un photographe sollicita l'autorisation de prendre des

clichés des principaux motifs de l'ornementation et en fit des épreuves remarquables de 0 m. 80 de hauteur qui furent enlevées par le public comme souvenir. Cet artiste eut l'amabilité de m'offrir une collection des plus beaux sujets. Ce fut précieux pour moi qui avais été l'architecte improvisé; mais ils me furent volés après mon retour en France.

Quinze jours plus tard, toutes ces merveilles avaient disparu et le quartier général avait repris son caractère ordinaire d'austérité.

Alors survint le quart d'heure de Rabelais ! « Garçon, l'addition... » Cinquante-deux mille francs ! Cela peut, à juste titre, paraître une somme formidable, et pourtant des architectes du pays, qui avaient pris part à la fête, déclarèrent qu'ils n'auraient pas pu l'organiser à moins de cinquante mille piastres, c'est-à-dire environ 300.000 francs, car ils n'auraient pu disposer du matériel et de la main-d'œuvre militaires : le premier ne coûtant rien, la seconde peu de chose.

Quoi qu'il en soit, la carte à payer était encore lourde pour le général en chef. Mais l'Empereur Napoléon vint en aide à son lieutenant qui avait su dignement perpétuer les traditions françaises, en représentant avec grandeur la France à l'Etranger. Il prit à la charge de sa cassette personnelle plus de la moitié de la somme et tout le monde fut content !



L'IMPÉRATRICE CHARLOTTE

CHAPITRE XII

VOYAGE DE MAXIMILIEN

Fautes de Maximilien. — M. Ramirez, juariste avéré, est nommé ministre des affaires étrangères. — Premiers essais maladroits d'organisation d'une armée. — Considérations sur les tendances politiques de Maximilien. — Voyage de l'Empereur dans l'intérieur. — L'Impératrice régente. — Maximilien à Dolorès-Hidalgo. — Fête de l'anniversaire du cri de l'indépendance du Mexique. — Etudes de mœurs prises sur le vif. — Bazaine est nommé Maréchal de France. — Considérations concernant cette dignité. — Etats de services de Bazaine.

Les démonstrations bruyantes et chaleureuses de la population de Mexico, les fêtes brillantes et variées qui venaient de se succéder avec tant d'éclat, ne devaient cependant pas laisser oublier les devoirs sérieux qui s'imposaient pour établir sur des bases solides le trône à peine édifié.

Ces devoirs étaient nombreux et variés, trop peut-être ? Les uns comportaient l'orientation de la politique intérieure, d'autres s'appliquaient à la politique extérieure; car, si celle-ci paraissait alors peu militante, il fallait prévoir ses tendances futures, les bien apprécier et se mettre en mesure d'y faire face. Enfin, dans un ordre de choses plus positives, plus matérielles et surtout plus urgentes, ces devoirs devaient s'appliquer à l'établissement d'un régime financier qui était indispensable, comme principe de vie de tout l'édifice, au développement des richesses naturelles du pays par le commerce et l'industrie; enfin et surtout à la création et à l'organisation des forces effectives nécessaires

pour le maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure ainsi qu'à la sûreté extérieure.

Ce programme était bien lourd pour un esprit irrésolu, versatile comme celui de Maximilien qui n'avait même pas l'art de choisir les hommes les plus qualifiés pour le seconder dans son œuvre d'organisation d'un empire fondé sur des ruines, sur un sol mouvant, et au sein d'une atmosphère constamment bouleversée par des passions qu'il devait savoir apaiser.

Que fit donc Maximilien pour satisfaire à toutes ces nécessités de la situation ? Fort peu de choses, judicieuses surtout. La première erreur que j'ai déjà signalée du reste, avait été d'écarter du gouvernement le général Almonte qui, comprenant l'importance des satisfactions libérales qu'il convenait de maintenir dans les institutions, était le seul homme politique susceptible de les faire accepter par le parti clérical, conservateur et intransigeant, qui avait appelé ou tout au moins accepté l'Empire. Il sanctionna et compléta cette faute en appelant au pouvoir comme ministre des affaires étrangères, M. Ramirez, qui avait toujours été un juariste convaincu. Le choix d'un homme aussi inféodé au parti luttant encore les armes à la main contre l'Empire, était mauvais. La mesure était trop radicale et ne pouvait que mécontenter les cléricaux sans satisfaire le parti libéral. Et puis, quel rôle pouvait donc jouer, comme mandataire des relations extérieures de l'Empire, ce diplomate de rencontre ? Aurait-il l'autorité morale nécessaire et suffisante pour soutenir la politique impériale auprès du cabinet de la Maison-Blanche, aux Etats-Unis, qui ne voulait pas reconnaître l'Empire, qui avait soutenu de toutes façons et soutenait encore la cause du président Juarez, ne cachant plus ses sentiments hostiles à l'égard du régime qu'on voulait établir au Mexique, surtout alors qu'il était débarrassé du poids dangereux de la guerre de sécession. Là était, vraisemblablement, le plus grand danger qui pouvait menacer le trône de Maximilien et don Fernando Ramirez était notoire-

ment disqualifié pour le conjurer. Les événements ne tardèrent pas à le prouver, car à une hostilité latente alors, les Etats-Unis donneront bientôt un caractère menaçant.

Il est vrai que si l'Empereur commettait une faute de lèse-sécurité intérieure, il se disposait à en atténuer les conséquences en consacrant ses premières préoccupations à la création, à l'organisation de troupes nationales. Mais comment s'y prit-il ? Au lieu de conférer tout d'abord sur ce grave sujet avec le général en chef français qui avait déjà étudié la question sous toutes ses faces, principalement au point de vue particulier qu'elle comportait, l'Empereur fit appel à une commission, ce qui est souvent la ressource des impuissants. Il est vrai qu'il en donna la présidence au général Bazaine; mais il compléta la maladresse primordiale, en lui imposant un programme compliqué et inspiré seulement par des idées d'importation et la conception qu'il avait des armées européennes; ce qui était inapplicable dans la situation où se trouvait le Mexique et surtout en raison de son état social. Aussi, lorsque le général reçut la longue lettre par laquelle l'Empereur lui exposait ses idées et développait en détail le programme auquel il voulait que la commission se conformât, ce fut, au quartier général français, une explosion de stupeur, même de découragement. Et pourtant l'Empereur avait doré la grosse pilule en exprimant à l'égard du général les sentiments les plus flatteurs et une confiance absolue dans sa compétence. L'Empereur réclamait, en outre, le concours le plus complet des officiers français auxquels le général en chef devait faire appel.

Ce qui nous parut le plus extraordinaire dans cet exposé des idées d'organisation de ses forces militaires, c'est que l'Empereur ne semblait pas se douter qu'il existait déjà un noyau important de ces forces, sous la forme de régiments, brigades, divisions, batteries; ce qui ne permettait pas d'adopter une constitution entièrement neuve, prise *ab ovo*, comme s'il n'y avait rien encore, ou bien qu'on dût ne considérer ces troupes que comme un amas de gens, une

simple matière première vivante, qu'on pouvait transformer, manipuler sans danger. Pourtant, le plus simple bon sens devait faire comprendre que des mesures spéciales s'imposaient à leur égard et qu'il était impossible de disloquer, de dissoudre des unités régulièrement constituées, les régiments surtout, pour fabriquer à nouveau d'autres unités conçues d'après de nouveaux plans. Maximilien savait cependant que ces troupes avaient été l'objet déjà des soins assidus du général Bazaine qui les avait organisées d'une façon très convenable au point de vue matériel, et, en leur procurant de brillants succès de guerre, avait développé leur valeur morale, leur esprit de corps et leur loyalisme pour la cause de l'Empire que soutenait puissamment leur dévouement aux généraux qui les commandaient et les avaient menées à la victoire. Ce serait donc une folie de détruire ces avantages acquis, par une réorganisation radicale intempestive. D'autre part, ces troupes tenaient la campagne, guerroyaient avec l'ennemi et il était impossible de les désorganiser dans de telles conditions.

Le projet de création de l'armée impériale ainsi conçu et formulé dans tous ses détails par l'Empereur, semblait irréalisable s'il n'était modifié de fond en comble par la commission. En tout cas, ce qui pour nous semblait le plus important et le plus intéressant, c'était l'appel que Maximilien faisait à l'esprit pratique et à l'expérience des officiers français. Nous savions, du reste, que l'Empereur Napoléon lui avait promis le concours le plus complet des officiers de tous grades du corps expéditionnaire pour l'organisation des forces militaires dont il devrait disposer, alors que l'armée française se retirerait, c'est-à-dire en 1867.

Mais si l'effet produit sur les Français par la rêverie organisatrice de Maximilien fut médiocre, on peut dire qu'il fut mauvais sur les officiers mexicains, anciens conservateurs ou libéraux ralliés, car ceux-ci n'étaient plus assurés d'une situation qui leur avait été cependant déjà garantie par la Régence et l'intervention. Un grand nombre d'entr'eux

voyaient suspendue sur leur tête la menace contenue dans les dispositions du projet concernant : le classement des officiers par ordre de mérite, le renvoi de ceux qui étaient incapables ou indignes de leur grade, de ceux qui n'avaient pas acquis ces grades d'une façon régulière. Ce principe d'épuration brutalement formulé, mal défini dans son application, répandit l'inquiétude et la méfiance. Ce principe avait, en outre, dans son application, le grave danger de fournir à l'institution des guerillas un recrutement d'officiers. Si l'Empereur avait bien compris les mœurs des gens d'armes qui, depuis cinquante ans de révolution, avaient cours au Mexique, il n'aurait pas formulé si inconsidérément ses intentions d'épuration excessive pour le pays et si dangereuse en raison de la composition des cadres des troupes d'alors. En outre, ce déplorable effet fut également regrettable au point de vue des chefs élevés et principalement des généraux dont les noms et le prestige étaient une garantie de la fidélité et du dévouement de leurs soldats.

En résumé, le projet d'organisation de l'armée conçu par Maximilien et inapplicable dans son ensemble, ne pouvait produire de bons résultats, et, tout au contraire, il n'en produisit que de mauvais. C'était donc encore une mesure malheureuse, et cet infortuné prince qui se qualifiait si fièrement de fondateur d'Empire, semblait voué aux maladresses. Le plus triste en cette affaire, c'est qu'il apparaissait clairement que l'Empereur subissait déjà la néfaste influence des deux conseillers d'Empire qu'il avait amenés d'Europe et principalement de celui de Belgique, M. Eloin, ce vaniteux personnage qui devait être jusqu'à la fin son mauvais génie en le détournant des conseils qui seuls pouvaient le diriger dans sa mission difficile, et en lui inspirant des mesures non réfléchies. Car, c'est encore lui, sans doute, qui, voulant favoriser quelque intérêt belge engagé au point de vue commercial, lui conseilla de décider la levée du blocus que l'intervention avait très judicieusement établi à l'égard de tous les ports du Mexique, golfe et océan Paci-

fique. Il empêcha même l'Empereur de consulter, sur l'opportunité de cette grave décision, l'ancien régent Almonte et le général Bazaine, parce qu'il aurait appris ainsi que cette mesure était déplorable, favorable seulement à la cause de Juarez, puisque c'était contre elle que le blocus avait été établi et assuré par nos navires de guerre, que c'est avec l'argent produit par les douanes des ports non occupés par nous que le gouvernement libéral pouvait encore tenir la campagne et que, d'autre part, c'est par ces mêmes ports qu'il recevait des Etats-Unis les moyens matériels nécessaires à sa résistance.

Cette influence des conseillers n'échappa pas aux esprits clairvoyants et principalement au général en chef qui comprit que ces deux hommes, M. Eloin surtout, seraient toujours, pour lui, des adversaires irréductibles parce qu'ils étaient évidemment intéressés, et insaisissables parce qu'ils s'abritaient derrière le souverain, ayant l'inconscience de protéger les hommes qui, fatalement, seraient les artisans de sa perte. Cette inconscience était d'autant plus grave que ce souverain ne devait sa situation et sa couronne qu'à l'activité et au zèle dévoué que mettait le chef de l'intervention française à aplanir les obstacles qui encombraient sa marche impériale et à étendre le domaine de son Empire, car chaque jour apportait à Maximilien une nouvelle heureuse et un gage d'espérance.

Et pourtant, afin d'établir d'une façon plus efficace et plus certaine sur l'esprit de l'Empereur leur influence morale et sur ses travaux leur ingérence indiscrète, ces personnages du conseil aulique, opérèrent une petite révolution de palais qui devait avoir des conséquences déplorables.

Exploitant habilement les inconvénients variés que procurait la chaleur extrême qui, en juillet, devenait très pénible à supporter en ville et, ravivant malicieusement le mécontentement causé à l'Impératrice par l'incident vraiment désagréable de la première nuit conjugale passée à Mexico, incident dont j'ai perpétué le souvenir piquant, faisant ainsi

appel aux bons et loyaux services des punaises palatines, ils décidèrent, l'Empereur et son auguste épouse, de fuir ce palais où on étouffait le jour, où on ne pouvait pas s'isoler la nuit, et de transporter leur habitat au château de Chapultepec qu'on avait rapidement restauré et aménagé en demeure impériale. Vers la fin de juillet, la cour se transporta à la campagne.

En agissant ainsi, M. le chef du Cabinet de l'Empereur tenait au loin les fâcheux si haut placés qu'ils fussent, rendait ainsi plus facile son immixtion dans toutes les affaires du gouvernement et resserrait les liens dans lesquels il s'efforçait d'enchaîner le libre arbitre du souverain. Pourtant cette migration ne fut pas du goût de tout le monde. En effet, si belle que fût la contemplation du panorama qu'on découvrait du haut des terrasses de Chapultepec, si frais et enchanteurs que fussent les merveilleux ombrages de son parc, ce séjour presque permanent des souverains ne pouvait faire le bonheur des beaux messieurs et des belles dames de la cour qui trouvaient les charmes austères de l'étiquette de la vie normale au palais, moins séduisants que les plaisirs plus ou moins discrets de la capitale. Mais qu'importaient à M. Eloin ces vaines considérations mondaines ?

Cependant, bientôt fatigué, sans doute par les labeurs graves et arides (?) de l'organisation du service de sa cour, de l'élaboration d'un code général des préséances, du règlement minutieux et compliqué des règles de l'étiquette, de l'établissement d'un dictionnaire de la noblesse ancienne et de celle qu'on allait créer, des règlements auxquels devaient se conformer les titulaires de charges à la cour, et enfin de bien d'autres œuvres moins ou plus importantes, l'Empereur éprouva le besoin de se reposer, de changer d'air. Et, comme il se sentait inspiré par les horizons vaporeux qui s'étalaient sans cesse à ses yeux et lui cachaient l'immensité de son empire, Maximilien voulut, un jour, voir au delà et se décida à mettre à exécution un projet qui hantait son esprit depuis son arrivée à Mexico. Et puis, il

avait encore soif des ovations dont l'avaient comblé les Indiens .Du reste, l'intention était louable; il faisait bien de se montrer à son peuple et de s'efforcer de le connaître; car jusqu'à ce moment il n'avait guère vu que des villes. Enfin, cet infatigable fondateur d'Empire n'était peut-être pas fâché de se sentir, pendant quelque temps, débarrassé de ses conseillers intimes, qui ne semblaient pas divertissants tous les jours !

Il décida donc de faire un voyage dans les provinces dont les troupes françaises avaient à peu près complètement éloigné ses ennemis. Au surplus, le général Bazaine, depuis un mois, pressenti à l'égard du voyage projeté, avait prescrit des mesures et pris des dispositions militaires pour étendre encore davantage les limites effectives de l'Empire, principalement au Nord où il refoulait, dans les déserts voisins de la frontière américaine, le tenace président Juarez et les quelques fidèles qui lui restaient. Aussi, dans un rayon de 150 lieues de Mexico, il n'y avait plus de partis sérieux à redouter; c'est à peine si l'Empereur pourrait rencontrer quelques bandes de brigands uniquement préoccupés de piller, au nom de la liberté, les gens et les propriétés sans défense, et dans cette immense zone, les populations pouvaient manifester librement leur sympathie pour sa personne et son gouvernement. Aussi, Sa Majesté ne prit-elle pour l'accompagner qu'une escorte d'honneur formée de deux escadrons mexicains et d'un escadron du 5e hussards français. A ce propos, je dois, pour la deuxième fois, signaler une étrange particularité, que je puis qualifier de manifestation d'un inexorable destin : l'officier commandant les escadrons mexicains fut encore l'inévitable colonel Lopez. Le malheureux Empereur réchauffait déjà le reptile qui devait le mordre à Queretaro !

Avant de s'éloigner de sa capitale, Maximilien institua, pour la durée de son absence, l'Impératrice régente, chargée de gouverner. Il agissait ainsi en vertu d'un décret qu'il

venait de promulguer mais qu'il avait signé avant son départ de Miramar.

Ces dispositions étant prises comme chef d'Etat, Maximilien se mit en route comme un simple touriste au matin du 11 août. Si son escorte était aussi réduite que possible, son train de voyage l'était encore davantage; il était même modeste. Une simple berline attelée de cinq mules, quelques chevaux de selle et quelques chariots composaient tout son équipage. Deux ou trois aides de camp, quelques officiers du palais, des secrétaires, un majordome formaient toute sa suite. Mais, fort heureusement pour le souverain, à ce modeste service de campagne, le général Bazaine avait ajouté un officier français qui devait fournir à l'auguste vogageur tous renseignements et indications nécessaires selon les circonstances. C'était le commandant Loysel, officier de l'état-major du corps expéditionnaire. Cet officier sut rendre de si grands services dans les détails intimes du voyage, qu'il s'acquit, de la part du jeune souverain, une confiance qu'il devait brillamment utiliser plus tard.

La petite colonne impériale prit la route du Nord et fit, le quatrième jour de marche, son premier séjour à San-Juan del Rio, charmante petite ville, située à trente-cinq lieues de Mexico. Très dévouée aux institutions nouvelles, la population courut au devant de l'Empereur et lui fit un accueil enthousiaste.

Le lendemain était le 15 août et Maximilien, très heureusement inspiré, voulut s'associer à la Fête Nationale française qui, alors, se célébrait partout avec un patriotisme ardent et joyeux et que ne pouvaient manquer de commémorer religieusement tous les Français qui l'accompagnaient. Sa Majesté réunit autour d'elle, dans un grand banquet, tous les Français faisant partie de sa colonne et, levant son verre au milieu des soldats, elle porta, en l'honneur de « la France et de son auguste Empereur », un toast chaleureux qui fut couvert par les cris vibrants de nos ca-

valiers dont l'enthousiasme confondait les deux souverains dans leurs vœux bruyants.

Quelques jours après, l'Empereur fit une entrée solennelle, au milieu d'un enthousiasme ardent et sincère, dans sa *bonne* ville de Queretaro, ainsi qu'il se plaisait plus tard à l'appeler. Hélas, que ne mérita-t-elle toujours ce précieux qualificatif ! Il s'intéressa à tout, il admira particulièrement le gigantesque et merveilleux aqueduc, digne des Romains, qui apporte au cœur de la ville les eaux vives, recueillies au loin dans les gorges de la Cordillère. Enfin, en un matin ensoleillé, poussé, sans doute, par un cruel et ironique destin, entouré d'un cortège d'Indiens l'acclamant à l'envi, il fit l'ascension du Cerro de Queretaro, suivant les méandres d'un sentier alors plein de joies et de sourires et qui devait être, trois ans plus tard, le chemin de croix le conduisant au sanglant calvaire où furent brisés son front et sa couronne. Et, dans ce pèlerinage, il avait déjà pour guide le colonel Lopez !

Après quelques jours passés à Queretaro, l'Empereur prit la route de Guanajuato; mais, ayant dû supporter de fort mauvais temps, il venait d'arriver à Irapuato, lorsqu'il eut une angine qui l'obligea à suspendre son voyage et inquiéta les personnes de sa suite, surtout l'Impératrice qui songea, un moment, à aller rejoindre et soigner son auguste époux; elle eut cependant la sagesse de céder aux devoirs qui lui incombaient et elle resta à Mexico où, du reste, l'approche de l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Mexique, le 16 septembre, l'invitait à rester pour s'associer à cette solennité patriotique.

Dès le 10 septembre, l'Empereur étant rétabli et se voyant à une petite distance de la ville de Dolorès où, à ce jour de l'année 1810, le curé Hidalgo avait poussé le premier cri de l'indépendance, l'Empereur eut l'heureuse pensée d'aller fêter lui-même cet anniversaire sur les lieux mêmes d'où Hidalgo avait déchaîné la révolution. Il se rendit, en effet, à Dolorès-Hidalgo et le 16, à onze heures du soir, au milieu

d'une immense affluence de population venue de fort loin en pèlerinage, il se rendit en grand cortège à la fenêtre même d'où Hidalgo a lancé le cri de guerre aux Indiens conjurés et adressa au peuple une proclamation conçue dans un magnifique langage, remplie des plus nobles sentiments et toute vibrante du plus pur et plus ardent patriotisme. Avec un tact d'une remarquable habileté, Maximilien sut associer à ses sentiments mexicains l'action de la France et de son souverain qui, par leur intervention, venaient de consacrer et fortifier l'indépendance du Mexique. Ce discours produisit dans le pays une immense impression.

Après les enthousiasmes soulevés à Dolores, à Guanajuato, ville industrielle incrustée dans les roches argentifères les plus riches de la Cordillère, l'accueil fait au souverain fut plutôt froid, et pourtant les sentiments généreux et aventureux de Maximilien l'entraînèrent à descendre dans une mine. C'était hardi en présence des manifestations peu sympathiques de la population ouvrière, essentiellement libérale; mais il voulait à tout prix conquérir les ennemis du parti qui l'avait appelé. Ce n'en était pas moins une faute et heureusement elle n'eut pas de conséquences regrettables.

Au sortir des gorges de la montagne, Maximilien poussa jusqu'à Leon, mais renonça à s'enfoncer plus loin vers l'Ouest, dans les contrées tout récemment pacifiées par nous. Il redescendit vers le Sud, dans le grand bassin du *Rio grande de Lerma*, allant rendre visite à notre ami, le senor Condé de Velarde; l'amitié d'un si opulent grand seigneur n'était point à dédaigner. Puis il se dirigea vers Morelia, grande et riche ville du Sud, où il arriva le 11 octobre, deux mois après son départ de Mexico. Bien long voyage pour un mince résultat, car rien de caractéristique ne signala cette monotone et presque inutile randonnée; l'Empereur, au contraire, rencontra plus de vicissitudes et de tribulations que de vraies satisfactions. Si les populations lui parurent sympathiques et heureuses de l'acclamer, le ciel ne se montra pas du tout clément, car il répandit, presque

constamment, sur sa tête ses plus abondantes cataractes. Souvent la caravane impériale faillit disparaître dans les bourbiers ou les fondrières et se trouva, en maintes circonstances, aux prises avec des difficultés matérielles fort embarrassantes. D'incidents militaires ou dramatiques, l'auguste voyageur touriste n'en eut pas les plus minces émotions. Mais, grâce à certaines anecdotes plus ou moins banales et singulières, le souverain put se former un jugement fondé sur les habitudes et les mœurs variées des fonctionnaires mexicains et des membres du clergé. A ce dernier point de vue surtout ses réflexions durent être éminemment suggestives. Ici, c'est un évêque qui, se trouvant mal logé à son siège épiscopal, a pris l'habitude de résider à Mexico; là, c'est un pays où, depuis nombre d'années, on ne baptise plus les enfants des Indiens, sans doute parce que les parents ne peuvent pas payer convenablement les frais de ce sacrement. Ailleurs, dans un pueblo où l'Empereur est installé depuis plusieurs heures, le curé de la paroisse se présente à lui et s'excuse de ne s'être pas trouvé à son arrivée, en prétextant qu'il revenait de voyage ayant été conduire *son fils* à la confirmation de l'évêque !! Enfin, c'est au cours de ce voyage que l'Empereur rencontra, dans une petite paroisse, un prêtre qui sut capter ses sympathies, et l'emmena avec lui; c'était le padre Fischer. Cet ecclésiastique était d'origine allemande; élevé dans la religion réformée, lorsqu'il fut adulte, il vint en France, se convertit à la foi catholique et se rendit à Rome où il entra dans les ordres. Plus tard, à la suite et sous l'influence de circonstances particulières, il quitta l'Europe et vint au Mexique, où il était, depuis nombre d'années, desservant de petites paroisses; telle est l'histoire qu'il conta mais que j'aurai à compléter. L'Empereur, touché, sans doute, par cette odyssée intentionnellement incomplète et aussi par des aptitudes et des qualités dont le malin padre eut le talent de faire valoir le prix, l'attacha à sa maison comme chapelain. On verra, par la suite, qu'il sut exploiter la situation et, d'un modeste

directeur de conscience, parvint à devenir un personnage, même une puissance, toute occulte qu'elle s'efforça d'être. En tout cas, c'est encore le mauvais génie de Maximilien qui lui fit faire cette acquisition fortuite et malheureuse pour tout le monde.

Pendant cette trop longue absence du souverain, peu d'événements saillants se produisirent à Mexico; l'Impératrice conduisait les affaires courantes avec intelligence, fermeté et un tact remarquable. Il est vrai que toutes les grosses questions restaient en suspens.

Quant à l'action personnelle et en quelque sorte technique militaire de l'intervention, le général en chef achevait de consacrer l'occupation des contrées les plus lointaines, de refouler vers la frontière du Nord ou plutôt de disperser les derniers fragments des forces militaires de Juarez et conséquemment de faire perdre tout espoir aux généraux et aux hommes politiques importants, restés jusqu'au bout fidèles à sa cause, et qui, grâce aux démarches habiles du général Bazaine, se décidaient à faire adhésion à l'Empire. Le nombre de ces ralliés augmentait sérieusement et on était en droit de considérer, à cette époque, comme gagnée la cause de Maximilien.

Pendant que l'Empereur du Mexique errait à cent lieues de sa capitale, glissait sur les flots de l'Océan une nouvelle qui allait témoigner à notre brave petite armée toutes les satisfactions de l'Empereur Napoléon. De nombreuses récompenses étaient accordées au corps expéditionnaire et le plus grand honneur auquel peut atteindre un soldat victorieux était fait à son chef suprême qui, depuis deux années, ne lui avait procuré que des victoires. En effet, c'était le soir d'une des premières journées d'octobre, Vera-Cruz avait déjà signalé l'arrivée du courrier de France et chacun attendait impatiemment la venue des lettres du pays. Le général Bazaine revenait en voiture de sa promenade habituelle au Paseo; lorsqu'il sortit de son coupé, il nous regarda avec un étrange sourire, se tourna vers l'officier qui

l'accompagnait et lui dit : « Dites-leur la nouvelle ! » — « Oui, Monsieur le Maréchal ! » répond solennellement notre ami, le capitaine Legué. Ce fut, de notre part, une explosion de joie et, en embrassant notre chef aimé, nous vîmes des larmes s'échapper de ses yeux : « Comme l'Empereur est bon !... Oui, mes enfants, il me nomme Maréchal de France! » Et il nous donna la lettre autographe de l'Empereur que le brave commandant Willette, notre chef de file, nous lut avec onction et d'une voix tremblante d'émotion. Une heure après, le vieux vin français moussait à pleins bords dans les coupes de cristal; une joie folle avait envahi le quartier général.

La nouvelle s'échappa aussitôt du palais de San-Cosme et s'envola, sur des ailes électriques, dans toute la ville de Mexico d'abord, dans tout le Mexique ensuite où le général, qu'on appelait Bazaine tout court, était aimé et admiré par tous, honoré et estimé par ses adversaires même. Dans la soirée, ce fut, au quartier général, une procession de félicitateurs et une avalanche de félicitations écrites, aussi bien du corps expéditionnaire que de toutes les personnalités mexicaines, l'Impératrice Charlotte en tête. Puis, quelques jours après, Maximilien adressa une lettre des plus flatteuses et des plus caractéristiques, honorant également le prince qui l'avait écrite et le grand dignitaire français à qui elle s'adressait. Il est bien regrettable que ce souverain n'ait pas toujours conservé au cœur les sentiments pleins de noblesse qu'il exprimait avec une grande sincérité et dont le Maréchal fut profondément touché.

Je ne puis signaler, sans la souligner, cette élévation à la plus haute dignité à laquelle, alors, pouvait atteindre un soldat de la France, car l'homme qui en fut l'objet, fut, en un jour de malheur national, emporté par un cyclone où sombrèrent la plupart de nos gloires et, par un inexorable destin, offert en victime expiatoire à notre orgueil national humilié.

La caractéristique principale qui se dégage du fait, c'est

qu'en trente-trois ans, un simple soldat français est devenu maréchal de France.

En 1831, muni d'une solide instruction qui l'avait amené jusqu'au seuil de l'Ecole Polytechnique, le jeune étudiant de 18 ans, Bazaine, fut séduit par le début de la guerre d'Afrique que venait d'illustrer la prise d'Alger, et s'engagea comme modeste fantassin dans un des corps guerroyant sur cette terre qui allait devenir une partie de la France. Bien doué au point de vue moral et intellectuel, zèle, chauvinisme, dévouement, sentiment du devoir, esprit de discipline, le petit soldat qui possédait ces vertus gagna rapidement l'épaulette par sa bravoure et son entrain. L'officier continua à se faire remarquer en toutes les circonstances, si fréquentes alors, où parlait la poudre, et elles furent nombreuses les actions d'éclat qui le mirent en relief. Capitaine de chasseurs à pied, il fut très grièvement blessé à un de ces durs combats qui furent la gloire de notre vieille armée d'Afrique et illustrèrent les Bugeaud, les Changarnier, les Lamoricière, etc... On le revit en Crimée, colonel puis général; c'était toujours le chef prudent, habile, d'une bravoure froide, réfléchie, communicative, qui arrête les défaillances. En Italie, général de division, il est le glorieux vainqueur de Melegnano, puis un des héroïques assaillants de la tour de Solférino. Au Mexique, il a toujours conduit les opérations les plus dures, les plus difficiles, avec un art et une science remarquables et sa bravoure légendaire. Toutes les fois qu'il a mené ses troupes au combat, il a vaincu. Enfin, la merveilleuse campagne qu'il vient de terminer dans l'intérieur de l'immense Mexique, en a fait un stratège et, par la conduite de l'intervention dans les affaires mexicaines, il s'est révélé un administrateur et un politicien remarquable.

Bazaine avait bien gagné le bâton de Maréchal que lui donnait l'Empereur.

CHAPITRE XIII

RETOUR DE MAXIMILIEN

L'Impératrice décide d'aller au-devant de l'Empereur. — Le maréchal s'offre à l'accompagner. — Camp de parade de San-Lazaro. — Déjeuner au sommet de la Cordillère. — Cantonnement à Lerma. — Dîner de l'Impératrice. — Messe au village. — Arrivée à Toluca. — Au devant de l'Empereur. — Réception d'un Gallo des femmes, puis d'un Gallo des hommes. — Manifestation très suggestive. — Retour provisoire à Mexico — Le camp impérial de Cuajimalpa. — Réception faite aux souverains ; dîner, feu d'artifices. — Messe au Camp. — Excursion au *Désert*. — Rentrée à Mexico, 30 octobre.

Cependant, l'Empereur après s'être complu à séjourner à Morelia qui l'avait couvert de fleurs, et où on le retenait dans les bras de la flatterie et dans les charmes des ovations, se décidait enfin à reprendre la route de Mexico. Cette nouvelle souleva une grande émotion dans la capitale où on vit, avec joie, que les affaires trop longtemps suspendues allaient reprendre leur essor.

L'Impératrice, qui savourait avec délices les charmes d'un pouvoir si flatteur pour son orgueil, voulut paraître ravie de ce retour et manifesta le désir d'aller jusqu'à Toluca au devant de son cher époux. Aussitôt le Maréchal s'empressa d'offrir à cette gracieuse souveraine la protection de son épée. La proposition est acceptée avec autant de grâce qu'elle était faite et on se met immédiatement à l'œuvre pour organiser les détails du voyage.

Il y a plus de dix-huit lieues et l'Impératrice veut les parcourir à cheval en un seul jour; mais la froide rai-

son du Maréchal fait observer respectueusement qu'une femme ne peut tenter une entreprise pareille; d'autant qu'il faut franchir toute la chaîne des Cordillères, ce qui est une prétention irréalisable.

On convient alors qu'on ne fera que quatorze lieues, course déjà fort convenable, et qu'on couchera à Lerma, au pied de l'autre versant des montagnes. L'Impératrice déjeunera à moitié chemin, c'est-à-dire au Llano de San-Lazaro, ravissante petite plaine située à peu près au point culminant de la route.

L'organisation de cette expédition m'incombait tout naturellement avec l'aide précieuse de mon excellent camarade, le capitaine Legué, un débrouillard de premier ordre. Il nous fallut faire diligence car, si notre train de maison en campagne était trop bien organisé pour ne pas être d'une mobilisation facile et rapide, la présence d'une Impératrice nécessitait un surcroît de dispositions d'un genre particulier et naturellement délicat. Cependant, un jour nous suffit pour tout préparer.

Le 2 octobre, au matin, nous mettons en route, sous l'escorte d'une division de chasseurs d'Afrique, un petit convoi composé de nos voitures à bagages et de quelques chariots chargés de tentes, de meubles, d'une batterie de cuisine et de provisions de bouche raffinées, enfin, de tout le nécessaire pour disposer un camp de parade provisoire et y servir un repas sélect à Sa Majesté, car la gracieuse Impératrice a daigné accepter le déjeuner champêtre de grand'halte que lui offre le Maréchal. Enfin, après le déjeuner et munis des dernières instructions du grand chef, Legué et moi, avec quelques cavaliers d'escorte, nous partons à vive allure et rejoignons notre petite colonne à Santa-Fé. Puis, nous faisons, en touristes, l'escalade des pentes pittoresques du versant de la grande chaîne américaine. On marche lentement car les chariots sont pesamment chargés et, bien qu'on ait pris la précaution de doubler les attelages, ils ont beaucoup de peine à gravir une interminable côte de

sept lieues. Aussi, seulement au commencement de la nuit, le petit convoi arrive au Llano de San-Lazaro. Là, près d'un misérable hameau de bûcherons, situé à l'entrée de la plaine alpestre, se trouve campée, depuis la veille, une compagnie du 7e de ligne que le Maréchal a envoyée pour la circonstance. Comme, déjà, l'obscurité la plus noire enveloppe tout le pays, nous nous installons tant bien que mal à côté du petit camp déjà établi et remettons au lendemain l'organisation de notre bivouac théâtral.

Avant le jour, nous sommes sur pied. Il fait un froid vif et piquant qui sollicite à rester sous la tente; mais il n'y a pas de temps à perdre et, sitôt qu'une lueur blanchâtre vient colorer le ciel au-dessus des cimes de l'Orient et dessiner vaguement les contours des monts, nous faisons plier les tentes de la nuit, atteler les voitures et nous courons à la recherche d'un emplacement favorable pour l'établissement de notre camp.

Je trouvai promptement mon théâtre, au pittoresque rêvé; la scène et les décors étaient en place. C'était au bord d'un torrent en miniature dont les eaux, étincelant au soleil levant, bondissaient d'un rocher sur l'autre. Ce ruisselet était d'une délicieuse fraîcheur, courant follement entre des pelouses éclatantes de verdure, sur des roches qui le blanchissaient d'écume, se cachant parfois sous des bosquets mystérieux. Non loin de ses rives capricieuses, se dressait la sombre forêt aux sapins séculaires qui couvre de son manteau impénétrable les flancs abrupts de toutes les montagnes. Une large éclaircie, ouverte dans les soubassements des contreforts voisins, permet à la vue de courir dans l'infini d'un ciel bleu profond, au milieu des pitons entassés, jusqu'à un horizon lointain, et, des deux côtés, la vallée naissante offre un panorama grandiose que la Suisse envierait et que la chaude lumière des tropiques pare de couleurs incomparables.

Sitôt l'emplacement choisi et notre plan arrêté, nous faisons avancer et décharger tout le matériel, dresser les ten-

tes, établir les cuisines et tout mettre en train. Je réunis tous les Indiens du village et les envoie dans la forêt pour y faire provision d'arbres, de branches, de fleurs et de mousse. Puis, je fais changer le bivouac de la compagnie d'infanterie, celui de nos cavaliers, et nous disposons un camp nouveau, plus pittoresque et théâtral que guerrier peut-être. Cependant il est entouré de petits postes et de vedettes de manière à assurer la sécurité et produire, en outre, un certain effet théâtral. Ma tente, une petite marquise, doublée d'une perse fraîche et élégante, semée de bouquets de roses Louis XV, a été choisie pour servir de réduit à Sa Majesté qui pourra s'y retirer en descendant de cheval et y trouver la retraite qu'exige le rajustement d'une toilette de femme. Je la fais dresser un peu à l'écart, près du ruisseau, dans un endroit retiré et discret; j'y fais tendre un tapis moelleux, établir une toilette, un fauteuil, une petite table, etc..., enfin tout le confort matériel qu'on peut introduire dans le volume réduit de cette minuscule chambre à coucher. Tout autour, je fais planter un petit bois de sapins dont le feuillage doit calmer les ardeurs du soleil et intercepter les regards des indiscrets, qui, bien que tenus à l'écart par des sentinelles, n'auraient pas craint de violer cette retraite de la grâce et de la grandeur.

D'autre part, une table de seize couverts est dressée sous la grande tente, salle à manger du maréchal, qui disparaît au milieu d'une petite forêt artificielle et sous les guirlandes de feuillage fleuries d'orchydées, de bégonias et autres merveilles de la flore des alentours. Le service de la table est, du reste, très brillamment organisé et nous mettons la plus grande coquetterie à faire croire à un repas offert sous les lambris dorés d'un palais.

Toutes ces dispositions étant prises, je surveillai les préparations gastronomiques qui devaient constituer un menu assez recherché. J'avais insisté, dans sa composition, sur l'article des entremets sucrés, car je savais que l'Impératrice avait une prédilection marquée pour ces sortes de friandises.

Sa Majesté, du reste, voulut bien remarquer cette attention et s'y montrer sensible.

Lorsque tout fut prêt, que les parfums du laboratoire culinaire commencèrent à devenir complexes et pénétrants; que, d'autre part, la mise en scène était à son point, nous consacrâmes quelques moments d'attention aux soins minutieux de notre toilette personnelle et, montant à cheval, nous allâmes au devant de la noble cavalcade qu'on distinguait déjà descendant par des lacets serrés du col de Las Cruçes, point culminant de la route.

Sa Majesté, partie à 5 heures du matin de Mexico, en voiture, était montée à cheval à Santa-Fé où l'attendait le Maréchal et avait commencé la chevauchée ayant à ses côtés le maréchal Bazaine et le général Almonte. Derrière, suivaient le comte de Bombelle, écuyer de l'Impératrice et les officiers d'ordonnance du Maréchal. Dans une voiture, venait ensuite Mme Almonte, grande maîtresse du palais; enfin, cheminaient plusieurs équipages portant des femmes de chambre, des laquais et des bagages; deux pelotons de chasseurs d'Afrique formaient l'escorte. Vers 11 heures, le cortège débouchait dans la petite plaine de San-Lazaro. L'Impératrice paraissait enchantée de son rapide voyage et ne laissait voir aucune marque de fatigue. Elle portait une charmante amazone grise et un petit *sombrero* mexicain (chapeau en feutre blanc à bords larges et plats, garnis d'un galon d'or). Cette coiffure, plus pratique qu'élégante et gracieuse, était évidemment un sacrifice fait par la coquetterie féminine à une démonstration patriotique, peut-être exagérée pour une souveraine et surtout pour une jolie femme; quelques plumes d'autruche, flottant avec art sur le côté, auraient agréablement rehaussé les formes trop géométriques de ce chapeau national.

Sur l'ordre du Maréchal, je me portai à quelque distance en avant et conduisis l'Impératrice devant sa tente où s'étalait un petit jardin artificiel semé de fleurs. Sa Majesté mit pied à terre avec le concours formaliste de son écuyer de

Bombelle, elle fit, en souriant, une reconnaissance rapide de son minuscule appartement et se promena autour en admirant le paysage. Le Maréchal lui ayant fait demander qui elle voulait recevoir à sa table, elle fit répondre qu'elle désirait que tous les officiers de sa maison prissent part au déjeuner. Peu après on se mit à table.

Le repas fut plein de gaieté, et Sa Majesté sut gracieusement écarter l'excès d'étiquette qui aurait pu produire une froideur regrettable, si peu en harmonie avec l'aspect simple et riant de la nature qui nous entourait, surtout avec le programme gastronomique harmonieux que présentait le menu.

Je l'ai sous les yeux cette nomenclature que ne répudierait pas Brillat-Savarin et sa lecture, après quarante années de digestion, rappelle encore les fumets savoureux d'antan.

Après le déjeuner, Sa Majesté se retira dans sa tente pour s'y reposer sans doute; peut-être aussi pour confier ses impressions à son journal de voyages.

En effet, à quelque temps de là, l'Impératrice Charlotte, ayant conservé un charmant souvenir de l'excursion qu'elle avait fait à Toluca, copia, dans une lettre qu'elle écrivait à son père le roi Léopold, les passages où elle racontait son voyage, les réunit dans un élégant album aux armes impériales, les signa de sa main et les envoya avec une dédicace flatteuse au maréchal Bazaine.

Avec sa permission, cet hommage gracieux fut imprimé à quelques exemplaires et donné en souvenir aux rares officiers qui avaient collaboré ou pris part à l'expédition.

Enfin, vers 2 heures, malgré un soleil de feu, on partit. L'Impératrice avait parlé de repartir à cheval et on s'était efforcé de la dissuader de cette deuxième chevauchée trop pénible pour une femme; mais l'intrépide amazone était tellement séduite par les merveilles du pays qu'elle fut inébranlable et remontant son cheval *Isabelle*, elle se remit en route d'une allure vive et alerte; si bien que le capitaine Légué et moi, envoyés encore en avant pour assurer, à

Lerma, le logement impérial et le nôtre aussi, il nous fallut faire au galop les cinq lieues nous séparant de la ville qui n'est, en réalité, qu'un gros village fort mal bâti. Nous y trouvâmes quatre compagnies du 7e de ligne qui, avec la force rurale de la localité, étaient déjà disposées pour former la haie sur le parcours de l'Impératrice; des arcs de triomphe en feuillage, tout frangés des roseaux du grand étang voisin, s'élevaient de distance en distance et une foule d'Indiens garnissait la rue et les terrasses, portant de longs bambous garnis de mouchoirs en indienne, composant un pavois étrange qui étonna l'Impératrice. La maison la plus convenable avait été disposée du mieux possible pour recevoir la noble voyageuse et une deuxième masure, la seconde de l'endroit, était préparée pour le Maréchal. Assuré que tout était aussi convenable que le permettaient les ressources locales, je laissai mon camarade mettre un peu d'ordre dans l'immeuble de notre chef et revins attendre le cortège au dehors du village.

L'entrée triomphale manqua absolument de prestige, elle fut troublée par une averse subite qui tomba durant un quart d'heure avec une violence extrême et dont l'Impératrice ne perdit pas une goutte; c'était l'agua-sero classique. Malgré ce déplorable contretemps, Sa Majesté reçut avec les plus gracieux sourires les vivats de la population que la pluie n'avait cependant pas refroidie. Arrivés crottés, mouillés devant la maison impériale, nous prîmes congé de l'Impératrice qui nous pria fort aimablement de venir dîner à sa table, une heure après.

Il n'y avait pas de temps à perdre et nous courûmes prendre possession du domicile qui nous avait été préparé, si on peut employer cette expression, car nous étions tous entassés dans une même cabane. Nous fîmes une toilette rapide et, à l'heure exacte, nous pénétrions avec le Maréchal dans le palais. Il ne faudrait pas croire, en effet, que l'immeuble qui eut l'honneur d'abriter le sommeil d'une tête

couronnée, n'était qu'une baraque. Cette demeure simple, sans ornements, sans prétentions architecturales, n'avait point d'étages mais un simple rez-de-chaussée surmonté d'une terrasse. On y pénétrait cependant par une grande et large porte à deux battants et un corridor dallé. Ses bâtiments entouraient une large galerie à colonnes enveloppant une vaste cour fleurie.

Suspendez partout des guirlandes de fleurs; déployez l'étendard impérial mexicain et peuplez les corridors, les galeries de grenadiers français aux visages bronzés mais fiers et intelligents, faites vibrer les arceaux des vivats répétés de la foule indienne qui s'agite au dehors, et vous trouverez que ce palais improvisé valait bien des demeures princières de la vieille Europe.

Sitôt après l'entrée du maréchal Bazaine et de ses officiers dans un salon d'attente, l'Impératrice parut et, après échange de paroles gracieuses, on se mit à table.

L'office impérial assurait le service; mais le menu était un produit bâtard de mexicain et d'européen qui constituait un ensemble assez désagréable. Cependant, un certain vin du Rhin, émanant de la cave impériale, racheta l'insipidité de bien des brouets mexicains. J'ai toujours regretté de n'avoir point conservé le programme détaillé de ces agapes panachées. Du reste, tout l'attrait, tous les charmes de ce repas nous vinrent de l'amabilité parfaite de l'Impératrice qui fut gaie, gracieuse et affable pour tous; son esprit très français rendit cette réunion délicieuse.

Lorsque le dîner fut terminé, il était déjà tard et Sa Majesté se retira, laissant les convives, grands ou petits, regagner leur gîte plus ou moins réparateur.

Le lendemain est un dimanche et il faut entendre la messe; pourtant l'emploi du temps de la matinée est déjà bien chargé pour une journée ordinaire. Aussi, dès 7 heures, nous sommes réunis autour du Maréchal devant la maison impériale, attendant Sa Majesté pour aller avec elle à la petite église du village. La politesse des rois est, dit-on, l'exacti-

tude, l'Impératrice fut polie et ne se fit attendre qu'un instant. L'église n'étant pas éloignée, on s'y rendit à pied.

L'ensemble du cérémonial adopté par le modeste clergé d'une si pauvre paroisse était original, mais touchant cependant; ces pauvres prêtres avaient fait tant d'efforts pour bien faire ! Mais le malheur fut qu'ils étaient secondés par une musique, qui, composée des artistes de la localité, était absolument fantaisiste et horrible à entendre. Le fauteuil servant de trône avait été installé sur le haut du chœur et lorsque l'Impératrice dut faire l'ascension nécessaire pour s'y asseoir, elle eut des peines infinies à conserver une contenance sérieuse et digne. Si ces braves gens avaient osé et s'ils avaient eu la place nécessaire, ils auraient essayé de hisser la souveraine sur l'autel. Enfin, tant bien que mal, les méandres d'un cérémonial naïf et convaincu furent parcourus sans encombre et, sitôt que le bon vieux curé eut dit, avec toute l'onction que lui permettaient ses formes anguleuses : « *Ite, missa est* », le Maréchal sortit rapidement de l'église pour prendre son cheval qui l'attendait sur la petite place. Nous n'eûmes que le temps d'enfourcher et de partir au galop, car l'Impératrice était déjà en voiture.

Il y a quatre lieues de Lerma à Toluca, sur une route horizontale et toute droite. Craignant d'être rattrapé par Sa Majesté, le Maréchal dévora l'espace et, d'un temps de galop, il arriva à Toluca assez en avance pour aller visiter la maison préparée pour les souverains et revenir faire cortège à l'Impératrice à son entrée en ville.

L'Empereur était attendu pour midi et l'Impératrice voulut aller au devant de lui en voiture. Nous commencions à trouver que cette auguste personne avait une activité un peu trop dévorante ! Car nous n'avions pas une minute à perdre pour être prêts à repartir si prestement. Il nous fallait nous installer dans un hôtel, y déjeuner, faire disparaître les traces d'une course folle, ayant dévoré quatre lieues dans un désert de sable, et revenir pour escorter la noble voyageuse. Enfin, tout cela fut fait en moins d'une

heure et le maréchal Bazaine, dont l'activité défiait le temps, était aux ordres de Sa Majesté avant l'heure fixée.

L'Impératrice monta en américaine avec Mme Almonte et traversa la ville au milieu d'une foule énorme qui emplissait les rues dans l'attente de Maximilien. En sortant de Toluca, nous rencontrons un officier d'état-major qui avait été adjoint au commandant Loysel. Il annonce que l'Empereur n'est qu'à une lieue et qu'il ignore la surprise qui l'attend dans la personne de son auguste épouse. Aussitôt le Maréchal me prescrit d'aller rapidement annoncer à Sa Majesté que l'Impératrice vient au devant d'elle. Une douzaine de minutes après, je rencontrais l'Empereur au sortir d'une hacyenda où on venait de l'assourdir par les détonations des coetes et des pétards. Sa Majesté reçut mon message de la façon la plus gracieuse et m'invita à revenir avec elle auprès de sa voiture. Du reste, une foule d'assez vilains Mexicains lui faisaient escorte et si ce n'eût été l'escadron du 5° hussards qui avait accompagné l'Empereur, on aurait très bien pu prendre ce cortège pour une bande d'aventuriers. Parmi tout ce monde, on remarquait surtout une nouvelle recrue dont la maison de l'Empereur aurait bien dû se passer : c'était le fils du général Uraga, qui, il y avait deux mois à peine, portait encore avec acharnement les armes contre nous et venait d'être nommé officier d'ordonnance de l'Empereur. Il eût été tout au moins décent de laisser faire, à ce farouche ennemi de la veille, un surnumérariat dans les antichambres impériaux; mais l'Empereur ne comprenait pas les justes milieux; il commençait à se lancer inconsidérément dans une voie libérale exagérée qui devait lui devenir funeste. Des gens ralliés de la veille, par intérêt ou par nécessité, ne peuvent pas être de bonne foi. D'ailleurs, il est imprudent d'abandonner toute sa confiance à des hommes du surlendemain. Et, en ce qui concerne l'Uraga, dont je trouvais, auprès de l'Empereur, la présence scandaleuse, il ne méritait même de confiance de la part de personne et à aucun point de vue.

Durant que je faisais ces réflexions ou que je répondais aux questions de l'Empereur, les deux cortèges s'étaient rejoints. La rencontre des deux époux fut tendre, tout au moins en apparence; on s'embrassa avec effusion. L'Impératrice sauta même si prestement de sa voiture que, par une circonstance étrange, elle laissa voir très haut une jambe sans pantalons. Il me parut que ce détail de mise en scène ne devait pas être admise au protocole. En tout cas, il ne me vint pas la pensée de le lui reprocher; car ce petit spectacle me dédommagea de toute la poussière qui venait de m'aveugler.

Le couple souverain étant monté dans une voiture entièrement découverte, les deux cortèges réunis firent retour vers Toluca au milieu d'une foule énorme, mais animée seulement d'un enthousiasme de deuxième classe.

Le Maréchal marchait à la portière de droite, et je me trouvais à côté de lui, de sorte que je pus juger et apprécier les sentiments populaires. Curiosité et étonnement animaient le plus souvent le visage de tous les gens du peuple.

Arrivés à la demeure qui va être le palais provisoire mais pompeusement orné de draperies et de guirlandes, nous saluons Les Majestés en voyage et revenons à notre plus modeste logis pour remettre en ordre toilettes et personnes, car, le soir, il nous faudra dîner encore à la table impériale. Ce sera plutôt banqueter, le festin étant offert par la ville de Toluca. Cette plantureuse cité fit bien les choses, trop bien même, car ce fut un repas pantagruélique, et nous étions en uniforme et trop boutonnés !

Après le dîner, nous eûmes le plaisir d'assister à un spectacle peu ordinaire et des plus divertissants. C'était un *Gallo* de femmes, cérémonie que je crois être purement mexicaine. La plus grande partie, je ne dirai pas du beau sexe, mais du sexe femelle de la ville, était réuni pour venir rendre hommage à l'Impératrice. Il y avait des femmes de toutes classes et de tous âges; les riches avaient déployé leurs plus splendides atours, les plus belles toilettes de bal; celles de

la classe pauvre avaient revêtu une chemise blanche et pas trouée à la poitrine; des petites filles étaient déguisées en anges; toutes portaient des cierges, des fleurs, des rameaux, des drapeaux, des chandeliers, des candélabres même garnis de bougies allumées. Une nombreuse et bruyante musique précédait cette nuée de femmes qui se présentaient deux par deux comme une procession; il y avait même des bannières portant des inscriptions à la plus grande louange de la divine souveraine. Ce gigantesque monome comptait plus de 2.000 femmes; heureusement, elles étaient obligées de garder le silence ! Quel sacrifice ! Comme on ne pouvait recevoir tout ce monde dans une seule salle, on forma cette immense colonne en bataille dans les galeries, dans la cour, dans l'escalier, et l'Impératrice passa la revue, adressant, de ci de là, quelques paroles gracieuses et donnant de temps en temps de quoi acheter une robe à volants, à celles qui n'avaient qu'une chemise. La revue terminée, le défilé commença et l'Impératrice nous invita à y assister. Ce gigantesque ruban se déroula sur la galerie et nous passa en détail sous les yeux. Rien n'était original, grotesque parfois, comme les manières que faisaient toutes ces femmes, filles ou enfants de classes si variées; chacune cherchait à produire son effet particulier et à se faire remarquer. Et, comme pendant le défilé on avait levé la consigne du silence pour permettre les vivats et les acclamations, tout ce monde jacassait, piaillait à qui mieux mieux; c'était parfois assourdissant.

La cérémonie faite, l'Impératrice put se dépouiller de son sérieux, se mit à rire aux larmes, fit quelques remarques piquantes et spirituelles, s'entretint quelque temps avec nous, puis se retira. Aussitôt le Maréchal nous ramena au quartier général, considérant avoir bien rempli la journée. Hélas ! il se trompait, la mesure n'était pas comble.

Nous allions nous coucher, quand un vacarme effroyable venant du dehors, nous attira au balcon. La rue était en feu; c'était le gallo des femmes qui venait donner une sérénade « au général Bazaine ». Il nous fallut subir une deuxième

fois le défilé de ce singulier cortège. Je dois dire que ces dames montrèrent beaucoup plus d'enthousiasme que pour l'Impératrice; parbleu ! nous étions des hommes ! C'étaient des vivats, des cris frénétiques qui étaient peut-être doux au cœur mais assurément bien durs pour les oreilles. Que de baisers et d'œillades partaient de tous côtés ! Et, ma foi, il y avait de bien jolies filles dans le tas ! mais, hélas, elles passèrent comme fait le parfum des roses. Quand la voie publique fut rentrée dans un calme relativement naturel, nous nous précipitions sur nos lits. Une demi-heure s'était à peine écoulée, les paupières commençaient à se clore, quand surgit un nouveau vacarme, plus formidable encore que le premier. Je croyais à une réédition de la scène que nous venions de subir, et pourtant nous ne l'avions pas bissée. Erreur ! on se revêtit. C'était le *Gallo* des hommes. La plaisanterie devenait fatigante, d'autant que, cette fois, si l'enthousiasme avait un caractère plus sérieux, il manquait du pittoresque et du piquant du premier. Ce qu'il y avait de plus significatif, je devrais dire de plus instructif, dans les manifestations spontanées de ces hommes absolument indépendants qui appartenaient surtout à la classe populaire, c'était d'entendre les cris très répétés de : « Viva el général Bazaine ! Viva el Imperador Napoléon, nuestro liberador ! y viva la Francia ! » Voilà ce que criait tout ce peuple qui, instinctivement, rendait à César ce qui appartenait à César. Toute cette foule passa et repassa deux fois pour donner plus de signification au gallo. Et ce qui nous étonna le plus, c'est que tous ces hommes portaient des drapeaux et que la grande majorité agitaient les couleurs françaises. Cette grandiose manifestation nous impressionna profondément, surtout le maréchal Bazaine. Aussi je ne puis m'empêcher d'en adresser l'écho aux mânes des hommes de l'opposition française d'alors qui nous accusaient d'aller violenter ce peuple du Mexique.

Enfin, nous pûmes essayer de goûter un repos bien gagné; mais, glacés par le froid très vif que nous avions

éprouvé sur le balcon et troublés sans cesse par les bruits de l'effervescence du dehors qui se prolongea presque toute la nuit, nous dûmes nous contenter d'un sommeil rétif et intermittent.

Le lendemain matin, l'Empereur devant aller, avec l'Impératrice, visiter quelques villages indiens des environs, nous étions libres et j'accompagnai le Maréchal qui voulut visiter les alentours de la ville. Le chef militaire pensait aux choses sérieuses; avait-il déjà des intuitions des complications futures ? Toujours est-il qu'il tenait à voir par lui-même quels travaux de défense seraient nécessaires, le cas échéant, pour fortifier Toluca qui, stratégiquement, tenait la clef d'une des principales voies d'opérations conduisant à Mexico.

Dans la journée, on vint rendre compte qu'au cours de leur excursion, Leurs Majestés avaient été insultées, narguées par une bande de guerilleros placés sur un cerro et qui, sans la présence d'un peloton de hussards français, les auraient certainement attaquées, peut-être enlevées. Quel coup de théâtre c'eût été ! Qui sait ? au moment où il se serait produit, cet événement eût peut-être été le salut de la cause de l'intervention française, en imposant, par la force des choses, une orientation nouvelle dans notre politique et dans notre action dès lors plus libre, plus indépendante. Cette alerte nous fit réfléchir encore davantage au caractère de la manifestation de la nuit.

Quelques instants après l'arrivée de cette étonnante nouvelle, les souverains rentraient à Toluca mais restaient muets sur leurs impressions de la journée. Il est vraisemblable que le Maréchal les connût en partie, mais nous n'en sûmes rien. Quoiqu'il en soit, le soir nous dînions encore à la table impériale et je fis comme d'habitude le plus grand honneur à son vin du Rhin, l'incomparable Johannisberg.

Après le repas, l'Empereur emmena le Maréchal dans son cabinet, sans doute pour avoir l'air de s'occuper enfin de choses sérieuses; en tout cas, il dut s'entretenir tout au

moins de l'incident du jour. Une demi-heure après, nous nous retirions.

Au cours des entretiens de la journée, il avait été convenu que Leurs Majestés mettraient deux journées pour revenir à Mexico, et on avait accepté l'invitation faite par le Maréchal de coucher au camp le jour du départ, Son Excellence ayant l'honneur d'y recevoir le couple impérial trois jours après. Il importait donc de procéder, avec une extrême urgence, à l'organisation de cette réception qui était beaucoup plus importante que la précédente et surtout plus compliquée, d'autant que nous ne pouvions l'organiser convenablement à Toluca et qu'il fallait revenir à Mexico. La tâche m'incombait encore; j'y appliquai mon esprit et fis un avant-projet que le Maréchal accepta.

Le lendemain matin, avant le jour, nous partions pour Mexico, devant faire d'une seule traite les dix-huit lieues qui nous en séparaient à travers les montagnes. Du reste, le froid très vif et un brouillard intense nous glaçaient et les chevaux marchaient d'un pas alerte et rapide. Nous ne faisions que de petites haltes, juste de quoi laisser souffler les attelages qui nous suivaient. A 10 heures, nous arrivions au hameau de San-Lazaro où nous faisions une pause d'une heure pour déjeûner et nous repartions.

Lorsque nous eûmes franchi le col de la chaîne de partage et que nous nous mîmes à descendre le versant qui fait face à Mexico, le Maréchal commença à chercher un emplacement pittoresque pour y établir son camp. Il choisit, à Cuajimalpa, une longue croupe recouverte d'une fine pelouse, entourée de montagnes pittoresques et couvertes de riches forêts. Ce mamelon s'avance en pente douce vers la vallée et la plaine de Mexico qui s'ouvrent devant lui dans toute leur immense étendue. Le panorama est merveilleux, le terrain est bon, le Maréchal se décide pour cet endroit et me donne toutes ses instructions.

Les chariots, avec une garde, restèrent à une hacyenda voisine sur la route et nous continuâmes notre chevau-

chée vers Mexico. Cette dernière partie du voyage devait se faire à vive allure, car nous étions débarrassés de nos impedimenta; mais nous fûmes gratifiés d'une pluie mêlée de neige qui, rendant la route très glissante, nous força à aller au pas, souvent même à marcher à pied à cause des descentes qui étaient devenues dangereuses; néanmoins, nous arrivions encore au quartier général à 5 heures.

Aussitôt, je pris toutes mes dispositions nécessaires : charger des tentes, des meubles de toutes sortes, acheter des provisions, commander à l'artillerie un feu d'artifices, et bien d'autres menus détails. Dès le lendemain matin, un bataillon du 3e zouaves et la musique du 81e de ligne partirent pour Cuajimalpa. Enfin, le surlendemain, 29 octobre, nous repartions avec le Maréchal suivis par les chariots qui portaient tout mon matériel mobilisé. De très bonne heure, nous arrivions et aussitôt je me mettais à l'ouvrage.

Le 3e zouaves fournit deux cents hommes de corvée éminemment habiles et débrouillards qui, en quelques heures, eurent déchargé les voitures, mis tout à pied d'œuvre, dressé les tentes aux emplacements indiqués par le grand chef, établi les cuisines et mis au pillage la forêt pour recueillir des branches, des fleurs et toutes les richesses ornementales que prodigue une riche nature.

Vers 4 heures, tout était prêt et nous montions à cheval pour nous porter au devant du cortège impérial, qui ne tarda pas à déboucher du Col de las Cruces. Le temps était splendide et l'admiration de Leurs Majestés fut complète en entrant dans le camp où une compagnie d'honneur du 3e zouaves, avec son drapeau et la musique, les reçut solennellement.

On ne pouvait rien imaginer de plus pittoresque que ce petit bivouac disposé avec art, soigné, coquet, fleuri et tout pavoisé de bannières et d'oriflammes; on ne peut contempler rien de plus grandiose que le panorama qui l'encadrait et on est impuissant à rendre l'effet que produit cette im-

mense vallée de Mexico, éclairée, embrasée par un soleil du soir, vue des sommets de la Cordillère.

Deux grandes tentes dressées côte à côte, ouvertes sur la vallée, permettaient d'admirer Mexico inondée de lumière au milieu de ses grands lacs et entourée de mille montagnes aux silhouettes pittoresques. Tout autour du mamelon qui porte le camp, des petits postes bien disposés animaient les premiers plans du panorama, des grand'gardes, à demi cachées sur les parties dénudées des pitons voisins, troublaient la solitude des grands bois. Le quartier impérial formait une petite cité isolée, composée des deux tentes des souverains et de quelques autres placées derrière. Ces dernières étaient occupées par le général Almonte, sa femme et diverses autres personnes de la suite. En arrière, à une cinquantaine de mètres, le quartier général du Maréchal groupait ses tentes autour du fanion tricolore français. Enfin, cachées dans un bosquet voisin, les cuisines fumaient avec conviction. Du reste, nous n'avions rien négligé pour que Leurs Majestés, l'Impératrice surtout, n'aient point à souffrir du froid; les tentes s'étendaient sur des parquets couverts de tapis moelleux, les lits étaient garnis d'épais rideaux, etc...; c'étaient deux petits palais jumelés !

L'Empereur, aussitôt arrivé, monta à cheval ; suivi de bon nombre de Mexicains, il sortit du camp et se perdit dans les labyrinthes des montagnes boisées, se lançant dans l'exploration de ces contrées désertes et sauvages. C'était peut-être très grand seigneur mais assurément très maladroit et imprudent; l'algarade des environs de Toluca aurait dû servir de leçon. Aussi, pendant tout le temps que dura cette promenade, le Maréchal fut d'une inquiétude extrême. L'Impératrice resta dans sa tente en contemplation devant le tableau féérique que la nature étalait à ses yeux, et peut-être était-elle aussi en proie aux plus vives inquiétudes.

Un peu avant la nuit, Leurs Majestés se mirent à table et voulurent bien nous admettre tous au festin. Le couvert, bien que dressé sous la grande tente, salle à manger du Maréchal,

avait une fort belle apparence comme service de cristaux, de porcelaines, d'argenterie. Les orchidées, les fougères, les salvias de la forêt y déployaient leurs splendeurs; des fleurs fraîches, apportées de Mexico par un cavalier rapide, répandaient leurs parfums pénétrants, et des flots de lumière faisaient étinceler cette petite salle à manger d'habitude si austère. Enfin, au dehors, la musique du 81e, éclairée par une illumination vénitienne, lançait aux échos voisins des accents jusqu'alors inconnus d'eux. En somme, tous les sens étaient flattés et Leurs Majestés témoignèrent une très vive satisfaction.

Après le repas, un feu d'artifice illumina soudain la montagne et un tir à étoiles, feux de guerre échangés entre deux partis de zouaves embusqués sur des pitons, fit croire à une attaque de nos avant-postes. On marchait de surprises en surprises et l'étonnement du souverain fut complet. Enfin, les folies et les transports bruyants cessèrent; le trompette du quartier général laissa glisser et fuir dans l'espace les sons plaintifs de l'extinction des feux et tout rentra dans le calme et le silence; puis nos augustes hôtes se retirèrent dans leurs palais soi-disant enchantés.

Quant à nous, la fête nous apporta aussi des déboires. En effet, dès qu'éclatèrent les premières fusées du feu d'artifices, nos chevaux furent saisis d'une panique folle; ils brisèrent leurs entraves, arrachèrent leurs piquets et partirent à fond de train dans les bois et ravins du voisinage. Nous fîmes triste figure en revenant à notre camp lorsque nous ne trouvâmes plus un seul cheval à nos cordes, par la plus noire obscurité. Nos hommes étant partis à leur recherche, nous envoyâmes, en outre, des chasseurs d'Afrique montés à poil sur leurs chevaux qui ne s'étaient pas échappés et, au bout de trois heures, tous les fugitifs étaient ramenés. Quelques-uns étaient blessés mais peu grièvement.

Le lendemain étant un dimanche, il fallait entendre la messe. Nous avions amené à cet effet l'aumônier en chef du corps expéditionnaire. Il me semble bien me rappeler

qu'à cette époque, c'était le vénérable abbé Lannusse. Dès l'aube, je fis installer un autel tout en feuillages et garni de fleurs, à quelques mètres en avant des tentes impériales et, à 8 heures, Leurs Majestés, le Maréchal et tous ses officiers entendirent la messe où figuraient un piquet d'honneur et la musique. Cette modeste manifestation de la foi chrétienne eut un caractère grandiose et impressionnant. Aussitôt après l'office, l'Empereur et l'Impératrice montèrent en voiture et se mirent en route pour rentrer enfin à Mexico; c'était le 30 octobre 1864.

Ainsi finit pour nous cette odyssée vagabonde, panachée de grandeurs et de fatigues qui dura huit jours pendant lesquels nous vécûmes la vie des souverains du Mexique, qui n'eurent pour nous que des grâces et des sourires.

En relatant les détails de la première réception de l'Impératrice par le Maréchal, j'ai signalé le récit charmant de ce voyage écrit par la souveraine. Pour en caractériser la poésie et l'élévation des pensées, je reproduis deux fragments relatifs au deuxième séjour fait en montagne par la princesse Charlotte :

« Tout cet appareil guerrier au milieu d'une belle nature, cet air de montagne saturé de parfums, cette activité d'un camp au sein du repos complet de ce qui l'entoure, tout cela était fait pour parler au cœur et à l'imagination, surtout lorsque ce camp renferme ce qu'il y a de plus brave au monde.

.....

« Le Maréchal nous avertit que tout était prêt... (pour la messe).

« L'aumônier de l'armée monta sur le degré de l'autel et un jeune et vigoureux zouave, à fez et à turban, lui servit d'acolyte. On ne pouvait voir sans émotions ces visages brunis par le soleil et par cent campagnes à toutes les extrémités du monde, réunis là pour assister à cette messe en plein vent.

« En effet, si parmi les vocations humaines, il en est une particulièrement noble, c'est de ne jamais faillir à l'honneur et au devoir sous l'égide du Dieu des armées.

« *Signé* : CHARLOTTE. »

Sitôt après le départ des souverains, de leur cour, de leur suite, et pendant qu'on allait lever notre camp, le Maréchal monte à cheval pour faire une excursion au *Desierto* (désert), un ancien monastère vénéré dans le pays, sorte d'ermitage en partie ruiné par les révolutions. Il est perdu dans une gorge retirée des montagnes et des bois et au fond d'un site affreusement sauvage. Après une chevauchée alpestre sur un étroit sentier tortueux, au sein d'une nature inouïe de sauvagerie, couverte de forêts vierges aux arbres géants, nous arrivons à ce vieux débris de vénération qui est transformé en une verrerie exploitée par un Anglais. Dans ce désert, les anciennes révolutions ont tué la foi et nous constatons que la dernière y a tué l'industrie, pillée, saccagée par les guerillas. Nous abandonnons ces ruines muettes mais éloquentes par leur silence, emportant un sentiment d'amertume et de tristesse pour cette splendide et sombre beauté qu'on a si bien nommé le désert. Hélas, nous pouvions appliquer ces sentiments au Mexique lui-même où on ne voyait guère que grandeurs et décadence !

En rentrant au camp, un vigoureux déjeuner nous fit revenir à des impressions moins philosophiques et plus gaies. Puis, remontant à cheval, nous reprîmes à grande allure la route de Mexico, où à 3 heures le Maréchal était de retour à son quartier général.

Quelques heures avant notre retour, l'Empereur était rentré dans sa capitale après une absence de trois mois.

La réception officielle fut naturellement brillante; mais il est juste de dire aussi que l'enthousiasme de la population avait été grand et sincère. D'abord les sentiments populaires à son égard n'avaient pas encore eu le temps de se refroidir et ensuite tout le monde était satisfait de ce retour qui

permettait d'espérer que les affaires, trop longtemps suspendues, allaient enfin reprendre un cours régulier et salutaire.

Cette chaude réception fut très sensible à l'Empereur. Il en éprouva une telle joie qu'il crut devoir en témoigner sa gratitude dans une lettre qu'il adressa au préfet politique de Mexico. Décidément, ce monarque aimait beaucoup s'épancher dans le sein de ses sujets; il sentait facilement « son cœur se dilater sous la douce impression causée par les ovations spontanées dont il était l'objet ». *Sic !* (lettre au préfet).

CHAPITRE XIV

ATTAQUES DIRIGÉES CONTRE LE MARÉCHAL BAZAINE

Du 1er Novembre au 31 Décembre

Projet de renvoi en France d'une partie des troupes françaises. — Vive émotion à Mexico. — Recriminations injustifiées contre le Maréchal. — Combat malheureux de Culiacan, côte du Pacifique. — Illusions de Maximilien. — Situation religieuse. — Démarches de Maximilien auprès du Pape. — Marquez et Miramon exilés en Europe. — Le Pape envoie un nonce porteur d'une lettre extraordinaire. — Conflit entre l'Empereur et le Nonce. — Rupture avec le Saint-Siège. — Fureur du clergé mexicain contre le Maréchal. — Contre-coup dans l'armée française. — L'esprit critique envahit les grands chefs. — Situation financière inquiétante. — Instructions françaises relatives aux dépenses. — Situation difficile du Maréchal. — Maximilien fait échec à toutes les entreprises : banque nationale ; mines de la Sonora ; Entreprise de M. Gwin. — Percement d'un canal interocéanique au Mexique. — Parallèle entre Téhuantepec et Panama.

Nous étions au 1er novembre et Maximilien se décidait enfin à faire acte de gouvernement ! Il était temps. Jusqu'alors, il n'avait pas fait grand'chose, si ce n'est de paralyser l'impulsion donnée avant son arrivée.

Son premier acte était peut-être nécessaire, mais il l'accomplit avec maladresse. Ayant sans doute sur le cœur les deux ou trois alertes qui troublèrent la quiétude de son voyage dans l'intérieur, il donna à son ministre d'Etat des ordres impérieux pour détruire les dernières traces de guerillas, et à ses préfets politiques il envoya des instructions sévères pour garantir le pays contre les méfaits de ces bandits : « Mes devoirs, disait-il, m'obligent à protéger le

peuple avec *un bras de fer.* » Pauvre prince ! que d'illusions ! Heureusement pour lui qu'il avait toujours le bras de l'intervention française qui, du reste, quelques jours après, montrait encore sa puissance. En effet, sur les confins de notre zone d'occupation, au Nord et au Sud-Ouest, deux violents et brillants combats étaient livrés par nos troupes à deux généraux fameux de Juarez dont les forces, nombreuses encore, étaient mises en déroute. Voilà le bras de fer ! Malheureusement on n'en forgera pas d'autre au Mexique.

Du reste, la longueur et la portée de ce bras allaient singulièrement diminuer, car le moment approchait où la France allait commencer à rappeler son armée d'occupation, conformément aux dispositions arrêtées entre l'Empereur Napoléon III et Maximilien lui-même.

Le Maréchal, pressé par son ministre de la Guerre et par son souverain, avait décidé de renvoyer en France, à la fin de l'année, une partie des troupes arrivées les premières et qui avaient constitué le premier corps expéditionnaire, c'est-à-dire le 99e, le 2e zouaves et le 1er bataillon de chasseurs. Il résolut aussi de renvoyer la batterie d'artillerie de la garde qui était venue avec lui. La nouvelle de ces départs causa une très vive émotion dans la population, surtout dans le gouvernement. Aux observations, aux supplications même qui lui arrivaient de tous côtés, le Maréchal répondait que cette diminution des troupes françaises serait compensée par l'arrivée des légions belge et autrichienne. Mais on ne se faisait aucune illusion sur la différence qui devait exister entre les troupes entraînées et vaillantes qu'on allait perdre et celles de formation nouvelle dont les qualités morales et guerrières étaient encore inconnues. Sans froisser les susceptibilités belges et autrichiennes, on avait tous les droits d'avoir une confiance plus grande dans les troupes qui avaient combattu vaillamment, toujours et presque sans cesse victorieusement, d'autant plus qu'elles avaient sur leurs adversaires mexicains un ascendant moral considérable.

Du reste, le maréchal Bazaine n'était pas le maître de décider en une matière aussi grave; il était tenu de se conformer aux ordres formels que lui adressait son Gouvernement qui n'avait, de son côté, aucune raison plausible de ne pas se conformer aux conventions arrêtées lors de l'acceptation de Maximilien du trône du Mexique. En outre, en raison des derniers succès remportés par nos troupes, on était en droit, à Paris, de penser que l'anéantissement des derniers et sérieux éléments de résistance des forces militaires de Juarez était un fait à peu près accompli et qu'on pouvait compter que l'établissement du gouvernement de Maximilien était effectif et réel. Cela eût été vrai si l'ère des fautes n'avait pas dû commencer dans la ligne de conduite politique du nouvel Empereur.

Ce fut à tort que, dès cette époque, on reprocha au maréchal Bazaine d'avoir retiré son concours à Maximilien. Ce qui fut plus grave et plus blâmable, c'est que Maximilien lui-même et principalement l'Impératrice Charlotte lui en firent le reproche. En effet, la souveraine, plus énergique et surtout plus clairvoyante que son époux, comprenait mieux la situation, quand elle écrivait, à la fin de cette année 1864, qu'il fallait des troupes, et plus encore qu'il n'y en avait, et que c'était des troupes françaises, car elle n'avait, au fond, confiance que dans celles-là. Elle a formulé ce sentiment sans détours et brutalement. Mais, d'autre part; elle a eu le tort de blâmer le Maréchal de n'avoir pas écrit en France qu'il était impossible de renvoyer des troupes.

D'abord, elle se trompait, car le Maréchal, dans tous ses rapports, exposait avec une grande sincérité et une très juste appréciation la situation véritable. Il lui était difficile de dire à son souverain de laisser encore des troupes, quand chaque courrier lui apportait des ordres formels pour renvoyer ce qui était convenu. Et, du reste, ces sentiments exprimés étaient contredits eux-mêmes par les actes de l'Empereur Maximilien qui débutait dans son gouvernement effectif par des mesures montrant que le pays était pacifié, qu'il

était dans sa main et qu'il pouvait gouverner comme dans un vieil Etat européen. Maximilien était l'homme des contradictions; il manquait surtout de clairvoyance et bientôt, en effet, retentit dans le lointain des régions du Nord, un mauvais son de cloche.

Vers la fin de novembre, à 300 lieues de Mexico, sur la côte du Pacifique que gardait notre flotte, se trouvait à Altata, non loin de la Sonora, la corvette à vapeur *Lucifer*, ayant à bord une petite troupe de tirailleurs algériens. Dans ce petit port se trouvait un détachement de 400 Mexicains impérialistes qui, menacés par des troupes juaristes occupant, à dix lieues de là, la petite ville de Culiacan, décida de l'attaquer et demanda l'appui des Français. Le capitaine de frégate, commandant le *Lucifer*, débarqua avec une compagnie de turcos et deux obusiers pour soutenir cette opération. Mais l'ennemi était en forces considérables; les 400 Mexicains de l'Empereur lâchèrent pied et s'enfuirent. Après une lutte acharnée de deux heures, le commandant Gasielle, cerné, fut obligé de se rendre avec les survivants de son petit détachement. Ce douloureux incident de guerre affecta profondément le Maréchal et fut très vivement ressenti dans tout le corps expéditionnaire, mais il ne parut pas impressionner l'esprit de l'Empereur du Mexique comme il convenait. Il prouvait combien pouvait être aléatoire la confiance qu'il était possible d'accorder, en général, à toutes les troupes de la nouvelle armée impériale et justifiait dans une certaine mesure la pensée qu'exprimait l'Impératrice Charlotte : « Dans la tempête, il n'y a que les pantalons rouges ! »

Du reste, on se demandait à quoi avait bien pu servir le voyage que venait de faire l'Empereur ? Ce malheureux prince n'avait entendu que les acclamations des Indiens et il se figurait qu'il allait régner comme en Europe. Il est vrai qu'il pensait à tout et qu'il voulait tout faire à la fois. Pierre-le-Grand, créant la Russie, n'avait pas plus de préoccupations que lui. Le résultat le plus positif de son activité

gouvernementale en paroles et sur le papier, c'est qu'il créait des légions de fonctionnaires essentiellement budgétivores et que, déjà, on voyait apparaître le fond du sac où il avait placé les deux cents et quelques millions de l'emprunt contracté six mois auparavant.

Cependant la question religieuse se dressait toujours menaçante devant lui et, au moment de l'aborder, il put mesurer la grandeur de la faute qu'il avait commise en ne la réglant pas, au moins dans ses principes essentiels, avec le pape qu'il alla voir, rien que pour recevoir sa bénédiction. C'était bien, mais insuffisant dans la circonstance.

J'ai montré précédemment qu'arrivé au Mexique avec des sentiments entièrement favorables au clergé, sous l'inspiration des cléricaux de marque, qui l'avaient circonvenu dès le début, il dût modifier sérieusement ses idées, grâce aux représentations qui lui furent faites par le maréchal Bazaine, le régent Almonte et même l'Empereur Napoléon. Dans la situation nouvelle où il aurait dû se placer, il se trouva fort embarrassé pour trancher brutalement la question, faire taire les protestations acerbes et violentes des membres du clergé, surtout des évêques, et arrêter les menées hostiles ourdies dans l'ombre. Il crut trouver un moyen de conciliation pour désarmer les résistances.

N'ayant plus le Pape pour le catéchiser et convertir, en quelque sorte, son ostracisme aux nécessités impérieuses de la situation, il imagina de demander à Sa Sainteté de lui envoyer le *Missus dominicus* qui lui avait été promis et avec lequel il pourrait discuter les mesures conciliatrices qui devraient être adoptées, en consacrant les faits accomplis, mais en donnant quelques satisfactions encore possibles au clergé et aux corporations dispersées pour la plupart et légalement dépouillées de leurs biens.

Il faut reconnaître qu'en agissant ainsi, Maximilien avait quelques raisons d'espérer que le Pape, qui, depuis longtemps, connaissait les engagements contractés par le manifeste du général Forey, chef de l'intervention, approuvé par

l'Empereur Napoléon, comprendrait qu'il n'était pas possible de revenir sur le passé et qu'acceptant les quelques compensations qu'on pouvait encore accorder au clergé, il consentirait à se mettre d'accord avec l'Empire pour établir un *modus vivendi* que tout le monde au Mexique pourrait raisonnablement accepter. Mais il importait, d'autre part, de tenir compte de l'effet produit sur l'esprit du Saint-Père par l'examen de la folle protestation que les évêques avaient adressée au régent Almonte, avec des allures de guerre acharnée, réclamant impérieusement la restitution absolue de tout ce qu'on avait pris et demandant au Pape de rétablir l'ancienne situation du clergé, ainsi que les congrégations. Cette protestation lui fut portée par une députation de plusieurs évêques au tempérament intransigeant et combatif.

Dans ces conditions, le Pape fut troublé et indécis, ne sachant en réalité à quel saint se vouer. Il ne se décida pas à envoyer le nonce promis, espérant peut-être qu'avec le temps, les passions s'apaiseraient. Il se trompait, car, quelques jours après, Maximilien, dégagé de l'étreinte cléricale, se décida à prendre un ministère libéral. Le chef de ce cabinet écrivit au ministre du Mexique à Rome pour lui ordonner, en termes catégoriques, de signifier au cardinal Antonelli que, si le nonce du Pape n'était pas immédiatement envoyé à Mexico, muni des *pleins pouvoirs* pour régler définitivement les affaires ecclésiastiques, l'Empereur agirait de son plein gré et prendrait toutes les mesures que commandait la situation. Cet ultimatum partait à la fin de juillet.

Cette nouvelle orientation de la politique religieuse mécontenta gravement le clergé et les cléricaux intransigeants, qui devinrent même menaçants. Maximilien, sur les conseils du maréchal Bazaine, eut un éclair d'énergie. En tête de ce parti clérical se trouvaient deux personnalités très importantes, très influentes, qui pouvaient, à un moment donné, devenir dangereuses. L'une était Marquez, le général qui avait commandé, dès le début, les troupes mexicaines du parti qui nous avait appelé. J'ai déjà fait son portrait.

C'était un homme sans scrupule avec lequel il convenait de compter et dont il fallait se méfier. Le Gouvernement le chargea d'aller à Constantinople, en pays musulman, pour y représenter l'Empereur auprès du Sultan, avec mission spéciale à remplir à Jérusalem, sans doute pour méditer sur le Saint Sépulcre et s'inspirer des sentiments généreux et tolérants prêchés par le Christ !

L'autre était le général Miramon, qui avait été tout, même président de la République, et qui, bien que sous d'autres caractéristiques, était lui aussi un homme fort dangereux. Il fut envoyé auprès du Roi de Prusse, à Berlin, pays protestant.

Ces deux conspirateurs de vocation trouvèrent la plaisanterie mauvaise ; mais, malgré leur mauvaise humeur et leurs protestations, il leur fallut partir quand même, en emportant la pensée du retour qui devait être, du reste, pour eux et pour leur cause le plus grand des malheurs.

Enfin, le Pape impressionné par l'attitude résolue de ce prince qu'il avait vu à genoux, recevant la bénédiction pontificale, se décida à envoyer l'ambassadeur réclamé si énergiquement ; mais il y mit le temps. Ce n'est que le 7 décembre de la même année qu'arriva à Mexico Mgr l'archevêque Meglia. Ce prélat, qu'on espérait porteur de la bonne parole, fut reçu, le 10, avec une déférente solennité par l'Empereur Maximilien, auquel il remit une lettre du Saint-Père. Je la reproduis *in extenso* comme elle le fut alors par tous les organes de publicité. Elle est sans doute un peu longue mais elle répand une lumière éclatante sur l'esprit qui animait la cour de Rome et explique les luttes sourdes qu'elle engendra et qui furent un des facteurs de la décomposition morale et politique de l'Empire de Maximilien, devant conduire ce malheureux prince jusqu'au poteau de Queretaro.

Cette lettre pontificale est un monument d'un autre âge, qu'on est douloureusement surpris de voir signé par le pape Pie IX, un des papes les plus vénérables et les plus vénérés.

La faute et les conséquences terribles qu'elle produisit doivent être imputées aux évêques du Mexique, prélats fanatiques, que je me sens impuissant à qualifier avec la sévérité qu'ils méritent.

« SIRE. — Quand au mois d'avril dernier, avant de prendre les rênes du nouvel Empire du Mexique, Votre Majesté voulut se rendre dans notre capitale, pour vénérer le tombeau des saints Apôtres et recevoir la bénédiction apostolique, nous lui fîmes part de la profonde douleur qui remplissait notre âme à la vue du lamentable état où les bouleversements sociaux de ces dernières années avaient réduit tout ce qui touche à la religion, chez la nation mexicaine. Dès avant cette époque et plus d'une fois, nous avions élevé là-dessus des plaintes, dans des actes publics et solennels, protestant contre la loi inique appelée de Réforme, qui renversait les droits les plus inviolables de l'Eglise et outrageait l'autorité de ses pasteurs; contre l'usurpation des biens ecclésiastiques et la dilapidation du patrimoine sacré; contre l'injuste suppression des ordres religieux; contre les fausses maximes qui blessaient directement la sainteté de la religion catholique; enfin, contre beaucoup d'autres attentats commis non seulement au préjudice des personnes sacrées, mais encore à celui du ministère pastoral et de la discipline de l'Eglise.

« Aussi Votre Majesté a-t-elle dû facilement comprendre combien nous avons été heureux de voir, grâce à l'établissement du nouvel Empire, poindre l'aurore de jours pacifiques et prospères pour l'Eglise du Mexique. Cette joie a grandi quand nous vîmes appelé à cette couronne un Prince de famille catholique et qui avait donné tant de preuves de sa religieuse piété. Aussi vive fut l'allégresse des dignes évêques mexicains qui, quittant la capitale de la chrétienté, où ils ont laissé tant d'exemples de leur abnégation et de leur filial dévouement envers notre personne, eurent le bonheur d'être les premiers à offrir leur hommage sincère au souverain élu de leur patrie, et de recevoir de sa propre bouche les assurances les plus flatteuses de la résolution énergique où il était de réparer les torts faits à l'Eglise et de réorganiser les éléments bouleversés de l'administration civile et religieuse. La nation mexicaine, elle aussi, salua avec une joie indicible l'avènement au trône de Votre Majesté, appelée par le désir unanime d'un peuple qui jusqu'alors avait été contraint de gémir sous le joug d'un gouvernement anar-

chique et de pleurer sur les ruines et les désastres de la religion catholique, sa première gloire en son temps et le fondement de sa prospérité.

« Sous ces heureux auspices, nous attendions de jour en jour les premiers actes du nouvel Empire, persuadé qu'on donnerait à l'Eglise, outragée avec tant d'impiété par la révolution, une prompte et juste réparation, soit en révoquant les lois qui l'avaient réduite à un état d'oppression et de servitude, soit en en promulgant d'autres propres à suspendre les effets désastreux d'une administration impie. Déçu jusqu'à présent dans nos espérances (la cause en est due peut-être aux difficultés qui se rencontrent lorsqu'il s'agit de réorganiser une société depuis longtemps bouleversée), nous ne pouvons nous empêcher de nous adresser à Votre Majesté et d'en appeler à la droiture de ses intentions, à l'esprit catholique dont elle a donné des preuves éclatantes en d'autres occasions, aux promesses qu'elle nous a faites de protéger l'Eglise, et nous avons la confiance que cet appel, pénétrant jusqu'en son noble cœur, produira les fruits que nous attendons de Votre Majesté. Elle voit bien que si l'Eglise est toujours entravée dans l'exercice de ses droits sacrés, si l'on ne révoque pas les lois qui l'empêchent d'acquérir et de posséder, si l'on continue à détruire les églises et les couvents, si de la main des acquéreurs on accepte le prix des biens de l'Eglise, si on donne une autre destination aux édifices sacrés, si on ne permet point aux religieux de reprendre leur habit et de vivre en communauté, si les religieuses sont contraintes de mendier leurs aliments et de vivre dans des réduits pauvres et malsains, si l'on permet aux journaux d'insulter impunément les pasteurs, d'attaquer la doctrine de l'Eglise catholique, le scandale pour les fidèles et le dommage pour la religion resteront les mêmes et peut-être deviendront plus grands encore.

« Ah ! Sire, au nom de cette foi et de cette piété qui sont l'ornement de votre auguste famille, au nom de cette Eglise dont Jésus-Christ, malgré notre indignité, nous a constitué le chef suprême et le pasteur, au nom du Dieu tout puissant qui vous a choisi pour gouverner cette nation catholique dans le seul but d'en guérir les plaies et de remettre en honneur la très sainte religion, nous vous en conjurons, mettez la main à l'œuvre, laissez de côté toute considération humaine, et guidé par une prudence éclairée et par le sentiment chrétien, essuyez les larmes d'une partie si intéressante de la

famille catholique, et par une telle conduite, rendez-vous digne des bénédictions de Jésus-Christ, le Prince des Pasteurs. A cette fin et pour seconder davantage vos propres désirs, nous vous envoyons notre représentant qui vous confirmera de vive voix la peine que nous ont occasionnée les tristes nouvelles qui nous sont parvenues jusqu'à ce jour et vous fera mieux comprendre encore quels ont été notre intention et notre but en l'accréditant près de Votre Majesté. Nous l'avons chargé à la fois, et de demander en notre nom à Votre Majesté la révocation des lois funestes qui oppriment l'Eglise depuis si longtemps, et de préparer avec la coopération des évêques et, là où ce sera nécessaire, avec le concours de notre autorité apostolique, la réorganisation entière et désirée des affaires ecclésiastiques.

« Votre Majesté sait très bien que pour réparer efficacement les maux occasionnés par la révolution et pour rendre au plus tôt des jours heureux à l'Eglise, il faut avant tout que la religion catholique, à l'exclusion de tout autre culte dissident, continue à être la gloire et le soutien de la nation mexicaine; que les évêques soient entièrement libres dans l'exercice de leur ministère pastoral, que les ordres religieux soient rétablis et réorganisés, conformément aux instructions et aux pouvoirs que nous vous avons donnés; que le patrimoine de l'Eglise et les droits qui s'y rattachent soient sauvegardés et protégés; que personne n'obtienne la faculté d'enseigner et de publier des maximes fausses et subversives; que l'enseignement tant public que privé soit dirigé et surveillé par l'autorité ecclésiastique, et qu'enfin soient brisées les chaînes qui jusqu'à présent ont retenu l'Eglise sous l'arbitraire et la dépendance du gouvernement civil.

« Si l'édifice religieux vient à être rétabli sur de telles bases, comme nous ne voulons pas en douter, Votre Majesté donnera satisfaction à l'un des plus grands besoins, à l'une des plus vives aspirations du peuple si religieux du Mexique; elle calmera nos anxiétés et celle de cet illustre épiscopat; elle ouvrira le chemin à l'éducation d'un clergé savant et zélé, ainsi qu'à la réforme morale de ses sujets; de plus, elle donnera un exemple éclatant aux autres gouvernements des républiques américaines, où bien des regrettables vicissitudes ont éprouvé l'Eglise; enfin, elle travaillera efficacement, sans aucun doute, à la consolidation de son propre trône, à la gloire et à la prospérité de sa famille impériale.

« C'est pour cela que nous recommandons à Votre Majesté le nonce apostolique qui aura l'honneur de lui présenter notre lettre confidentielle. Que Votre Majesté daigne l'honorer de sa confiance et de sa bienveillance, pour lui rendre plus facile l'accomplissement de la mission qui lui est confiée. Qu'elle veuille bien aussi accorder une égale confiance aux très dignes évêques du Mexique, afin, qu'animés comme ils le sont de l'esprit de Dieu et désireux du salut des âmes, ils puissent, avec joie et courage, entreprendre, en ce qui les concerne, l'œuvre difficile de la restauration et concourir ainsi au rétablissement de l'ordre social.

« En attendant, nous ne cesserons d'adresser chaque jour nos humbles prières au Père des lumières et au Dieu de toute consolation, afin que les obstacles une fois brisés, les conseils des ennemis de tout ordre social et religieux dissipés, les passions calmées, et la pleine liberté rendue à l'Eglise de Jésus-Christ, la nation mexicaine puisse saluer dans la personne de Votre Majesté, son père, son régénérateur, la plus belle et plus impérissable gloire.

« Dans la confiance où nous sommes de voir pleinement remplir ces vœux les plus ardents de notre cœur, nous donnons à Votre Majesté et à son auguste épouse la bénédiction apostolique.

« Donné à Rome, en notre palais apostolique du Vatican, le dix-huitième jour d'octobre 1864. »

On croit rêver en lisant cet interminable document pour lequel a été dépensé tant de prose inutile et économisé tant de logique, de bon sens et j'ajouterai de franchise et de bonne foi, le tout mal dissimulé sous des flots d'onction. La péroraison surtout est extraordinaire. Comment ! l'Empereur doit faire toutes les concessions et on ne lui en accorde aucune ! On réclame de lui qu'il couvre de sa protection le nonce qui se pose en ennemi intransigeant, on lui demande d'accorder sa confiance à ces très dignes évêques qui le combattent à outrance, déloyalement, et mentent effrontément lorsqu'ils déclarent qu'ils n'ont qu'un désir sur la terre : celui de faire le bonheur du peuple mexicain qui les adore, qui donnent enfin l'exemple d'une intransigeance dictée par un sentiment de domination et de cupidité maté-

rielle des plus blâmables, et se croient encore aux temps lointains de la tyrannie de l'Inquisition ! Tout cela est monstrueux et serait incroyable si l'on n'avait pas les textes sous les yeux.

A la réception de ce factum, qui remettait tout en cause et devait rallumer la guerre, Maximilien fit mander le nonce et, sans discuter les déclarations, exigences, ou conseils du Pape, il fit connaître à son ambassadeur en un langage net, précis et dépourvu de commentaires, les nécessités que comportait impérieusement la situation des affaires cléricales au Mexique, sans s'inquiéter, du reste, de la façon dont on la jugeait à Rome. Ces exigences étaient formulées avec une sage conception de l'état des esprits comme des choses, et devaient donner à tous les intérêts raisonnablement défendus la satisfaction la plus équitable. On peut même dire que c'était une sorte de concordat susceptible de faire la pacification. Il se résumait dans les dispositions suivantes :

« 1° Le Gouvernement mexicain tolèrera tous les cultes qui étaient autrefois prohibés, mais il accordera sa protection spéciale à la religion catholique, qui sera la religion d'Etat;

« 2° Le trésor public pourvoiera aux frais du culte et paiera ses ministres de la même manière que les fonctionnaires civils;

« 3° Les ministres du culte catholique administreront les sacrements et exerceront leur ministère gratuitement, sans qu'ils aient la faculté de rien recouvrer et sans que les fidèles soient obligés de payer quoique ce soit pour l'ecclésiastique;

« 4° L'Eglise cède au gouvernement tous ses revenus provenant des biens ecclésiastiques nationalisés sous l'administration de la République;

« 5° L'Empereur Maximilien et ses successeurs sur le trône, jouiront à perpétuité, vis-à-vis de l'Eglise mexicaine, de droits équivalents à ceux qui étaient concédés aux rois d'Espagne, vis-à-vis des églises d'Amérique;

« 6° Le Saint-Père, d'accord avec l'Empereur, déterminera quels sont ceux des ordres religieux éteints pendant la République qui doivent être rétablis et l'on spécifiera la manière et les conditions dans lesquelles ils pourront subsister. Les communautés religieuses qui existent de fait pourront être maintenues, mais avec défense de recevoir des novices, jusqu'à ce que le Pape, d'accord avec l'Empereur, se soit prononcé sur leurs conditions d'existence;

« 7° Le clergé est soumis à une juridiction;

« 8° Dans les lieux où l'on jugera convenable de le faire, l'Empereur chargera du registre civil des naissances, mariages et décès, des prêtres catholiques qui seront tenus de s'acquitter de cette mission comme fonctionnaires civils;

« 9° Réglementation des cimetières. »

Lorsque l'Empereur eut exposé ce programme, le prélat italien, plus irascible que ne devait le comporter son caractère épiscopal et les convenances qu'il aurait dû observer à l'égard de l'Empereur, se mit en violente colère et protesta avec véhémence contre ce qu'il appelait des attentats aux droits de l'Eglise et aux sentiments du peuple mexicain. Il se fit même plus exigeant que le Pape ne l'était lui-même dans ses revendications, et conclut en déclarant qu'il n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour traiter de pareilles questions, qu'il n'était venu que pour demander le retrait des lois de réforme, le rétablissement des ordres religieux et des couvents, etc... C'était le retour entier, absolu, à l'ancien régime, sans tenir compte des impossibilités matérielles résultant de la disparition complète des choses qu'on voulait ressusciter. En un mot, c'était de la folie. On pouvait lui demander pourquoi il était venu sans pouvoirs. Il eût dû rester à Rome. Cependant l'Empereur conserva un calme absolu et congédia cet énergumène dangereux. Mais, quelques jours après, il fit écrire par son ministre de la Justice une lettre qui était un ultimatum et mettait le nonce en demeure de formuler par écrit les déclarations qu'il avait faites à l'Empereur.

La situation se corsait, d'autant que, dès le lendemain, Mgr Meglia, plus sectaire fanatique que diplomate avisé, au lieu de mettre dans des déclarations écrites qui restent, plus de modération et d'adresse que dans des paroles qui s'envolent, apporta dans le document officiel demandé avec courtoisie, un tempérament encore plus irréconciliable, ajoutant à ses déclarations verbales un surcroît de fausseté, d'hypocrisie, de persiflage et même d'impertinence que ne se serait pas permis un diplomate sans soutane.

Qu'on en juge par cette péroraison de sa lettre au ministre de la Justice :

« ... J'ai fait observer à Sa Majesté et à Votre Excellence que le Saint-Siège avait pu d'autant moins me donner des instructions sur les points dont il s'agit, qu'il ne pouvait pas supposer que le gouvernement impérial les proposerait et consommerait ainsi l'œuvre commencée par Juarez. J'ai déclaré à Sa Majesté et à Votre Excellence que jamais, à Rome, je n'avais entendu parler d'un semblable projet, ni par Sa Sainteté, ni par son secrétaire d'Etat, ni par aucune personne attachée à la cour pontificale, et que j'étais persuadé que le ministre Aguilar n'en avait jamais causé avec le Saint-Père, car, dans le cas contraire, il m'aurait donné d'autres instructions. Je passe, Monsieur le Ministre, par dessus beaucoup d'autres réflexions que je me suis permis de soumettre à la haute intelligence de Sa Majesté l'Impératrice avec une franchise toute épiscopale, et je me vois contraint de répéter à Votre Excellence que, ne pouvant traiter sur les bases du projet en discussion, je me limiterai à les transmettre par le prochain courrier au gouvernement du Saint-Siège, et que, pour le reste, je dois m'en rapporter entièrement à la lettre du Saint-Père à l'Empereur.

« J'ose m'adresser à Votre Excellence pour l'inviter à supplier, en mon nom, Sa Majesté, si dévouée au Saint-Père, de ne prendre aucune résolution contraire à l'Eglise et à ses lois, de ne point augmenter l'affliction d'un Pontife si bon

et si cruellement éprouvé, mais d'attendre l'oracle de Sa Béatitude qui ne peut être qu'à l'avantage de la religion et pour le plus grand bien de l'Empereur et de l'Empire.

« J'ai l'honneur, etc...

« *Le nonce apostolique :*
« P. F., Archevêque de Damas. »

Le surlendemain, l'Empereur répondait à ce coup de Jarnac par un coup droit qui n'admettait plus de réplique. C'était un manifeste accusant la rupture absolue avec le Saint-Siège et l'intention formelle de l'Empereur d'agir conformément aux dispositions arrêtées par la France, au principe d'équité le plus élémentaire, et enfin au bon sens et à la raison. Ce manifeste fut publié au *Journal officiel* de l'Empire. Le sort en était jeté !

C'était la rupture avec le Saint-Siège et le sacrifice des revendications folles de l'épiscopat mexicain. C'était la défaite de l'élément clérical fanatique. Comme conséquence de cette défaite, c'était le signal d'une guerre acharnée qui allait s'engager dans les ténèbres et amener les plus fatales conséquences dont Maximilien serait la plus cruelle victime; je pourrais dire la plus innocente, car il avait accepté le programme du manifeste de l'intervention française et il devait en remplir les engagements. Mais il avait eu le tort de ne pas promulguer, dès son arrivée à Mexico, les lois reconnaissant les faits accomplis et sanctionnées par la Régence. Il avait commis surtout la faute de rechercher et d'attendre l'intervention du Pape et de son mandataire intraitable pour soulever avec Sa Sainteté un conflit dont le résultat allait déchaîner les colères irréfléchies des cléricaux réfractaires à tout esprit de conciliation.

On peut remarquer, du reste, dans les lettres de Mgr Meglia que ce prélat, sachant l'Impératrice animée d'une foi chrétienne très fervente, avait fait tous ses efforts pour exploiter ces sentiments au profit de sa cause. Et pourtant ce fut en vain. L'infortunée souveraine, avec une sorte de

prescience étrange, avait vu très clair dans la gravité du conflit. Cela ressort d'une lettre qu'elle écrivit en Europe quelques jours après la rupture.

« ... On prétend que le Saint-Père, dont le caractère est enjoué, dit souvent de lui-même qu'il est jettatore; c'est positif, car depuis que son envoyé a mis le pied sur notre sol, nous n'avons que des déboires et nous en attendons encore davantage dans un avenir prochain ! » Quelle triste prophétie de la part même d'une des victimes futures !

J'ai tenu à reproduire, aussi complètement que possible, les éléments de ce conflit qui devait être une des pierres d'achoppement de l'Empire, afin de bien établir les responsabilités et réduire à néant les assertions formulées par les écrivains qui ont accusé le maréchal Bazaine d'avoir soutenu et favorisé le cléricalisme au Mexique. C'est l'influence des conseils du Maréchal, appuyé par Almonte, qui a été prépondérante dans l'attitude résolue qu'a tenue l'Empereur Maximilien dans le règlement de cette importante affaire des lois de réforme et d'aliénation des biens du clergé et des corporations religieuses.

Du reste, une des conséquences les plus immédiates et les plus néfastes de l'irréductibilité du parti ultra-clérical et de la colère qu'il ressentit, fut l'hostilité qu'il manifesta sourdement contre le maréchal Bazaine, à qui il imputait une partie des dispositions prises par l'Empereur, et cela avec juste raison, le maréchal Bazaine ayant plusieurs fois signalé à Maximilien les mœurs inouïes et les actes coupables des membres du clergé. Dès lors celui-ci s'efforça de faire naître, par tous les moyens, même les plus déloyaux, une mésintelligence entre l'Empereur et le Maréchal, qui était pourtant son soutien le plus ferme et le plus sincère. Le parti clérical exploita dans ce but toutes les circonstances qui pouvaient lui servir avec le concours de la plus insigne mauvaise foi. Il s'appliqua avec habileté et perfidie à exploiter les sentiments dont étaient animés certains conseillers étrangers à l'Empire qui, jaloux de l'influence qu'avait sur leur Empe-

reur le représentant de Napoléon III, s'efforçaient, par les procédés les plus déloyaux, de détruire l'entente naturelle et indispensable qui existait entre ces deux puissances, et de miner la confiance que Maximilien avait mise dans le maréchal Bazaine. Toutes les occasions, même les plus invraisemblables, furent saisies dans ce but; ces ennemis malgré tout exploitèrent même les sentiments de jalousie nationale qui pouvaient naître chez certains officiers mexicains dont un amour-propre tout au moins excessif, se refusait à se plier à l'obligation d'être placés sous les ordres d'un officier français.

Il faut reconnaître que la situation était parfois délicate, mais elle s'imposait. Celle du commandant en chef l'était elle-même depuis l'arrivée de l'Empereur. Et pourtant, ainsi qu'il est d'usage de la part des grandes puissances, le Gouvernement français avait eu la précaution de faire inscrire dans le traité de Miramar que le commandement des places et la direction des opérations militaires appartiendraient, en toutes circonstances, au commandant français, quel que fût son grade. Je veux bien reconnaître que, dans divers cas exceptionnels, nos officiers devaient apporter un certain tempérament dans l'application de ce principe, ce qui eut lieu du reste. Mais il n'est pas moins vrai que certains officiers mexicains manifestèrent quelques froissements d'amour-propre plus ou moins justifiés d'un côté comme de l'autre. Avec l'orgueil qui caractérisait le plus souvent les moins autorisés à en avoir, il était inévitable que des réclamations se produiraient. Dans ces circonstances regrettables, il eût été convenable que les grands chefs fissent tous leurs efforts pour apaiser et concilier. Les instructions du Maréchal furent toujours conformes à ce sentiment. Parfois même, celui-ci n'hésita pas à sévir dans des cas, fort rares du reste, où des officiers français avaient un peu forcé la note. Il n'en fut malheureusement pas ainsi du côté mexicain, surtout autour de l'Empereur, où des conseillers néfastes importés d'Europe, cherchant toutes les occasions d'attiser le feu, pre-

naient stupidement et par principe le parti des réclamants mexicains quels qu'ils fussent, et poussaient l'Empereur à inonder le quartier général français d'observations et de réclamations, la plupart non fondées, souvent grotesques. De là, des échanges de correspondances parties du palais et comportant trop souvent un caractère regrettable. On ne s'en tint malheureusement pas aux questions de personnes; on écouta aussi les récriminations des chefs mexicains qui se permettaient de critiquer les opérations militaires de nos colonnes et de nos détachements. C'était pitoyable. Le Maréchal, obligé de demander des explications aux officiers mis en cause, recevait des rapports détaillés et souvent des ripostes fort justes qu'on était obligé de transmettre au cabinet de l'Empereur. Toute cette polémique militaire, exploitée par la camarilla impériale, ne faisait que compliquer les affaires et aigrir les esprits, d'autant que l'Empereur Maximilien se montrait d'une faiblesse et d'une partialité souvent révoltantes, et que son entourage était une potinière dont les clameurs devenaient insupportables pour l'état-major français et le cabinet politique et militaire du Maréchal, qui dut même augmenter son personnel. Hélas ! Ça ne devait que croître et enlaidir !

Pourtant, la lâcheté du corps mexicain qu'avait soutenu si inutilement, à Culiacan, le commandant Gasielle avec ses turcos et les marins du *Lucifer*, aurait bien dû rendre plus modestes les officiers de l'armée impériale.

J'ai dit et montré combien la situation du commandement des troupes françaises était délicate, grâce à la faiblesse et à la légèreté d'esprit de Maximilien. Je dois ajouter que cette situation avait été prévue depuis longtemps par l'Empereur Napoléon et par le ministre de la Guerre de France. En effet, au mois de juillet de cette année, au moment où il venait d'apprendre l'entrée de Maximilien à Mexico, Napoléon III écrivait au général Bazaine : « ... Votre position doit être difficile et délicate; mais votre tact et votre caractère ferme et loyal vous feront, je n'en doute pas, triompher de

tous les obstacles... » Certes oui, Bazaine avait du tact et un caractère ferme et loyal, et il en dépensait des trésors; mais il avait à combler un tonneau de Danaïdes et il ne devait pas parvenir à triompher de gens de parti pris, qui n'ont jamais cessé, depuis cette époque, de semer les obstacles sur ses pas.

Le plus grave, c'est que ce gâchis naissant commençait à engendrer dans notre propre armée des tendances d'appréciations, de discussion, qui allaient devenir très regrettables. Nos généraux, harcelés sans cesse par ces demandes d'informations, d'explications dont ils ne comprenaient pas bien la portée et dont ils ignoraient la cause et l'origine relatives à leurs actes ou à ceux de leurs subordonnés, commençaient à être agacés. Ne pouvant se rendre compte des tracasseries auxquelles était soumis constamment leur grand chef, ils étaient inquiets et murmuraient. Quelques-uns, et des plus haut placés, ne savaient pas suffisamment modérer leur mauvaise humeur dans les lettres qu'ils écrivaient en France. Ils étaient de bonne foi, je le veux bien, mais cette bonne foi était mal éclairée, mal informée, en raison de l'éloignement de la capitale, foyer des intrigues. Leurs correspondances commentées, amplifiées, mal jugées, quelquefois même volontairement, jetaient le trouble dans les esprits et trompaient l'opinion publique. Cette influence injuste et funeste s'est prolongée jusqu'à la fin et a été la cause déterminante de tous les jugements non fondés qui ont inspiré jusqu'à présent une histoire absolument fausse, de ce qu'on a appelé, en termes aussi regrettables qu'injustes, l'aventure mexicaine, et qui ont réparti de la façon la plus inexacte les plus graves responsabilités.

Il existait malheureusement, dans un autre ordre d'idées, un important sujet de discussions qui devait rendre plus difficiles encore les relations entre tous les éléments de l'action gouvernementale et de celle de l'intervention française : c'était la question financière. On dit que « lorsqu'il n'y a plus de foin au râtelier, les chevaux se battent ». Cela

est peut-être plus vrai pour les humains. J'ai déjà fait remarquer que le sac aux millions de l'emprunt était presque vide. Il importait donc de le regarnir. Mais là était le difficile, car la misère de l'Etat était depuis longtemps le mal chronique de ce malheureux pays, qui pourtant avait été si riche et aurait dû l'être encore.

Il est évident que le gouvernement de Juarez, en fuyant devant nos armes, ne laissait rien dans les caisses de la capitale ni dans celles des gouvernements de province. Mais la Régence, qui lui succéda sous nos auspices, avait administré avec une sage économie les ressources recueillies depuis, et le soin qu'avait apporté le général Bazaine à faire écarter un grand nombre de fonctionnaires et agents peu scrupuleux, permettait d'espérer un état financier susceptible de faire face aux nécessités du moment, d'autant que des administrateurs éminents, envoyés de France, avaient organisé habilement les services financiers.

Malheureusement, Maximilien apporta des idées de prodigalité luxueuse et irréfléchie que j'ai déjà signalées et qui ne tardèrent pas à compromettre de nouveau les finances de l'Etat. Qu'avait-il besoin, ce prince qui venait gouverner un pays ruiné, de s'entourer des pompes des souverains des grands Etats de l'Europe, de grands dignitaires de la couronne, de garde palatine, de chambellans, d'officiers de bouche, là où il n'y avait presque rien à manger, d'écuyers où il n'y avait presque que des mules ? Que sais-je encore ? Ne pouvait-il pas se contenter du palais de Mexico, provisoirement tout au moins, et, sous le prétexte de quelques légions de punaises sanguinaires, était-il indispensable de le fuir pour transformer Chapultepec en un palais plus étrange qu'imposant, de créer à grands frais, autour de ce rocher, des jardins dispendieux dont l'entretien nécessitait une légion de jardiniers, alors que la Nature avait fait beaucoup mieux que ne firent les Le Nôtre de là-bas ? Et puis, ce prince avait toujours la main ouverte ! La générosité est une vertu, mais non quand elle s'exerce avec l'argent qu'elle

n'a pas. Etait-il raisonnable de s'octroyer, dès le début, une liste civile de sept millions de francs pour sa personne et d'un million pour l'Impératrice ? Les évêques avaient quelque raison de trouver mauvais qu'on leur enlevât leurs prébendes, alors que le souverain se traitait de la sorte !

Cet état financier compromettait assurément le gouvernement de Maximilien. Le plus grave c'est qu'il mettait dans une situation plus difficile le chef de l'intervention française et l'Empereur Napoléon. En effet, le trésor mexicain devait, d'après les conventions du traité de Miramar, solder, à dater du 1er juillet 1864, deux millions environ par mois, les frais du corps expéditionnaire français. Or, depuis cette date, rien n'avait été payé ! Le Gouvernement n'avait même pas pu subvenir aux dépenses de l'armée mexicaine, de sorte que le payeur en chef de notre armée avait dû combler le déficit. Il est vrai qu'une partie de l'emprunt contracté par Maximilien avait été retenue à Paris et que ces fonds répondaient de ceux non soldés au Mexique. Mais cette ressource ne dura pas longtemps; elle fut vite épuisée. Alors le trésor de l'armée française, obligé de continuer à payer les troupes mexicaines, se trouvait à découvert vis-à-vis du parlement français qui estimait que, d'après le traité de Miramar, nous ne devions plus, de ce chef, faire d'avances au Gouvernement mexicain. Aussi, dès la fin d'août, le Maréchal recevait une lettre très précise qui faisait ressortir combien il était regrettable qu'on eût été obligé de payer encore, après le 1er juillet, les troupes mexicaines. En raison de cette mesure non prévue en France, puisqu'elle était écartée par la convention de Miramar, l'équilibre du budget de cette année se trouvait compromis. Le ministre français reconnaissait que le Maréchal n'avait pu faire autrement que d'assurer la solde de ces troupes, si le Gouvernement mexicain était dans l'impossibilité de le faire, mais il ajoutait que le Gouvernement de l'Empereur, ayant communiqué au corps législatif les conditions du traité passé avec l'Empereur du Mexique, serait dans une situation fausse si ces

conditions se trouvaient démenties par les faits. On l'invitait enfin à faire tous ses efforts pour que la France n'eût plus à solder les troupes mexicaines.

Le Maréchal se trouvait, ainsi, pris entre l'enclume et le marteau, dans la situation la plus difficile. Il faisait tout le possible pour se conformer aux ordres qu'il recevait; mais, comme il n'avait plus d'action directe sur le Gouvernement mexicain, que l'Empereur préférait les conseils de sa camarilla aux siens, que pouvait-il faire ? Il avait pour mission de soutenir Maximilien, et celui-ci ne faisait rien pour rendre possible cette mission ! Ainsi pressé par son Gouvernement, le Maréchal s'efforça de faire comprendre à l'Empereur du Mexique qu'il y avait urgence à organiser son service financier. Maximilien le comprit pour un moment; mais avec son caractère indolent et irrésolu il se contenta de nommer des commissions de finances, et se perdit en considérations oiseuses sur leur fonctionnement. Il se préoccupa davantage de l'emploi des fonds trouvés que des moyens de se procurer ces fonds. Financier de dépenses et non pas de recettes, ce qui généralement est bien plus facile, et croyant avoir surpassé un Louvois, il se replongea dans les futilités de la cour et les intrigues de son palais. C'était un idéologue, alors qu'il fallait un praticien !

Cependant, pour être juste, il faut reconnaître qu'alors même que Maximilien n'eût pas gaspillé les fonds de son emprunt, et créé un gouffre de dépenses normales qui devait engloutir toutes les ressources que le pays pouvait procurer, il lui eût été impossible de faire face aux nécessités les plus urgentes du moment, avec les produits qu'on pouvait tirer d'un pays exploité, volé, ruiné pendant cinquante années de guerres civiles et de révolutions. Il n'y avait donc pas à espérer d'équilibrer un budget quelconque; mais au moins aurait-il pu et dû tirer parti du crédit que devaient assurer les richesses naturelles du pays dont le développement aurait permis d'éteindre les dettes contractées au début. D'ailleurs, on doit lui adresser le grave reproche de n'avoir pas voulu

tirer parti des éléments d'action que lui avait donnés la France. Comment ! l'Empereur Napoléon avait envoyé au Mexique des financiers, des administrateurs de premier ordre, pour organiser l'administration du pays et y rétablir un système financier approprié à la situation, à ses moyens, à ses ressources non encore développées; ces spécialistes avaient tracé les grandes lignes de ces organisations nouvelles, et en avaient préparé tous les rouages; leurs projets étaient complets et approuvés par le Gouvernement français, intéressé, plus que qui ce fût, au développement de la richesse et de la prospérité; ce Gouvernement et la Régence du Mexique avaient eu la condescendance courtoise d'attendre l'arrivée du jeune souverain pour lui réserver l'honneur de promulguer ces mesures de salut et de régénération. Et voilà que Maximilien dédaigne ces travaux, ces prévenances, ces égards, ces bienfaits, et abandonne tant d'intérêts sacrés, d'espérances presque réalisées, pour les confier à nouveau à des commissions formées dans le pays, avec des créatures dont l'aptitude n'est pas démontrée ! Et il met sa confiance en des hommes qui jusqu'alors n'ont offert aucune garantie ! Pure folie, car c'était reculer, à des temps inconnus et assurément lointains, l'application de mesures dont l'urgence s'imposait puisque la vie normale de l'Empire en dépendait sur l'heure.

On a reproché au Gouvernement français de n'avoir pas suffisamment secondé les efforts de Maximilien pour établir son gouvernement et de ne l'avoir pas aidé à vaincre toutes les difficultés premières. Ces accusations sont injustes. Le Gouvernement a fait ce qui était possible, à tous les points de vue. Il ne pouvait cependant pas tout faire *gratis pro Deo*, surtout en matière financière ! En concluant le traité de Miramar, il avait posé des conditions garantissant les intérêts qu'il consentait à engager; mais Maximilien ne remplit pas ces conditions. Bien plus, lorsque Napoléon III voulut demander des gages matériels destinés à répondre des avances qu'il pourrait consentir encore, le malheureux Empe-

reur du Mexique les refusa sous l'influence occulte des conseillers qui l'entouraient ou de Mexicains infidèles à sa cause, qui faisaient échec aux entreprises françaises pour soutenir des intérêts étrangers. J'ai déjà dévoilé le rôle néfaste que jouèrent à ce sujet les Eloin et Cie.

Dans tous les grands pays, il existe une banque d'Etat qui rend en toutes circonstances les plus grands services. Elle les sauve parfois de crises mortelles, en régularisant le niveau des flots financiers à l'étiage des budgets. Une pareille institution était alors bien plus nécessaire au Mexique que partout ailleurs. Aussi Napoléon III avait eu, dès le commencement de notre action politique au Mexique, la pensée d'y créer une banque d'Etat. J'ai déjà dit que la Régence avait adopté le projet et que les bases et les conditions de cette création étaient complètement établies, arrêtées et approuvées par les deux Gouvernements. Des engagements formels et définitifs étaient pris avec les grands banquiers Ottinger, de Paris. Mais, en cela comme en toutes les autres mesures gouvernementales, on avait décidé de réserver à l'Empereur Maximilien la ratification définitive. Cette lourde faute fut un malheur. Maximilien, toujours conseillé par ses mauvais génies, refusa.

Une autre affaire bien plus importante encore et qui intéressait principalement la France fut reprise à cette époque et échoua, elle aussi, pour les mêmes causes que je viens de signaler.

J'ai fait connaître qu'en 1863, Napoléon III avait compris qu'il y aurait lieu, lorsque le moment serait devenu favorable, de mettre à profit la protection de nos armes pour exploiter, en faveur de la France, une partie des richesses minières de la Sonora. Il avait prescrit au général Bazaine de faire étudier la question le plus tôt possible et avait envoyé, pour faire les études techniques, un ingénieur, M. Laure, qui lui adressa un rapport détaillé dont les conclusions étaient des plus satisfaisantes et qui préconisait l'entreprise comme une œuvre particulièrement nationale pour

la France, en précisant les avantages qu'en retirerait le trésor français. Dès lors, l'Empereur s'était décidé à donner suite au projet et avait rédigé un traité qui fut accepté et consenti par le gouvernement de la Régence. On commit la faute de vouloir en demander la ratification au futur Empereur afin qu'il fût compris dans le traité de Miramar. Mais Maximilien fit la sourde oreille et ne voulut pas se prononcer. Peut-être ce prince, qui avait dans les retraites mystérieuses de son cerveau, des projets qu'on ne connaissait pas à cette époque, avait-il sur ce sujet des vues personnelles ? Il a toujours pensé plus à sa cassette privée qu'à toute autre chose. Et pourtant le Gouvernement français avait mis dans ce traité, relatif aux mines de la Sonora, des dispositions qui témoignaient de sa part une grande abnégation et un réel désintéressement, prouvant absolument qu'il n'avait pas de vues exclusives sur les avantages que la France pouvait en retirer. En effet, un des articles principaux de cette convention stipule que, pour accuser le sentiment d'équité qu'il veut donner à ce contrat : « Une partie du montant net que produira au trésor français l'exploitation des mines concédées, pourra *revenir au Gouvernement mexicain* et être admise en remboursement des frais de guerre occasionnés à la France par la campagne 1862 et 1863, comme compensation de la dite concession. » Maximilien aurait dû saisir avec empressement cette occasion de diminuer ainsi les charges financières qu'il allait accepter dans le traité de Miramar. S'il ne le fit pas, c'est donc qu'il avait, au fond de son âme, d'autres vues primant celles des intérêts du pays qu'il allait gouverner pas pour toujours, sans doute, ainsi que tend à le faire croire le grave conflit qu'il eut un jour avec son frère, l'Empereur d'Autriche, au sujet du fameux pacte de famille qu'il dut signer à Trieste; ainsi que le prouve encore la précaution qu'il prit, avant de partir pour le Nouveau-Monde, de prélever sur l'emprunt qu'il contractait à Paris, un million et demi destiné à achever son château de Miramar. Il y avait donc un esprit de retour !

Mais Napoléon III, qui ne pouvait soupçonner ce machiavélisme mystérieux, n'abandonna pas son projet et, quelque temps après, il le remit sur pied en faisant entrer en scène une personnalité qui devait lui donner un corps actif et apporter à la question un caractère nouveau et une importance toute particulière, un Américain, autrefois gouverneur de la Californie et dernièrement sénateur de la Louisiane, M. Gwin. C'était, dans son pays, un homme important, jouissant d'une notoriété considérable. Mais devenu une épave sudiste de la guerre de Sécession, il ne voulait plus rester aux Etats-Unis et venait solliciter le droit de s'établir au Mexique et d'y créer une importante colonie, avec le concours d'un grand nombre de ses compatriotes décidés aussi à s'expatrier, ne voulant pas rester sous le joug de leur vainqueur.

M. Gwin était presque un vieillard, mais un vieillard jeune de corps et d'esprit. Vrai type des pionniers de Fenimore Cooper, il était imposant et solennel, avec sa haute stature, la noblesse de son port et l'expression fine et énergique de sa belle tête à longue chevelure et barbe blanches. Il donnait l'impression des patriarches bibliques. J'eus la bonne fortune d'entretenir d'agréables et instructives relations avec cet homme peu ordinaire. Ami de la famille américaine où je fréquentais alors, dans laquelle j'allais entrer, je l'y rencontrais presque journellement. Je fus donc initié aux détails de l'entreprise qu'il voulait faire réussir au Mexique.

Dès l'année 1863, M. Gwin avait recherché tout d'abord l'appui de Napoléon III, qui avait même entretenu personnellement de ses désirs l'archiduc Maximilien. Ce prince avait paru peu désireux d'attirer au Mexique des Américains. Dans le cas actuel, c'était une erreur de jugement. Après l'acceptation au trône, l'Empereur Napoléon reprit l'affaire et, peu après l'entrée de Maximilien à Mexico, arriva au quartier général français M. Gwin lui-même qui remit au général en chef une lettre de présentation de Napoléon III,

l'invitant à appuyer de tout son pouvoir les demandes de ce personnage américain.

Dès ce moment commencèrent les démarches de M. Gwin qui sollicitait la concession de vastes territoires dans la Sonora pour les coloniser avec des Américains déterminés à quitter leurs pays et à devenir des citoyens fidèles du nouvel Empire mexicain. Mais Maximilien fit encore la sourde oreille aux premières ouvertures. Alors de longs pourparlers s'engagèrent et M. Gwin vint souvent conférer avec le général Bazaine. Comme l'Américain ne savait le moindre mot de français, ni d'espagnol, et ne parlait que l'anglais que ne comprenait pas son interlocuteur, celui-ci, pour éviter d'employer un interprète peut-être indiscret et dont le concours aurait pu éveiller l'attention publique tout au moins, eut recours à la gracieuse obligeance d'une des compatriotes de M. Gwin, celle précisément dont il était l'ami et que j'allais épouser. Je voyais donc ce vénérable Américain et j'étais témoin de ses impatiences, de ses désillusions et de ses colères, alors qu'il se heurtait, dans l'Empereur du Mexique, à un mauvais vouloir calculé aussi bête que coupable. Le Maréchal fit tout ce qu'il était possible pour la réussite de cette entreprise, qui avait une connexité très grande avec la ratification du traité passé avec la Régence concédant à la France l'exploitation des mines de la Sonora non encore concédées. L'Empereur du Mexique devait d'autant mieux remplir cette dernière formalité que le gouvernement de Juarez allait concéder ces mines à d'autres Américains, et que, pour parer à ce danger, le Maréchal ordonna au général de Castagny, d'envoyer une colonne expéditionnaire occuper la Sonora, et donna à cet officier général les instructions les plus minutieuses et les plus précises pour qu'il fût bien entendu que cette occupation se faisait au nom de l'Empereur Maximilien et que la concession des mines, admise en principe tout au moins, n'impliquât aucune cession de territoire. En outre, prévoyant le cas où viendraient à se produire des immigrations américaines organisées par M.

Gwin, on ne leur donnait des concessions de terre qu'à titre provisoire. Toutes ces instructions du Maréchal étaient très habilement et très correctement conçues, dans un parfait esprit de déférence pour l'Empereur du Mexique.

Et pourtant on trouva moyen de répandre le bruit que la France voulait s'emparer de la Sonora ! Ces rumeurs malveillantes et de mauvaise foi étaient accréditées au palais.

Le ministre plénipotentiaire de France, de son côté, entama diplomatiquement des négociations officielles pour obtenir le règlement de cette affaire, conformément aux droits les plus formels et les plus logiques de la France. Le marquis de Montholon avait reçu de son ministre des Affaires étrangères les instructions les plus détaillées pour la conduite de cette action auprès du Gouvernement mexicain. Mais Maximilien se conduisit dans cette affaire d'une façon inqualifiable; il montra par sa résistance non motivée, par son refus enfin, qu'il n'était pas un homme de gouvernement, et, dans des arguties de mauvais aloi, il laissa découvrir une mauvaise foi dont il endossa toute la responsabilité morale, montrant qu'il était conduit par les hommes funestes de son entourage et qu'il entretenait des sentiments secrets qui n'étaient pas à son honneur.

Je ne saurais trop insister sur cet événement, qui se produisit six mois après l'arrivée de Maximilien, car il eut une extrême importance. Il ne fut pas, comme bien d'autres fautes commises par l'Empereur, la cause de la lugubre fin de son empire, mais il y contribua; une solution opposée donnée à cette affaire l'aurait sans doute modifiée.

D'autre part, il est très regrettable que le Gouvernement français n'ait pas montré plus de fermeté, de décision et n'ait pas mis en demeure Maximilien de ratifier un traité passé avec le Gouvernement de la Régence, qui était souverain, alors que lui, hésitait encore à accepter la couronne. La France avait tous les droits de l'exiger et lui le devoir de remplir la formalité généreusement, courtoisement laissée

à sa dignité, d'autant que, de son côté, il ne remplissait pas, à cet égard, les engagements signés par lui dans le traité de Miramar. Par ce fait qu'il laissait protester sa signature, qu'il refusait de sanctionner une combinaison qui n'était principalement, pour la France, que la mainmise sur des gages destinés au remboursement des sommes qu'il nous devait et ne pouvait nous payer, le Gouvernement français devait refuser à son tour de remplir les promesses qu'il avait faites. Il pouvait replier ses troupes en une partie quelconque du territoire, mettre l'arme au pied et laisser Maximilien aux prises avec toutes les difficultés qu'il avait déjà créées par sa faute. La menace seule l'aurait fait capituler et renvoyer les mauvais génies qui l'inspiraient, pour se laisser uniquement guider par les seules influences qui pouvaient le sauver.

Le Gouvernement français eut-il la notion d'un semblable ultimatum ? Je l'ignore. Je crois qu'inquiété, hypnotisé même, par l'opposition aveugle ou antipatriotique qui existait alors au Parlement français, il ne l'aurait pas osé. Ce fut un malheur, car qu'elle qu'eût pu être la fin de l'intervention, elle eut été moins lamentable que celle que nous a ménagée le monarque aussi incapable que peu scrupuleux qu'était Maximilien.

Voici encore une grande entreprise qui échoua par les mêmes causes :

En l'année 1855, alors que la France perçait l'isthme de Suez, l'Amérique se préoccupait d'ouvrir l'isthme mexicain, en créant le canal interocéanique de Tehuantepec, choisi, après de nombreuses études, entre les trois isthmes américains comme le plus avantageux à tous les points de vue. Une compagnie s'était formée à New-York sous le nom de « Compagnie Louisianaise de Tehuantepec ». Elle obtint une concession du Gouvernement mexicain pour l'ouverture du canal et la cession de certains droits territoriaux.

Un délai d'exécution était entendu, sous les réserves qu'il ne serait plus obligatoire dans le cas où les travaux seraient

suspendus par le fait de révolution ou d'état de guerre au Mexique. Puis des ingénieurs, des travailleurs, occupèrent l'isthme et *les travaux commencèrent en 1859*. Ils étaient en pleine activité lorsque survint l'intervention française avec l'état de guerre et la révolution conséquente. La Compagnie dut suspendre le travail. Et pourtant, dans le golfe, elle avait entrepris l'aménagement du lit du *Coatzacalco* et établi une route parcourant l'isthme, le long de l'itinéraire de la voie navigable. Des travaux analogues étaient entrepris sur le Pacifique. Mais la révolution livrant tout le pays aux bandits, les agents de la Compagnie furent maltraités et les ouvriers dispersés. En même temps sévissait aux Etats-Unis la guerre de Sécession.

Mais après que ces orages furent à peu près dissipés, la Compagnie Louisianaise, qui n'était plus en état de reprendre l'œuvre commencée, fusionna avec une nouvelle compagnie qui prit le titre de « New-York and Tehuantepec-Railroad and steamship Company », et reprit à son nom la concession. Elle envoya un mandataire spécial, M. O'Sullivan, pour renouveler avec l'Empire mexicain le contrat passé avec le gouvernement précédent.

M. O'Sullivan conduisit avec succès ses négociations, grâce à l'appui bienveillant mais tacite de l'intervention française, qui avait un intérêt direct à faire réussir les entreprises susceptibles de développer la prospérité du Mexique. Les démarches furent longues. Enfin le Gouvernement de l'Empire renouvela la concession du canal de Tehuantepec; mais la débâcle impériale, qui commença l'année suivante, et les convulsions qui lui succédèrent, paralysèrent, je crois, l'exécution de l'œuvre commencée.

Si l'affaire mexicaine eût autrement tourné, le canal se fût fait sur le territoire du Mexique et nous n'aurions pas connu les douleurs du canal de Panama !

CHAPITRE XV

SYMPTOMES INQUIÉTANTS

Vie mondaine à Mexico. — Cabinet politique du Maréchal. — Vie privée au quartier général. — Les fêtes. — Incident du bal du 15 août 1864. — Fêtes données au palais impérial. — Premier mariage français ; Mademoiselle de Montholon, fille du Ministre de France, et le Capitaine Garcin. — Cérémonie au palais impérial ; Cérémonial de la Cour. — Arrivée des légions belge et autrichienne. — Prétentions du Général autrichien. — Symptômes inquiétants dans les provinces excentriques de l'Empire. — La confiance diminue. — Foyer de résistance de Porfirio Diaz à Oajaca. — Le Maréchal se prépare à le détruire.

Cependant, à Mexico, dans une atmosphère saturée d'intrigues de toutes sortes, de préoccupations graves et d'appréhensions inquiétantes pour les esprits voués aux affaires sérieuses, où on sentait partout des fluides orageux accourir de l'horizon, s'écoulait une vie mondaine dont les charmes faisaient oublier bien des soucis, des colères même. Le volcan commençait à gronder, et pourtant on dansait follement aussi bien à la cour qu'à la ville.

En cette deuxième partie de l'année 1864, la colonie française à Mexico commençait à devenir particulièrement brillante. Un certain nombre d'officiers avaient fait venir leurs femmes et les relations avec la société mexicaine avaient pris un caractère tout à fait sympathique. De nombreux noviotages s'étaient sérieusement engagés; d'aucuns même annonçaient le moment prochain où on allait river des chaînes pour remplacer les liens fragiles de liaisons généralement frivoles au début. Aussi, l'existence des officiers

en garnison à Mexico était-elle devenue fort agréable. Les réunions mondaines les plus variées, aussi fréquentes que possible, faisaient un dérivatif utile et salutaire aux préoccupations des grands chefs, des hauts fonctionnaires ainsi qu'aux labeurs plus modestes mais pénibles de leurs agents et de leurs auxiliaires.

Entre toutes ces fêtes, celles du quartier général, même les petites réunions, étaient les plus brillantes et les plus recherchées. Le Maréchal, toujours aussi large dans la représentation qu'il était simple pour lui-même et dédaigneux de ses deniers, recevait très grandement. En dehors des soirées hebdomadaires où, après dîner, on dansait tous les quinze jours, il donnait plusieurs grands bals pendant la saison d'hiver, et le 15 août, jour de la fête nationale de France, une grande solennité officielle réunissait au palais tout ce qu'il y avait d'important et d'élégant dans Mexico.

Le bal du 15 août de cette année 1864, le premier depuis l'arrivée des souverains, fut exceptionnellement brillant. Il s'y produisit un incident qui, futile en lui-même, passa inaperçu, mais eut des conséquences imprévues et tellement importantes que je ne puis le laisser dans l'oubli. Il fut la première page d'un roman historique.

Il était minuit, les danses battaient leur plein ; je me trouvais dans la grande salle à manger, surveillant le service et donnant des instructions au maître d'hôtel, lorsqu'un officier d'ordonnance vint me dire que le Maréchal me demande. J'achevais mon colloque avec le majordome, lorsque le même officier reparut, me priant de venir immédiatement. Je crus à quelque événement, une anicroche, que sais-je ? Je courus au grand salon où m'attendait le grand chef qui me dit : « J'ai vu dans la galerie une très jolie jeune fille que je ne connais pas. Je désire savoir qui elle est. Venez avec moi. Quand je passerai devant elle, je vous toucherai le coude; elle a une toilette bleue et elle est délicieuse. » Prenant la gauche du Maréchal, je le suivis, passant devant le front d'une ligne de jeunes femmes assises sur deux rangs; c'était une revue

peu ordinaire et j'en savourais attentivement les charmes, lorsque je reçus dans le flanc un coup susceptible de m'enfoncer les côtes. Une goélette recevant dans son bordage l'éperon d'un cuirassé n'eût pas frémi davantage. Néanmoins, je dissimulai mon émotion et ma douleur et regardai une jeune fille bleue, fort séduisante du reste, assise à notre hauteur et qui fixait le Maréchal d'un regard superbement enveloppant. A quatre pas plus loin : « Hé bien ? comment s'appelle cette jeune fille ? — Ma foi, mon général, je ne la connais pas. — Comment, vous avez invité des personnes que je ne connais pas, ni vous non plus? — Pardon, Monsieur le Maréchal, je l'ai vue mais cette toilette de bal m'empêche de la reconnaître : je vais le demander à quelque Mexicain, qui doit connaître un si joli visage. » Ce compliment indirect fit bon effet et, avec un sourire, le vieux guerrier, infidèle à Mars en faveur de Vénus, me dit : « Allez vite et venez me le dire. »

Je m'éloignai et, avisant un gommeux très répandu à Mexico, je lui posai la question. C'était Mlle Josepha-Pepita Pena !!! Ma surprise fut grande et en voici les raisons : Mlle Pena, fille d'un ancien Président alors défunt, vivait avec sa mère chez une tante, Senora Pedraza. Presque tous ses parents masculins étaient militants dans le clan de Juarez. Mais elle avait un cousin-germain, H. de la Pena, à moitié Français, car son père, étant consul du Mexique au Havre, avait épousé une jeune fille de Normandie, Mlle de Barragan. La Pena avait fait ses études à Paris. Je le rencontrai chez des amis communs à Mexico, je le voyais souvent et l'ayant présenté au général en chef, il venait au palais. J'avais reçu de lui des confidences à l'égard de sa cousine Pepita qu'on voulait lui faire épouser pour des considérations financières de famille. La jeune fille était empressée à son égard, mais lui peu fanatique; son sang français lui inspirant de la réserve pour une cousine germaine. Il m'en parlait souvent, me donna même une toquilla de

sombrero brodée par elle, mais je ne la connaissais que de vue à son balcon.

Lorsqu'approcha le 15 août, la Pena me fit part du désir ardent qu'avait sa cousine d'être invitée au bal du Maréchal. Je lui répondis que sa famille étant encore avec Juarez, je ne pouvais prendre sur moi de l'inviter avec sa mère sans consulter le Maréchal; ce que je fis. Je fus autorisé à envoyer l'invitation. Et voilà comment, par mon fait bien innocent du reste, se trouva, dans la nuit du 15 août, au palais de San-Cosme, le bel oiseau bleu qui captiva le seigneur du logis et, de là, s'envola si haut.

En effet, lorsque je revins auprès de mon chef et lui dis : « C'est précisément la jeune cousine de Pena pour laquelle je vous avais demandé une invitation. — Comment ! c'est la plus jolie femme du bal et vous hésitiez à l'inviter ! » Troublé par cet emballement d'un homme aussi grave et si haut placé j'étais fort gêné. Quand il me dit de le présenter à la jeune fille, c'était un comble de correction ! Je m'approchai de la jeune personne dont l'œil brilla et les joues se colorèrent. « Mademoiselle, M. le maréchal Bazaine désirerait la faveur d'un tour de valse. » Ce tour me rendit rêveur et je contemplai. La jeune fille se leva, son visage charmant s'illumina sous le feu du plus provocant sourire, ses lèvres, éloquentes, murmurèrent un compliment de gratitude des mieux rythmés et elle partit, triomphante, au bras de ce qu'il y avait de plus grand et de plus illustre à Mexico. Je restai hypnotisé. A partir de ce jour, le cousin Henri de la Pena ne compta plus; mais bientôt, nous autres, il fallut compter avec Pepita !

Leurs Majestés aussi s'associaient aux plaisirs mondains et donnaient des fêtes au palais. Je dois déclarer qu'on ne s'y amusait pas follement. On y était gêné par une étiquette excessive incompatible avec les mœurs du pays; la réserve digne et sévère, souvent hautaine, sur laquelle se tenaient les souverains, imposait au plaisir une retenue extrême, et bien des personnes, obligées par leur position d'assister à

ces réunions, s'y ennuyaient mortellement et refroidissaient les autres. Pour ces raisons, les fêtes du quartier général français avaient beaucoup plus de succès.

Quoi qu'il en fût de toutes ces fêtes, dans le tourbillon enivrant de leurs plaisirs, les noviotages suivaient leur cours normal et l'un d'eux, qui avait été le plus actif, arrivait, le premier des Français, à la consécration finale. Pourtant il n'avait pas été un des premiers à entrer dans l'arène. Le mariage projeté avait une importance particulière en raison de la qualité sociale de la fiancée. Cette jeune personne, charmante et gracieuse du reste, qui avait, par sa mère, du sang américain, était Mlle de Montholon, fille du ministre plénipotentiaire de France. Elle épousait un de nos camarades du corps d'état-major, le capitaine Garcin, à l'état-major du corps expéditionnaire, le même qui, au combat de San Lorenzo, avait dû la vie à son portefeuille.

La situation de la fiancée fit donner à ce mariage une solennité spéciale. L'Empereur voulut être le premier témoin de la mariée et décida que la cérémonie aurait lieu au palais, civilement et religieusement. Elle fut célébrée dans les premiers jours de novembre, en présence de toutes les grosses personnalités françaises civiles et militaires et de tous les officiers d'état-major présents à Mexico. A cette occasion, on put se rendre compte du formalisme de l'étiquette qui s'appliquait à tous les actes des souverains et démontrait quel soin l'Empereur avait apporté dans le règlement de toutes ces questions, alors qu'il était si négligent pour régler les affaires les plus importantes de l'Etat.

Le cérémonial, réglé pour ce mariage d'apparat, fut luxueusement imprimé et envoyé à toutes les personnes admises à y figurer. Tout y était prévu dans ses détails. Qu'on en juge par ces extraits :

« 1° Un peu avant 10 heures de la matinée, les fiancés, accompagnés de leurs parents, seront admis à saluer Leurs Majestés. — 2° Les autres personnes invitées attendront....

(parbleu !) — 7° Après la cérémonie, Leurs Majestés se rendront, ainsi que toute l'assistance, à la salle Iturbide. Après un petit moment de conversation, elles se retireront. Tenue : frac et cravate blanche; les dames, toilette montante en soie, sans chapeau, ni châle, gants de couleur claire.

« *Signé* : NEGRETE. »

En somme, ce programme était en apparence très complet et surtout très solennel. Mais, pour permettre aux gens de se retirer, il eût fallu ajouter un paragraphe conçu comme dans le refrain de la vieille chanson française : « Allez-vous-en, gens de la noce; allez-vous-en chacun chez vous. » Evidemment le senor Negrete n'y a pas songé, et pourtant il était le plus aimable des gens de la cour, malgré l'étiquette.

Enfin ce programme, qui avait pensé à tout, on le croyait du moins, manquait absolument de déjeuner; opération qui s'impose quand on occupe les gens de la noce dès 9 heures du matin. Heureusement, le marquis de Montholon ne l'entendit pas de cette oreille; la comitiva se rendit à la légation de France où on luncha énergiquement à la française, et, comme étiquette « Champagne Montebello » !

A la fin de cette année 1864, commencèrent à arriver au Mexique les troupes européennes qu'avait fait organiser Maximilien en Belgique et en Autriche, et qui formaient deux légions composées d'hommes de troupe et d'officiers volontaires provenant des armées nationales de ces deux pays. Les engagements de ces volontaires avaient été contractés pour servir, au Mexique, le Gouvernement de l'Empire, moyennant certaines conditions spéciales de prime d'engagement, de soldes, et la promesse de concessions de terres à la fin de leur temps de service. Les officiers ne perdaient pas entièrement leur situation dans les cadres de leur armée nationale. Les primes, les frais d'habillement, d'armement et de transport furent à la charge de Maximilien et soldés sur son premier emprunt.

Le 14 décembre, le premier détachement belge arriva à

Mexico, sous le commandement du chef de la légion, le colonel Van der Smissen, bien connu de beaucoup d'officiers français, parce qu'il avait été attaché militaire de Belgique à Paris et, à ce titre, avait guerroyé en Afrique avec plusieurs de nos colonnes expéditionnaires. Nous allâmes au devant des Belges avec le Maréchal, qui accompagna l'Empereur et l'Impératrice. La colonne de quatre compagnies d'environ deux cents hommes chacune, se présenta très honorablement et défila avec crânerie et correction devant Leurs Majestés. Ces petits soldats, à la figure franche et ouverte, avec leurs allures dégagées dans leurs vêtements courts, gris de fer, firent bonne impression. Un grand nombre de nos officiers étaient également venus sur la route pour souhaiter la bienvenue à ces frères d'armes, dont les grands-parents furent Français pendant la grande épopée napoléonienne; ils leur firent cortège à leur entrée en ville et les invitèrent à un punch qui eut lieu le soir même avec une grande cordialité et un entrain plein de gaieté. Ces officiers étaient fort bien à tous les points de vue et d'agréables compagnons. Leur chef, le colonel Van der Smissen, était particulièrement distingué, homme du monde raffiné, officier d'élite très sympathique. Enfin, ce petit corps de troupe de quelques milliers d'hommes était très fier de son titre de « Garde de l'Impératrice ».

Quelque temps après, dans le courant du mois, arrivèrent le reste du corps belge et la légion autrichienne; mais nous n'eûmes pas à recevoir cette dernière que l'Empereur arrêta à Puebla.

On se demanda pourquoi ? La raison en fut étrange, invraisemblable même, surtout pour tout officier d'une armée véritable. Je tiens à la faire connaître parce qu'elle montre quel était l'état d'esprit de la légion autrichienne, et qu'elle explique certains événements ultérieurs.

Lorsque cette troupe fut arrivée sur la terre mexicaine et s'acheminait vers Mexico, le général de Thun, qui la commandait, adressa au Maréchal, alors absent de Mexico, une

lettre alambiquée, absolument extraordinaire, où se trouvent formulées des prétentions inouïes, démontrant de la part de son auteur une ignorance absolue des conditions dans lesquelles se trouvaient au Mexique les troupes qui soutenaient le gouvernement impérial, un défaut complet de clairvoyance, une absence totale de jugement et de bon sens. Entre un exorde et une péroraison courtoises mais banales, se trouve encadré le morceau principal, le clou qui hérisse la lettre; le voici :

... « Ce n'est qu'en maintenant ces bonnes relations (1) que je crois pouvoir rendre à Sa Majesté l'Empereur de bons services, et cette tâche me sera aussi agréable qu'aisée à remplir, dès que la position de mon corps vis-à-vis de votre glorieuse armée sera réglée.

« Votre Excellence comprendra très bien que les officiers et soldats issus de l'armée autrichienne doivent conserver la dignité de cette armée, et ne pourraient, en conséquence, jamais consentir à occuper la position dans laquelle se trouve l'armée indigène du Mexique vis-à-vis des troupes françaises.

« Rien n'étant encore stipulé à cet égard des rapports de service entre les troupes françaises et autrichiennes, je m'adresse à Votre Excellence pour vous prier de régler cette affaire le plus tôt possible, en prenant pour base les relations qui sont d'usage entre les armées de deux puissances alliées. » Comment! c'est au Maréchal que le général de Thun s'adresse pour régler une pareille affaire, absolument incohérente ! D'abord ses troupes ne sont plus l'armée autrichienne, puisqu'elles en sont issues; elles ne sont pas même des troupes indigènes, puisqu'elles sont formées d'éléments étrangers au pays. Elles sont des troupes étrangères au service et à la solde de l'Empereur et n'ont aucun titre pour être traitées autrement que celles indigènes. La légion autrichienne était un composé de militaires ayant quitté l'armée autrichienne

(1) Il veut parler des relations déjà commencées entre les officiers autrichiens et français, dans les rencontres qui ont déjà eu lieu.

pour s'engager volontairement dans les troupes de l'Empereur du Mexique; elles n'avaient aucune analogie avec les troupes françaises, partie de notre armée nationale, troupes de la France portant son drapeau. Ou le drapeau de la légion autrichienne était celui du Mexique, ou celle-ci n'en avait pas. Les considérants du général de Thun sont faux, même ridicules. En outre, ses troupes n'ont plus qualité pour maintenir la dignité de l'armée autrichienne. Il est même vraisemblable que cette belle et noble armée d'Autriche n'eût pas consenti à confier la garde de sa dignité à une troupe ne portant plus son drapeau. Les événements ultérieurs prouvèrent, du reste, dans une certaine mesure et dans certaines circonstances, qu'elle aurait eu raison, car l'attitude de quelques-uns des détachements de la légion émanant d'elle, n'ont pas toujours été dignes d'elle.

D'autre part, comment ce général n'a-t-il pas compris que si ses prétentions étaient satisfaites, il pouvait entraîner son pays un peu trop loin sans doute ? En effet, l'Autriche n'avait rien à faire au Mexique, en dehors de son représentant diplomatique, et le général de Thun aurait dû envisager la situation qu'il ferait à cette puissance si les Etats-Unis, par exemple, venant à entrer en conflit avec l'Empire mexicain, se trouvaient en présence de troupes autrichiennes ? L'Autriche se verrait-elle obligée de relever ce *casus belli ?* Non, évidemment. Donc ce général et ses troupes étaient bien sous le drapeau mexicain et devaient avoir la même situation que les troupes indigènes. Allant plus loin dans la logique, elles n'étaient pas des troupes nationales mexicaines et devaient même céder le pas à celles-ci.

Décidément, Maximilien avait bien mal fait son choix dans l'armée autrichienne ! A moins cependant qu'aucun autre général, de valeur supérieure, ait consenti à le suivre au Mexique, ce qui paraît vraisemblable.

Quoi qu'il en soit enfin de l'incohérence de ces prétentions, celles-ci demandaient une sanction de la part de l'Empereur puisqu'il avait été Autrichien d'abord et qu'il avait signé

le traité de Miramar, dont un des articles stipulait que les troupes de son Empire seraient, en toutes circonstances, placées sous les ordres du chef des troupes françaises, lorsqu'elles seraient réunies. Mais, là encore, Maximilien commit une maladresse. Incapable de prendre une décision ferme et catégorique et de trancher une question, il se déroba devant l'obstacle et passa à côté. Il fit en sorte que les troupes issues de l'armée autrichienne fussent tenues constamment à l'écart des troupes françaises, et prescrivit que la légion du général de Thun resterait à Puebla. Ce n'était même pas le jugement de Salomon, ce qui ne peut étonner !

Cependant cet incident diplomatique militaire est tellement étrange, invraisemblable dans son aspect apparent, qu'il oblige à chercher dans les dessous quelque chose qui rende logique au fond ce qui ne l'est pas à la surface. Aussi je me suis demandé s'il n'y avait pas, à côté de cette prétention de rester autrichienne et de stationner dans la province de Puebla, une pensée machiavélique se rattachant au projet mystérieux que nourrissait Maximilien. Si ce prince, ainsi que je l'ai déjà laissé entendre et que cela a été prouvé plus tard, avait conservé une pensée de retour en Autriche, il devient logique d'admettre qu'il ait voulu maintenir sur sa ligne de retraite, vers la mer, ses plus fidèles troupes qu'il aurait ramenées avec lui en Europe où elles auraient formé, à Trieste peut-être, le noyau des moyens d'actions dont il aurait eu besoin pour mettre à exécution ses ténébreux desseins ? Ce bataillon sacré aurait joué les grenadiers de l'île d'Elbe !

Ce qui tend à prouver, du reste, que la prétention du général de Thun n'était qu'une fiction, qui lui était personnelle, c'est que, pour l'honneur de l'armée autrichienne, je dois faire remarquer que nous trouvâmes chez la plupart des officiers du général de Thun qui vinrent à Mexico, les sentiments les plus opposés à ceux de leur chef, et que nous eûmes toujours avec eux les relations les plus cordialement sympathiques.

En cette fin d'année 1864, aux difficultés gouvernementales qui surgissaient de toutes parts, se joignaient certains indices graves à l'égard de la pacification du pays. Les maladresses du gouvernement impérial semblaient réveiller l'esprit de lutte et les espérances des partisans de Juarez, quelques mois auparavant absolument découragés, démoralisés. Dans le Nord-Ouest, les esprits libéraux se ravivaient sous l'influence des Américains qui, voyant la fragilité du nouveau régime, travaillaient sourdement à relever le moral des amis de Juarez. Le Maréchal savait que des agents du Gouvernement des Etats-Unis, considérant l'ancien président comme exerçant toujours le pouvoir régulier, négociaient avec lui la cession de la Sonora, avec l'engagement de lui envoyer une armée nombreuse pour le ramener à Mexico. D'autres agents travaillaient les populations dans cet ordre d'idées d'un appui effectif. Aussi l'inquiétude était grande partout et les fonctionnaires impériaux, effrayés ou animés de sentiments peu loyalistes, ne faisaient rien pour réagir et commençaient à ménager leurs personnes et leurs intérêts en cas de changement. Ils étaient tellement habitués à ce jeu de bascule que cela semblait tout naturel. En outre, la trahison renaissait déjà, à l'état latent il est vrai, mais elle n'en sapait pas moins les bases bien peu solides de l'édifice impérial. Elle trouvait même des appuis jusqu'auprès de l'Empereur, qui, absolument aveugle, se laissait en toutes choses conduire par les ennemis de l'action française. De plus, la nouvelle du départ prochain d'une partie des troupes françaises prouvait que, dans un délai plus ou moins éloigné mais qui paraissait assuré, toute l'armée quitterait le Mexique. On préparait une nouvelle levée de boucliers.

Tous les rapports que recevait le Maréchal étaient unanimes sur ce point. Quelques lignes d'un remarquable rapport confidentiel que lui adressa le général de Castagny, commandant dans l'extrême-nord, résume nettement la situation : « Je n'ai plus d'action morale ni d'influence sur les populations qui n'ont plus de confiance en nous et qui se

voient à la veille d'être abandonnées. » Et quand Bazaine communiqua ce sinistre son de cloche à Maximilien, le souverain ne comprit pas et continua à signer des décrets qui ne furent jamais appliqués; à partager l'Empire qui menaçait de lui échapper en cinquante départements, à nommer des préfets sans poigne et des fonctionnaires infidèles, à voyager, à gaspiller enfin le peu d'argent qui lui restait, à engager même celui qu'il n'avait pas.

Et pourtant si les symptômes sinistres venant du Nord étaient alarmants, la situation dans le Sud n'était guère meilleure. Au contraire, la crise y était plus menaçante. Dans la province d'Oajaca, à 80 lieues seulement de Puebla, s'organisait depuis quelque temps un centre de résistance. Il est vrai que dans cette région de Terres Chaudes, notre action matérielle n'avait pas été poussée jusque-là. C'était le pays d'un des généraux les plus distingués du parti libéral et du loyalisme le plus absolu envers lui, un des défenseurs de Puebla, que nous avions eu la maladresse de laisser échapper quand il fut notre prisonnier, le général Porfirio Diaz. Cet homme habile, d'un libéralisme pondéré, était parvenu à grouper autour de lui toutes les forces vives éparses dans la région méridionale. Il s'établit à Oajaca qu'il avait mis dans un sérieux état de défense et, comme jadis à Puebla, se sentant à l'abri de fortifications importantes, il y attendait paisiblement et dans une quiétude indépendante, outrecuidante même, l'occasion pour devenir agressif. Il comptait sur l'état d'esprit où se trouvait le commandant de l'armée française, qu'il considérait comme écœuré par la conduite des affaires gouvernementales, qu'il savait décidé, d'après les ordres de son gouvernement, à quitter un jour, proche sans doute, le Mexique, et il pensait que le Maréchal, qui n'avait jamais voulu se décider jusqu'alors à occuper les Terres Chaudes du Sud, le laisserait tranquille dans son farniente. Il se trompait.

Le maréchal Bazaine ne pouvait tolérer, aussi près de lui, un pareil foyer de résistance qui devenait un défi imper-

tinent. Il s'était décidé à le détruire, mais l'opération devait être difficile. Il fallait d'abord établir une route praticable à l'artillerie et aux convois, à tout le matériel nécessaire pour faire un siège en règle probable. Pour ce travail considérable, il avait été admis qu'on ferait appel aux populations qui bénéficieraient ensuite d'une voie de communication pour mettre en relations faciles ces régions de Terres Chaudes avec Puebla et la capitale, voire même Vera-Cruz.

Le Maréchal avait confié, dès le mois de juillet, cette opération au général d'artillerie Courtois d'Hurbal, qui emmena avec lui une colonne fortement constituée. Cet important travail étant terminé avant la fin de l'année et, dans les derniers jours de décembre, l'investissement de la place était un fait accompli. Le siège allait commencer, car Porfirio Diaz avait cru pouvoir résister à l'attaque dont il ne mesurait pas l'importance. Certains esprits pessimistes, inspirés la plupart par leurs propres désirs personnels et secrets, prétendaient que cette opération allait être une réédition du siège de Puebla. Ils oubliaient que, pour le concert bruyant qui allait commencer, on avait changé le chef d'orchestre.

Dans ces conditions, le Maréchal se tenait prêt à partir avec de nouvelles troupes pour aller prendre sur place la direction des opérations qu'il se proposait de mener aussi brusquement que possible.

CHAPITRE XVI

EXPÉDITIONS ET FÊTES

Année 1865, du 1er Janvier au 1er Juillet

Un mariage au quartier général. — Départ du Maréchal pour Oajaca. — Travaux de siège. — Le 9 février, capitulation de la forteresse. — Conséquences de ce succès. — Emigration des américains au Mexique. — Les Kinkapoos à Mexico. — Mlle Pena. — Bal costumé au quartier-général. — La situation financière s'aggrave. — Situation difficile du Maréchal. — Opinion en France. — Rôle de la légion autrichienne. — Voyage de Maximilien. — La légion belge aux opérations militaires. — Désastre de Tacambaro. — Projet de mariage du Maréchal. — Bazaine épouse Mlle Pena. — Dotation à la Maréchale Bazaine.

La fin de l'année 1864 annonçait pour l'année suivante des débuts belliqueux et le quartier général était dans la fièvre des préparatifs d'une entrée en campagne. Par extraordinaire je faisais exception, et celle qui m'agitait avait une autre cause : mes préparatifs étaient différents car ils étaient pacifiques, c'étaient ceux du mariage. Quelles étrennes !

A l'instar du Maréchal, j'avais, moi aussi, préparé ma petite victoire, tracé et aplani la route qui devait m'y conduire. J'arrivais au dernier tableau de la longue féerie du novitage. L'entente était faite; les formalités militaires étaient remplies et, grâce au concours affectueux de mon chef, toutes les dispositions étaient prises pour la cérémonie. J'avais pensé à la célébrer le 7 janvier, mon jour de naissance, mais le Maréchal avait hâte d'aller prendre le commandement des

troupes qui l'attendaient pour réduire la forteresse d'Oajaca. Il eut cependant la bonté de reculer son départ au 3 janvier pour célébrer le mariage le 2 et, voulant remplacer ma famille, il avait décidé que le mariage se ferait au quartier général sur lequel flottaient les couleurs de la France.

J'avais le grand honneur de me voir assisté de deux témoins de haute marque, du reste deux vieux amis de mon père : le maréchal Bazaine et le marquis de Montholon, ministre de France. Ceux de la mariée étaient les deux personnalités américaines amies de sa famille et dont j'ai eu à signaler le rôle dans les affaires du Mexique : le sénateur Gwin et M. O'Sullivan. Les demoiselles d'honneur étaient mes deux belles-sœurs et mes garçons d'honneur, mes deux camarades, tous deux officiers d'ordonnance : le capitaine Legué, du 3e zouaves, et le lieutenant de spahis Clapeyron, neveu du Maréchal.

Les locaux destinés aux trois « Funcions », comme on dit en Espagne, avaient été disposés avec un luxe élégant et fleuri. Une chapelle de campagne était établie dans un des angles de la grande galerie intérieure du palais où pouvaient se réunir de nombreux invités pour assister à la cérémonie religieuse; l'autel resplendissait. Le grand salon était aménagé en salle de mairie pour la célébration du mariage civil et enfin la longue galerie des fêtes était transformée en une immense salle à manger où devait être servi un déjeuner de cinquante couverts, car le Maréchal recevait après la cérémonie !

Les invités étaient nombreux et de haute marque la plupart. Le ministre de France et les secrétaires de la légation, les généraux, colonels et chefs de corps présents à Mexico, les officiers français mariés ainsi que leurs femmes, quelques Mexicains, tous mes camarades de promotion présents, les officiers d'état-major, enfin les hauts fonctionnaires français et naturellement les amis personnels de ma belle-mère. C'était une assistance d'un sélect peu ordinaire, mélange chatoyant d'élégantes toilettes et d'uniformes étincelants.

Il n'est pas besoin d'affirmer que le menu du déjeuner en plusieurs services avait été l'objet de toute ma sollicitude. Toutes les voitures du palais furent attelées et la grande calèche de gala fut chercher la mariée et sa famille. Cette mariée, je n'ose la présenter comme elle était et comme je la vois encore dans l'esprit et dans le cœur, bonne et belle, car ceux qui ne l'ont pas vue alors m'accuseraient d'excessive partialité.

Le mariage civil fut célébré par M. Friand, intendant du corps expéditionnaire, qui prononça un discours plein d'esprit et de cœur, inspiré par les sentiments qu'il avait pour mon père, qui avait été son chef et son ami.

Ce premier acte joué par les grands premiers rôles, le cortège se forma et se dirigea vers la chapelle. Le vénérable abbé Testory, aumônier en chef du corps expéditionnaire et chapelain du quartier général, attendait au pied de l'autel. Il offrit l'eau bénite au Maréchal, puis, assisté d'un zouave comme enfant de chœur, il célébra la cérémonie. Avant la bénédiction, il prononça, avec une onction pleine d'éloquence, une délicieuse et touchante exhortation. La musique d'un régiment français, placée dans la cour, remplaçait les orgues et l'harmonium habituels.

Puis ce fut, dans la galerie, le défilé des salutations, compliments, shakes-hands et autres manifestations sympathiques ou affectueuses. Lorsque la foule se fut écoulée, les membres du cortège se rendirent au banquet, où cinquante personnes firent une intelligente consommation de substances succulentes et de vins exquis, assaisonnée d'esprit et de gaieté. Des toasts peu ordinaires furent portés par le Maréchal, les témoins et par moi-même, puis la mariée leva gracieusement son verre en l'honneur des lauriers qui attendaient à Oajaca le maréchal Bazaine.

Le lendemain matin, le maréchal Bazaine partait pour la gloire et moi pour Cythère.

Tout me paraissait rose dans ce début souriant de l'année nouvelle; j'avais le bonheur à mes côtés. Et pourtant, j'eus

le cœur bien gros en voyant s'éloigner mon glorieux chef et mes bons camarades que je n'avais jamais quittés et qui, pleins de joie et d'enthousiasme, se lançaient vers l'inconnu mystérieux de l'âpre mais entraînant sentier de la guerre. Cette belle chevauchée, où je devais être, me fascinait; mes chevaux, à l'écurie, hennissaient tristement en voyant s'éloigner leurs frères d'armes, et je sentais qu'un regret allait bondir à mon cerveau. Pourtant, il fallait bien que quelqu'un restât au quartier général et cette pensée fut une consolation.

A ce moment, où commençait pour moi une nouvelle existence, je dois dire que le Maréchal, n'ayant qu'une maison de garçon, m'avait exprimé le désir que ma femme et moi vécûmes au quartier général. Il m'avait prescrit de préparer un appartement plus complet que celui que, tout seul, j'avais occupé jusqu'alors. Dans ces conditions, l'installation de mon jeune ménage fut des plus faciles et je n'eus pas à me déplacer. Je vécus ainsi les premières semaines dans un farniente des plus confortables. Au point de vue sérieux, je suivais attentivement la marche incertaine et tortueuse des affaires publiques dont l'intérêt devenait chaque jour plus captivant, pour ne pas dire déjà inquiétant.

Dans toutes les sphères sociales et officielles, tout le monde avait l'intuition que cette année devait être décisive pour le sort de la monarchie maximilienne, et les esprits les plus optimistes devenaient sceptiques.

Pourtant, alors que l'intervention continuait son œuvre de défense et de consolidation en attaquant, en pourchassant partout l'ennemi; pendant que son chef et les fonctionnaires spéciaux de tous ordres, envoyés par la France, faisaient les efforts les plus dévoués et les plus habiles pour réorganiser toutes les administrations publiques, l'Empereur, sous l'inspiration diabolique de son entourage, étranger surtout, continuait à légiférer à tort et à travers, sans avoir aucune notion ni souci de ce que deviendraient ses lois. Cependant, avant son départ, le Maréchal, dans son dernier rapport

envoyé à Paris, et où il rendait compte à son ministre de la situation peu rassurante déjà, avait eu la naïveté de dire : « J'espère que l'énergie de l'Empereur triomphera de cette passe difficile. » Où diable avait-il découvert cette énergie ? Cependant il ne partit pas sans inquiétudes.

Aussitôt arrivé à Oajaca, avec une colonne de renfort et un important convoi de matériel de siège, le maréchal Bazaine fit compléter l'investissement de la place et procéda lui-même à une reconnaissance minutieuse de ses défenses. Puis il donna l'ordre au colonel du génie d'Outrelaine, chargé des travaux du siège, de lui faire un rapport détaillé sur ces défenses, accompagné de ses conclusions personnelles. Le Maréchal, qui avait déjà assis son jugement, voulait avoir l'opinion technique de son chef du génie. Inspiré par les phases du siège de Puebla, où il avait critiqué les procédés lents et réguliers adoptés par le général Forey, il sentait combien il était délicat d'entreprendre un siège en règle contre une place bien fortifiée, dans laquelle on découvrait plusieurs couvents énormes, autant de citadelles puissantes et redoutables qu'il aurait fallu assiéger une à une et à grand'peine, car elles formaient des blocs de maçonnerie bravant toutes les artilleries. En outre, cette forteresse était défendue par une garnison qu'on évaluait à plus de 6.000 hommes, munie d'un grand nombre de bouches à feu bien approvisionnées, alors que le Maréchal, si loin de sa base d'opérations, ne disposait que de 2.501 combattants d'infanterie et d'une artillerie peu nombreuse, faiblement approvisionnée ; mais il comptait sur un facteur important : celui de la valeur exceptionnelle de ses troupes et de l'élan irrésistible qu'il avait coutume de leur donner. Dans ces conditions, il voulait brusquer les événements et, par une attaque de vive force, démoraliser l'ennemi qui avait toujours une terreur invincible de nos attaques brusques et impétueuses.

Le 28 janvier, il reçut du colonel d'Outrelaine, un remarquable rapport où étaient exposées les mesures défensives qui, très importantes, très bien entendues, pourraient né-

cessiter un siège long, pénible et meurtrier, en raison surtout du petit nombre de nos troupes et de la faiblesse relative de nos moyens d'attaque. Le colonel se rangeait assez à la solution des attaques de vive force contre les défenses extérieures pour démoraliser la garnison et éviter une guerre de cadres analogue à celle de Puebla; il admettait enfin qu'on frappât un coup violent pour amener la chute de la forteresse.

Le Maréchal, qui avait les mêmes idées, approuva immédiatement et donna des ordres pour commencer aussitôt les attaques contre des hauteurs fortifiées qui dominaient la place. Il allait tenter le coup de force du général de Lorencez, le 5 mai 1862, contre le fort de Guadalupe à Puebla; mais il allait le préparer, ce qui n'avait pas été fait trois ans auparavant.

Dès le lendemain, commencèrent les travaux d'approche pour cheminer vers les ouvrages choisis comme points d'attaque et établir nos batteries. Après quelques jours d'un travail opiniâtre, les tranchées s'approchaient des retranchements ennemis, mais nos travaux de sape devenaient lents et difficiles en raison du terrain rocheux qu'il fallait creuser. Alors, le Maréchal, voyant grandir ces difficultés matérielles, résolut de brusquer l'attaque du fort vers lequel il gravitait si péniblement. Malgré l'avis du colonel d'Outrelaine, qui trouvait que l'artillerie n'avait pas suffisamment encore préparé les voies à travers les remparts à escalader, il avait foi dans son étoile, convaincu qu'un coup de force bien conduit par lui-même déciderait la capitulation. En conséquence il n'hésita plus; il donna les ordres les plus détaillés et les plus précis pour l'assaut, confiant au brave général Courtois d'Hurbal le soin de commander et diriger cette rude attaque.

Tout était prêt pour le lendemain 9 février, lorsque, pendant la nuit, un général mexicain se présenta à l'avant-poste le plus rapproché du fort menacé. C'était le général Porfirio Diaz lui-même qui demandait à parler au maréchal



L'AUTEUR (Capitaine au Corps d'Etat-Major)

Bazaine. Quel coup de théâtre ! On lui rendit les honneurs et on le conduisit à l'hacyenda où était établi notre quartier général. Le Maréchal, rapidement prévenu, s'était levé et attendait. Après les salutations les plus dignes, le général mexicain offrit de capituler et demanda quelles pourraient être les conditions. Mais Bazaine répondit vivement que la reddition ne pouvait être que *sans conditions* et que la place, les forts et la garnison se rendraient purement et simplement. Le général Porfirio Diaz devait s'y attendre et, comme il sentait bien que ses troupes n'oseraient pas affronter sérieusement nos baïonnettes, il subit la loi du vainqueur. Aussitôt les deux chefs signèrent la convention rédigée séance tenante sous la dictée de Bazaine et, dès le point du jour du 9 février, nos troupes occupèrent les forts et la ville.

C'était un magnifique succès, dû uniquement à la grande personnalité de Bazaine, à son immense prestige. Il n'est pas douteux que s'il n'était pas venu de sa personne prendre la direction des opérations et leur imprimer cette initiative entraînante qu'il avait alors, les troupes de la défense n'eussent pas été démoralisées et le général mexicain eût certainement combattu longtemps, car il était brave, habile et persévérant.

Je laisse maintenant au maréchal Bazaine le soin de tracer ici même la nouvelle de cet étonnant succès personnel, en reproduisant la lettre autographe qu'il m'écrivit le jour même de son triomphe et qui, dans un laconisme d'une simplicité antique, résume en quatre lignes les résultats de sa victoire.

Corps expéditionnaire du Mexique

Oajaca, 9 février 65.

GÉNÉRAL COMMANDANT EN CHEF

CABINET

Mon cher Blanchot,

« La place a capitulé sans conditions, 4.000 hommes, 50 à 60 pièces de canon, etc..., sont les résultats de notre siège, qui ne nous a coûté qu'une quinzaine de blessés.

« Je vais donc me mettre en retour sur Mexico, dès que j'aurai un peu organisé le pays, et j'espère y être rendu pour le 25 au plus tard. Organisez donc le bal promis pour le 28 (mardi gras) si ce jour convient à la société de Mexico.

« Nous allons tous bien, et croyez à mon attachement.

« Maréchal BAZAINE. »

Hommages affectueux à Mme Blanchot.

Ce document me causa une joie à triple expansion; d'abord j'étais heureux de recevoir une lettre de mon chef; j'étais fier du succès de nos armes, et enfin j'éprouvais une maligne satisfaction à constater que mes camarades n'avaient pas pu aller au feu sans moi; c'était un soulagement !

D'autre part, cette épître m'imposait une importante obligation mondaine : organiser un bal annoncé pour le mardi gras. En effet, le Maréchal, toujours bon pour les autres, avait promis une fête s'il revenait victorieux. C'était pour le 28 et je n'avais pas de temps à perdre, d'autant qu'il fallait immédiatement lancer les invitations et qu'il était convenu que le bal serait costumé.

La chute d'Oajaca eut un grand retentissement, mais elle inspira les impressions les plus variées. Dans le monde des dissidents elle produisit un certain désarroi, car elle anéantissait le principal foyer de résistance qui, depuis longtemps, s'organisait dans le Sud de l'Empire. Les esprits dévoués au nouveau régime l'accueillirent avec une joie profonde et sincère; mais dans l'entourage de l'Empereur elle produisit presque un sentiment de regret parce qu'on voyait un raffermissement de l'influence du Maréchal. Ce sentiment de regret fut aussi ressenti dans le haut clergé. Les souverains manifestèrent une satisfaction vraie et témoignèrent dignement leur gratitude au maréchal Bazaine; l'Empereur lui écrivit fort gracieusement; mais, dans sa lettre, je relève

une phrase qu'il aurait dû prendre pour règle de conduite dans sa façon de mener les affaires du pays : « Je suis heureux de voir se terminer aussi pacifiquement un siège qui occupait tant de braves soldats, et *forçait d'ajourner tant d'autres opérations si nécessaires.* » La suite était, du reste, d'une parfaite correction : « C'est donc avec grand plaisir que je vous félicite pour ce nouveau fleuron à ajouter à votre couronne militaire déjà si riche. Ce succès est d'autant plus beau qu'il aura coûté moins de ce sang français trop précieux pour n'être pas ménagé. » L'Impératrice écrivit aussi une lettre charmante où, par une singulière coïncidence, elle lui annonçait que son père, le Roi Léopold, lui envoyait la grande croix de son Ordre de Belgique. Malheureusement, on pouvait dire de ces témoignages écrits que ce n'était qu'eau bénite de cour ! L'épilogue de la prise d'Oajaca en fut une preuve.

Quelque temps après l'occupation de la forteresse par nos troupes, d'après les ordres du Maréchal, on dirigea les prisonniers sur Puebla. Le Maréchal, en prescrivant cette évacuation, comptait demander à l'Empereur d'éloigner du Mexique les officiers en les envoyant aux Antilles, soit près de 300, y compris des fonctionnaires civils. Ces trophées vivants furent confiés à la garde de la légion autrichienne dont Maximilien avait fait la garnison de Puebla. Mais l'extraordinaire général de Thun, qui la commandait, animé sans doute du désir de se débarrasser du souci de la garde de ces prisonniers, conseilla à l'Empereur de leur rendre la liberté. Et Maximilien commit encore la faute, inouïe en elle-même et inconvenante à l'égard du Maréchal français qui les avait pris, d'accéder au désir de ce général présomptueux qui ne comprenait rien aux affaires de ce pays et se permettait de donner des conseils à son Souverain. Tout ce monde fut relâché. C'était honteux ! Si le Maréchal n'avait pas laissé à Oajaca une garnison en partie française commandée par le général Mangin, la garnison de Juarez y serait retournée aussitôt.

Du reste, les conséquences ne se firent pas longtemps attendre : le 10 juillet suivant, le Maréchal écrivait, à propos de Oajaca, dans son rapport de quinzaine à son ministre : « L'Etat d'Oajaca continue à jouir de tranquillité; cependant quelques inquiétudes auraient dernièrement pris naissance à la suite du retour dans cet Etat des officiers faits prisonniers pendant le siège et graciés en masse par l'Empereur, à l'occasion de son avènement. Cet acte de clémence, dont l'opportunité n'était peut-être pas très grande, est dû, sans aucun doute, au désir de Sa Majesté d'acquérir dans ce pays une certaine popularité.

« Malheureusement le Mexique n'est pas mûr pour comprendre une pareille générosité. J'adresse ci-joint comme preuve pour Votre Excellence la traduction d'une affiche de théâtre imprimée à Puebla pour une représentation au bénéfice des prisonniers. Le Gouvernement, malgré nos représentations, ne croit pas devoir empêcher de semblables manifestations, que je considère comme hostiles à la direction que nous voudrions donner aux esprits. Le retour de l'autorité politique qui avait été longtemps absente, me fait espérer que la tranquillité absolue dont ce département n'a cessé de jouir depuis le siège, ne sera pas troublée. »

Cependant, le persévérant M. Gwin poursuivait avec constance la campagne de colonisation des terres libres du Mexique par ses compatriotes, les Confédérés des Etats-Unis, qu'alors on aurait dû bien plutôt qualifier de désunis. Après son premier insuccès avec Maximilien, il était reparti pour la France, afin de conférer encore avec l'Empereur Napoléon et obtenir de lui de nouvelles démarches auprès du Souverain mexicain. Pendant ce temps, le sentiment des Américains du Sud, décidés à quitter leur pays, se prononçait d'une façon très vive et en quelque sorte effective. Le mouvement d'immigration commençait *proprio motu*.

C'est ainsi qu'au commencement de cette année 1865, nous vîmes arriver à Mexico un spécimen étrange et bien caractéristique de cet exode américain. C'était un groupe d'une

vingtaine de personnages arrivant directement de la Louisiane. Rien des colons européens, Français d'abord, Anglais ensuite, qui occupèrent ce riche pays; rien de créole enfin, mais bel et bien des indigènes pur sang du vieux continent américain. C'étaient les principaux chefs de la tribu des Kinkapoos, venus, sous la conduite de leur grand chef suprême, pour solliciter le droit de vivre au Mexique.

Le grand Lama de cette peuplade se présentait sous l'aspect d'un petit vieillard, coiffé d'une calotte en peau hérissée de plumes multicolores s'élevant sur l'arrière de la tête et portant en avant un extraordinaire ornement formé de quatre longues plumes croisées sous un petit angle horizontal et posées au-dessus du front, s'étendant de trente centimètres de chaque côté; c'était évidemment l'attribut distinctif du grand chef supérieur. D'énormes boucles pendaient à ses oreilles. Comme costume, c'était une façon de justaucorps en peau garni d'ornements en broderies de perles; une extraordinaire culotte en peau, large par le bas et ouverte sur les côtés, le tout recouvert d'une ample houppelande en gros drap foncé. Au cou, il portait un cercle large et massif en métal qui était l'insigne du grand commandement de la tribu.

Ce qu'on voyait de l'homme c'était un visage intelligent, énergique et expressif, malgré que certains traits fussent quelque peu massifs et trop accusés; nez droit mais court, bouche assez large mais fine, yeux vifs et intelligents, quelques tatouages légers sur les pommettes; ensemble énergique, enfin le visage rasé mais encadré de longs cheveux flottants.

Sur les dix-sept Kinkapoos présentés au Maréchal cinq seulement étaient vêtus en Indiens emplumés et tatoués, c'étaient sans doute des dignitaires car ils marchaient toujours avec le grand chef. Les autres étaient habillés comme des planteurs, de façon assez uniforme, ce qui fit supposer qu'ils avaient fait partie des troupes confédérées et avaient combattu pour leur indépendance. Enfin, parmi eux, se trouvaient trois femmes jeunes et assez bien dans leur genre de

Peaux-Rouges; mais elles ne réalisaient pas du tout le type de la belle « fleur de thé » si admirée par Fenimore Cooper. Elles étaient habillées un peu comme les Indiennes du Mexique, mais heureusement plus vêtues ! L'une d'elles portait au cou une collection variée de colliers en verroterie et or, gracieusement disposés du reste. C'était évidemment l'épouse d'un des chefs.

Ce qui nous impressionna le plus dans la personne du grand chef, c'est qu'il portait sur la poitrine, à gauche, sur le cœur, une médaille en argent de 4 à 5 centimètres de largeur sur laquelle on voyait l'effigie de Louis XV, et sur le revers était gravée l'inscription que voici :

« *A sa fidèle et bien-aimée tribu des Kinkapoos,*
Le Roi Louis le quinzième. »

C'était, en effet, une vieille tribu française de notre belle colonie de la Louisiane. Depuis Louis XV, les chefs successifs de la tribu ont toujours porté sur la poitrine ce témoignage d'estime et d'affection du Roi de France. Au fond du cœur, ils se sentaient toujours Français et venaient demander au grand chef de France, qu'ils savaient être tout puissant au Mexique, quelques terres pour y vivre en paix, comme jadis sous le règne du Roi Louis le quinzième.

Quel touchant souvenir pour nous et quelles réflexions nous inspira la contemplation de ces braves gens, descendants directs et sans mélanges des premiers habitants que la création mit sur la terre d'Amérique et qui se voyaient contraints de la fuir devant l'oppression d'étrangers cosmopolites, pour aller chercher au loin un sol moins inhospitalier. Nous nous disions tous : « Les voilà pourtant ceux qui auraient eu, seuls, le droit d'enfanter la doctrine Monroë ! Voilà bien les Américains à qui devrait appartenir l'Amérique ! »

Mais ils étaient déjà les victimes sacrifiées d'une des œuvres sociales de la civilisation et du progrès, en marche vers

l'inconnu, peut-être même vers le néant fatal, après les ruines accumulées ?

Le Maréchal reçut dans son palais, avec la plus sympathique cordialité, ces épaves françaises et entoura, en particulier, leur grand chef d'attentions, honorifiques même; mais, trompant leur foi confiante en sa toute puissance, qui n'était plus ce qu'elle aurait dû être, il ne put leur donner que de bonnes promesses et les fit conduire à l'Empereur.

Les Kinkapoos, dont nous avions pris, du reste, la photographie, restèrent quelque temps à Mexico, jusqu'au retour de M. Gwin et retournèrent vers le Nord, je crois. En tout cas, je ne les revis plus et ne sus ce qu'il advint d'eux. Il est probable qu'en l'an de grâce actuel de 1905, la tribu tout entière a cessé d'exister, dévorée sans doute par les visages pâles; mais il serait intéressant de savoir ce qu'est devenue la médaille que la France lui avait donnée par la main de son Roi Louis XV !

Enfin, la visite de ces Indiens eut pour nous un épilogue, que je qualifie de divertissant, car nous les retrouvâmes, ou du moins les fac-similés de leurs chefs, au grand bal costumé que donna le Maréchal, le mardi gras suivant.

Depuis le retour du Maréchal, la vie normale avait repris son cours au quartier général, avec cette différence qu'il y avait une femme dans la maison. Ce qui rendait plus faciles les relations des autres femmes qui fréquentaient au palais. Là, cependant, n'était pas la seule modification survenue dans l'existence privée de notre grand chef et dans la nôtre aussi, ses compagnons; des préoccupations nouvelles avaient pénétré dans son esprit, tout au moins. Elles n'étaient ni politiques, ni militaires et pourtant elles étaient parfois très absorbantes. Mais alors ?

Six mois s'étaient écoulés depuis le fameux bal du 15 août et l'émotion qu'il avait ressentie sous le charme de l'oiseau bleu qu'il y avait découvert, ne s'était pas calmée, bien au contraire. L'apparition l'avait fasciné et, cédant à

la loi générale des régions tropicales, comme les jeunes, il s'était laissé enlacer par les chaînes du noviotage, chaînes d'autant plus puissantes qu'elles paraissent plus douces. Donc, il était le novio de la séduisante Pepita Pena et flirtait avec constance et entrain. On se rencontrait au logis de la belle, sous le matronage de la vieille tante, également au palais quelquefois; on se lorgnait à l'Alameda et au Paseo; souvent même la promenade du soir, en voiture, se transportait aux champs poétiques, sous les verts ombrages où le coupé du Maréchal se rencontrait, comme par hasard, avec le cotche de la tante; on mettait pied à terre et on déambulait côte à côte dans les sites solitaires.

On en était là, lorsqu'arriva le bal costumé. Les préparatifs marchaient leur train et les couturières ne savaient plus où donner de l'aiguille.

Le palais du quartier général avait revêtu une toilette appropriée au caractère du mardi gras. Ce n'était plus l'ornementation imposante et guerrière du bal donné à Maximilien, mais bien une parure plus frivole dont des merveilles fleuries formaient l'élément principal.

L'heure solennelle du bal sonna enfin et les invités se ruèrent en foule joyeuse dans le labyrinthe mondain du palais, défilant individuellement devant le Maréchal que nous entourions et lui mimant les révérences et les saluts les plus étranges et toujours conformes au costume de chacun ou de chacune. Puis, tout se confondit en une *Olla podrida* polychrôme, bruyante, grouillante et fortement suggestive. L'orchestre, drapé dans une originalité peu banale, attaqua soudain les mesures entraînantes de l'héroïque quadrille d'*Orphée aux Enfers*. C'étaient trente Pierrots de toutes couleurs qui, en agitant leurs larges manches flottantes sur les violons et les basses, les trombones et les flûtes, produisaient un effet irrésistible.

Il y avait de tout, dans cette exhibition plus ou moins extravagante qui remplissait les salons. Les regards, surpris mais captivés, erraient du « grave au doux, du plaisant

au sévère »; car au milieu de cette foule aux mille surprises, pétillante de grâce, de sourires, on rencontrait aussi les excentriques classiques pour toute fête artistique bien comprise. Dans cet ordre d'idées folâtres, le grand premier rôle était tenu par le capitaine d'état-major Magnan, fils du Maréchal de France, merveilleusement métamorphosé en vieux grognard des grenadiers de la vieille garde, et désopilant par ses boniments pleins d'esprit, parfois assez gaulois, qu'il débitait avec une conviction empoignante, mais dont le caractère particulièrement chauvin produisit un extraordinaire effet dans cette réunion composée presque en majorité d'étrangers à nos gloires nationales.

Du reste, en dehors des nombreux officiers en uniforme, l'élément militaire français donna en masse et avec éclat dans le champ du travestissement, appliquant à la composition des costumes et des accoutrements les plus funambulesques, la pratique ingénieuse et artistique de nos fêtes similaires de Paris, et les portant avec l'esprit malin et le sentiment d'assimilation qui caractérise les joyeux de notre race. Enfin, la verve et la gaieté étaient consciencieusement entretenues par les vapeurs de notre champagne qui coulait à flots.

La société mexicaine était brillamment, même somptueusement représentée par des costumes nationaux d'une splendeur et d'une richesse extraordinaires. Ceux des hommes étaient presque tous en peau, mais en peau chargée de broderies d'or et de pierreries. J'ai vu des vestes dont les boutons énormes étaient en or massif, rehaussés en leur milieu par une pierre de grande valeur; des calçoneras (culottes ouvertes sur les côtés) garnies, de haut en bas, de boutons formés d'une grosse perle, flottant suspendue par une chaînette d'or, des sombreros couverts de broderies merveilleuses semées de saphirs, diamants et autres pierres fines. J'y ai admiré notamment le couvre-chef d'un banquier de Mexico, el Senior Lamadrid, qui représentait dix mille piastres; une fortune !

Dans le clan du beau sexe, c'était un éblouissement délicieux. D'une part, la beauté parée des merveilles de la joaillerie; d'autre part, la grâce naïve et pleine de charmes des Indiennes d'autrefois dans leurs costumes de fêtes, enguirlandées de fleurs, avec leurs noires chevelures disposées en longues tresses tombantes ou roulées sur le front.

Dans ce firmament, où brillaient tant d'étoiles de tous éclats, il en était une de moyenne grandeur qui pourtant attirait particulièrement l'attention et les regards, surtout ceux du maître de la maison, dont elle semblait être l'étoile polaire : c'était Mlle Pepita Pena, pleine de grâce, de sourires, de séductions calculées, dans un éclatant et coquet costume de velours grenat qu'avait dû porter jadis l'épouse d'un Magyar hongrois. Elle semblait rayonner dans ce palais, au milieu du concours brillant et sélect des grands du monde du Mexique. Mais si les yeux la suivaient dans ses moindres gestes, les langues aussi s'occupaient d'elle. Combien de propos malicieux s'échangèrent sous le manteau... de l'oreille; bien des sourires narquois plissèrent des lèvres roses ! C'est qu'en effet c'était une novia peu ordinaire. Quelle odyssée commençait !

Cependant le clou du bal fut, vers minuit, l'entrée aussi solennelle qu'inattendue de la tribu des Kinkapoos. Ils étaient cinq Peaux-Rouges, précédés par deux officiers d'ordonnance qui, faisant office de licteurs, écartaient la foule, en se dirigeant vers le Maréchal, à qui je venais d'annoncer la visite d'hôtes imprévus. En tête, s'avançait le grand chef de la tribu, *Œil des lumières*, portant sur le cœur la médaille de Louis XV; ce personnage était représenté d'une façon impeccable et dans tous ses atours de gala par le lieutenant-colonel d'état-major Loysel. Derrière venaient, par deux, les quatre chefs de second ordre : c'étaient l'*Enfant qui tète*, rôle joué par M. Dehaut, employé du ministère de la Guerre français, attaché au quartier général, et la *Neige tourbillonnante* représentée par le commandant d'état-major Willette, premier aide de camp du maréchal Bazaine; enfin, derrière,

suivaient le *Plumeau radieux*, porté magistralement par M. Jean Beaucé, peintre d'histoire, et le *Tomahawk sanglant*, que rendait terrible M. X..., inspecteur des Finances.

C'est ainsi qu'après des formes cabalistiques de salutation et de vénération, le grand chef aborda le Maréchal et lui présenta les quatre satellites de son pouvoir. Puis, il lui adressa une palabre discrètement exprimée dans un dialecte polyglote anglo-franco-kinkapoo, où les auditeurs purent reconnaître des accents pathétiques. En effet, l'*Œil des lumières*, invoquant le grand manitou des visages pâles, suppliait le grand chef français de protéger la cause kinkapoo et d'obtenir qu'on accordât à la tribu si fidèle envers la France, de nouveaux territoires de chasse, assurant avec fermeté que sa reconnaissance et son dévouement ne feraient jamais défaut au Mexique dont les ennemis seraient les siens. A ce moment, *Tomahawk sanglant* brandit son arme terrible et jeta sur la foule émue les éclairs d'un regard terrifiant, *Neige tourbillonnante* s'agita frémissante et *Plumeau radieux* se hérissa. C'était empoignant et.... désopilant !

Après un sérieux bien difficile à conserver, le Maréchal répondit par des remerciements narquois, accompagnés de promesses vaporeuses. Alors, nos nobles hôtes se répandirent dans le grand salon où ils promenèrent leurs visages étonnés. Mais les plus étonnées furent les femmes lorsqu'elles découvrirent que les costumes étaient si scrupuleusement nature que, si le corps des Kinkapoos était vêtu étrangement et fidèlement conforme aux modes des Peaux-Rouges, leurs jambes ne l'étaient pas du tout ; car elles n'avaient pour se dissimuler que les tatouages merveilleusement artistiques dont les avait enduites le pinceau du peintre Jean Beaucé. Ce fut une explosion de fous rires. Dès lors, le charme était rompu, le réalisme ressaisissait ses droits ; les faux Kinkapoos reprirent leur verve gauloise et, se munissant pour danseuses de jolies Indiennes du Mexique, ils exécutèrent, au milieu des transports d'allégresse de la ga-

lerie, un quadrille échevelé, fantastique, qui aurait fait merveille au temps jadis où le bal Mabile, de savoureuse mémoire, faisait aux Champs-Elysées, avec ses excentricités chorégraphiques, le bonheur des Parisiens amoureux d'une douce gaieté fût-elle un peu légère ! Après tout n'étions-nous pas au mardi gras ?

Il convient d'ajouter, comme effet caractéristique de cet emballement, que, pendant toute la durée du triomphe des Kinkapoos, l'*Etoile polaire* fut éclipsée, car le Maréchal s'amusait comme un sous-lieutenant. Je crois même qu'au fond, il aurait volontiers proposé à *Œil des lumières* de lui faire vis-à-vis au quadrille !

Cet intermède comique, ayant pour scénario la reproduction d'un événement fortuit et des plus naturels, introduit au milieu d'une fête privée et au caractère uniquement carnavalesque, était bien inoffensif. Pourtant il fut travesti à son tour et présenté par la chronique étrangère d'une façon absolument scandaleuse et cela sous l'inspiration et pour les besoins d'une politique de mauvaise foi comme on en trouve trop souvent en usage chez certains gouvernements.

J'ai dit précédemment que le Gouvernement français avait entamé des négociations avec celui de Mexico pour obtenir l'exploitation, au profit de la France, des mines non dénoncées de la Sonora, donnant au Mexique une part des produits qui viendraient en déduction des sommes importantes que ce pays devait et devrait à la France. Jusqu'à ce moment, inspiré par les plus néfastes influences, Maximilien avait fait la sourde oreille et n'avait pas voulu consentir à cette combinaison si avantageuse pour son Empire, faisant ainsi le jeu de ses ennemis. D'autre part, les Etats-Unis, désormais débarrassés de la situation dans laquelle les tenait la guerre de Sécession, se ressaisissaient et, tranquilles sur le sort de *leur propre existence*, reprenaient hardiment l'application de leur inqualifiable doctrine Monroë. Ils accusaient nettement une hostilité injustifiable à l'égard de l'Empire de Maximilien et de l'intervention française,

hostilité presque ouverte qui avait succédé à une sympathie non avouée à l'égard de la cause de Juarez, et se manifestait par des secours matériels de guerre, mal dissimulés.

A cette époque, les Etats-Unis incitaient plus que jamais Juarez, découragé cependant, à reprendre la lutte contre l'Empire et l'intervention. Ils lui promettaient même l'appui effectif de troupes devenues disponibles par la fin de la guerre fratricide qu'ils venaient de soutenir, en échange de la cession de la Basse-Californie et .... de la Sonora. Pour justifier cette dernière concession devant l'opinion publique chez eux, ils s'efforçaient de faire croire que la France voulait s'annexer cette province.

D'autre part, le Gouvernement de Washington voyait avec effroi le mouvement d'émigration des Confédérés vaincus vers le Sud, c'est-à-dire le Mexique, où ils constitueraient assurément, pour l'avenir et leurs vues ultérieures, un élément de résistance qui pourrait être redoutable. Il fallait à tout prix empêcher cette émigration.

Dans cet ordre d'idées, la visite des chefs de la tribu sudiste des Kinkapoos à l'Empereur Maximilien et au maréchal Bazaine, fut un des petits moyens mis en œuvre, une arme à deux tranchants, qui servit à exciter l'opinion publique et à justifier à ses yeux la politique agressive qu'on allait suivre. Voici, en effet, comment fut écrite, par une plume américaine, l'histoire des Kinkapoos, sous la forme fallacieuse d'une innocente chronique, indignement travestie.

« Le maréchal Bazaine, fut fort contrarié, lorsque, à un bal costumé qu'il donnait à son palais de San-Cosme, un certain journaliste français, appelé Barrès, se fit apporter sur un haut brancard, travesti en chef indien; le brancard était porté par six soi-disant Indiens de la Sonora. Arrivé en face du Maréchal, un grand silence de curiosité s'étant fait dans la salle où la chose se passait, Barrès descendit de son brancard, et, dans un beau discours préparé d'avance, il offrit la province de la Sonora au Maréchal, et, se prosternant devant lui, l'acclamait « Vice-Roi » de la Sonora.

Le Maréchal eut peine à contenir sa colère, et tourna sur ses talons. Tableau ! Si la foudre était tombée au milieu de cette foule parée, elle eût produit moins d'effet. On se demandait à quoi en voulait venir Barrès, que l'on savait avoir des sympathies libérales et républicaines. Cherchait-il à démasquer des intentions ou même des intrigues secrètes du Maréchal, ou avait-il simplement voulu le flatter ? »

Une pareille interprétation de l'histoire est tellement inouïe que je m'abstiens de tous commentaires, de toutes réflexions; ils pourraient être trop sévères ! C'est une note que je me suis borné à indiquer; elle ne sera pas démentie par les événements de l'avenir.

Cependant, les quelques fêtes qui, parfois, faisaient une éclaircie ensoleillée dans le ciel sombre de la vie sociale, politique et militaire, n'étaient, hélas ! que trop éphémères et, leurs charmes sitôt savourés, à une nuit de plaisirs, de joies plus ou moins folles, succédaient des semaines de labeurs ingrats.

L'Empereur avait fait déjà beaucoup de décrets sur toutes espèces de choses, et dont le plus grand nombre édictaient des mesures irréalisables pour le moment ou parfois même absolument inutiles. Cette avalanche de dispositions, de règlements, circulaires, lettres aux ministres, eut pour premier résultat de rendre ridicule ce souverain naissant, qui semblait jouer avec les instruments du pouvoir. Il y avait cependant dans cette production intensive deux préoccupations qui, en dehors de celles de la politique étrangère, s'imposaient comme les plus urgentes et les plus graves : c'étaient l'organisation de l'armée et celle des finances, toutes deux destinées, du reste, à être la pierre d'achoppement de l'Empire, bien qu'elles dussent le faire vivre d'abord et le défendre ensuite. La question finances était donc la plus urgente; tout le monde le sentait et le proclamait, mais on ne faisait rien de sérieux. Du reste, le problème était, au fond, insoluble, étant donné l'action incohérente de Maximilien. Ce prince, en effet, dépensait sans compter et créait chaque

jour de nouvelles dépenses; mais en revanche il ne faisait à peu près rien pour se procurer des recettes. Il ne cherchait même pas à sonder la profondeur du gouffre des dettes du Mexique et à mesurer la valeur des ressources ordinaires susceptibles de le combler. Aussi, avait-il été impossible, pour l'année 1865, d'établir le budget des recettes, tandis que celui des dépenses s'accusait de lui-même, en grande partie au moins, car, en raison des imprévus résultant de l'initiative inconsidérée de l'Empereur, on ne pouvait jamais tabler sur rien de précis. Les financiers, venus de France pour régler ces affaires, étaient constamment mis en échec par des fantaisies inattendues. En outre, le gouvernement de Maximilien ne remplissait aucun des engagements pris par lui à Miramar, notamment en ce qui concernait les créances françaises pour lesquelles on avait décrété d'affecter douze millions à prendre sur l'emprunt contracté avant de quitter l'Europe. Comme cette somme n'avait pas encore été partagée entre les intéressés en 1865, le ministre de France avait très logiquement demandé au Gouvernement mexicain que ce retard fût au moins compensé par l'affectation et le paiement d'un intérêt au taux légal du pays. Mais le Gouvernement fit la sourde oreille et ne se pressa pas de donner satisfaction à cette juste exigence. Alors le Gouvernement français se fâcha et adressa à celui du Mexique un ultimatum qui devait compliquer gravement ses affaires financières. En effet, cette décision française, prise le 14 mars 1865 et notifiée au ministre de France à Mexico ainsi qu'au maréchal Bazaine, contenait en particulier les dispositions suivantes : « Le trésor français ne fera à l'avenir aucune avance au Gouvernement mexicain à quelque titre que ce soit, à moins que le Gouvernement de S. M. l'Empereur Maximilien n'ait donné son adhésion définitive aux propositions suivantes :.... » Sans aller plus loin dans l'examen du document officiel français, il faut bien apprécier le caractère comminatoire de cette déclaration, car celle-ci a été le générateur de toutes les difficultés plus ou moins graves,

plus ou moins aiguës qui se sont produites ultérieurement entre le Gouvernement de Maximilien et les deux représentants de la France au Mexique, surtout le maréchal Bazaine. C'est faute de connaître cette décision française ou d'en tenir compte, qu'on s'est laissé aller trop souvent à des accusations non justifiées à l'égard des événements ultérieurs et qu'on a fait inconsidérément une application injuste de ce document et de ses conséquences funestes. Il est évident, que si les propositions visées par cet ultimatum n'étaient pas acceptées ou que si, admises en principe par le Gouvernement mexicain, elles n'étaient pas appliquées, le Maréchal était obligé de se conformer à la prescription formelle de la France et de se refuser à fournir aucun subside.

Il faut reconnaître, cependant, que les propositions envoyées de Paris étaient d'une exécution difficile pour le Gouvernement mexicain, étant donné surtout la façon dont Maximilien gérait ses affaires financières. Il fallait remettre au trésor français, pour satisfaire aux réclamations de nos nationaux, les dix millions dont le prélèvement était déjà admis sur le premier emprunt contracté en 1864 et cinquante autres millions à prendre sur le second emprunt qu'on allait contracter. Il fallait, en outre et surtout, rembourser à la France les avances faites par elle pour les services militaires, expéditions ou opérations entreprises au Mexique depuis l'avènement de Maximilien, et pour la construction du chemin de fer, etc... Mais l'obligation la plus dure était la remise de la direction et de la perception des douanes de tous les ports de l'Empire aux agents de l'administration française qui les géreraient pour le compte du Gouvernement mexicain. Si cette obligation était douloureuse, elle était pourtant tout à l'avantage du Gouvernement impérial, car elle éviterait les dilapidations fabuleuses qui se produisaient dans ce service, augmenterait ses ressources et faciliterait ainsi les versements qu'il devait faire à la France. Les clauses de l'ultimatum étaient plutôt une menace pour rappeler à une sage administration le Gouvernement de l'Empereur

Maximilien, des instructions confidentielles étant envoyées au maréchal Bazaine pour apporter un certain tempérament à l'exécution de ces mesures quelque peu draconiennes, ce qui allait rendre la situation très délicate. Dans la mesure et dans l'application de ce tempérament, il allait être bien difficile, sinon impossible, de satisfaire tous les intérêts ou toutes les passions. Et pourtant la situation du Maréchal était déjà plus délicate qu'il ne convenait, ainsi que je l'ai fait remarquer et qu'il le sentait lui-même. Dès la fin de l'année 1864, il avait signalé et fait apprécier par son ministre, le maréchal Randon et conséquemment l'Empereur Napoléon, l'état d'esprit qui commençait à se développer autour de Maximilien et les dispositions systématiquement hostiles de l'entourage de ce souverain. Bazaine agissait déjà avec une perspicacité prudente qui devait le mettre à couvert, dans l'avenir, des effets des plus abominables intrigues ourdies dans tous les milieux et même, ce qui est pénible à dire, dans l'esprit de quelques chefs placés sous ses ordres. Et pourtant, je puis affirmer que, depuis cette époque, commencement de 1865, il a toujours tenu son Gouvernement au courant des évolutions successives, ouvertes ou occultes, ainsi que des intrigues ténébreuses et déloyales qui se tramèrent sans cesse autour de l'Empereur Maximilien. J'ai suivi pas à pas la marche de cette politique à la Machiavel, qui a abouti au désastre final, et j'ai encore sous les yeux la preuve de la loyauté, de la sincérité et de la sûreté de vue du maréchal Bazaine, en relisant les minutes de tous les rapports politiques que, pendant les deux dernières années du drame mexicain, il a adressés à son Gouvernement, par chaque courrier partant pour la France, c'est-à-dire tous les quinze jours. Le Maréchal apportait dans cette volumineuse correspondance une grande modération et une sage prudence; il ne disait pas tout et passait souvent sous silence des détails de procédés qui, de la part des agents de Maximilien ou des membres de son Gouvernement, manquaient de correction et qu'il se contentait de relever avec

une fière dignité, tenant toujours très haut la considération due par tous, là-bas, au premier représentant de la France qui avait fait ces gens-là ce qu'ils étaient. Ainsi, bien informé, le Gouvernement français commençait à reconnaître les défauts caractéristiques de Maximilien et, tout en appréciant les dangers de la situation, il faisait cependant tous ses efforts pour les conjurer, mettre en échec les inconséquences du souverain et les paralyser. Aussi, il ne cessait d'envoyer des financiers d'élite pour gérer les affaires de finances. C'est ainsi qu'en cette année 1865, arriva M. Bonnefons, dont on aurait voulu faire le ministre des Finances de l'Empire mexicain, au moins temporairement. Mais la camarilla impériale ne l'entendit pas ainsi, sous l'influence de M. Eloin et autres conseillers intimes. Aussi les affaires continuèrent, dans le désordre et le gaspillage, à marcher vers la ruine !

Cette situation était d'autant plus pénible pour le Maréchal qu'il sentait parfaitement combien était gêné le Gouvernement de l'Empereur Napoléon vis-à-vis de la France elle-même, justement inquiète de voir se prolonger notre intervention alors qu'il semblait tout naturel que, dès lors qu'un gouvernement autonome était établi au Mexique, il n'y avait plus de raisons pour continuer à occuper ce pays.

La question paraissait simple aux esprits, en France, qui n'avaient vu dans notre action au Mexique que la réparation des dommages causés à nos nationaux, qui n'avaient pas été initiés aux projets d'une portée plus vaste, conçus par l'Empereur et devaient amener une solution d'importance capitale pour la France, projets que les considérations de politique intérieure ne permettaient pas de formuler *urbi et orbi*. Dans ces conditions, l'opinion publique, considérant que le pays était à peu près entièrement pacifié, comptait bénévolement que les Gouvernements français et mexicain allaient appliquer les stipulations du traité de Miramar, que les questions financières qu'il comportait allaient être réso-

lues et que nos troupes commenceraient sans tarder à rentrer en France.

Ces idées étaient tellement acquises dans l'esprit public que l'Empereur, dans son discours du trône au corps législatif en cette année 1865, s'était senti obligé d'annoncer le prochain rapatriement du corps expéditionnaire. Cependant, l'Empereur envisageait déjà combien allait être difficile la réalisation de cette déclaration. Alors il envoya l'ultimatum financier qui fit frissonner tous les organes du Gouvernement de Maximilien et déchaîna bien des colères. En même temps, son ministre de la Guerre envoyait des instructions pour préparer le premier renvoi de troupes. Dès lors, pour le maréchal Bazaine, commença une situation des plus difficiles. Placé entre l'enclume mexicaine et le marteau français, il ne pouvait rien faire pour l'accomplissement de son devoir, sans mécontenter à peu près tout le monde. Il allait être réduit à faire trop pour les uns, pas assez pour les autres, et à devenir la tête de turc sur laquelle on devait frapper de tous côtés, toujours aveuglément et avec la plus grande injustice.

Mais, si la situation du Maréchal était pénible, il faut, en toute équité, reconnaître que celle de l'Empereur Napoléon ne l'était pas moins. Quelque conformes que fussent ses intentions avec les déclarations qu'il avait faites à la nation française, il était parfois obligé par les événements de revenir sur des décisions prises et des ordres donnés par lui. La situation se modifiait si rapidement au Mexique et de façons si imprévues ou invraisemblables, qu'en raison du temps considérable que nécessitait l'échange des communications, les circonstances qui avaient permis de donner des ordres étaient transformées de manière à faire revenir sur ces ordres donnés. On battait ainsi des contre-temps regrettables, parfois funestes. Aussi, je ne crains pas d'affirmer que si, alors, comme aujourd'hui, nous avions pu disposer d'un fil télégraphique entre Mexico et Paris, l'expédition

mexicaine eut eu un dénouement tout autre que celui qui s'est produit par la force même des choses.

Nous eûmes, dès le commencement de 1865, un exemple fâcheux des inconvénients résultant de cette obligation où était Napoléon III de revenir sur des décisions prises. Il avait été stipulé, dans le traité de Miramar, qu'une partie des troupes françaises seraient rapatriées dès 1865 et, ainsi que je l'ai rappelé, l'Empereur en avait donné l'assurance au corps législatif. Le Maréchal, pressenti, avait fait connaître qu'après la prise de Oajaca, la première brigade venue au Mexique serait renvoyée en France. Or, par suite de la rapidité avec laquelle fut menée cette expédition, l'échéance promise arriva plus promptement qu'on ne le supposait à Paris. Dès le mois de mars, la brigade à renvoyer fut acheminée vers Vera-Cruz. Mais, le 1er de ce mois, l'Empereur, qui ignorait encore la chute de la forteresse, fut impressionné par les nouvelles parties du Mexique à la fin de janvier, qui laissaient découvrir à l'horizon bien des points noirs, notamment l'hostilité des Etats-Unis, qui se manifestait déjà de façon inquiétante. L'Empereur, dis-je, écrivit au Maréchal une lettre importante où perçait déjà le sentiment d'appréhensions malheureusement trop justifiées, et par laquelle il lui donnait des conseils fort sages mais d'une application difficile sinon impossible. Il l'invitait, en particulier, à ne pas trop disperser ses troupes, à les remplacer par des colonnes mexicaines. Hélas, l'Empereur ne supposait pas que là était le difficile. En raison de l'incertitude que les fautes et les indécisions de Maximilien avaient répandue partout, on pouvait compter de moins en moins sur l'action de ces troupes, tandis que les partisans de Juarez allaient, au contraire, reprendre confiance.

Il est vrai qu'on aurait pu, tout au moins, confier ce rôle de détachements poussés au loin, aux légions belge et autrichienne; mais un pareil emploi de ces troupes ne semblait pas entrer dans les vues de Maximilien, plutôt disposé à les conserver en quelque sorte dans sa main, principalement la

légion autrichienne à laquelle il paraissait vouloir donner les allures de garde prétorienne. Il avait établi celle-ci à Puebla pour la plus grande joie des prisonniers d'Oajaca, auxquels elle rendit la liberté, et surtout pour garder évidemment la route de Vera-Cruz au cas où il aurait fallu reprendre la route d'Europe. Qui sait si, dans le creuset de ses projets machiavéliques, Maximilien ne comptait pas un jour la ramener en Autriche comme jadis un grand Empereur ramena dans son pays les grenadiers de l'Ile d'Elbe ? Si ce prince manqua de prévoyance envers le Mexique, il ne parut pas toujours et en maintes circonstances, qu'il en manquât pour lui-même !

Cependant cette troupe, soi-disant d'élite, ne mérita pas partout cette haute confiance. Lorsqu'il fallut, plus tard, la faire entrer en opérations contre les dissidents, elle ne montra pas toujours de brillantes qualités militaires. Du reste, peu de temps après son installation à Puebla, les soldats de la légion autrichienne, par leurs brutalités et leurs mauvais traitements à l'égard de la population, s'étaient fait détester. Quand on apprit que les troupes françaises, au contraire très sympathiques et très aimées, allaient quitter la garnison, des émeutes sanglantes et des attaques armées se produisirent contre les Autrichiens qui furent assaillis dans leurs casernes. La répression fut terrible. A ce sujet, il convient de remarquer que lorsque de pareilles mesures de rigueur étaient prises par les Français, les récriminations de Maximilien et de son gouvernement surtout, se produisaient en clameurs acerbes et parfois en contre-mesures absolument inconvenantes, bien qu'elles partissent de très haut.

J'en citerai comme preuve ce qui se produisit quelque temps après les événements de Puebla, à propos de l'exécution d'un certain Romero, bandit de haut vol. Ce personnage exerçait, avec une audace et une cruauté exceptionnelles, le classique métier de chef de guerilles, pillant, massacrant dans la région de Queretaro et de Morelia. Il ter-

rorisait le pays, restant toujours insaisissable, jusqu'au jour où le colonel de Potier parvint à s'emparer de sa personne et de sa bande. La cour martiale opérant au nom du Gouvernement mexicain, le condamna à mort avec quelques-uns de ses grands premiers rôles, et ce joli monde fut exécuté. Ce dénouement de l'existence criminelle d'un sacripant n'était que logique. Pourtant il n'en fut pas jugé ainsi par une certaine presse de Mexico. Quatre journaux de quatrième ordre, enfants perdus du journalisme, eurent l'audace de prendre à partie le Gouvernement, le Maréchal, les autorités, la justice, d'une façon scandaleuse par l'insolence et le persiflage le plus grossier. Alors, le Maréchal, en vertu des pouvoirs que lui donnait l'état de guerre, fit appréhender et incarcérer les journalistes coupables et en rendit compte à l'Empereur. Aussitôt, grand émoi au palais. Maximilien fit demander des explications, risqua même quelques observations sur cette sévérité à l'égard de la presse du pays. Mais le Maréchal, qui devait avant tout faire respecter le Gouvernement et lui-même, ne voulut rien entendre, et déféra les journalistes à la justice compétente. Ceux-ci furent condamnés assez durement, du reste, à la prison et à l'amende. Quelques jours après, sous le prétexte ridicule que c'était l'anniversaire de son couronnement, Maximilien les gracia. C'était une lourde faute et une inconvenance indigne d'un souverain, à l'égard du Maréchal, qui avait le devoir de faire respecter sa couronne et de soutenir son trône. En guise de revanche, quinze jours après, deux journaux français sérieux, ayant eu le tort de discuter l'opportunité de quelques décrets récemment promulgués, furent l'objet d'un avertissement sévère. Décidément, cet étrange souverain avait autant de poids et de mesure que de lobes dans son cerveau !

Je ne puis résister à signaler encore un fait qui prouve combien était grande et déplorable l'inconséquence du jugement de ce prince, d'autant que cet incident s'est produit à la suite d'un événement dont le caractère tragique et dou-

loureux pour l'armée française, rendait encore plus inqualifiables les procédés de Maximilien.

Le 5 mai 1865, pendant la nuit, un violent incendie éclata dans une des rues les plus importantes de Mexico. Nos troupes de la garnison se portèrent, selon le règlement, sur le lieu du sinistre. C'étaient les zouaves du 3e régiment. Ces braves gens s'étaient précipités au secours des habitants en danger, conduits et dirigés par leur colonel, l'intrépide Tourre, lorsque le plancher d'un étage s'écroula sous lui et l'entraîna dans un brasier où on ne retrouva le lendemain qu'un corps carbonisé.

Le colonel Tourre était un des chefs les plus brillants du corps expéditionnaire, où il était aimé de tous, chefs et inférieurs, adoré dans son régiment. Cette horrible fin d'un brave fut une grande douleur et nous lui fîmes les plus solennelles funérailles. La moitié de la population de Mexico suivit, émue et recueillie, le cercueil du héros français. Mais il se trouva sur le passage de l'impressionnant cortège, un intellectuel de l'endroit, un Licenciado, qui eut l'impudence d'insulter le mort et les Français. Cet ignoble imbécile fut arrêté sur le champ par la foule, puis déféré au conseil de guerre qui le condamna aux travaux forcés.

L'incident douloureux de la mort du colonel Tourre semblait clos par cette condamnation toute naturelle. Il n'en fut rien, et le dernier épilogue du drame où périt le colonel du 3e zouaves fut fourni par l'Empereur Maximilien, qui, quelque temps après, signa la grâce du Licenciado mexicain. C'était décidément un parti pris ! Cette mesure inqualifiable fut très sévèrement jugée dans notre armée, et dans la population elle produisit la plus désagréable impression.

Après cette digression, destinée à déterminer par des faits probants l'état d'esprit dangereux dans lequel se trouvait l'Empereur du Mexique, je reviens à l'importance qu'avait pour nous, pour notre Empereur et pour les événements du Mexique, la lenteur déplorable que subissait fatalement l'échange des correspondances, et aux inconvénients graves

résultant des contre-temps que produisait trop souvent cet état de choses.

Dans la lettre qu'il écrivait, au commencement de mars, au Maréchal, Napoléon III, tout en ne redoutant pas une rupture absolue de la part des Etats-Unis, prescrivait néanmoins de veiller de ce côté et, ce qui était plus caractéristique, il autorisait le Maréchal à *conserver au Mexique toutes les troupes qui s'y trouvaient.*

Cette autorisation avait une grosse importance et était de nature à produire un grand effet moral au Mexique, à amener une détente dans l'inquiétude que répandait chez les uns le départ de nos troupes, à refroidir enfin les espérances des ennemis de l'Empire. Cette concession faite à une situation nouvelle, était pourtant contraire aux déclarations qui venaient d'être faites au corps législatif et à l'attente de l'esprit public en France. C'était une heureuse inspiration qui eut peut-être fait réfléchir et calmer le Gouvernement des Etats-Unis qui ne devenait audacieux dans ses manifestations d'hostilité qu'à mesure que nous paraissions céder à sa pression.

Malheureusement, cette décision heureuse arriva trop tard. Nos troupes étaient déjà parties et le principe de l'évacuation était effectivement consacré. A mon avis, ce fut un malheur dont le gouvernement de Maximilien fit retomber la responsabilité sur le maréchal Bazaine, ce qui rendit sa situation encore plus difficile.

En résumé, l'état politique dans Mexico, au foyer du gouvernement, commençait à présenter une anarchie dans laquelle il devenait fort difficile de manœuvrer, car les anciens partis, au lieu de se fondre dans le Gouvernement de l'Empire, s'accusaient de plus en plus, et de nouveaux même se formaient pour augmenter le désarroi politique. Ce désordre résultait de la maladresse qu'avait Maximilien de chercher à conquérir le parti libéral, son ennemi jusqu'alors. Il se jetait dans les bras des ralliés, les appelait dans ses conseils et, ce qui est pire, suivait leurs avis, leur

confiait des ministères et les appelait aux fonctions les plus importantes de l'Etat. Il aurait dû comprendre que cette matière politique humaine, qu'on appelle les ralliés, est des plus difficiles à manier et très dangereuse à employer, car pour un rallié qui est sincère, loyal et sûr, il y en a dix qui ne sont rien de tout cela et ont toujours en réserve des ferments de trahison ou tout au moins d'abandon. Ils sont toujours tièdes dans l'accomplissement de leurs nouveaux devoirs, ménageant forcément leurs amis de la veille. C'est ainsi que la plupart des préfets impériaux, non seulement ne soutenaient que mollement la cause impériale, mais encore beaucoup d'entr'eux continuaient secrètement leurs anciennes relations avec le parti de Juarez, ou même conspiraient dans l'ombre. Le Maréchal, très bien informé par les rapports de ses commandants militaires, s'en ouvrit plusieurs fois à Maximilien, lui montrant le danger, lui faisant ressortir l'impossibilité d'asseoir son gouvernement avec de tels agents, le suppliant enfin de surveiller les personnes dont il s'entourait ou en lesquelles il mettait sa confiance. Mais tous ces efforts dévoués et prudents se brisaient contre l'hostilité aveugle et haineuse de M. Eloin, qui tenait l'Empereur en tutelle absolue et ne le quittait pour ainsi dire jamais, afin de l'empêcher toujours de suivre ses propres inspirations.

Aussi, dans de telles conditions, l'exercice du pouvoir souverain était devenu, pour l'esprit peu solide du malheureux Maximilien, un fardeau qu'il supportait péniblement et l'obligeait fréquemment à un repos intellectuel en s'éloignant du foyer où bouillonnait l'olla-podreda des affaires politiques. C'est ainsi qu'au mois d'avril, il se décida à quitter Mexico et son alcazar de Chapultepec pour faire un petit voyage soi-disant d'agrément et de délassement avec le prétexte officiel d'aller reconnaître le tracé que devait suivre le chemin de fer en construction de Vera-Cruz à Mexico. Mais le moment de s'absenter était si mal choisi que je crois bien qu'en allant ainsi se promener sur la route de Mexico à Vera-Cruz où rien ne nécessitait son auguste

présence, il avait d'autres préoccupations que celles d'une vague villégiature, et que celles-ci avaient une certaine connexité avec l'hypothèse que j'ai déjà formulée à l'égard du maintien à Puebla de la fameuse légion autrichienne. En langage stratégique, je pourrais dire qu'il allait : « Assurer ses derrières » ! Sa Majesté partit donc le 18 avril, suivie de l'inévitable Eloin, et se mit en route vers Puebla, où il comptait conférer avec le fidèle général de Thun, qui, du reste, voulut l'accompagner jusqu'à Orizaba.

Il convient cependant de remarquer, au sujet de l'emploi que Maximilien semblait vouloir réserver aux troupes qu'il avait amenées d'Europe, que ce souci de maintenir sur sa ligne de communication avec Vera-Cruz la légion autrichienne ne s'appliquait qu'à celle-ci, en raison même de sa nationalité et du rôle extérieur que peut-être il comptait lui faire remplir. Il n'eut pas la même préoccupation à l'égard de la légion belge, bien que celle-ci fût une excellente petite troupe qui était sympathique, mais non autrichienne.

Aussi, lorsque, peu après son arrivée, son chef, le lieutenant-colonel Van der Smissen, eut exprimé à l'Empereur le désir de sa légion de ne pas se borner à un service de garnison, mais à coopérer aux opérations de guerre que faisaient l'armée française et les troupes mexicaines, l'Empereur consentit à la laisser partir pour prendre part au siège de Oajaca. La chute rapide de cette forteresse ne donna pas le temps aux Belges d'arriver, au grand regret de ces braves gens; alors le Maréchal les envoya guerroyer dans d'autres régions où opéraient nos troupes.

Le colonel Van der Smissen fut nommé commandant supérieur de la province de Morelia, alors occupée par le colonel de Potier, avec le 81e et des troupes impériales. Il partit le 4 mars 1865 avec toute sa légion, moins deux compagnies laissées à Chapultepec, pour garder cette résidence impériale; mais, en route, il reçut une dépêche du Maréchal l'informant qu'en raison des nouvelles peu favorables qu'il recevait, il maintenait provisoirement des troupes fran-

çaises dans cette province où semblait se manifester une importante levée de boucliers de la part de l'ennemi. Le colonel belge recevait, en outre, l'ordre d'aller occuper la ville de Zitacuaro, où un détachement de troupes impériales venait de se laisser surprendre et anéantir. Il faut remarquer que cette localité n'était qu'à 35 lieues de Mexico. Après s'être conformé à cet ordre, le colonel Van der Smissen poursuivit sa marche sur Morelia, où il n'allait pas tarder à mettre ses bons petits soldats aux prises avec les dures épreuves de cette guerre mexicaine.

En effet, à peine avait-il rejoint le colonel de Potier que celui-ci, avisé de l'apparition dans la province de forces dissidentes importantes, se décidait à entreprendre une expédition pour en débarrasser le pays. Il forma deux colonnes mobiles, l'une sous son commandement, l'autre avec les troupes belges aux ordres de leur chef. Une troisième colonne, comprenant quatre compagnies belges, fut envoyée dans le Sud pour occuper la ville de Tacambaro, à une quinzaine de lieues de Morelia. Les deux colonnes d'opération se mirent en route pour chercher l'ennemi ; mais celui-ci se déroba sans cesse et, après plusieurs jours de marches et de contre-marches, pénibles mais infructueuses, les deux colonnes rentrèrent à Morelia, fatiguées sans avoir pu joindre l'ombre même des forces libérales. Le surlendemain du retour, l'ennemi prenait sa revanche de l'alerte qu'on lui avait infligée pendant quinze jours. A la nuit, le colonel Van der Smissen apprend par des cavaliers venus rapidement de Tacambaro que ce poste a été attaqué le matin même par des forces considérables et que les 300 Belges qui l'occupaient ont dû succomber. Le colonel court auprès du colonel de Potier et lui demande l'autorisation de se porter à leur secours avec les troupes qu'il a sous la main. Le colonel de Potier lui prescrit de partir immédiatement et lui dit qu'il le suivra dès le lendemain matin avec le 81e.

Le colonel belge partit à minuit, ayant 60 kilomètres à parcourir. Au jour, il rencontra des Indiens qui lui confir-

mèrent les premiers renseignements. Il continua sa marche malheureusement trop lente, car, à 10 heures du soir, il était encore à douze kilomètes de Tacambaro. Il n'avait donc fait que 2 kilomètres 400 à l'heure; c'était vraiment peu, même pour des troupes non entraînées, surtout dans une pareille circonstance. A pareille heure, nos soldats d'alors auraient surpris l'ennemi dans son premier sommeil et l'auraient exterminé. Quoi qu'il en fût, son avant-garde rencontrait un poste ennemi qui se repliait. En même temps, il recevait du colonel de Potier une dépêche l'informant qu'il ne pouvait le rejoindre que le lendemain 13, et l'invitait à se replier pour l'attendre afin de ne pas se compromettre contre des forces supérieures. Ce qui fut fait et, le 16, les deux colonnes entrèrent à Tacambaco d'où l'ennemi avait fui à leur approche, en y laissant les blessés et emmenant prisonniers les survivants belges.

Le major Tyngadt, commandant le détachement, s'était laissé surprendre et n'avait pas pris les mesures défensives que commandait la localité. Il n'avait même pas su tenir son monde convenablement disposé ! Cependant, la résistance fut des plus honorables; mais, après cinq heures de lutte désespérée, il fallut succomber sous l'effort de 3.000 hommes et 4 canons, commandés par Pueblita et Regules, deux chefs libéraux des plus énergiques. Huit officiers, dont le commandant du poste, furent tués et plusieurs autres blessés. Les pertes en hommes de troupe furent également considérables. Mais, si le baptême du feu que recevait la légion belge avait été cruel, il n'en était pas moins glorieux. Si cette petite troupe avait été inexpérimentée, elle avait été brave, très brave, et l'honneur était sauf.

Quelques jours après, le colonel de Potier servit à l'ennemi, au brave Regules, l'épilogue de son facile succès à dix contre un. Il lui appliqua une poursuite de quatre jours, pendant laquelle son escadron du 5e hussards chargeait magnifiquement, au prix de 11 cavaliers tués et 20 blessés, dont le capitaine en second.

A la suite de ces événements, les environs de Morelia paraissant débarrassés des efforts des Libéraux, le Maréchal envoya sur d'autres points le colonel de Potier avec les troupes françaises qui occupaient cette ville, et confia au colonel Van der Smissen le commandement de cette province en concentrant dans ses mains toute la légion belge et lui envoyant divers détachements de troupes mexicaines, se conformant ainsi aux instructions que lui donnait l'Empereur Napoléon.

Enfin, il convient de faire remarquer qu'au moment où ces événements avaient lieu, presque aux portes de sa capitale, l'Empereur Maximilien partait en villégiature du côté de Puebla et d'Orizaba et allait conférer avec la légion autrichienne au repos, alors que la légion belge se faisait tuer bravement pour défendre son Empire. Bien plus, les sectaires gouvernementaux, inspirés par leur hostilité stupide et criminelle envers l'action française, avaient l'audace de répandre l'opinion calomnieuse que le colonel de Potier avait eu le tort de ne pas se porter au secours du détachement belge de Tacambaro. C'était encore une petite infamie qui ressort des événements antérieurs à cette catastrophe militaire et que j'ai exposés à dessein. Il était, en effet, impossible au colonel de Potier, aussi bien qu'au colonel des Belges lui-même, d'empêcher ce douloureux épisode de la guerre, car tous les deux n'ont appris l'attaque que lorsque la catastrophe était consommée depuis douze heures et qu'il y avait seize lieues à parcourir pour arriver sur le théâtre du combat.

Dans une pareille situation, le Maréchal avait vraiment besoin d'une dose de patience surhumaine pour supporter tous ces coups d'épingles. Heureusement que s'il était persécuté par les préoccupations les plus graves au point de vue des affaires sérieuses, les amertumes de sa haute mission étaient parfois agréablement tempérées par des distractions privées d'un autre ordre et qui lui semblaient fort agréables à savourer.

En effet, les relations qui s'étaient établies depuis des mois avec Mlle La Pena suivaient un cours doux et paisible, au travers de la vie officielle, Les rencontres, les promenades champêtres, les entrevues plus discrètes avec la séduisante Novia, se succédaient avec une constance pleine de promesses. Il fallait bien que cette idylle de haute volée eût enfin une sanction, surtout aux yeux inquiets des gens sérieux.

On parlait beaucoup d'un mariage, qui devait être sensationnel. Quant à nous, les intimes compagnons du grand chef, nous ne savions à quelle pensée il convenait de nous arrêter. Nous continuions notre rôle de spectateurs empressés, gracieux, obligeants même, pour la plupart d'entre nous. Je distingue ainsi pour nuancer les rôles car, en ce qui me concernait, dévoué comme je l'étais depuis longtemps au maréchal Bazaine, je me figurais que cette union, toute d'amour, de passion pour le moment, serait peut-être un jour un embarras pour un si grand personnage, étant donnés surtout son âge, 56 ans, et celui de la jeune personne, 21 printemps ! Avec cette disposition d'esprit, dans mon for intérieur, je n'étais pas partisan du mariage. J'eus même occasion de le laisser deviner, alors que le projet d'union définitive n'était pas encore entré dans la région sérieuse de l'esprit du Maréchal, bien au contraire. Un jour même, dans le mois d'avril, je l'accompagnais dans sa promenade presque quotidienne de l'après-midi au *Paseo*. Nous étions tous deux dans son coupé, allant et venant, croisant ainsi la file des voitures qui marchait en sens inverse, lorsqu'apparut, défilant à notre gauche une calèche découverte attelée de deux mules, le tout d'assez vieux style du reste. Mais qu'importait le *cotche*, dès lors qu'il portait la grâce et la beauté ? En effet, à côté de sa vieille tante, rayonnait la jolie Pepita. De ses grands yeux pénétrants, jaillirent deux éclats, deux rayons d'étoiles qui, glissant sous mon regard et mon salut, firent pâlir celles qui brillaient sur les épaules de mon glorieux voisin. Un délicieux et éloquent shake-hand,

esquissé par de minces et fluets petits doigts, termina l'apparition. Je restai hypnotisé par cette manifestation magnétique dont je compris le puissant effet. Mais le Maréchal, avec un accent étrange, me dit : « On prétend que je veux l'épouser !... Mais j'ai conservé de ma chère Marie un trop tendre souvenir ! » La chère Marie représentait sa première femme que j'avais bien connue et admirée. Cet appel à des sentiments passés et bien naturels m'impressionna. C'était peut-être avec intention qu'il m'avait confié ce doux et triste souvenir ? Je sentis venir sur mes lèvres l'expression d'une approbation de ce généreux sentiment, mais je sus conserver un silence discret et prudent. Puis, le Maréchal, reprenant la bonhomie souvent plaisante qu'il avait toujours avec ses officiers qu'il savait être des amis, se laissa aller à des réflexions assez guillerettes, auxquelles je m'associai avec une réserve déférente. J'acquis la conviction qu'il ne se déciderait pas à franchir le Rubicon du mariage, et nous rentrâmes gaiement au quartier général.

Quinze jours après, le maréchal Bazaine écrivait à l'Empereur Napoléon pour lui demander l'autorisation d'épouser Mlle La Pena !

L'événement qui se préparait ne fut bientôt plus un mystère et la cour assidue, classique et en quelque sorte officielle, commença dans toutes les règles de l'art d'une ardente passion, tempérée péniblement par les exigences de l'étiquette. Pepita qui, depuis le jour où, de façon si étrange, je la présentai au maréchal Bazaine, joua son rôle avec un merveilleux talent qu'elle soutint jusqu'au bout, savait nuancer ses effets, ses jeux de scène et la manifestation de ses sentiments dont la passion était réglée avec un tact des plus habiles, suivant les circonstances et les milieux ambiants. Très digne, très solennelle devant le grand monde, elle devenait expansive, réaliste, très chatte même, lorsqu'elle n'avait autour d'elle et de son glorieux novio que les intimes de la maison. C'est en une de ces occasions que, dans un moment d'expansion captivante, on l'entendit s'écrier :

« Oh, Monsieur le Maréchal, je sais que vous aimez beaucoup les enfants, eh bien, je vous en donnerai des beaux ! » Du reste, la consciencieuse épouse a tenu parole.

Hélas ! que sont-ils devenus ces enfants, bien innocents pourtant des malheurs qui ont accablé leur illustre père ?

La place des fils d'un Maréchal de France devait être dans l'armée française. Aussi, l'année suivante, lorsque le père, écrivant à l'Empereur, lui annonçait la naissance de son premier enfant, il ajoutait l'expression d'un vœu si tristement déçu : « Et je voue mon fils à l'armée de Votre Majesté. » Trente ans plus tard, cet enfant n'osant plus être Français, était devenu officier dans l'armée espagnole et fut tué, m'a-t-on dit, dans la guerre défensive de Cuba contre les Etats-Unis. Il avait rapproché sa tombe de son berceau !

Le Maréchal avait donc sollicité l'autorisation de se marier et envoyé au ministère de la Guerre les pièces réglementaires. Ces démarches étaient confidentielles, mais l'opinion générale était convaincue que l'événement se produirait. On disait même assez ouvertement, dans les hautes sphères officielles, que l'Empereur et l'Impératrice favorisaient ce projet d'union et l'encourageaient indirectement, l'Impératrice surtout. Les commentaires allaient leur train et on conjecturait même que les souverains y voyaient une portée politique, en considérant qu'après avoir épousé une Mexicaine, appartenant à une famille qui avait joué un certain rôle politique, le Maréchal se trouverait plus inféodé à la cause nationale du Mexique, pourrait rapprocher certains éléments du parti libéral et qu'enfin, peut-être, un jour viendrait où il s'attacherait plus particulièrement au pays.

Cette dernière appréciation était la plus grave. Elle émanait de ce parti qui existait depuis plus d'un an, même avant l'arrivée de Maximilien et qu'on a appelé *le parti français*, dont l'importance grandissait chaque jour. Ce parti qui ne voyait de solution possible et durable que dans un protectorat français placé à la tête d'un gouvernement autonome libéral, existait réellement et comprenait principalement les

modérés de tous les autres partis, aussi bien libéraux que réactionnaires et cléricaux. Il se révéla lorsque, ainsi que je l'ai déjà relaté, Almonte proposa au Maréchal de prendre la dictature, alors que Maximilien ne se décidait pas à venir. Il se révélera plus tard encore, quand Maximilien lui-même, sentant son trône s'effondrer sous lui, demanda au Maréchal de prendre la dictature sitôt après son abdication.

A mon sens, c'est pour faire échec à ce parti que la camarilla impériale et un grand nombre de personnages gouvernementaux battaient en brèche l'influence française et cherchaient à miner la popularité du Maréchal en mettant tout en œuvre pour ternir sa gloire, même aux yeux du Gouvernement français et de l'Empereur Napoléon.

Du reste, la situation ne tarda pas à se dessiner nettement et on commença à régler les détails de la cérémonie qui, en raison de l'importance du futur, allait avoir un caractère presque solennel. Quant à moi, tout en m'associant aux impressions sérieuses ou frivoles que l'événement inspirait à la cour et à la ville, j'avais à préparer mon esprit d'une façon spéciale. En effet, mon existence matérielle allait subir une modification importante, attendu qu'une maîtresse de maison véritable allant prendre possession du quartier général, la présence de ma femme au palais n'avait plus raison d'être et je me disposai à aller établir mon foyer domestique dans un home particulier. Au fond, je ne le regrettais pas, au contraire, et Mme Blanchot surtout; si flatteuse que pût être pour une jeune femme le rôle que le Maréchal avait eu l'amabilité de lui confier, celui-ci n'en était pas moins très souvent une charge un peu lourde et délicate lorsqu'en réalité on n'est pas chez soi. J'eus la bonne fortune de trouver une élégante villa en rez-de-chaussée, située non loin du quartier général, à deux pas du *Paseo*, où j'allais être absolument indépendant, et quinze jours avant la cérémonie je transportai mes pénates... chez moi !

Ce fut, autant qu'il m'en souvient, par le courrier du 15 juin qu'arriva de France l'autorisation de mariage, ac-

cordée par l'Empereur. Aussitôt la nouvelle se répandit et on procéda aux préparatifs de la cérémonie que d'aucuns attendaient avec une impatience bien naturelle.

L'Empereur Maximilien et l'Impératrice Charlotte montrèrent spontanément, en cette circonstance particulière, que leurs sentiments personnels à l'égard du Maréchal n'étaient pas ceux qui ressortaient trop souvent de certains actes du souverain inspirés par son entourage, mais restaient empreints de l'affectueuse sympathie qu'ils éprouvaient, en leur âme et conscience, pour le caractère élevé et loyal de cet homme qui se dévouait chaque jour à leur cause. Leurs Majestés offrirent très gracieusement au Maréchal et à sa fiancée d'être respectivement leurs parrain et marraine, ainsi que c'est la coutume au Mexique, et déclarèrent que le mariage serait célébré au palais impérial de Mexico.

Le 26 juin 1865 eut lieu la cérémonie en présence de la cour, la garde palatine sous les armes, de tous les personnages français civils et militaires présents dans la capitale, de la maison militaire du Maréchal et enfin de toutes les dames françaises présentes à Mexico : Mme Osmont, femme du général chef d'état-major du corps expéditionnaire, très aimable et avenante personne, qui portait avec succès le prénom peu banal d'Olympe; Mmes de Courcy, Magnan, de Rancy, Garcin, de Noue, Blanchot, représentant très brillamment la plus belle moitié de l'armée française.

Le mariage civil fut prononcé dans le grand salon du palais, par M. Wolff, intendant du corps expéditionnaire; puis le cortège se forma pour se rendre dans la chapelle impériale. L'Empereur conduisait la mariée, l'Impératrice était au bras du maréchal Bazaine. L'office fut célébré par l'abbé Testory, aumônier de l'armée française, et la bénédiction nuptiale solennellement donnée par l'archevêque de Mexico.

Enfin, un grand déjeuner nous réunit tous à la table impériale, où ruisselèrent les flots dorés du johannisberg et du champagne; et ce fut avec le vin français que l'Empereur

porta ce toast, bref mais très caractéristique par ses nuances : « Buvons à la santé de notre cher Maréchal et à Madame Bazaine ! Que Dieu bénisse leur union ! » Quant à l'Impératrice, l'éloquence de ses sentiments se traduisit en un geste simple mais touchant : elle embrassa la jeune maréchale.

Ces manifestations sympathiques de la part des souverains adressées à la personne même du Maréchal accentuaient les sentiments constants d'estime et d'attachement qu'ils lui portaient; et, si parfois des conflits apparaissaient dans les relations officielles, ceux-ci n'étaient que superficiels et dictés, passagèrement seulement, par l'amertume des événements et des difficultés qu'ils créaient. Du reste, à ces témoignages, qu'on aurait pu qualifier de formalités de pure convenance, se joignit un acte d'une importance bien plus suggestive, qui témoignait d'une façon éclatante et matérielle la reconnaissance du souverain pour les services rendus par le Maréchal et l'armée française, et prenait enfin un caractère plus grand en associant la nation elle-même à ce sentiment. L'Empereur, désireux de consacrer par une dotation l'importance de sa gratitude et, craignant quelques difficultés de la part du chef de l'armée française au Mexique, tourna très habilement la position et constitua, au nom de la maréchale Bazaine, une dot digne de sa générosité princière. Il écrivit au Maréchal la lettre suivante (1) :

Mexico, le 26 juin 1865.

« Mon cher maréchal Bazaine,

« Voulant vous donner une preuve d'amitié personnelle ainsi que de reconnaissance personnelle pour les services rendus à notre patrie, et profitant de l'occasion de votre mariage, donnons à la maréchale Bazaine le palais de Buena-Vista, y compris le jardin et le mobilier, sous la réserve

(1) Il convient de remarquer que le document suivant est homologué par le Ministre d'Etat et le Grand-Maître de la Cour. Il a donc force de loi d'après la constitution du pays.

que, le jour où vous retournerez en Europe, ou si, pour tout autre motif, vous ne vouliez plus rester en possession dudit palais pour la maréchale Bazaine, la nation reprendra le domaine, le Gouvernement s'obligeant, en pareil cas, à donner à la maréchale Bazaine, comme dot, la somme de cent mille piastres.

« Votre très affectionné.

« MAXIMILIEN.

« CASTILLO-ALMONTE ».

Ce magnifique palais et tout ce qu'il contenait devenait ainsi la propriété du Maréchal et de sa femme; aussi je ne regrettai pas, alors, par les transformations que j'avais fait subir à son parc, de lui avoir donné une plus-value importante, mais je le regrette à présent. En effet, cette résidence de grand seigneur devint, paraît-il, après la chute sanglante de son généreux donateur, la proie d'un Mexicain qui avait ourdi et dirigé la trahison de Maximilien, à qui elle fut donnée par Juarez en acqmpte sur la somme promise au traître Lopez.

La nation mexicaine avait bien l'obligation de rembourser cent mille piastres à la maréchale Bazaine, mais naturellement elle s'en dispensa. Peut-on lui en faire un reproche ? Pourquoi pas ?

CHAPITRE XVII

COMPLICATIONS INTÉRIEURES et EXTÉRIEURES

Du 1er Juillet au 1er Septembre

Accalmie dans les relations entre l'Empereur et le Maréchal. — Hostilité des Américains. — Incidents de la frontière américaine. — Inquiétudes à Paris. — Rapports du Maréchal. — Armée américaine. — Situation à l'intérieur. — Récriminations de Maximilien. — Incident d'un préfet et du colonel Van der Smissen. — Désordre dans les administrations. — Missions scientifiques. — Général de Thun. — Le Gouvernement américain à Paris. — Instructions de l'empereur Napoléon. — Occupation de Chihuahua. — Evacuation de cette ville. Conséquences. — Incident Brincourt. — Rôle du général Douay. — Situation difficile du Maréchal. — Rumeurs malveillantes. — Le ministre de France, M. Dano. — Les fonctionnaires financiers mexicains. — M. Langlais. — Générosité du Maréchal envers la cassette impériale. — Forcement de caisse.

L'événement survenu dans la vie privée du Maréchal, et caractérisé par les excellents sentiments de Maximilien à son égard, pouvait faire espérer que les bonnes relations officielles seraient maintenues. Il y eut, en effet, une accalmie dans les dissensions politiques, due, sans doute, à la conclusion du fameux deuxième emprunt si impatiemment désirée par le Gouvernement aux abois. Cet emprunt, souscrit à Paris, grâce aux efforts du Gouvernement français, intéressé directement puisqu'il allait prélever sur ces fonds une partie des sommes à lui dues par le Mexique, cet emprunt, dis-je, allait produire 250 millions. Ce fut un mirage de fortune pour le gouvernement et la

cour au Mexique; aussi la bonne humeur régna-t-elle pendant quelque temps.

L'accalmie, cependant, ne fut pas de longue durée; il fallait enfin aborder les questions vitales qui n'avaient encore pas fait un pas vers la solution, mais allaient faire renaître la discorde entre le Gouvernement et le Maréchal.

Parmi ces questions, la plus sérieuse, peut-être, était celle soulevée par la politique extérieure, de graves événements se produisant au dehors. Depuis le début de notre intervention au Mexique, les Américains avaient toujours témoigné leurs sympathies à la cause de Juarez et avaient même clandestinement favorisé l'envoi de ressources matérielles et financières destinées à soutenir et à prolonger la lutte qu'il entretenait sur le territoire mexicain. Tant que dura la guerre de Sécession, on s'était attaché à sauver les apparences; mais depuis que les Confédérés avaient dû succomber dans la lutte, que les généraux sudistes avaient capitulé, le Gouvernement de Washington, devenu libre, pouvant se consacrer sans réserve à la conduite de sa politique au Mexique et à la surveillance attentive des événements, son attitude se modifia sérieusement, ne cachant qu'avec peine l'appui qu'il donnait à Juarez et laissant clairement voir son hostilité à l'égard de l'Empire de Maximilien, qu'il se refusa toujours à reconnaître.

Le voisinage des partis sur la frontière mexicaine devenait plein de périls, et, pour nous, des incidents susceptibles de nous attirer des difficultés avec Washington, pouvaient surgir aussi bien du fait des Fédéraux vainqueurs que des Confédérés vaincus. Les armées de ces derniers avaient été acculées au Texas, une partie même sur la rive du *Rio del Norte*, frontière du Mexique où, dans une région, se trouvaient les troupes de Juarez, et ailleurs les forces françaises et impériales, notamment dans la partie inférieure du fleuve. Dans cette zone, à petite distance de l'embouchure, se trouvait Matamoros, place fortifiée occupée par des troupes impériales sous le commandement du général Mejia, un vieil Indien,

plein de talent, d'énergie et de dévouement à la cause de l'Empire et de l'intervention.

En face, sur l'autre rive, était Brunswille, place américaine. Cette sorte de promiscuité optique, qui pouvait à chaque instant devenir matérielle, était fort dangereuse.

Du reste, peu après la reddition des principaux généraux confédérés, le Maréchal fut, pendant un instant, très inquiet sur la détermination qu'on prêtait au général Slhaughter, commandant une quarantaine de mille hommes. Celui-ci, acculé à la frontière mexicaine, eut un moment la pensée de la franchir et de pénétrer au Mexique pour échapper au désarmement qu'il allait subir en restant au Texas, sur le territoire américain. Cet événement pouvait motiver une poursuite des troupes fédérales et peut-être amener un conflit avec les troupes impériales et même françaises. Le Maréchal vit le danger. Il envoya aussitôt des émissaires au général Slhaughter pour l'informer qu'il ne pourrait pénétrer en armes sur le territoire mexicain et que s'il opérait ce mouvement, il devrait déposer les armes en franchissant la frontière. En outre, afin d'éviter toute immixtion du drapeau français dans ces affaires délicates, il rappela aussitôt un détachement français établi à Matamoros et le replia à l'intérieur, à une distance telle de la frontière qu'il fut hors de tout conflit.

Le général confédéré tint compte des observations du Maréchal, mais on resta toujours menacé de son intrusion avec ses troupes non armées, et on craignit que les Fédéraux ne le poursuivissent; ce qui n'était pas leur droit, mais, le cas échéant, ce qu'il serait délicat, même dangereux d'empêcher. Si un gros incident de cette nature ne se produisit pas, d'autres de moindre importance eurent lieu, risquant de nous créer les plus graves complications.

Le général Slhaughter ne voulant pas laisser son matériel d'artillerie aux mains des Fédéraux, n'étant pas disposé non plus, pour plaire à ceux-ci, à les donner à Juarez, et supposant qu'il ne pouvait pas davantage les remettre aux

Français ou aux troupes de Maximilien, trouva et adopta une quatrième solution. Il fit porter le matériel d'une batterie sur la rive mexicaine à quelque distance de Matamoros et l'abandonna dans un endroit désert. Mais le général Mejia, commandant Matamoros, ayant appris le fait, pour éviter que ces canons ne fussent pris par les partisans de Juarez, les envoya chercher et amener à Matamoros, sans se douter des conséquences de cette mesure.

Heureusement il en rendit compte au Maréchal. Celui-ci comprit aussitôt la gravité de l'incident; il en informa Maximilien et obtint de lui l'autorisation de faire remettre ce matériel au général commandant les troupes américaines. Ce qui fut fait, fort à propos du reste, car le général Brown, commandant la place de Brunswill, avait eu connaissance de l'affaire des canons et en avait avisé le Gouvernement de Washington. Celui-ci ne voulant, en aucune façon, entrer en relations avec le Gouvernement de Maximilien, qu'il ne reconnaissait pas, porta plainte immédiatement au cabinet des Tuileries, qui fut fort préoccupé de cette affaire dont il n'avait pas encore connaissance. Heureusement que, peu après, notre ministre à Washington, M. de Montholon, qui venait de quitter le poste de Mexico, fut promptement informé de la solution donnée spontanément par le Maréchal et calma sur place les émotions malveillantes des Américains.

Lorsqu'à Paris on reçut le compte rendu des faits par le rapport du maréchal Bazaine, en date du 10 juin, en même temps qu'arrivait par New-York la nouvelle de la solution qu'il y avait donnée, on fut rassuré et on lui sut le plus grand gré d'avoir résolu la difficulté et empêché, contrairement à ses habitudes professionnelles, ces canons inconscients de mettre le feu aux poudres.

Malheureusement, cette affaire n'était que le commencement d'une série. Dans son rapport de la quinzaine suivante, le Maréchal était encore obligé de signaler à Paris d'autres incidents qui, eux, constituaient des violations de neutralité

entre les occupants des deux rives du *Rio del Norte*, violations qui incombaient aux Américains.

Du reste, le rapport qu'à la fin de juin le Maréchal adressait à son ministre des Affaires étrangères à Paris et où il signalait les autres incidents, contenait, au sujet des canons, des réflexions si judicieuses et si suggestives que j'en extrais certains passages d'un réel intérêt au point de vue du jugement qu'on peut porter sur son auteur. Ils prouvent péremptoirement que le Maréchal, outre qu'il tenait strictement son gouvernement au courant des moindres événements et des situations, était, en outre, avec lui, en complète et absolue communion de pensées et de sentiments.

28 juin 1865.

« Monsieur le Ministre,

.....

« Dans ma précédente dépêche du 10 juin, j'informais Votre Excellence que nous venions d'apprendre les événements qui s'étaient passés sur la frontière du Texas et je lui disais que j'avais conseillé à Sa Majesté l'Empereur de faire restituer le matériel américain qu'on avait indûment fait passer sur la rive mexicaine. L'Empereur a accueilli cette solution et des ordres ont été expédiés sans retard pour l'exécution de la décision impériale.

« J'espère que le Gouvernement des Etats-Unis appréciera l'empressement mis à faire cette restitution avant qu'aucune réclamation officielle ne soit parvenue à Mexico.

« *D'autant plus que nous aurions à revendiquer 3 pièces de canon et 300 rifles qui ont été abandonnés, l'année dernière, par Cortina sur la rive américaine. Il serait peut-être encore bon, à cet égard, d'engager M. Arroyo à réclamer ce matériel.* »

Cette réponse du berger à la bergère ne manque pas de saveur. Voici l'histoire qui me revient en mémoire. Le guerrier Cortina était un des lieutenants de Juarez. Il tenait la

campagne dans l'extrême-nord ; mais, poussé par nos troupes, à force de retraiter, il fut acculé à la frontière et, pour éviter de tomber entre nos mains, il franchit le *Rio del Norte* et passa avec armes et bagages sur le territoire américain, où il trouva le salut, avec 3 canons et 300 rifles. A ce moment, les autorités américaines se sont bien gardées de remplir leur devoir de neutralité ; pourtant elles devaient nous rendre ce matériel de guerre qui valait mieux encore que les six canons de Slhaughter pour lesquels on a mené grand bruit jusqu'à Paris ! Mais il y a des gens qui ont pour devise : « Ce qui est bon pour soi, ne l'est pas pour les autres. »

C'est donc avec beaucoup de finesse qu'en rendant les canons Slhaughter, le Maréchal s'est donné le droit absolu de réclamer les armes de Cortina.

Je dois, du reste, faire remarquer à ce propos que, dans le texte même de la minute du rapport que j'ai sous les yeux, le paragraphe que j'ai souligné, relatif à Cortina, n'était pas dans le texte du projet de rapport rédigé par un officier du bureau politique, chargé, d'après les indications du Maréchal, de préparer la minute du rapport. Il a été ajouté au crayon, de la main même du Maréchal, dans la marge laissée vide pour les corrections. Après cette adjonction, le rapport primitif contient le paragraphe suivant relatif aux canons Slhaughter.

« La question de droit paraissait tellement claire, en cette occasion, qu'il m'a paru avantageux pour le Gouvernement mexicain de se créer un titre de reconnaissance auprès des Etats-Unis sans que ceux-ci puissent prétendre que la conduite suivie ressemblait à de la faiblesse ou à trop de complaisance. »

J'avoue qu'il a fallu au Maréchal une forte dose de naïveté pour se figurer que les Etats-Unis auraient de la reconnaissance pour son loyal empressement ! Les affaires sont les affaires.

Je continue les citations du rapport politique

« Depuis que la rive gauche du *Rio Grande* est retombée

sous la domination fédérale, plusieurs incidents, d'une nature irritante, sont venus s'ajouter au précédent et prouvent qu'il faut user de prudence de part et d'autre pour que le nouveau contact avec les Etats-Unis n'amène pas de complications.

« J'adresse à Votre Excellence la copie de la correspondance officielle échangée entre les généraux Mejia et Brown (Matamoros et Brownswill) au sujet de ces deux incidents; l'un amené par un coup de feu qu'une sentinelle américaine a lâchement tiré sur deux officiers français et un médecin de la division Mejia, sur la rive opposée; l'autre relatif à la saisie d'un bâtiment mexicain, descendant le fleuve, chargé de coton.

« La prétention des autorités fédérales serait, paraît-il, de saisir ainsi tout le coton sorti par la frontière du Texas lorsque cette frontière était sous la domination confédérée.

« L'incident relatif au coup de feu a provoqué une lettre personnelle et particulière du commandant de Brian au général Brown que les journaux de Matamoros ont publiée. Je n'en parle que pour mémoire, puisque cette lettre a conservé entièrement un caractère privé : la réclamation officielle appartenant au général Mejia.

« D'ailleurs, mon intention est de retirer prochainement de Matamoros la garnison française que j'y avais envoyée avec un caractère provisoire. Elle se retirera sur Monterey. La frontière sera ainsi gardée par l'armée mexicaine. Nos troupes ne seront qu'en seconde ligne. »

Cette mesure était sage et prudente; elle produisit à Paris une impression rassurante; mais je trouve encore, en marge de cette partie du rapport politique, une note supplémentaire ajoutée au crayon de la main du Maréchal, qui n'a pas dû produire, aux Tuileries, un aussi bon effet.

« Le général Mejia m'informe, par ses dernières dépêches, que quinze bateaux à vapeur américains se sont présentés chargés de troupes devant Brazos de Santiago. Ils doivent, dit-on, être suivis de nouveaux bâtiments qui porteront à

40 ou 50 mille hommes le corps d'observation sur la frontière du Texas. »

Dans un rapport qu'il adresse, le 10 juillet, à son ministre de la Guerre, le Maréchal revient sur ces incidents et, à propos de la saisie du bâtiment chargé de coton, il fait ressortir, d'après les renseignements fournis par le général Mejia, que cette opération est absolument illégale, attendu que ces cotons ont été achetés alors que les Confédérés étaient encore maîtres du Texas, que les sommes représentées par ces marchandises se trouvaient entre les mains de maisons de commerce du Mexique, ce qui démontrait que les opérations de vente étaient antérieures. Le Maréchal a donc le droit et le devoir d'écrire que : « Cette prétention de revenir sur des faits consommés avant que le Texas ne fût rentré dans l'obéissance fédérale paraît exorbitante. »

« Le général répond avec sagesse au général Brown que son caractère purement militaire ne lui permet pas de régler des questions de cette nature. J'ai encore insisté auprès du Gouvernement mexicain pour que des instructions bien nettes fussent envoyées sur la frontière, afin de ne pas laisser envenimer les questions pendantes et empêcher qu'elles ne deviennent ainsi plus difficiles à résoudre. »

Un fonctionnaire spécial avait, en effet, été nommé commissaire impérial à Matamoros; mais ce personnage ne se décidait pas à se mettre en route.

Du reste, à un point de vue général, la situation morale ne paraissait pas non plus satisfaisante, ainsi qu'il ressort de ce qu'écrivait le Maréchal dans ce même document. « Les rapports que je reçois du commandant de Brian me peignent la situation comme étant très tendue. Le quartier général des Fédéraux, à Bronswill, ne serait qu'un foyer d'intrigues et un lieu de rassemblement pour tous les ennemis de l'intervention. Les allures insolentes des Fédéraux dans les lieux publics et les milliers d'écrits pleins de promesses et d'irritations venus des Etats-Unis ont jeté beaucoup d'agitation dans la ville de Matamoros déjà assez mal disposée. »

D'autre part, le général Mejia formule des opinions très pessimistes au sujet de la concentration des troupes fédérales. Le Maréchal les communique dans ce même rapport :

« Le général Mejia envisage la concentration militaire avec un certain effroi parce que, dit-il, il suffisait de quelques milliers d'hommes pour maintenir le Texas dans l'obéissance fédérale.

« J'ai donné ordre au commandant de la station navale dans le golfe du Mexique de se faire tenir au courant, au moyen du stationnaire, des débarquements qui pourraient avoir lieu dans ces parages et de m'en informer immédiatement. »

Cependant, comme palliatif de ces indications pessimistes, le Maréchal ajoute :

« Les nouvelles venues de New-York par le dernier courrier au sujet des incidents, ont le même caractère rassurant que celles qui vous étaient parvenues par le courrier précédent. M. de Montholon m'écrit, à la date du 14 juin dernier, que le Gouvernement de Washington paraît devoir rester ferme dans la résolution de faire respecter la neutralité et de ne pas tolérer la soi-disant émigration.

« Mais il ne faudrait qu'une étincelle pour détruire tout le bon vouloir de l'administration de M. Johnson, laquelle serait, sur-le-champ, débordé par l'opinion publique. »

Il appert de ces extraits de documents, officiels au premier chef, combien ont été mal fondés les reproches adressés au Maréchal de ne pas éclairer son gouvernement sur la situation au Mexique ; ces informations, que je viens de reproduire à l'égard de la politique extérieure qui devait attirer la plus vigilante attention, se retrouvent dans tous ses rapports de quinzaine, à tous les autres points de vue de la situation politique à l'intérieur, où celle-ci n'était, en réalité, matériellement satisfaisante que là où se trouvaient des troupes françaises.

On peut remarquer que, dans tous ses comptes rendus et les appréciations personnelles qui les accompagnent, le Ma-

réchal se maintient dans une réserve prudente, se gardant d'optimisme comme de pessimisme. Et pourtant ce qui paraît singulier, c'est que d'autres que lui se chargeaient, volontairement ou non, de semer l'inquiétude dans l'esprit du Gouvernement français et de l'opinion publique en France.

Déjà, dès la fin de juin, le ministre de la Guerre en entretenait le Maréchal qui, dans son rapport de fin juillet, s'efforçait très sincèrement de remettre les choses au point. Dans ce document, je relève des extraits qui me semblent utiles à connaître, car ils exposent très clairement la situation des esprits au Mexique.

Le 28 juillet.

« Monsieur le Ministre,

« Le dernier courrier m'a apporté la dépêche par laquelle Votre Excellence me témoigne les incertitudes qui se manifestent en France en ne voyant pas s'approcher l'heure d'une solution de la question mexicaine. Les rapports politiques que j'adresse chaque quinzaine à Votre Excellence, et particulièrement les trois derniers, ont pour but de l'éclairer sur la vraie situation des choses. Je cherche à y éviter l'exagération qu'apporte toujours l'optimisme ou le pessimisme et j'essaie d'y reproduire les impressions que me fait éprouver l'examen sérieux et impartial de la situation.

« Votre Excellence aura vu, par le résumé de mon dernier rapport du 10 juillet (n° 79), que je constate des progrès réels au point de vue de la reprise des affaires, signalant à la fois et l'augmentation survenue depuis l'année dernière dans le revenu des douanes de l'Empire et les contrats passés avec plusieurs compagnies pour l'entreprise de voies ferrées, des lignes télégraphiques et des paquebots à vapeur. On espère que le tronçon du chemin de fer de Mexico à Puebla pourra être livré l'année prochaine. Je ne doute pas que l'achèvement de cette ligne de Vera-Cruz ne permette d'établir, sur le parcours de cette voie de communication, une population échelonnée qui en assure la sécurité, en même

temps qu'elle trouvera dans l'écoulement facile de ses produits une grande source de richesse. J'engage la commission de colonisation, à qui j'en ai donné l'idée, à la réalisation la plus prompte de ce projet. L'établissement de cet artère vital constituera, à mon sens, le point de départ d'une ère nouvelle.

« Telle est une des solutions que peut amener l'avenir. Il n'est pas besoin de dire à Votre Excellence qu'elle est l'œuvre du temps. En France, on s'est toujours fait illusion sur le Mexique, croyant que ce pays pouvait être régénéré par un coup de baguette, et que ce coup de baguette une fois donné, on pourrait abandonner l'œuvre à elle-même. Peut-être eût-on pu obtenir un semblable résultat avec un peuple tel que celui des Etats-Unis où tous les esprits portés vers le travail et les affaires, ne demandent que la liberté de se livrer à leurs occupations, et surtout où la propriété territoriale est constituée tout différemment. Il est inutile de dire à Votre Excellence que ces qualités essentielles de la race anglo-saxonne sont loin de se retrouver dans la population qui habite le Mexique. Et à cette difficulté provenant du caractère pour ainsi dire énervé qu'ont acquis les races espagnoles transplantées dans les Amériques, vient s'ajouter celle qui résulte de la prolongation indéfinie de la guerre civile dans ce pays qui a continué l'annihilation politique et productive de la race indienne.

« Il semble donc qu'il eût été facile de prévoir que l'entreprise de la génération mexicaine ne devait pas être l'œuvre d'un moment et qu'il faudrait y consacrer tous les patients efforts qu'exigent en général les entreprises humaines.

« Le mot *solution* que l'on se répète en France et qui, au point de vue de notre pays, signifie rapatriement honorable des troupes et paiement de la dette, étonne donc une oreille qui a séjourné un certain temps au Mexique.

« Il n'y a de solution que dans le temps, puisque la France, en entreprenant une œuvre telle que celle-ci ne peut l'aban-

donner qu'après son achèvement, et cet achèvement est subordonné au développement de la colonisation. »

Cet exposé de la situation est absolument remarquable, et fait honneur à son auteur, qui, d'abord, a bien jugé et qui, surtout, a eu le grand courage et la grande loyauté de la mettre sans faiblesse, sans ménagements, sous les yeux de son gouvernement, puisque celui-ci, qui se laissait aveugler et hypnotiser par les appréciations les moins qualifiées, avait besoin qu'on rendit la lumière. Aussi je ne doute pas qu'à Paris, cette déclaration formelle et dépourvue d'artifices a dû produire une impression profonde dans l'esprit de l'Empereur Napoléon et de ses ministres.

J'ajouterai que ce jugement, porté sur la transformation économique, politique et sociale rêvée à l'égard de ce pays, est principalement fondé sur la situation particulière où il se trouve, et motivé par la façon dont est conduite l'œuvre même de la régénération, c'est-à-dire par un chef d'Etat qui n'a aucune des qualités nécessaires pour accomplir une pareille tâche, qui n'a aucune volonté ferme, ni ligne de conduite suivie, et se laisse ballotter par les flots agités des passions multiples déchaînées sur le Mexique.

La solution, la seule possible en vérité, était ce que le Maréchal ne pouvait pas écrire, puisque, dès l'origine de l'entreprise mexicaine, elle était dans l'esprit de l'Empereur Napoléon, c'est-à-dire le *Protectorat*, comme il fut fait plus tard à l'égard de l'Annam, du Cambodge, de la Tunisie, et cela même par les hommes politiques qui combattirent notre œuvre au Mexique. Mais le souverain ne pouvait pas encore découvrir sa pensée, et l'opposition gouvernementale en France, aveuglée ou mal intentionnée, ne lui permettait pas de le dire. La révélation de l'indispensabilité de cette solution devait venir du Mexique lui-même, et le moment approchait où Maximilien, sentant que son gouvernement était impuissant à régénérer le pays, devait passer la main à la France qui, seule, tenait la force nécessaire pour se maintenir sur son sol mouvant et disposer des éléments inépuisa-

bles de cette colonisation indispensable qu'elle prendrait aux Américains eux-mêmes dans l'exode des Confédérés que préparaient les Gwin, les Magruder et tant d'autres patriotes Sudistes. En quelques années, la régénération eût été un fait accompli.

On prétendra que les Américains du Nord auraient opposé leur voto ! c'est une erreur. Je donnerai, plus tard, les raisons pour lesquelles ils n'auraient pas bougé. A cette époque, ils eussent agi sagement.

Je reviens encore à ce rapport, qui contient, dans un autre ordre d'idées, une importante et très juste explication de l'état de trouble que le ministre signale dans les esprits en France et qui est le résultat des appréciations privées et individuelles, constituant, en quelque sorte, la rumeur publique, inspirée par les officiers du corps expéditionnaire à qui j'ai déjà reproché leur intempérance de langage et de plume parfois irréfléchie, trop souvent voulue, malheureusement.

Le Maréchal aborde franchement l'obstacle qui se dresse devant lui sous la plume du ministre, de son chef direct, et en détermine nettement la valeur pour en réduire l'importance.

« Votre Excellence mentionne, dans sa dernière dépêche, le langage tenu par les officiers rentrés du Mexique, ainsi que les impressions fâcheuses qui résultent de la plupart des correspondances.

« J'ai, à plusieurs reprises, recommandé aux officiers du corps expéditionnaire la plus grande réserve dans leurs paroles aussi bien que dans leurs écrits. Mais Votre Excellence sait combien l'esprit de critique est inhérent au caractère français et combien la vivacité qui nous est naturelle se trouve choquée d'être soumise au régime de la patience. Les officiers rapportent de leur contact avec les Mexicains et les étrangers, des impressions qui ne sauraient caractériser l'ensemble de la situation et qui, tout entières à un point

de vue particulier, n'ont subi aucun correctif par l'examen général des progrès accomplis. »

Ces observations, formulées avec une grande justesse, un tact et une délicatesse parfaits, ramènent à la mesure qui convient l'influence que doivent avoir sur les esprits toutes ces appréciations individuelles, inspirées, du reste, par les points de vue les plus divers et souvent par des intérêts personnels.

« Ce n'est pas que la plupart de leurs impressions ne soient exactes au point de vue particulier qui leur a donné naissance. J'ai moi-même signalé à Votre Excellence, dans plusieurs de mes rapports, la décroissance progressive d'influence dont est menacé le Gouvernement de l'Empereur Maximilien; j'en ai déjà indiqué les causes à plusieurs reprises et les renouvelle ici sommairement. Elles tiennent : au changement de politique désaffectionnant ceux mêmes qui avaient appelé l'Empereur au trône; à la remise du pouvoir entre des mains appartenant au parti extrême que nous combattons, politique extrêmement aventureuse dans n'importe quel pays et surtout dangereuse dans une contrée comme le Mexique où la trahison a toujours été à l'ordre du jour;

« A la révision des biens nationaux, problême qu'il fallait nécessairement résoudre et qui devait inévitablement créer un grand nombre de mécontents;

« Au renvoi de l'armée de beaucoup d'officiers dont la solde grévait inutilement le trésor et à la venue des soldats étrangers, beaucoup moins sympathiques à la population mexicaine que le soldat français;

« A la pénurie, enfin, du trésor mexicain, laissant dans la misère une population en grand nombre de veuves, d'estropiés, de retraités de tous les régimes, accoutumée à vivre aux frais de l'Etat.

« Toutes ces causes qui, en un an de temps, ont fait tomber l'enthousiasme réel avec lequel les souverains avaient

été accueillis, ont malheureusement aujourd'hui un sentiment général plus fort que la froideur.

« Ce résultat eût pu être évité avec une main plus pratique et plus ferme, avec une ligne de conduite plus nettement tracée.

« Néanmoins, il n'y a pas lieu de désespérer encore. L'esprit humain est prompt à se décourager alors qu'il s'est fait illusion et a rêvé des résultats magnifiques ! Quels sont donc les pays qui en une période d'un an ont passé de l'anarchie à une prospérité complète ?

« Laissons donc au jeune gouvernement que nous avons créé le temps nécessaire pour qu'il s'aperçoive de ses fautes et profite de son expérience acquise. »

Ces explications, tout empreintes d'amertume qu'elles fussent, laissent briller encore dans l'esprit de leur auteur quelques lueurs d'espoir qui, hélas ! devaient bientôt s'évanouir. D'ailleurs, les considérations fort justes qu'il expose sur la situation morale, prouvent surabondamment qu'on aurait tort de faire retomber sur le Maréchal tout le poids des événements qui ont suivi ; car on ne peut vraiment pas lui reprocher l'incapacité absolue du souverain qu'on avait choisi pour régénérer ce pays !

On peut même ajouter, après l'examen attentif des dernières et si généreuses réflexions présentées par Bazaine à son gouvernement, qu'il est peut-être le dernier sur qui Maximilien eut dû oser faire retomber la responsabilité de ses malheurs et l'accuser de n'avoir pas soutenu sa cause comme il convenait. J'estime même qu'il a fallu au Maréchal une grande dose de dévouement et de magnanimité à l'égard de ce Prince pour tenir un pareil langage alors que l'opinion publique demandait qu'on en finisse. Aussi, après les attaques scandaleusement injustifiées dont cet homme a été l'objet, quelques mois plus tard, de la part de l'Impératrice Charlotte et de quelques généraux français, on est en droit de se demander où est la justice en ce monde ?

Dans ce rapport de fin juillet au ministre de la Guerre, le

Maréchal revenait sur la question américaine qui se dessinait de plus en plus dans un sens inquiétant. Malgré les assurances de neutralité venues de Washington, les troupes américaines envoyées au Texas augmentaient sans cesse; c'était maintenant 70.000 hommes. Et pourtant on ne pouvait admettre que de pareilles forces n'eussent pour objet que d'empêcher les Confédérés de passer sur le territoire mexicain; d'autant que ceux-ci, complètement désorganisés, ne formaient plus troupes. Plusieurs de leurs généraux même étaient déjà partis individuellement pour le Mexique, se rendant en Europe ou dans d'autres pays; notamment les généraux Kirley, Smith, Walker, Magruder, Allen, etc... Ce dernier, ex-gouverneur de la Sonora américaine, se proposait d'informer l'Empereur Maximilien qu'un grand nombre de familles du Texas, des meilleures, ruinées par la guerre, avaient l'intention d'émigrer au Mexique. On pouvait juger, par le mouvement qui se produisait alors, très légalement du reste, quelle eût été l'importance de celui qui se serait produit si le Gouvernement mexicain avait cru devoir accueillir l'immigration des familles sudistes. Le Maréchal adressa à ce sujet à son gouvernement les réflexions suivantes, assez suggestives à l'égard de la politique française.

« Il est probable qu'on aurait vu arriver au Mexique une émigration énorme qui aurait noyé l'élément mexicain et aurait rapidement changé la face de ce pays. C'était une politique hardie que l'Empereur n'a pas cru devoir adopter, et son entourage, peu sympathique aux étrangers, a dû prendre une grande part dans cette décision.

« Je dois, d'ailleurs, signaler à Votre Excellence le sentiment peu sympathique à la France que l'on prête aux Confédérés. Ce sentiment serait né, chez les Confédérés, après qu'ils se sont vus trompés dans l'attente d'un concours qu'ils espéraient de notre part.

« Cet espoir était d'autant plus sérieux chez eux qu'ils nous voyaient venir au Mexique et soutenir une cause ayant, à leurs yeux, une bien moins grande importance pour nous.

Ce sentiment, qu'on pourrait dire de rancune et qui est fortifié par l'esprit de convoitise naturel à tout Américain Nord ou Sud, m'est non seulement signalé de Washington, par M. de Montholon, mais encore par des lettres particulières venues de la Confédération. »

Je puis ajouter qu'il en a eu également la confirmation, à Mexico même, de la part des généraux sudistes qui s'y étaient arrêtés; j'en ai eu personnellement la preuve dans les nombreux entretiens que j'eus alors dans le salon de ma belle-mère avec le général Magruder, pourtant très sympathique à la France.

D'ailleurs, les réflexions du Maréchal à l'égard de ces sentiments sont vraiment intéressantes, car elles précisent le rôle que, dicté par son propre intérêt et celui du monde entier, la France devait remplir en soutenant la cause du Sud, qui était une cause d'indépendance encore plus sympathique que celle qu'elle avait soutenue lors de l'émancipation de la colonie anglaise de l'Amérique, puisqu'elle intéressait des contrées qui avaient été françaises.

Ce concours eût eu le précieux résultat d'enrayer l'essor de la doctrine Monroë et de changer totalement la face de nos affaires au Mexique. On savait bien que ce rôle était dans les vues de Napoléon III, mais ce souverain n'osa, ou ne put se déterminer, à prendre un parti qui aurait soulevé les colères de l'opposition française d'alors, plus soucieuse de ses passions aveugles que de son amour pour les intérêts de la France. Aussi, il était hardi de la part du maréchal Bazaine d'écrire ces lignes à son gouvernement, dont il ravivait les regrets.

D'autre part, les réflexions relatives à la colonisation qui complètent celles déjà formulées au ministre des Affaires étrangères sont pleines de justesse et de bon sens, car cette émigration pacifique était la renaissance du Mexique, d'autant que tous les émigrants ainsi offerts n'étaient plus les hordes que constituaient les soldats désarmés des légions confédérées, mais des familles entières de pionniers labo-

rieux et énergiques, des cultivateurs de race, habiles et expérimentés, qui avaient fait la richesse de la Louisiane, de la Floride, du Texas, et auraient mis en valeur les immenses territoires encore incultes du Mexique; c'était, enfin, la réalisation du grand projet que M. Gwin, appuyé par Napoléon III, avait proposé avec tant de constance, mais sans succès, au gouvernement de Maximilien; c'était encore et malheureusement l'abandon irrémédiable d'un des éléments de la solution possible de l'affaire mexicaine.

Cependant, bien qu'on ne fit, en faveur des Confédérés, rien qui put mécontenter leurs ennemis du Nord, les faits et gestes de ceux-ci commençaient à devenir inexplicables sinon encore inquiétants, et il convenait de s'en préoccuper sérieusement. En effet, quels que fussent en réalité les projets des Etats-Unis, en concentrant au Texas un nombre toujours croissant de troupes, on était obligé de reconnaître que cette armée, ainsi réunie sur la frontière et en présence de nos troupes, qu'elles fussent impériales ou françaises, n'était pas une armée ordinaire qu'un gouvernement tient dans la main et ne lance qu'à bon escient. On pouvait craindre de ce rapprochement les évènements les plus imprévus de la part d'un tel rassemblement de gens en armes, soumis aux influences brutales et irréfléchies d'une opinion publique surexcitée. Il convenait de remarquer, en outre, que cette armée était commandée par un des meilleurs généraux fédéraux.

Aussi, le Maréchal prit-il les mesures nécessaires pour n'être pas surpris par les événements et parer aux premières nécessités. Il en rend compte au ministre de la Guerre dans les termes suivants :

« Le stationnaire que j'ai placé à l'embouchure du *Rio grande* a l'ordre de surveiller le mieux possible tout ce qui se passe parmi les Fédéraux, d'observer tous les détails qui distinguent une armée envahissante d'une armée d'occupation et de me faire parvenir le plus rapidement possible l'avis de tout ce qui lui paraîtrait menaçant.

« Le général Douay se rend à San-Luis, siège de son grand commandement du Nord-Est. Le général de Castagny est arrivé à Durango, formant l'extrémité de notre front de bataille que nous présentons au Nord et qui se concentrerait très rapidement pendant que l'armée mexicaine, qui borde la frontière du Texas, ralentirait la marche de l'ennemi.

« Les officiers et les soldats confédérés commencent à abonder à Monterey. J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence copie des instructions données à M. Roblès, ministre des travaux publics, qui est parti dernièrement pour Matamoros en qualité de commissaire impérial. Ces instructions, dont j'ai obtenu à grand peine la communication, ont un caractère de généralité qui n'échappera pas à Votre Excellence. J'ai ajouté des instructions particulières au colonel Jeanningros qui se trouve à Matamoros. Je lui ai prescrit de désarmer tout ce qui se présenterait et de renvoyer en arrière de notre première ligne française, à San-Luis ou à Durango, tout ce qui avait joué un rôle dans la Confédération. Nous éviterons ainsi l'inconvénient d'avoir au milieu de nos camps un foyer d'intrigues provoquant l'orage qui pourrait se former de l'autre côté de la frontière. »

Il n'était pas possible d'être plus prudent que l'était le Maréchal pour éviter tout prétexte à difficultés.

De tout ceci il ressortait l'évidence que, dans tout le Nord du Mexique, la situation n'était pas précisément satisfaisante. L'était-elle davantage dans les autres régions de l'Empire ? Assurément non, si l'on s'en rapporte au sentiment de Maximilien lui-même qui, quelques jours seulement après les manifestations d'affection prodiguées par lui au maréchal Bazaine à l'occasion de son mariage, faisait écrire, le 29 juin, au cabinet politique du Maréchal, l'étonnante communication que je reproduis comme preuve de l'incohérence des idées et des sentiments de ce chef d'Etat.

« Je reçois des nouvelles fort alarmantes. Il faudra pourvoir à la sûreté de cette place importante de Guanajuato.

« Si le moindre scandale arrive, j'en rends responsable

le Maréchal. Il faut le dire nettement, notre situation militaire est des plus mauvaises; Guanajuato et Guadalajara sont menacés; la ville de Morelia est entourée d'ennemis; Acapulco est perdu et donne, par son excellente position, un chemin ouvert pour alimenter la guerre et pour fournir l'ennemi d'hommes et d'armes.

« Oajaca est presque dégarni; San-Luis de Potosi est en danger; du Nord, ne viennent pas de nouvelles; de manière que la position militaire est, je le répète, bien mauvaise, plus mauvaise que l'automne passé.

« On a perdu un temps précieux, on a ruiné le trésor public, on a ébranlé la confiance et tout cela parce qu'on a voulu faire croire à Paris que la guerre est glorieusement finie, que d'immenses territoires plus vastes que la France sont devenus calmes et paisibles.

« Donnant suite à ces rapports, complètement faux, on a rappelé une grande quantité de troupes; voulant ainsi gagner l'opposition, on a laissé un nombre insuffisant de soldats. D'un autre côté, on nous a fait dépenser des sommes énormes pour les mauvaises troupes auxiliaires, et en récompense d'immenses sacrifices pécuniaires, nous voyons les principales villes, centres de la richesse, menacées par des troupes audacieuses qu'on se plait à appeler *Ladrones* (valeurs), mais qui montrent un talent militaire très remarquable, profitant immédiatement des grandes faiblesses de notre position. J'appelle votre attention sur deux questions sérieuses : l'insuffisance des troupes et les sommes inouïes que cette longue et malheureuse guerre engloutit.

« Le point le plus important, pour le moment, est d'assurer les grandes villes. La perte de Guanajuato serait un malheur irréparable; la prise de Morelia, un scandale sans nom.

« A propos de Morelia, je me rappelle très bien les promesses qu'on m'avait faites l'année dernière. On parlait comme à présent du temps des pluies. On disait que l'hiver tout irait bien. On faisait mille promesses aux malheureuses

populations. Il s'est passé une année et nous voilà dans la position la plus déplorable. »

On reste confondu en lisant un pareil factum, tissu de récriminations, de reproches, dont le moindre défaut est le ton hautain, dédaigneux, incorrect, à l'égard d'une aussi haute personnalité, d'un homme aussi dévoué et, en somme, à qui ce souverain doit tout, même sa sécurité personnelle du moment.

Le plus grave, c'est le manque de jugement, de mesure, de logique et d'équité qu'on trouve à chaque récrimination, car l'Empereur est le seul, l'unique auteur de la situation qu'il critique, des événements qu'il reproche ou qu'il redoute. En somme, il tire sur lui-même. Enfin, la note la plus déplacée, la plus maladroite, je dirai même inconvenante, ressort des griefs acerbes et sournois qu'il adresse indirectemnet à Napoléon III et au Gouvernement français, dans cette phrase qui révèle tout son dépit, celui de l'Impératrice surtout, et enfin de son entourage, au sujet du départ récent du premier échelon des troupes rentrées en France : « Donnant suite à ces rapports *complètement faux*, on a rappelé une grande quantité de troupes, *voulant ainsi gagner l'opposition*; .... d'un autre côté, on nous a fait dépenser des sommes énormes pour les mauvaises troupes auxiliaires... » Quelle aberration et quelle ingratitude indigne de ce Prince !

Si le Maréchal était, par devoir, impuissant à relever comme il convenait cette offense impériale, il semble que le doigt vengeur d'une justice mystérieuse se soit plu à châtier sur-le-champ une action si abominable.

En effet, le lendemain 30 juin, le Préfet politique de Morelia, cette capitale sur le sort de laquelle Maximilien déverse ses derniers flots d'amertume et de son impertinente ironie; ce préfet, dis-je, lui adressait la lettre vengeresse que voici :

« Sire,

« La marche politique que Votre Majesté a cru devoir imprimer à son gouvernement n'a pas répondu au grand but que Votre Majesté se proposait sans doute en l'adoptant; tout au contraire, les populations l'ont vue avec une extrême défiance et les révolutionnaires avec un dédain marqué. L'enthousiasme des premières est éteint; elles sont tombées dans l'indifférence, d'où elles passeront à l'aversion.

« La révolution, dont les titres ont été reconnus par Votre Majesté de la façon la plus explicite et la plus solennelle, méprise les concessions, parce qu'elle se croit autorisée à les regarder comme de justes réparations qui lui sont dues. Elle marche à son but, rien ne l'arrête, et peut-être triomphera-t-elle dans ce département. Ce n'est pas qu'elle soit forte par le pouvoir des armes; sa force est dans la faiblesse du gouvernement. Celui-ci n'a pas de pensée fixe, il n'a pas d'ensemble dans ses mesures; l'opportunité et l'unité d'action manquent dans tout. En un mot, Sire, on cherche en vain l'intelligence supérieure qui dirige, la volonté ferme qui décide, la main vigoureuse qui exécute; le chaos est la conséquence forcée.

« Telle est la situation du Michoacan. Il convient à mon devoir comme autorité, à ma loyauté comme homme d'honneur, de l'exprimer franchement à Votre Majesté, en insistant, pour la quatrième fois, sur la démission que je donne de la Préfecture politique. Je prie Votre Majesté de l'accepter pour me sauver au moins du ridicule, qui est le sort réservé aux fonctionnaires publics de ce malheureux département.

« Le Préfet politique de Morelia,

« Atonio del Moral. »

Quelle leçon pour un chef d'Etat, pour un fondateur d'Empire, infligée par un de ses plus hauts fonctionnaires politiques, par un de ceux qui étaient le plus dévoués à sa

cause et qui, par la noblesse de son attitude et la droiture courageuse de ses sentiments, prouve qu'il était un de ses meilleurs, des plus sûrs et des plus énergiques soutiens ! Cette lettre, d'un défenseur qui brise son épée plutôt que de la laisser ternir, n'est pas seulement un réquisitoire, c'est une condamnation.

Ce Senior del Moral était un homme comme il en aurait fallu beaucoup à Maximilien, si toutefois ce Prince avait été capable de les comprendre. Ce qu'il y a, enfin, de plus grave dans cet incident, ainsi, du reste, que le Maréchal le signala dans son rapport du 28 juillet, c'est que les sentiments exprimés par ce fonctionnaire étaient partagés par la plupart de ses collègues.

Quelque dure qu'ait été la leçon, il ne semble pas que l'Empereur l'ait comprise, puisque, quelque temps après, il s'en attira une deuxième encore plus caractéristique, qui émanait d'un de ses plus dévoués et plus fidèles serviteurs, un de ceux et des principaux, venus d'Europe pour soutenir par l'épée son trône et sa couronne : ce fut le colonel Van der Smissen, commandant la légion belge, la garde de l'Impératrice Charlotte.

La page d'histoire qui a été la cause indirecte de l'incident auquel je fais allusion est trop honorable pour la brave légion belge et son digne chef pour que je ne la fasse pas revivre. D'autant que les événements se passent dans cette province dont Morelia, la capitale, tient tant au cœur de l'Empereur et lui inspirent les reproches amers qu'il adresse au Maréchal.

C'est dans cette région que, quelques semaines auparavant, un détachement belge avait subi un échec désastreux qui, du reste, avait été vigoureusement vengé par le colonel de Potier. Aussi cette répression semblant devoir assurer un calme tout au moins relatif dans le pays, le Maréchal avait retiré, pour la porter ailleurs, la garnison française de Morelia et confié le commandement des forces belges et mexicaines qui y restaient au colonel Van der Smissen, au-

quel il envoya des instructions si nettes, si précises, si conformes aux principes d'art militaire qui s'imposaient, que je crois devoir les reproduire, car elles prouvent combien étaient peu fondées les récriminations de Maximilien à l'égard de Morelia et avec quel soin et quelle prudence le Maréchal inspirait ses lieutenants; enfin, parce qu'elles ont conduit le colonel Van der Smissen à un éclatant succès, qui fut une gloire pour le corps belge.

« Etat-major général, 15 juin.

« Mon cher Colonel. — J'ai reçu, aujourd'hui, vos dépêches du 8 et du 12 juin. J'approuve les mesures que vous avez prises pour organiser à Morelia un réduit dont l'étendue soit en rapport avec la force de la garnison. C'est un travail que j'avais ordonné depuis longtemps et que je suis bien aise de voir en bonne voie d'exécution. Je vous félicite du soin que vous y avez mis.

« Depuis que vous m'avez écrit les deux lettres précitées, vous avez dû recevoir quelques renforts..... Je crois que la situation de Morelia ne doit plus donner d'inquiétudes.

« Quant à ce qui concerne les opérations à entreprendre contre les dissidents, je crois vous avoir déjà dit, qu'il ne fallait pas y songer en ce moment; la saison n'est pas favorable. Nous devons nous borner à rester sur la défensive, sauf le cas où l'ennemi viendrait menacer des points à votre portée. Je partage donc votre opinion au sujet de la dispersion des forces du général Tapia. Il importe de les concentrer et de s'établir solidement à Patzcuaro. Je crois qu'on peut aussi occuper Uruapan dont le réduit est assez bon et où les troupes mexicaines ont déjà résisté aux bandes de Regules. Quant aux points d'Ario et de Taretan, je crois qu'il faudrait les évacuer pour ne pas compromettre la garnison que vous y laisserez. Je sais combien il est pénible d'abandonner les villes qui nous sont restées fidèles jusqu'à ce jour et d'où nous tirons des ressources importantes;

aussi je ne veux pas vous donner l'ordre formel de retirer les garnisons que vous y avez. Vous jugerez vous-même la situation, tout en ne perdant pas de vue que le premier intérêt que vous avez à soigner c'est celui de vos troupes. Vous me ferez connaître le parti auquel vous vous serez arrêté.

« N'oubliez pas que je tiens essentiellement à ce que vos troupes soient réparties de telle façon que vous puissiez toujours être en mesure d'organiser une colonne mobile. C'est très important, car il faut qu'on voie que vous ne resterez pas dans votre réduit de Morélia, et que, s'il se présente une occasion de faire un bon coup dans un rayon assez limité, vous puissiez le faire.

« Recevez, mon cher Colonel, l'assurance de ma considération très distinguée.

« Le Maréchal, commandant en chef,

« BAZAINE. »

Quelques jours après cette lettre, le 19 juin, les dissidents ayant recommencé leurs agressions et menacé Uruapan, le colonel belge partit de Morelia avec une colonne mobile fortement constituée, ayant une partie de sa légion comme noyau, et entra en expédition. En même temps, d'après des ordres du Maréchal venus de Mexico, le colonel Clinchant partait d'un autre point de la province avec une colonne de zouaves, de hussards et de cavalerie mexicaine. Il entrait aussi en opération contre ces ennemis inépuisables qui semblaient sortir de terre; et, quelques jours après, se mettant en relations avec le colonel Van der Smissen, lui envoyait des instructions pour coordonner leurs opérations respectives et rejeter tout au moins l'ennemi dans les Terres Chaudes, au cas où on ne pourrait l'aborder pour le détruire. Ces opérations se poursuivirent habilement, si bien que le 16 juillet, après quelques mouvements hardis et des feintes bien conduites, le colonel Van der Smissen parvint à joindre la principale colonne ennemie, commandée par les

fameux Regules et Arteaga, les plus vigoureux chefs juaristes, colonne de 4.000 hommes avec de l'artillerie qui portait le nom pompeux d'Armée du Centre. Les généraux juaristes, confiants dans leur énorme supériorité numérique, attendirent l'attaque à la Loma, sur une très forte position. Les dispositions furent bien prises, le combat habilement, crânement conduit et mené avec une telle vigueur que rien ne put résister à l'entrain des Belges et des Mexicains combattant côte à côte. Malgré une très belle résistance et des retours offensifs énergiques, la fameuse armée d'Arteaga fut culbutée, mise en pleine déroute et poursuivie pendant deux heures. L'attaque fut tellement impétueuse qu'il y eut dans les pertes des disproportions extraordinaires. L'ennemi laissa 3 ou 400 morts, les Belges ne perdirent que 30 officiers ou hommes de troupes. Les trophées étaient des plus honorables : 200 prisonniers, toute l'artillerie, un drapeau et des centaines de fusils.

Une tache seule se produisit : un colonel mexicain, le senior Mendez, à qui le colonel Van der Smissen avait, dès le début du combat, confié une mission spéciale et importante sur un des flancs, disparut pendant l'action avec sa cavalerie et fit défaut quand on l'appela pour la poursuite. On ne le vit reparaître que le soir, plusieurs heures après la bataille. Il avait vulgairement fichu le camp, par peur évidemment, à moins que ce ne fût par trahison ; ces deux mobiles se voyaient assez fréquemment dans ces troupes.

Le colonel Van der Smissen eut l'excessive bienveillance de ne pas traiter ce joli soldat comme il le méritait. C'eût été un officier belge, il l'aurait traduit en conseil de guerre ; mais à l'égard d'un Mexicain, il fallait prendre des gants. Malgré cette précaution, l'aventure lui coûta cher. C'est ici que se greffe l'incident qui se produisit entre l'Empereur et le colonel belge.

Dès les premiers jours d'août, ce chef victorieux était de retour à Morelia, chef-lieu de son commandement ; il y reçut de l'Empereur une lettre remplie de félicitations en

termes empoulés et banals où il l'assurait qu'il saurait récompenser comme ils le méritaient ses braves soldats, mais pour lui, rien !

D'autre part, le 25 août, lui arrivaient les témoignages les plus flatteurs des colonels Clinchant et de Potier, avec lesquels il venait successivement de faire campagne et enfin, il fut informé par le Maréchal qu'il le nommait officier de la Légion d'honneur. Notre croix ne pouvait être mieux placée sur la poitrine d'un officier étranger.

Mais le revers de la médaille apparut le lendemain, sous la forme d'une communication du ministre de la Guerre mexicain lui faisant connaître que le colonel Mendez était nommé général et investi du commandement supérieur du Michoacan, que lui, colonel Van der Smissen, qui était son chef, devenait ainsi son subordonné et passait sous les ordres d'un officier qui s'était déshonoré en désertant le champ de bataille avec sa troupe. Cette mesure antipolitique, antimilitaire, antimorale même, était indigne et on a peine à comprendre que Maximilien ait pu la signer. Quelle aberration !

Le coup fut dur et cruellement senti par tous les officiers du corps belge, surtout par leur chef, directement atteint. Je laisse à cet officier le soin, par sa plume, d'exprimer lui-même avec une ironique amertume les impressions qu'il ressentit.

« Je m'étais, sans faire la moindre observation, soumis à l'autorité du général de division Vicente Rivas, que je n'ai, en vérité, jamais vu et que je ne connaissais que par ses demandes de situations; mais passer de la sorte, sous les ordres d'un ancien tailleur qui maniait encore ses aiguilles lorsque j'étais déjà capitaine et depuis longtemps chevalier de la Légion d'honneur; que le Maréchal avait placé sous ma direction et qui venait de se conduire au combat de la Loma ainsi qu'il a été expliqué; c'était trop fort !

« J'offris ma démission et tous les officiers de la légion belge firent de même... »

Cet incident, qui avait en lui-même la plus grave importance, joint à celui soulevé par le préfet de Morelia, aurait dû ouvrir les yeux les plus fermés; mais ils n'eurent aucun effet sur ceux de l'Empereur qui ne daigna même pas faire réponse à cet officier, que lui avait confié le Roi des Belges.

Le Maréchal avait bien raison d'écrire en France que Maximilien mécontentait tout le monde, même ses amis les plus fidèles.

La situation politique et militaire n'était donc pas plus satisfaisante dans l'Etat de Michoacan, à 40 lieues de Mexico, qu'elle ne l'était dans les autres provinces. La tranquillité matérielle n'existait que là où il y avait des troupes françaises; mais, dès que celles-ci s'éloignaient, des bandes se formaient ou réapparaissaient.

Au point de vue administratif, l'état des choses n'était pas meilleur. Partout on constatait des abus de fonctionnaires, des malversations, des concussions. Des dénis de justice sont prononcés, selon que les inculpés ou les accusés sont pauvres ou riches. Tout est matière à mécontentement jusqu'à l'application parfois inepte de la loi, inutile du reste, qui a découpé le territoire de l'Empire en départements remplaçant, en plus grand nombre même, les anciens états. Cette division a été faite d'après des bases géographiques, sans tenir compte des considérations ethnographiques ou ethnologiques indispensables pour le groupement des populations selon leurs mœurs et leurs intérêts. Les habitants ont protesté; les gouverneurs, les préfets ont réclamé; mais on n'a daigné écouter personne.

Tous ces faits sont signalés par le Maréchal au Gouvernement, mais celui-ci ne fait rien et le mal empire chaque jour. Enfin, l'inquiétude était partout et, dans son rapport du 28 juillet, le Maréchal expose, de la façon la plus précise, l'état des esprits surtout au point de vue plus élevé de la politique intérieure.

« Dans la capitale, les esprits s'inquiètent au plus haut degré en considérant le personnel dont s'est entouré l'Em-

pereur et auquel, malgré mes avertissements, Sa Majesté n'apporte aucune modification.

« Il serait difficile, je crois, de compter beaucoup de Mexicains ayant foi dans la stabilité de l'Empire et les uns comme les autres pensent aux différentes combinaisons que peut apporter l'avenir.

« J'ai signalé à Votre Excellence la fraction du parti conservateur qui penserait à se jeter dans les bras de la France, dans le cas où l'Empire viendrait à leur manquer.

« Une autre fraction de ce même parti représenté par le général Blanco et ayant pour chef Santa-Anna, serait en pourparlers avec Juarez et Diego Alvarez, du Guerrero, pour préparer la fusion de tous les partis et amener une entente commune contre l'Empire et l'intervention. Des émissaires auraient été envoyés à cet effet à Saint-Thomas (où est Santa-Anna), à Chihouahua (où est Juarez) et dans le Guerrero.

« La mort de Doblado est un événement heureux pour l'Empire; mais le faisceau des mécontents n'en reste pas moins constitué et mérite la plus grande attention du gouvernement.

« J'ai demandé à notre inspecteur des finances un rapport sur la situation de nos agents financiers et sur les résultats déjà obtenus par notre mission. J'ai adressé copie de ce rapport à l'Empereur pour l'éclairer sur les judicieuses et patientes observations de nos agents et sur l'importance qu'il y aurait pour le trésor mexicain à retirer de notre mission financière tous les avantages qu'on est en droit d'en attendre.

« J'espère, malheureusement, peu de ma démarche qui sera, probablement, étouffée par les conseillers de Sa Majesté. »

Ceux-ci, en effet, envoyaient directement les documents de ce genre à des soi-disant commissions d'études qui n'étudiaient rien, demandaient des contre-rapports aux fonctionnaires mexicains, apathiques, routiniers et souvent intéressés, qui ne répondaient rien.

Parmi ces conseillers dont parle le Maréchal, et qui fai-

saient le vide autour de l'Empereur, figurait depuis près d'un an, un personnage que j'ai déjà pris à partie et dont l'influence néfaste sur les deux souverains commençait à s'accuser d'une façon inquiétante : c'était le padre Fischer. Ce prêtre cosmopolite, aux transformations successives dans sa vocation cléricale, que l'Empereur avait eu la mauvaise inspiration de recueillir au cours de son grand voyage à l'intérieur et la faute, encore plus grande, d'en faire son chapelain et son directeur de conscience. Cet homme devenait le mauvais génie des souverains qu'il hypnotisait. Il doit porter la responsabilité de bien des erreurs graves. Je reviendrai, du reste, sur son compte à mesure que grandiront son pouvoir et sa tyrannie occulte. Ce premier jalon étant posé dans l'histoire de ce Fischer, je reviens au rapport du Maréchal pour en faire ressortir une note assez suggestive, que je ne veux pas laisser ignorer, car elle corrobore ce que j'ai dit déjà à l'égard du concours que l'opposition au Parlement français prêtait à nos ennemis du Mexique.

« Enfin, j'appellerai l'attention de Votre Excellence sur un rapprochement qui me paraît intéressant. Le dernier courrier nous a apporté ici le discours de M. Jules Favre, au sujet du Mexique. Immédiatement après paraissait, dans un journal de Puebla, l'*Idea Libéral*, un article que j'ai l'honneur de vous adresser et qui réclamait, comme M. Jules Favre, le recours à un nouvel appel au suffrage universel.

« Cet article a provoqué la suppression du journal. Je n'ai pas besoin d'insister sur ce rapprochement qui prouve suffisamment les relations de l'opposition avec nos ennemis, ou du moins la nuisible influence que leurs discours ont sur les esprits de ce pays. »

Parbleu ! nous le savions tous, et depuis trois ans !

En résumé, la situation générale n'était pas florissante et, pendant que le Gouvernement commençait à s'enliser dans la fondrière politique, alors que l'orage s'amoncelait à l'horizon des Etats-Unis, que partout des nuages sortaient du sol mexicain, et malgré les appréhensions que l'Empe-

reur venait de formuler d'une façon si injuste au Maréchal, que faisait Sa Majesté ? Elle fondait un Institut. Elle eut, du reste, la courtoisie d'en ouvrir les portes à plusieurs officiers français.

Cette création, peu urgente du reste, était peut-être une réponse à l'arrivée au Mexique de plusieurs missions scientifiques envoyées de France pour explorer et étudier les richesses naturelles du pays.

Une de ces missions, qui passa presque inaperçue, en raison de la nature même de ses travaux, eut pourtant des conséquences matérielles, frivoles peut-être, mais cependant intéressantes, car elles ont donné un grand développement à une des productions de l'industrie horticole d'Europe, de France surtout : c'est la commission des botanistes français venant étudier la flore tropicale.

A peine arrivés à Vera-Cruz, ses membres se dispersèrent dans différentes régions pour les explorer à divers points de vue. L'un d'eux; un des chefs de service des Serres de Paris, envoyé par M. Alphand, se consacra à l'exploration des Terres Chaudes, dans les provinces de Vera-Cruz, Tampico et Yucatan. Il fut émerveillé en présence de la végétation exubérante de ce que nous appelons les plantes vertes et, tout en les étudiant au point de vue botanique, il résolut d'en tirer un parti lucratif. Il imagina d'en faire des envois en France comme plantes d'ornement, pour nos appartements principalement. C'est de cette époque et de ces envois qu'est née, en France et en Europe, la passion des plantes vertes. Dans cet ordre d'idées, l'importation qui eut peut-être le plus de succès est celle des Orchidées. Ce fut alors presque une découverte, une révélation, pour les amateurs de fleurs rares. Notre botaniste eut l'idée de recueillir les griffes de ces plantes aériennes, aux fleurs étranges, aux formes bizarres, aux coloris variés et éclatants, toutes merveilleusement belles et de les expédier en France où elles furent cultivées et multipliées de manière à faire depuis lors la décoration la plus luxueuse et la plus riche que puisse produire la flore.

Chaque paquebot revenant de Vera-Cruz rapportait, en France, des chargements de plantes et notre homme réalisa, dans cette application commerciale de ses études savantes, un bénéfice important, presque une fortune pour un horticulteur.

J'eus, d'autre part, à m'occuper personnellement d'une autre mission, d'un ordre scientifique plus sévère sans doute, et surtout plus élevé, à laquelle je devais m'intéresser tout particulièrement. En effet, dans le courant de cette année 1865, je vis arriver à Mexico, un trio de jeunes savants dont l'ardeur semblait n'admettre aucun obstacle et auxquels je dûs aussitôt consacrer tous mes soins. L'un d'eux, Paul Pavie, était un de mes camarades d'enfance, un condisciple du collège de Poitiers; au autre, M. de Montserrat, se présentait à moi sous les auspices d'amis de ma famille; le troisième enfin, M. Dollfus, avait avec moi des relations communes qui me le recommandaient. Ces trois jeunes et fanatiques pionniers de la science, étaient des naturalistes et constituaient une mission plutôt géologique et minéralogique, et aussi géographique. Ce qui, en dehors de leurs facultés savantes, les rendaient très intéressants, c'est que, bien qu'ils fussent patronnés par le Gouvernement français, ils étaient volontaires et ne comptaient que sur les ressources de leur énergie aventureuse et de leur fortune personnelle. Un document du ministre de l'Instruction publique les recommandait au Maréchal, à qui j'eus le devoir de présenter mes trois jeunes amis. Je m'occupai, en outre, de leur faciliter tous les moyens de s'organiser pour leurs expéditions souvent hasardeuses. Il est vrai que le Maréchal leur remit des titres de recommandation et de protection pour tous les chefs militaires et les fonctionnaires civils, ainsi que pour un grand nombre de personnalités mexicaines. Une fois équipés, armés, montés, munis de serviteurs de confiance, autant que possible, et des bêtes de transport pour leurs instruments, leurs collections et leurs munitions de bouche, ils se mirent en route, restant parfois des se-

maines, des mois en exploration et revenant à Mexico pour coordonner les résultats de leurs études et se ravitailler.

C'est ainsi qu'ils étudièrent la constitution et la genèse de ce sol mexicain, si étrange dans ses formes et dans ses phénomènes géologiques. Ils firent l'ascension des grands pics où ils formulèrent des observations géodésiques complétant les magnifiques travaux de M. de Humboldt et étudièrent enfin, tout particulièrement, les manifestations sismiques des grands volcans et les dispositions géologiques de leurs cratères.

Après cette courte excursion dans le domaine de la science, je reviens à cet extraordinaire Empereur, tout occupé à installer une académie de savants et qui n'a pas encore organisé une armée qu'on lui demande depuis un an et pour laquelle le Maréchal lui avait fourni un projet complet, sur lequel il n'avait pas même daigné faire connaître son opinion.

Cependant, Maximilien venait de se préoccuper de cette grave question, mais de la plus étrange façon. Le Maréchal lui avait offert, pour présider la commission d'organisation de l'armée, le général Lhériller, un de nos généraux les plus qualifiés pour mener l'œuvre à bien. C'était un choix parfait et le général avait reçu l'ordre de se mettre à la disposition de l'Empereur; mais ce choix ne pouvait convenir à l'entourage impérial, à ces conseillers sectaires, qui avaient horreur de tout ce qui était français. Aussi l'Empereur, montrant, en cette circonstance, aussi peu de courtoisie que de tact, et sans même en aviser le Maréchal, confia au général autrichien de Thun le soin d'organiser la nouvelle armée mexicaine. C'était un comble de maladresse, mais ce n'est pas tout !

Quelques jours après, le 5 mai, Maximilien lui écrivait une lettre, stupéfiante par la cynique mauvaise foi et l'audacieuse inconscience qu'elle révèle. Qu'on en juge :

« Partageant l'opinion de Votre Excellence, qu'il faut poursuivre activement l'organisation de l'armée, et n'ayant

pas trouvé un général français ou mexicain qui eût voulu ou qui aurait pu s'en charger, je me suis décidé à la confier au général comte de Thun. »

Un prince peut-il à ce point escamoter la vérité ? Comment Maximilien ose-t-il dire qu'il n'a pu *trouver un général français* qui eût voulu s'en charger, alors qu'on lui a proposé le général Lhériller, que cet officier général était disposé à accepter, si bien que le Gouvernement français le mettait hors cadres dans ce but ?

Cependant, le Maréchal, toujours correct et patient, ne releva pas la fausseté de l'assertion impériale. Il eut encore la condescendance déférente d'envoyer à Maximilien des contre-propositions de nature à tout concilier, en utilisant quand même le concours du général français en même temps que celui de l'officier autrichien. Mais l'Empereur ne fit pas même au Maréchal l'honneur d'une réponse. Quelles manières !

C'était là encore un mauvais coup de l'abominable Eloin. Heureusement que cette mauvaise action, inspirée, machinée par ce triste personnage, allait être une des dernières, pour le moment du moins. L'Empereur, enfin désillusionné et désabusé, parut se rendre compte que cet homme lui causait les plus graves embarras. Aussi, sur les instances réitérées du Maréchal, il se décida à l'éloigner, et, vers la fin de mai, le chargeant d'une mission spéciale, il l'expédia en Europe. Quelle pouvait être cette mission ? Il n'a pas semblé que personne l'ait connue. Cependant, je ne doutai pas qu'elle se rapportait aux intrigues politiques et ténébreuses que le Prince entretenait en Autriche. Du reste, nous en eûmes la preuve plus tard par un lettre dudit Eloin, *agent secret*, qui, par une circonstance fortuite, sortit de la voie mystérieuse, qui devait la conduire à sa destination impériale et, par le plus étrange des hasards, parvint entre les mains étonnées d'un fonctionnaire diplomatique français aux Etats-Unis.

En tout cas, nous étions, pour le moment, débarrassés de

M. Eloin; mais nous allions retomber de Charybde en Scylla avec le père Fischer, dont j'ai déjà signalé la néfaste intrusion dans la confiance de l'Empereur.

L'organisation de l'armée impériale paraissait donc compromise encore une fois, et il était vraisemblable que le général autrichien, qui ne connaissait rien du pays, pût parvenir à produire une œuvre utile et durable.

Pourtant, il y avait urgence à tirer parti de toutes les forces vives militantes qu'on pouvait grouper au Mexique, car on devait déjà prévoir des événements dont le poids serait peut-être un peu lourd pour le corps expéditionnaire français déjà diminué d'une brigade. Maximilien était absolument coupable. Si, dès le début de son règne, il avait confié au général en chef français le soin d'organiser sérieusement toutes les forces combattantes dévouées à sa cause qu'il tenait dans ses mains et dont il connaissait complètement les mœurs, l'esprit et le tempérament, il disposerait, en ce milieu d'année 1865, d'une véritable armée, convenablement commandée, pouvant présenter un front de 40.000 hommes susceptibles de se mesurer honorablement avec toutes les troupes dont pouvaient disposer alors les Etats-Unis d'Amérique.

Si, d'autre part, ce souverain n'avait pas gaspillé les fonds dont il avait la disposition, en traitements que dévoraient, sans profit, une nuée de fonctionnaires, la plupart inutiles pour le moment, nuisibles, prévaricateurs ou traitres, enfin en dépenses superflues de toutes natures, les troupes, régulièrement payées, auraient montré une fidélité et une confiance qu'elles eussent communiqué au pays rallié à l'Empire. Les Américains, devant cette force sérieuse, appuyée sur 5.000 soldats européens et 30.000 baïonnettes françaises, des meilleurs, auraient compris de quel poids léger pèseraient dans la balance des combats les 70.000 hommes, plus noirs que blancs, qu'ils avaient accumulés au Texas et n'auraient pas osé essayer d'intimider la France. Mais, très bien informés de ce qui se passait à Mexico, où ils avaient des

agents secrets, ils savaient que cette situation n'existait pas et tenaient pour quantité négligeable toutes les forces impériales. Dans ces conditions, le Gouvernement de Washington, entraîné par la soldatesque turbulente et embarrassante que lui laissait la guerre civile, assuré enfin qu'il trouverait à Paris des défenseurs et des appuis plus ardents que patriotes, crut pouvoir parler avec hauteur au Gouvernement de la France.

Le 26 juillet, le ministre des Etats-Unis remettait au ministre des Affaires étrangères à Paris une note peu bienveillante pour l'Empire de Maximilien. Tout en déclarant que son Gouvernement avait prescrit au général commandant les troupes américaines au Texas, de s'abstenir de tout acte hostile sur le territoire mexicain; il ajoutait le restrictif suivant : « A moins *d'ordres différents que les circonstances pourraient déterminer de la part du Gouvernement de Washington.* » « In cauda venenum ! »

Cette démarche fut un gros avertissement pour le Gouvernement français, qui commença à entrevoir la possibilité d'événements plus graves. Napoléon III, dont le chauvinisme, surexcité par ce coup de fouet, sembla faire taire sa prudence habituelle de politicien intérieur, obligé de compter depuis quelque temps avec un parti d'opposition antifrançaise, fut tenté de relever le gant. Il écrivit au Maréchal dans des termes qui rappelaient les belles époques de notre fierté nationale. C'est ainsi qu'il disait, le 17 août : « ... Il faut donc que vous preniez vos dispositions en conséquence et, si jamais les Etats-Unis veulent envahir le Mexique, le seul parti à adopter serait d'évacuer tous les points qui sont à la circonférence et de prendre position en un endroit central. Il faudrait laisser s'épuiser les envahisseurs par des marches longues et difficiles, dans un pays malsain et privé de ressources, et tomber avec toutes vos forces réunies sur un ennemi fatigué et probablement divisé. » Voilà le bon langage que devait tenir un Napoléon. Mais j'ai toujours regretté qu'en réponse aux menaces éventuelles que lui adressait assez

brutalement le ministre américain et que paraphrasant ce langage même, il ne lui ait pas répondu que : « De son côté, il était assuré que les troupes françaises s'abstiendraient de tout acte hostile sur le territoire américain, à moins toutefois que le Gouvernement français ne soit, un jour, obligé d'envoyer des ordres différents dictés par les circonstances. » J'ai toujours eu lieu d'être persuadé que, devant une telle réplique, le Gouvernement de Washington eût manifesté des intentions plus conciliantes qui auraient assurément modifié le caractère des événements au Mexique.

Les recommandations de Napoléon III, marquées au double sceau d'une bonne stratégie et d'une sage prudence, trouvèrent bon entendeur; car le Maréchal n'était pas homme à se laisser surprendre ni dévorer par ses turbulents voisins. Il avait déjà arrêté les mesures nécessaires pour diminuer l'éparpillement de ses troupes.

C'est ainsi qu'après que le général Douay, revenu de France, fut parti de Mexico pour rejoindre le poste de son haut commandement, le Maréchal lui avait donné des ordres pour concentrer les troupes de sa division.

Cependant, contrairement à son principe de concentration et sur les instances réitérées de Maximilien, le Maréchal prescrivit au général de Castagny d'envoyer une colonne dans la province de Chihuahua, afin de chasser le président Juarez de cette capitale pour l'obliger à gagner la frontière américaine et à abandonner le territoire du Mexique. Il stipula qu'il n'entendait pas qu'on se lançât à l'aventure en le poursuivant, et, qu'au contraire, après avoir déterminé le départ de Juarez de Chihuahua, il voulait que le général Brincourt, chargé de ce soin, se repliât sur Durango, centre de concentration de la division Castagny. Le Gouvernement impérial espérait que l'abandon du pays par Juarez pourrait être considéré comme une abdication, qui déterminerait, sans doute, la reconnaissance du Gouvernement de l'Empire par les Etats-Unis. Mais cette espérance de Maximilien fut vaine, comme tant d'autres.

Juarez, qui avait quitté Chihuahua, le 5 août, bien avant l'arrivée de nos troupes, se réfugia sur la frontière, à Paso del Norte, où, bien que perdu dans le désert, il déclara qu'il ne désertait pas sa cause et tenait toujours son drapeau déployé. Le général Brincourt ne le poursuivit pas et resta à Chihuahua où il s'établit fortement en attendant de nouvelles instructions.

D'autre part, le Maréchal se préoccupait d'utiliser les ressources en hommes que produisait déjà l'émigration des Confédérés américains, pour les opposer, en cas d'éventualité, aux entreprises des Fédéraux, leurs ennemis d'hier. En effet, l'infiltration au Mexique des soldats vaincus du Sud, se poursuivait d'une façon importante, et, pour éviter qu'un grand nombre d'entr'eux ne s'enrôlassent dans les bandes juaristes, il prescrivit au général Mejia, à Matomoros, d'étendre ses troupes le plus loin possible, le long du *Rio del Norte*, pour recueillir ces éléments de recrutement et les incorporer dans ses troupes. Il avait, en outre, donné des ordres pour accepter l'engagement volontaire, dans notre Légion étrangère, de ceux qui viendraient se réfugier au Mexique, et cela au même titre que les autres étrangers européens. En rendant compte de ces dispositions à son ministre de la Guerre à Paris, le Maréchal en expose les raisons et les avantages, dans son rapport du 10 août, où on trouve formulée une considération intéressante à l'égard de ces contingents provenant des troupes sudistes qui, selon lui, peuvent s'élever à un chiffre considérable et constitueraient une sérieuse ressource au cas où un conflit éclaterait avec les Etats-Unis. A ce sujet, il écrit : « Quoi qu'il en soit, si cette guerre doit devenir inévitable, on est forcé de reconnaître, avec les Confédérés venus à Mexico, que jamais probablement le moment d'une guerre ne sera plus favorable à la France que dans les circonstances actuelles. »

Il convient de remarquer que cette appréciation se croisa, en mer, avec les instructions presque belliqueuses que, le 17 août, Napoléon III envoya au commandant de ses troupes

au Mexique, instructions que j'ai déjà signalées et qui contenaient cet avis caractéristique : « Je vais m'occuper, avec le ministre de la Guerre, de ce que nous pourrons faire pour accroître insensiblement vos forces. » Il faut reconnaître, du reste, qu'à ce moment, la situation s'était déjà accusée comme très pessimiste, et, alors que l'Empereur envisageait la possibilité d'un conflit, le Maréchal se sentait animé de sentiments analogues; car il communiquait dans ses rapports, écrits à la même date, des informations qui ne pouvaient que confirmer ses craintes : « Bien que la guerre avec les Etats-Unis, si elle doit éclater, soit plus à désirer aujourd'hui que plus tard, je ne ferai pas moins tous mes efforts pour la conjurer, s'il est possible. »

A l'appui de cette hypothèse, le Maréchal signale des faits. C'est ainsi qu'il expose à son Gouvernement le cas suivant : « Un chef juariste, dit le général Cortina, celui même dont on avait déjà voulu réclamer les canons et les rifles, commandant de nouveau à un millier d'hommes et tenant la campagne aux environs de Matamoros, est un jour battu par les troupes impériales, près de la frontière. Il franchit encore une fois celle-ci avec tout son monde en armes et se réfugie sur le territoire américain, à Brunswill même, le quartier général de l'armée des Etats-Unis. Là, il est reçu avec sollicitude, ses blessés sont soignés dans les hôpitaux militaires, il se refait, se réorganise, recrute même des flibustiers pour reconstituer ses effectifs, puis repasse sur la rive mexicaine où il attaque les troupes impériales et leur inflige un grave échec. »

Il y avait là une violation flagrante de la neutralité caractérisant un état d'esprit qui, en d'autres circonstances, aurait pu amener un conflit, toujours à redouter. Malgré ces sentiments hostiles, qui se manifestaient en toutes occasions, les Américains ne semblaient pas devoir, cependant, oser rompre brutalement avec le Gouvernement de Maximilien et l'intervention française; mais ils cherchaient à faire naître des événements de nature à leur forcer la main en

apparence. C'est ainsi qu'au sujet de l'armée réunie à Brunswill, en face de Matamoros, et du rôle qu'elle avait à remplir, le Maréchal écrivait, au mois d'août, dans son rapport politique : « D'après l'opinion de la frontière, on prête aux Américains le projet d'entretenir le flibustiérisme dans les départements du Nord, afin d'encourager la résistance dans les départements de l'intérieur, d'obliger les forces de l'intervention à dégarnir le Nord pour combattre les ennemis du centre. Ils obtiendraient ainsi le résultat de faire prononcer contre l'Empire, les départements limitrophes qui réclameraient leur appui. Et ils diraient à l'Europe que la majorité du peuple mexicain, se prononçant contre la force qui leur a imposé l'Empire, demande leur protectorat et les oblige ainsi à l'intervention. »

Telle était la note qui résonnait sur les rives du *Rio del Norte*, entre les deux éléments d'action qui pouvaient entrer en conflit. Quelle était donc, d'autre part, celle qui vibrait à Washington, à New-York, là où battait le cœur du peuple américain, fédéral du moins ? Voici ce que le Maréchal écrivait à son ministre de la Guerre : « ... La question des Etats-Unis est restée la question brûlante du moment. La dépêche que j'ai reçue de M. de Montholon, en date du 30 juillet, semble laisser voir que notre ministre à Washington perd peu à peu cette espèce de demi-confiance qu'il nourrissait en faveur de la neutralité pacifique. Sa dépêche, d'accord cette fois avec l'opinion généralement accréditée à Mexico, peut se résumer ainsi : « La guerre étrangère est à l'ordre du jour aux Etats-Unis ; le Gouvernement lutte pour éviter la guerre, afin de ne pas augmenter la dette publique, qui s'élève déjà à plus de quinze milliards de francs ; mais il n'est pas assez fort pour s'opposer aux cris que l'on profère, particulièrement dans l'armée, laquelle est encouragée dans le sens de la guerre par son chef, le général Grant.

« Il y a donc toujours lieu, pour le Mexique, de songer à la possibilité d'une guerre avec les Etats-Unis, d'autant plus que la question du suffrage universel dans le Sud agite vi-

vement les esprits et qu'on doit considérer comme probable que les prochaines élections ne se feront pas sans effusion de sang. Il y aura donc une chance de plus pour que le Gouvernement se laisse entraîner par le mouvement général, qui porte à la guerre, afin de détourner le courant des esprits et d'éviter que l'anarchie ne vienne achever la ruine de ce malheureux pays... »

Dans ces conditions, morales pour le moment, la concentration de nos troupes conçue en principe par le Maréchal et indiquée par l'Empereur, s'imposait. Il importait, notamment, de rapprocher de notre base d'opération la colonne du général Brincourt que, sur les instances de Maximilien, on avait dû envoyer à Chihuahua pour en faire partir Juarez. Cette capitale se trouve à 300 lieues de Mexico et est séparée des points menacés, moralement toujours, par l'armée américaine de Brunswill, par 150 lieues d'une vaste contrée en partie impénétrable, tel que le désert de Mapimi qui a, en tous sens, plus de cent lieues d'étendue et est prolongé par d'autres déserts de moindre importance où on ne trouve pas d'eau et encore moins d'habitants. Les conditions que présentent ces immenses territoires rendent toute opération impossible pour des troupes, surtout si elles sont nombreuses. A cette époque même, le général juariste Negrete fut obligé de traverser cette immense solitude de Mapimi et il y perdit par la faim, la soif et la désertion, les deux tiers de sa troupe.

En conséquence, le Maréchal dût donner l'ordre au général de Castagny de rappeler la colonne Brincourt et de lui prescrire de s'établir à Durango, à 150 lieues en arrière. Il fit connaître à son général de division les motifs de cette opération, qui allait produire les plus fâcheuses conséquences; mais il ne put permettre que ces motifs fussent divulgués.

L'obligation de garder ces considérations secrètes vis-à-vis de tout le monde, même du Gouvernement de Maximilien, créa au Maréchal, qui semblait porter seul la responsabilité

de la concentration des forces françaises, une situation des plus difficiles, des plus compromettantes même. L'exécution des mesures prescrites produisit des mécontentements, justifiés en apparence, des colères violentes et même les accusations les plus graves sur les projets et les intentions qu'on était porté à lui prêter pour l'avenir. Aussi, de tous côtés, s'élevèrent des clameurs, des réclamations, des protestations émanant des gouverneurs des provinces abandonnées, des préfets des département laissés à la garde illusoire des troupes impériales. Des protestations, enfin, furent adressées à Maximilien qui en éprouva un profond ressentiment. Son entourage et le Gouvernement se répandirent en imprécations contre le Maréchal français qu'on accusa sourdement de vues ambitieuses personnelles. Hélas ! le malheureux en était bien incapable ! Il dut pourtant garder le silence, tout en continuant, avec une résolution inflexible et un calme parfait, à remplir le devoir bien lourd de garantir à la fois l'honneur et la sécurité de nos armes au Mexique, en se conformant strictement et quand même aux ordres de son souverain.

Ce qui fut autrement grave pour son âme et son cœur de soldat discipliné et de chef bienveillant, c'est que cette situation eut un contre-coup funeste chez quelques-uns de ses subordonnés, et des plus haut placés, que l'inconnu incompréhensible dans lequel on les lançait poussa presque dans les bras de l'indiscipline. Il se produisit alors un incident profondément douloureux, mais dont les conséquences furent paralysées grâce à l'extrême bienveillance du Maréchal, très affecté du cas dans lequel s'était mis un de ses généraux les meilleurs et pour lequel il avait la plus affectueuse sympathie. C'était le général Brincourt qui préférait « briser son épée que de la tacher ».

En effet, envoyé à Chihuahua pour en chasser Juarez, il s'était établi dans cette grande cité, laissant ainsi supposer aux habitants que les troupes françaises ne les quitteraient pas. Aussi, lorsqu'il reçut l'ordre d'évacuer ce pays pour se

retirer sur Durango, abandonnant aux plus redoutables éventualités les populations qu'il était venu protéger, il fut pris d'un accès de découragement et de désespoir indigné qui lui imposèrent une détermination des plus regrettables, condamnable même, mais cependant digne de pitié et d'admiration. Il préféra commettre un acte d'indiscipline qu'un acte de félonie à l'égard des populations auxquelles il avait garanti protection; il trouva plus digne de manquer aux devoirs de la subordination que d'infliger ce qu'il considérait comme une humiliation à son drapeau et aux troupes qu'il était obligé de ramener en arrière sans y voir des raisons péremptoires ou impérieuses.

Le général Brincourt remit son commandement au colonel Carteret, le plus ancien des chefs de corps de sa brigade, et écrivit à son divisionnaire, le général de Castagny, une longue lettre où, sous l'inspiration outrée mais dénaturée des sentiments les plus nobles, se dégage le plus regrettable esprit d'indiscipline. Il demande à être relevé de son commandement si le Maréchal ne revient pas sur les ordres qu'il a donnés pour une concentration *que rien ne justifie*. Si on ne fait pas droit à sa réclamation, *il donnera sa démission*.

Lorsque cette lettre, transmise par le général de Castagny, parvint à Mexico, on se demanda si le général n'avait pas eu un moment d'égarement. Le Maréchal en fut profondément affecté; mais il ne voulut voir dans cette protestation enflammée d'un de ses subordonnés qu'une exagération des sentiments les plus élevés formulés avec une grande loyauté. Aussi quand le général Brincourt arriva à Mexico, décidé à rentrer en France, le maréchal Bazaine l'accueillit avec bonté et le garda auprès de lui, l'assurant qu'il lui donnerait l'occasion de prendre une magnifique revanche si les grands événements dont il envisageait la possibilité venaient à se produire. Cela se passait en fin de novembre.

Ainsi fut clos l'incident Brincourt dont la cause résida uniquement dans l'obligation où se trouvait le Maréchal de concentrer ses troupes en prévision des éventualités pouvant

surgir du côté américain, et en exécution des instructions de l'Empereur Napoléon appuyées sur les mêmes causes.

Du reste, cette évacuation de Chihuahua était si bien la conséquence des appréhensions nécessitant la concentration, que je trouve, dans une lettre du Maréchal à l'Empereur, en date du 27 juillet 1865, les indications suivantes : « J'espère que Juarez, fatigué par ses pérégrinations, finira par quitter le sol mexicain, ce qui facilitera aux Etats-Unis la reconnaissance de l'Empire et ôtera tout drapeau légal aux dissidents encore en armes. Si aucun événement ne vient se mettre en travers, les troupes de Votre Majesté entreront à Chihuahua vers le 15 août au plus tard. Dès que l'autorité impériale y aura été reconnue et que des forces mexicaines y auront été organisées, les *troupes françaises reviendront sur Durango*. »

D'autre part, dans une autre lettre à l'Empereur, le Maréchal écrivait le 9 novembre, après avoir fait donner l'ordre au général Brincourt de revenir sur Durango : « Juarez serait toujours sur la frontière mexicaine, prêt à rentrer à Chihuahua dès qu'il en trouvera l'occasion; je suis donc obligé de laisser une colonne dans cet Etat pendant deux mois environ, jusqu'à ce que son organisation administrative et militaire soit assez vigoureuse pour n'avoir rien à craindre d'un retour offensif des Juaristes. Cependant, en cas d'une invasion par des forces américaines, le commandant de cette colonne a pour instructions de se replier sur Durango sans attendre de nouveaux ordres. »

Ces dispositions prouvent que le général Brincourt a un peu perdu la tête et s'est trop pressé de croire abandonnées les populations de Chihuahua.

Après avoir exposé l'incident Brincourt, il n'est pas sans intérêt de faire connaître comment il a été apprécié et surtout interprété par un autre officier général dont j'ai déjà signalé les intempérances de plume, le général Douay. Voici ce qu'il écrivait à son frère, le 4 janvier 1866, de San-Luis de Potosi, siège de son commandement :

« Je ne sais pas ce qui est advenu du différend de Brincourt avec le Maréchal; c'est le second général, après Lhériller, dont le Maréchal se défait. Tous deux étaient des hommes de valeur et de distinction. Ceux-là ne font pas son affaire, il préfère des incapacités notoires, mais sans caractère; ils secondent mieux ses soi-disant plans habiles qui se réduisent à du gâchis préparé dans du galimatias. » Etrange façon d'écrire l'histoire pour un général de division, surtout quand celui-ci commence par déclarer *qu'il ne sait pas !* Prétendre que le maréchal Bazaine a voulu se défaire du général Brincourt, alors qu'il l'a conservé auprès de lui, bien que ce général se fût mis dans le cas d'une disgrâce absolue, c'est inqualifiable. Et quel langage à l'égard de son chef qui, à la tête d'une division, gagnait des batailles alors que lui était encore colonel.

Dans l'esprit inquiet et envieux du général Douay, c'était devenu un parti pris de critiquer, de déprécier son chef. Ces sentiments blâmables m'ont toujours paru inspirés par une jalousie vraiment injustifiée, bien mal placée, qui semble remonter au siège de Puebla où les circonstances ont voulu que le général Bazaine eût des succès éclatants, alors que les événements ne permirent pas au général Douay de mettre en relief les qualités militaires de toute sorte qu'il croyait posséder. Il n'en fit cependant pas montre, au cours de cette fameuse nuit, la deuxième après l'investissement complet de Puebla, où il laissa s'échapper à travers les mailles du réseau d'investissement assuré par sa division, secteur nord, toute la cavalerie de l'armée mexicaine que nous venions d'enfermer dans la forteresse, c'est-à-dire 3 ou 4.000 cavaliers qui passèrent dans son filet probablement mal tendu ? Il a dû s'empresser d'oublier ce haut fait négatif.

Du jour où cet officier général eut en poche une lettre de service lui donnant éventuellement le commandement suprême, au cas où le Maréchal ferait défaut, cette jalousie se transforma en une animosité sourde mais systématique des plus dangereuses et fort regrettable. J'aurai l'occasion,

malheureusement, de revenir sur ces attaques ténébreuses et injustes que le général Douay ne cessa d'entretenir d'une façon inqualifiable jusqu'à la fin de notre intervention au Mexique. Ces attaques déloyales, dont on ne pouvait soupçonner alors la gravité, contribuèrent à rendre très difficile la tâche finale du maréchal Bazaine, et faillirent même compromettre au plus haut point sa situation.

Du reste, à cette époque, un vent de fronde commençait à souffler un peu partout, depuis que les affaires se gâtaient, que des difficultés surgissaient de toutes parts et que les dispositions que commandaient les événements ne pouvaient satisfaire tout le monde. La malignité des caractères aigris apparut principalement dans la population, surtout dans la société gouvernementale, qui se prenait à critiquer à tort et à travers et à appliquer inconsidérément les responsabilités. Mais si ce désordre intellectuel, cette anarchie morale, qui régnaient dans les esprits, si cette lèpre de discorde avait déjà fait quelques taches dans notre armée, elle n'avait pas épargné non plus nos fonctionnaires civils, nos agents financiers et autres, qui se laissaient parfois influencer par le milieu ambiant indigène. Au lieu de marcher unis dans la voie des intérêts français, en se groupant autour du chef suprême de l'intervention, il y avait des fonctionnaires, et des plus haut placés qui, dans l'ombre, sortaient de la voie loyaliste, cabalaient sourdement et suivaient trop complaisamment des influences extérieures ou des intérêts, des sympathies personnelles contraires à l'intérêt général de la cause française.

Le Maréchal eut-il connaissance de ce fâcheux état de certains esprits ? Assurément. Cependant, je n'en ai jamais eu la preuve personnelle, car il savait maîtriser ses impressions et les tenir secrètes. Ce que je sais bien, cependant, c'est qu'il avait connaissance de certaines rumeurs calomnieuses et diffamatoires que colportaient les langues hostiles. Moi-même, j'ai eu l'occasion et la franchise hardie de lui en faire connaître quelques-unes, et des plus cruelles.

C'était, je crois, au commencement de 1866, je l'accompagnais, dans l'après-midi, à sa promenade quotidienne au Paseo; nous étions seuls dans son coupé et causions de la situation générale, qui était devenue inquiétante. Le Maréchal se plaignait des difficultés qu'on faisait naître journellement sous ses pas et de la mauvaise foi de certains partis politiques, de la déloyauté de personnages gouvernementaux : « On a beau m'attaquer, disait-il, je n'ai rien à me reprocher, je fais ce que je crois de mon devoir, en me conformant aux instructions que je reçois de l'Empereur, de mon Gouvernement, et je n'ai rien à craindre. » — « Pardon, Monsieur le Maréchal, on emploie les moyens les plus infâmes pour expliquer les actes qu'on vous reproche ou qu'on critique dans certains milieux, et on répand les assertions les plus graves contre lesquelles on doit absolument se garantir. Vous êtes attaqué dans votre dignité personnelle, dans l'ombre aujourd'hui, mais plus tard, sans doute, vous le serez au grand jour et je pense, avec tous ceux qui vous sont dévoués, que vous devez prendre vos précautions, dès maintenant, pour l'avenir. La calomnie opérant dans l'ombre fait toujours des victimes. Et puis, vous ignorez, évidemment, la gravité des infamies qu'on colporte. Comme vous nous avez toujours dit que vos aides de camp devaient vous dire tout ce qu'ils apprenaient, que je n'y ai jamais manqué, je vous demande la permission de vous répéter deux bruits tellement abominables que si vous ne prenez pas vos précautions dès à présent et n'écrasez pas la calomnie, il sera bien difficile plus tard de conjurer ses effets. Ainsi, on raconte que c'est vous qui commanditez le grand magasin français, « A los precios de Francia » (aux prix de France), que tient Louise, la modiste, que connaissent si bien tant d'officiers. » — « Ah ! c'est trop fort, s'écria le vieux soldat indigné, avec quoi donc pourrais-je faire un pareil métier ?. » — « Mais, Monsieur le Maréchal, ce n'est pas pour moi que vous devez protester, ce n'est pas moi ni mes camarades que vous devez convaincre. Et puis cette autre monstruosité :

on prétend que vous avez reçu un million des Américains, pour faire en sorte que nous laissions l'Empire sans moyens de résistance; c'est insensé, mais ça se dit et c'est trop. » — « Mais, mon enfant, je n'ai pas le sou et on verra bien que je n'en ai pas ! » Et sa voix tremblait d'une émotion que j'étais tout troublé d'avoir provoquée. Pourtant, avoir rendu service, si hardi que ce fût, à cet homme si puissant et qui, sur un pareil terrain, se trouvait désarmé, me paraissait le plus impérieux des devoirs, et je ne regrettai pas mon audacieuse franchise. Le Maréchal, très ferme, me prit la main et me dit : « Blanchot, vous avez bien fait de me dire cela; mais on ne pourrait pas prouver ce qui n'est pas ! » — « Evidemment, Monsieur le Maréchal, cependant prenez vos précautions et défendez-vous. » Que fit-il ? Je ne l'ai jamais su; mais ce qui est certain c'est que les commérages et les rumeurs malveillantes continuèrent à circuler dans l'ombre et à compliquer la marche des affaires en rendant les relations difficiles. Si les sentiments d'opposition ou de résistance du parti hostile à l'action française qui s'agitait autour du gouvernement de Maximilien, atteignaient quelques esprits chagrins dans les cadres élevés de l'armée, ils pénétraient également, plus encore même, dans la pensée de quelques fonctionnaires civils, également haut placés, ce qui portait une atteinte grave à la conduite des affaires et compromettait l'action de la France. Ces effets m'ont alors paru se faire sentir particulièrement dans le rôle de notre diplomatie à Mexico.

Lorsque naquit la question américaine, le Gouvernement français crut sage et utile d'envoyer pour le représenter à Washington, le marquis de Montholon, alors ministre de France à Mexico. Cette combinaison diplomatique était heureuse, car M. de Montholon, en dehors de ses qualités personnelles de diplomate habile, conciliant et sympathique, avait le double avantage, dans les circonstances du moment, de connaître à fond les deux partis en conflit naissant : les Etats-Unis, où il avait déjà représenté la France et où il

s'était marié; le Mexique où il avait pris la succession détestable de M. Dubois de Saligny, qu'il avait, du reste, puissamment contribué à améliorer. La solution donnée à cette première partie de l'équation était sage, logique et profitable; mais celle concernant la deuxième qui comportait le remplacement de M. Montholon à Mexico, l'était-elle également? Je ne le pense pas. M. Drouin de Lhuys, notre ministre des Affaires étrangères, avait commis une faute que le précédent créé par M. Dubois de Saligny aurait dû faire éviter. Si ce diplomate n'a pas rempli sa mission d'une façon satisfaisante lorsque l'intervention eut commencé son action politique au Mexique, s'il eut une attitude répréhensible et nous créa des difficultés, c'est parce que depuis longtemps au Mexique il s'y était créé, avec un parti politique, des relations qui lui firent commettre les fautes les plus graves et nous suscitèrent des embarras tels qu'on dut le rappeler. Or, qui donc M. Drouin de Lhuys avait-il choisi pour mettre à la place de M. de Montholon ? M. Dano, un diplomate de carrière, mais dont une partie de la carrière s'était faite à Mexico comme premier secrétaire de légation et qui s'était créé, lui aussi, au Mexique des relations souvent embarrassantes pour un agent diplomatique. En outre, il y avait laissé un assez fâcheux souvenir dans l'esprit d'un grand nombre de Français résidant au pays, à propos d'une affaire grave qui, en son temps, avait ému l'opinion publique en France où on n'avait jamais bien connu les circonstances du drame qui la termina, bien que cependant elles motivèrent un échange de notes diplomatiques entre le Gouvernement français et celui de Mexico. Cette histoire fut celle d'un Français intrépide et entreprenant, de la race des fondateurs de nos vieilles colonies et le précurseur de nos illustres explorateurs de ces derniers temps : le comte de Raousset-Boulbon. La fin tragique de sa carrière aventureuse et chevaleresque, je la tiens de M. Salar, cet ancien officier de marine français dont j'ai parlé. Il fut l'ami, parfois même le compagnon des exploits de

Raousset-Boulbon et mêlé aux derniers événements auxquels je fais allusion à propos de M. Dano.

Raousset-Boulbon, après avoir parcouru l'ancien Mexique, tenta d'y établir, dans la Sonora, une colonie française. Après avoir triomphé de nombreuses difficultés de toutes sortes, avec la population et les autorités locales, il était sur le point de réussir, lorsqu'il fut entravé par des rivalités locales qui parvinrent, à force d'intrigues, à faire considérer ce Français comme un aventurier rebelle, un conquérant dangereux pour le gouvernement de Mexico, qui le fit passer en jugement et condamner à mort. Aussitôt, la colonie française de la capitale fit les démarches les plus pressantes pour obtenir que l'exécution n'eût pas lieu et qu'on se bornât à l'expulsion de ce vaillant compatriote. La légation de France fut énergiquement sollicitée pour agir. On savait absolument que la moindre démarche venant d'elle aboutirait à une mesure plus juste et plus clémente, mais cette démarche ne fut pas faite. Le ministre de France était alors absent et M. Dano était chargé d'affaires.

L'ordre d'exécution fut envoyé en Sonora. Alors, Salar, informé de la nouvelle, se trouvait en ce moment sur la côte du Pacifique. Il sauta à bord d'une barque de flibustiers et fit voile pour San-Blas, où se trouvait Raousset-Boulbon. Il avait en mains le moyen infaillible de sauver la vie de son ami. Mais il arriva quelques heures trop tard.

En me faisant le récit de ces douloureux événements, Salar était encore secoué par un regain farouche d'émotion vengeresse, et il ajouta que M. Dano ne s'était pas prêté à la moindre démarche, parce qu'il existait, entre Raousset-Boulbon et lui, une animosité personnelle résultant d'intrigues galantes dont les atomes crochus s'étaient heurtés lors des séjours que Raousset-Boulbon avait fait à Mexico.

Tel est le mauvais souvenir, conservé par les Français d'alors, qui devait être d'un mauvais présage pour l'action future de ce nouveau représentant de la France dont les pas-

sions personnelles semblaient dominer l'indépendance qu'exigeait sa charge.

Il est incontestable que durant l'exercice de M. de Montholon, le ministre de France marcha avec le Maréchal la main dans la main, avec une correction parfaite pour le plus grand bien de la conduite politique de l'intervention. Il n'en fut pas de même après l'arrivée de M. Dano, qui ne comprit pas, ou ne voulut pas comprendre, son rôle et manifesta une indépendance regrettable à l'égard du Maréchal dans ses relations avec les principaux fonctionnaires que le Gouvernement français avait envoyés pour coopérer à la réorganisation de l'administration et des finances, qu'il importait, à tout prix, de faire sortir du désordre et de la dilapidation.

Dans cet ordre d'idées principalement, le Maréchal s'efforçait de maintenir dans la voie tracée par les intérêts français, les financiers envoyés de France; mais cette mainmise de l'administration financière ne convenait pas au gouvernement de Maximilien ni à un parti mexicain qui ne voulait pas sacrifier ses intérêts personnels et ceux de sa politique à l'économie qui s'imposait. En outre, une hostilité sourde mais systématique et intraitable était entretenue par le ministre des Finances et tout le personnel mexicain qui était chargé de la gestion financière de l'Empire. Tous ces agents, ces fonctionnaires qui n'avaient recherché des emplois dans l'administration financière que « pour se refaire », se refusaient à reconnaître et à subir le contrôle des agents français, envoyés, précisément, pour veiller à la bonne et honnête administration des deniers de l'Etat. On n'avait jamais accepté leur tutelle ni leur contrôle sur la perception des impôts et leur emploi par les diverses administrations locales. Dernièrement encore, la France avait décidé l'envoi de M. Langlais, conseiller d'Etat, financier éminent, sur la demande de Maximilien, pour être appelé au poste de ministre des Finances. Mais, lorsqu'au commencement d'août 1865, on apprit à Mexico que M. Langlais était envoyé pour

occuper un emploi si important, ce fut un tolle furieux dans toute la gente financière du pays, qui croyait, avec juste raison du reste, qu'on allait lui enlever le pain de la bouche. Alors le Gouvernement, qui était pourtant officiellement informé de la mission de cette haute personnalité française, osa publier, dans le *Journal officiel*, une note impudente, presque impertinente pour le Gouvernement français, auquel on refusait le droit de se mêler d'une pareille affaire.

L'Empereur continua, en cette circonstance, la série de ses procédés de mauvaise foi. Tout en professant des sentiments de reconnaissance pour la protection que lui accordait Napoléon III, il agissait, d'autre part, de manière à annuler les effets de cette protection. Aussi, il s'empressa de prendre, avec ses ministres, toutes sortes de mesures pour paralyser l'action de M. Langlais lorsqu'il arriverait à Mexico, où on lui demanderait seulement *son opinion sur les mesures déjà prises*.

C'est ce qui eut lieu dès son arrivée, dans un décret du 30 septembre. Ce qui fut plus exorbitant, c'est que M. Langlais ne fut même pas nommé ministre des Finances, ainsi qu'il était convenu, mais seulement et dérisoirement *assimilé* à un ministre sans portefeuille pouvant assister, quand l'Empereur l'ordonnerait, au Conseil des ministres, pour donner son opinion sur les questions qu'on daignera lui soumettre.

Cette manière de faire était rien moins que scandaleuse. Le Maréchal en manifesta son mécontentement, ce qui augmenta encore l'âpreté des attaques dont il était l'objet de la part du clan des fonctionnaires mexicains et du parti qui les soutenait. Et pourtant le Maréchal faisait parfois des infractions, importantes et bien généreuses de sa part, aux ordres venus de Paris lui interdisant de faire des avances d'argent au Gouvernement mexicain. Il agissait ainsi uniquement sous l'inspiration d'un sentiment de conciliation, de dévouement et de sympathique pitié pour cet infortuné Empereur, qui se débattait sans cesse dans l'impasse de mi-

sère et parfois même de dénuement où il s'était engagé, et ne faisait rien pour s'en arracher.

Un jour même, je fus, par devoir de service, obligé de me mettre dans un cas pendable. C'était en juillet 1864, la maison impériale était tellement dépourvue de moyens d'existence qu'il n'y avait même pas de quoi mettre la « poule au pot » ! Alors, le Maréchal, apitoyé par une situation aussi lamentable, humiliante même pour tout le monde, dut prendre sur lui d'y porter le remède qui s'imposait immédiatement. Il n'y avait plus rien dans la cassette impériale et le trésor français devait se refuser à effectuer une avance de fonds qu'on ne pouvait ordonnancer à aucun titre régulier. Il fallait donc recourir au seul expédient que comporte l'action immédiate, en dehors de toute règle de comptabilité, c'est-à-dire le *forcement de caisse*, par cas de force majeure.

Le Maréchal me délégua, en bonne et due forme, avec un ordre écrit adressé au payeur en chef de l'armée pour me présenter à la trésorerie et opérer, en son lieu et place, un forcement de caisse et en extraire une somme de cinq cent mille francs qui serait remise aussitôt au trésorier de la cassette impériale, ce que je fis consciencieusement et sans le moindre scrupule. J'ai même encore en ma possession et sous les yeux la lettre étrange et peu rassurante que m'adressa, le soir même, le payeur en chef pour régulariser par des signatures cette opération de cambriolage peu ordinaire. Voici ce document :

« Mon cher ami,

« Je vous prie de signer nos trois procès-verbaux, en remettre un à S. E. le Maréchal et me renvoyer les deux autres demain matin.

« Il y a de quoi nous faire pendre tous les trois.

« En attendant, je suis à vous.

« A. DE JUPEAU. »

Dans d'autres circonstances encore, le maréchal Bazaine dut prendre sous sa responsabilité de venir au secours du malheureux Gouvernement en détresse. L'Empereur le remerciait avec une touchante effusion, mais n'en continuait pas moins à suivre l'impulsion de ses ennemis. Ce qui était plus grave, c'est qu'il ne faisait rien de ce que le Gouvernement français et le Maréchal le poussaient à faire pour améliorer la situation ; il ne cherchait aucun moyen de diminuer le gaspillage et le pillage des deniers publics, mais en revanche il augmentait constamment les dépenses. Une telle façon de gouverner ne pouvait qu'aboutir à une catastrophe !



FIN DU SECOND VOLUME

Table des Matières du Second Volume

Pages

CHAPITRE PREMIER

Mexico. Première période politique..... 1

CHAPITRE II

Monographie de Mexico..... 25

CHAPITRE III

Deuxième période politique..... 37

CHAPITRE IV

Le Général Bazaine prend le haut commandement. 65

CHAPITRE V

Campagne de l'Intérieur..... 83

CHAPITRE VI

Prologue de l'Empire..... 121

CHAPITRE VII

L'Empire se fait attendre..... 133

CHAPITRE VIII

Acceptation de Maximilien..... 145

CHAPITRE IX

Préparatifs à Mexico..... 155

CHAPITRE X

Règne de Maximilien Ier..... 163

CHAPITRE XI

Fêtes de joyeux avènement..... 181

Pages

CHAPITRE XII

Voyage de Maximilien..... 193

CHAPITRE XIII

Retour de Maximilien..... 209

CHAPITRE XIV

Attaques dirigées contre le Maréchal Bazaine..... 231

CHAPITRE XV

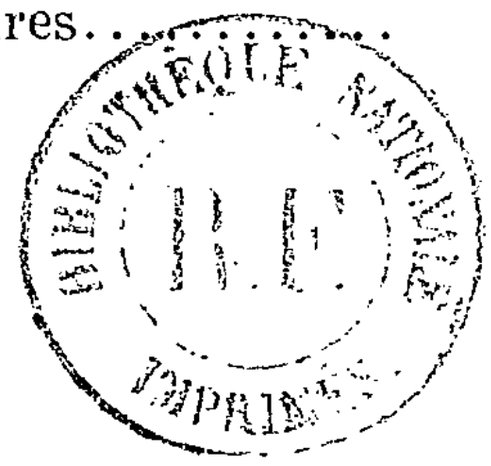
Symptômes inquiétants..... 261

CHAPITRE XVI

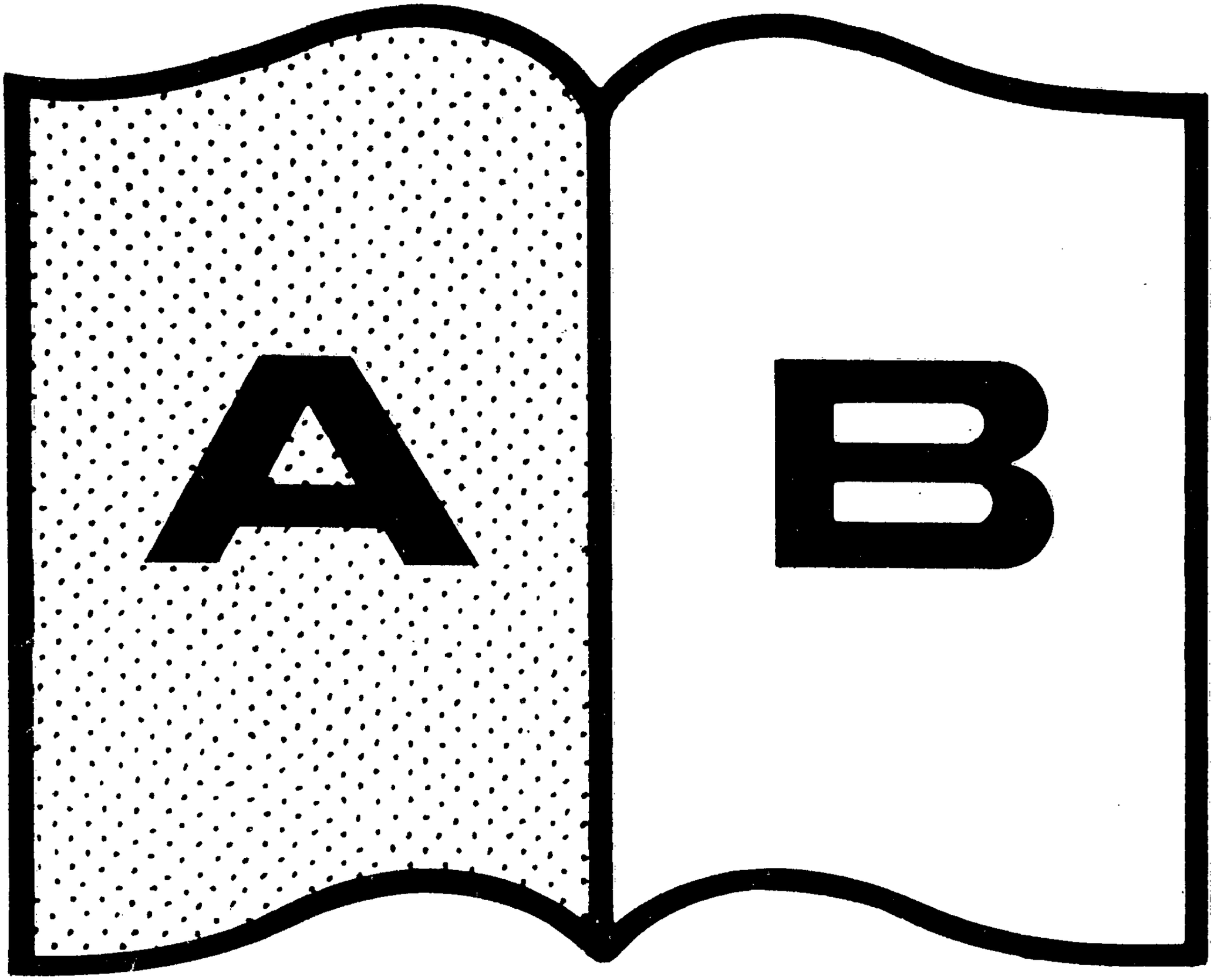
Expéditions et fêtes..... 276

CHAPITRE XVII

Complications intérieures et extérieures..... 317



Imp. M. Bousrez, Poitiers.



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14

Table des Matières du Second Volume

CHAPITRE PREMIER

Mexico. Première période politique

CHAPITRE II

Monographie de Mexico

CHAPITRE III

Deuxième période politique

CHAPITRE IV

Le Général Bazaine prend le haut commandement

CHAPITRE V

Campagne de l'Intérieur

CHAPITRE VI

Prologue de l'Empire

CHAPITRE VII

L'Empire se fait attendre

CHAPITRE VIII

Acceptation de Maximilien

CHAPITRE IX

Préparatifs à Mexico

CHAPITRE X

Règne de Maximilien I^{er}

CHAPITRE XI

Fêtes de joyeux avènement

CHAPITRE XII

Voyage de Maximilien

CHAPITRE XIII

Retour de Maximilien

CHAPITRE XIV

Attaques dirigées contre le Maréchal Bazaine

CHAPITRE XV

Symptômes inquiétants

CHAPITRE XVI

Expéditions et fêtes

CHAPITRE XVII

Complications intérieures et extérieures